

**CONVENTION DE TRANSPORT**

**ENTRE**

**LA REPUBLIQUE DU NIGER**

**ET**

**WEST AFRICAN OIL PIPELINE (NIGER) COMPANY**

---

**RELATIVE AU SYSTEME DE TRANSPORT DES  
HYDROCARBURES PAR CANALISATIONS  
NIGER-BÉNIN ("PROJET PENB")**

---

15 septembre 2019

h  
v

sf

## CONTENTS

Article	Page
PARTIE I OBJET, DÉFINITIONS, INTERPRÉTATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR.....	3
Article 1 Objet.....	3
Article 2 Définitions et Interprétation.....	3
Article 3 Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention.....	23
PARTIE II DÉCLARATIONS, GARANTIES ET NATURE DES OBLIGATIONS DES PARTIES.....	25
Article 4 Déclarations et Garanties de l'Etat.....	25
Article 5 Déclarations et Garanties de WAPCO (Niger).....	26
Article 6 Nature des Obligations des Parties.....	26
PARTIE III REGIME JURIDIQUE ET STABILISATION.....	27
Article 7 Régime Juridique.....	27
Article 8 Stabilisation.....	28
PARTIE IV MISE EN ŒUVRE DU PROJET PENB.....	33
Article 9 Général.....	33
Article 10 Coopération.....	34
Article 11 Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet.....	37
Article 12 Autorisations du Projet.....	42
Article 13 Droits Fonciers.....	47
Article 14 Accès aux Ressources et aux Installations.....	57
Article 15 Personnel et Emploi.....	58
Article 16 Passation de Marchés et Approvisionnement.....	61
Article 17 Sécurité.....	63
Article 18 Accords d'Etat.....	64
Article 19 Assurance et réassurance.....	65
Article 20 Financement et Sûreté.....	67
PARTIE V OBLIGATIONS GENERALES.....	68
Article 21 Liberté de Transit du Pétrole.....	68
Article 22 Approvisionnement en Amont, Non-Interruption des Activités du Projet.....	69
Article 23 Accès au Système de Transport Export.....	71
Article 24 Transport et propriété du Pétrole Brut.....	78
Article 25 Normes Générales.....	79
Article 26 Normes Environnementales, Sanitaires, Sociales et de Sécurité.....	79
Article 27 Normes Techniques.....	80





Article 28 Information et Accès .....	80
Article 29 Comptage .....	82
PARTIE VI RÉGIME FISCAL, IMPORT ET EXPORT ET DEVICES .....	84
Article 30 Régime Fiscal convenu .....	84
Article 31 Import et Export .....	85
Article 32 Devises Etrangères et Sujets Liés .....	86
PARTIE VII RÉSILIATION, CESSATION D'ACTIVITÉS, DÉMANTÈLEMENT ET RESPONSABILITÉ .....	88
Article 33 Résiliation .....	88
Article 34 Suspension et Cessation des Activités .....	92
Article 35 Démantèlement .....	93
Article 36 Responsabilité de WAPCO (Niger) .....	96
Article 37 Responsabilité de l'Etat .....	96
Article 38 Force Majeure .....	97
Article 39 Expropriation.....	99
PARTIE VIII STIPULATIONS FINALES .....	101
Article 40 Ethique des Affaires .....	101
Article 41 Conditions de Paiement.....	102
Article 42 Modification.....	103
Article 43 Successeurs et Cessionnaires Autorisés ; Transferts.....	103
Article 44 Preuve des Droits .....	105
Article 45 Renonciation à l'Immunité .....	105
Article 46 Du Règlement des Différends .....	106
Article 47 Droit Applicable à la présente Convention .....	114
Article 48 Notification .....	114
Article 49 Confidentialité.....	115
Article 50 Participants au Projet.....	117
Article 51 Stipulations Diverses.....	118
Annexe I Régime Fiscal Convenu .....	121
Annexe II Assurances .....	154
Annexe III Exemple chiffré de détermination du tarif des services de Transport.....	155
Annexe IV Contrat de Conseil.....	157

17

Sf

LA PRESENTE CONVENTION DE TRANSPORT est conclue à Niamey au Niger le 15 septembre 2019,

ENTRE:

- (1) LA REPUBLIQUE DU NIGER, dûment représentée aux fins des présentes par Monsieur FOUMAKOYE GADO, Ministre du Pétrole, agissant en vertu des dispositions des articles 82 et 105 de la loi n°2007-01 du 31 janvier 2007, portant Code Pétrolier de la République du Niger (ci-après désignée, l'"Etat") ;

D'UNE PART,

ET

- (2) WEST AFRICAN OIL PIPELINE (NIGER) COMPANY S.A., une société anonyme de droit nigérien immatriculée au Registre du Commerce et au Crédit Mobilier sous le numéro NE-NIM-01-2019-B15-00002, ayant son siège social à Niamey, Gamkallé, Corniche Gamkallé (NB2), 12520, 89 88 81 66 et avec un capital social de 10.000.000 Francs CFA (ci-après désignée "WAPCO (Niger)"), dûment représentée aux fins des présentes par Monsieur ZHONGCAI WANG, en vertu d'un pouvoir à lui conféré ;

D'AUTRE PART.

#### PREAMBULE

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

- (A) L'Etat est partie à un contrat de partage de production (le "**Contrat de Partage de Production**") (initialement conclu le 2 juin 2008, et tel que modifié, y compris le 20 juin 2018) avec les Partenaires Amont Agadem (tels que définis ci-dessous) concernant le bloc d'Agadem (le "**CPP Agadem**"), initialement attaché à une autorisation exclusive de recherche au sens de la Législation Pétrolière (tel que définie ci-dessous) (l'"**AER**") en vertu de laquelle il a été conféré à un Affilié de l'un des Partenaires Amont Agadem le droit exclusif d'entreprendre des opérations de recherche d'hydrocarbures dans la zone contractuelle de recherche couverte par l'AER (la "**Zone Contractuelle de Recherche**") en vue de la mise en évidence de gisements commerciaux d'hydrocarbures.
- (B) Les Partenaires Amont Agadem ont fait de nombreuses découvertes de gisements commerciaux de Pétrole Brut dans la Zone Contractuelle de Recherche, suite à quoi l'Etat a accordé certaines autorisations exclusives d'exploitation conférant aux Partenaires Amont Agadem des droits exclusifs sur ces gisements, dont une autorisation exclusive d'exploitation (l'"**AEE n°1**") aux fins d'exploitation des gisements de GOUMERI, SOKOR et AGADIR et une autorisation exclusive d'exploitation (l'"**AEE n°2**") aux fins d'exploitation de gisements dont la production est destinée au marché international.
- (C) En avril 2018, l'Etat et la République du Bénin ont conclu un protocole d'accord définissant le cadre de la construction et de l'exploitation potentielles d'un pipeline d'exportation de Pétrole Brut du Niger à un port d'exportation au Bénin ("*Protocole d'accord entre la République du Niger et la République du Bénin relatif au projet de construction et d'exploitation du pipeline export Niger-Bénin*").



- (D) Le 20 juin 2018, les Partenaires Amont Agadem et l'Etat ont conclu l'avenant n° 4 du CPP Agadem qui prévoit l'attribution aux Partenaires Amont Agadem d'une autorisation exclusive d'exploitation unique (la "**Grande AEE**") portant sur l'ensemble des gisements découverts sur la Zone Contractuelle de Recherche (y compris les gisements initialement couverts par l'AEE n°1 et par l'AEE n°2) et dont l'Annexe H envisage la construction et l'exploitation d'un pipeline d'exportation de Pétrole Brut par les Partenaires Amont Agadem pour le Transport du Pétrole Brut provenant de la Zone Contractuelle Agadem vers un port côtier situé à l'extérieur du Territoire.
- (E) Dans une lettre à CNPCNP (telle que défini ci-dessous) en date du 7 août 2018, l'État a confirmé certaines dispositions relatives à l'incorporation de WAPCO (Niger) dans l'Etat avec un seul actionnaire.
- (F) Le 20 septembre 2018, l'Etat et la China National Oil and Gas Exploration and Development Company Ltd. ont conclu un accord-cadre concernant la construction et l'exploitation du pipeline transfrontalier d'exportation de Pétrole Brut du Niger au Bénin ("*Accord-Cadre relatif à la construction et à l'exploitation d'un pipeline transfrontalier de pétrole brut du Niger à destination du Bénin*") (l'"**Accord-Cadre Niger**").
- (G) Un accord bilatéral a été conclu entre l'Etat et la République du Bénin à Niamey le 23 janvier 2019, (l'"**Accord Bilatéral**" ou "**AB**").
- (H) La présente Convention est conclue en application de la Législation Pétrolière, du CPP Agadem, de l'Accord-Cadre Niger, et de l'Accord Bilatéral afin, entre autres, de préciser les droits et obligations de l'Etat et de WAPCO (Niger) en sa qualité de titulaire de l'ATI (telle que définie ci-dessous) et de mettre en œuvre les accords et les engagements respectifs des Parties au titre de l'Accord-Cadre Niger, du CPP Agadem et de l'Accord Bilatéral.
- (I) Les Sociétés de Projet (telles que définies ci-dessous) exploiteront, entretiendront et géreront le Système de Transport Export conformément à un Accord de Coopération (tel que défini ci-dessous). Conformément à l'Accord de Coopération, les Sociétés de Projet, qui seront séparément responsables de leurs activités dans l'Etat et au Bénin, souhaitent développer ensemble le Système de Transport Export de manière à disposer d'un réseau de pipeline efficace, sûr, stable et intégré harmonisant les normes techniques et autres communes, partant de l'Etat et traversant le Bénin jusqu'au terminal maritime d'exportation sur la côte du Bénin dans la commune de Sèmè (dans le département de Ouémé), ce réseau de pipeline devant être utilisé pour le Transport de Pétrole Brut pour l'acheminement sur le marché international.
- (J) WAPCO (Niger) est le 'Transporteur Nigérien' tel que défini dans l'Accord Bilatéral et aura le droit, en vertu de l'ATI, de construire, de posséder et d'exploiter le Système de Transport Niger sur le Territoire.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES AUX PRÉSENTES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :**



**PARTIE I**  
**OBJET, DÉFINITIONS, INTERPRÉTATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR**

**ARTICLE 1**  
**OBJET**

La présente Convention a pour objet d'énoncer les droits et les obligations de l'Etat et de WAPCO (Niger), et, dans la limite des stipulations de la présente Convention les concernant, les droits des autres Participants au Projet, en ce qui concerne le Projet PENB, y compris : (a) le financement, la propriété, la construction, l'exploitation et l'entretien du Système de Transport Niger, lequel formera, conjointement avec le Système de Transport Bénin, un système de pipeline intégré provenant de l'Etat et traversant le Bénin jusqu'à la côte du Bénin dans la commune de Sèmè-Kpodji, qui sera utilisé pour le Transport de Pétrole Brut pour l'acheminement vers les marchés internationaux ; et (b) les activités administratives et autres activités auxiliaires nécessaires à l'exécution du Projet PENB.

**ARTICLE 2**  
**DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

**2.1 Définitions**

Les termes et expressions définis dans la présente Convention (y compris dans le Préambule et les Annexes) s'appliquent à chaque fois que ces termes et expressions sont utilisés dans la présente Convention (y compris dans le Préambule et les Annexes).

En outre, les termes et expressions ci-après ont les significations suivantes :

"**Accord Bilatéral**" ou "**AB**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (G) du Préambule.

"**Accord-Cadre Niger**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (F) du Préambule.

"**Accord de Coopération**" désigne l'accord de coopération conclu entre WAPCO (Niger) et la Société de Projet Bénin, et approuvé par l'Etat et le Bénin, concernant certaines mesures d'harmonisation et d'autres questions relatives à la conception, la construction, l'exploitation, le développement et au financement du Système de Transport Niger et du Système de Transport Bénin en tant que système intégré de transport des hydrocarbures par pipeline.

"**Accords d'Etat**" désigne tous les accords, contrats, concessions ou autres documents en rapport avec les Activités du Projet (à l'exception de la présente Convention et de l'Accord Bilatéral) auxquels l'Etat ou toute Autorité Publique, d'une part, et tout Participant au Projet, d'autre part, est ou devient ultérieurement partie et "**Accord d'Etat**" désigne l'un d'entre eux.

"**Acheteurs**" désigne toute Personne qui a conclu un accord avec un Expéditeur pour l'achat de Pétrole Brut qui est Transporté par le Système de Transport Export ; et "**Acheteur**" désigne l'un d'entre eux.

"**Acte de Confirmation d'Entrée en Vigueur**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 3.6 (*Confirmation d'entrée en vigueur*).

品

8f

"**Actifs Amont**" désigne tous les investissements, biens et autres actifs relatifs à toute Zone de Production de Pétrole.

"**Actifs Liés au Projet**" désigne tous les investissements, biens et autres actifs corporels ou incorporels des Participants Clés au Projet relatifs au Projet PENB, y compris le Système de Transport Export, tout autre actif corporel ou incorporel de chaque Société de Projet, les actions dans, et les prêts consentis à, chaque Société de Projet ou Actionnaire immatriculé dans l'Etat ; et "**Actif Lié au Projet**" désigne l'un d'entre eux.

"**Actifs Protégés**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 45.2 (*Renonciation à l'Immunité*).

"**Actionnaires**" désigne toute Entité détenant directement toute forme de participation dans le capital de WAPCO (Niger) ou tout autre droit similaire ; et "**Actionnaire**" désigne l'un d'entre eux.

"**Activités Connexes**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 11.14 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*).

"**Activités du Projet**" désigne les activités menées par les Participants au Projet pour les besoins du Projet PENB développé en lien avec l'ATI (ou d'un titre juridique équivalent délivré par le Bénin) ; et "**Activité du Projet**" désigne l'une d'entre elles.

"**Affiliés**" désigne, en ce qui concerne une Entité, toute autre Entité qui, directement ou indirectement par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, Contrôle, est Contrôlée par, ou est sous Contrôle commun avec, cette Entité ; et "**Affilié**" désigne l'un d'entre eux.

"**AEE n°1**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (B) du Préambule.

"**AEE n°2**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (B) du Préambule.

"**AER**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (A) du Préambule.

"**AGH Bénin**" désigne l'accord de gouvernement hôte conclu entre la Partie Publique Béninoise et la Société de Projet Bénin relatif au développement du Projet PENB sur le Territoire Béninois, ainsi que les termes de ses annexes telles qu'elles y figurent (lesquelles font partie intégrante dudit accord).

"**Annexes**" désigne les annexes jointes à la présente Convention ; et "**Annexe**" désigne l'une d'entre elles.

"**API MPMS Standards**" désigne les Standards de Mesure du Pétrole du Manuel de l'Institut Américain du Pétrole (*American Petroleum Institute Manual of Petroleum Measurement Standards*).

"**Assureurs**" désigne toute compagnie d'assurance ou autre Personne (y compris tout Affilié dûment certifié de WAPCO (Niger) ou tout Investisseur qui fournit une auto-assurance à son groupe de sociétés) qui fournit une couverture d'assurance pour tout ou partie des risques liés au Projet PENB et, s'agissant des risques réputés situés sur le Territoire en vertu du Droit Nigérien, qui justifie d'un agrément ou d'une Autorisation



du Projet délivrée à cet effet par l'Autorité Publique compétente conformément au Droit Nigérien ; et "Assureur" désigne l'un d'entre eux.

"ATI" désigne l'autorisation de transport intérieur délivrée à la Société de Projet Niger pour les besoins des Activités du Projet en vertu de la Législation Pétrolière.

"Autorisation du Projet" désigne tout permis, consentement, licence, autorisation, approbation, inscription ou enregistrement qu'un Participant au Projet juge nécessaire ou utile à la réalisation du Projet PENB et que l'Etat ou une Autorité Publique a le pouvoir d'accorder (y compris, si nécessaire, pour voler au-dessus des Terrains Nécessaires au Projet ou pour avoir accès aux colonnes d'eau au-dessus de tous fonds, cours d'eau et lacs).

"Autorités Publiques" désigne l'Etat (en tant que personne morale de droit public) et tout service ou organe, central ou déconcentré, de l'Etat ainsi que chacun des démembrement de l'Etat et, d'une manière générale, toute autre personne morale de droit public au sens du Droit Nigérien et tout organe agissant légalement au nom et pour le compte d'une telle personne morale de droit public, en ce compris le gouvernement, les organes centraux, régionaux, municipaux et locaux et, sous réserve du respect de la séparation des pouvoirs en Droit Nigérien, les organes judiciaires et législatifs, ainsi que tous les services, branches et sous-divisions de l'Etat ou de toute personne morale de droit public au sens du Droit Nigérien et toute Entité Publique (concernant cette dernière, dans la mesure où elle gère un service public au sens du Droit Nigérien ou exerce une prérogative de puissance publique ou autre autorité, pouvoir ou fonction similaire). Le terme "Autorité Publique", sans que cela soit limitatif, inclut tout organe exécutif et de régulation, agence, département, ministère, autorité, fonctionnaire, Entité, agent et représentant concernant le Territoire qui a le pouvoir de régir, règlementer, appliquer et faire respecter le Droit Nigérien, de prélever ou de percevoir des impôts et taxes, droits, contributions et autres charges similaires, d'octroyer des licences ou permis ou d'approuver ou d'affecter d'une autre manière similaire, directement ou indirectement, le Projet PENB ou les droits ou obligations des Participants au Projet en ce qui concerne les Activités du Projet, nonobstant tout changement à tout moment de structure, de forme ou autre; et "Autorité Publique" désigne l'une d'entre elles.

"Autorité Publique Béninoise" a la signification qui est donnée au terme "Autorité Publique" dans l'AGH Bénin, étant précisé que les obligations de l'Etat tendant à ce que celui-ci entreprenne une action auprès d'une Autorité Publique Béninoise seront réputées satisfaites dès lors que l'Etat aura pris attache avec le ministre chargé des hydrocarbures du Bénin ou tout autre ministre compétent du Bénin à cet effet.

"Avis de Cessation" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 34.3 (*Suspension et Cessation des Activités*).

"Avis de Différend" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.2 (*Règlement amiable*).

"Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (c) de l'Article 33.2 (*Retrait de l'ATI*).

"Avis de Retrait ATI" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (f) de l'Article 33.2 (*Retrait de l'ATI*).



"**Bénéficiaire**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 12.4 (*Cession des Autorisations du Projet*).

"**Bénin**" désigne la République du Bénin.

"**Biens**" désigne les biens de tout nature, meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, y compris tout droit ou intérêt sur ces biens.

"**Capacité de Transport Réservée**" a la signification qui est donné à ce terme au paragraphe (b)(i) de l'Article 23.4 (*Capacité disponible*).

"**CCI**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 46.3 (*Conciliation*).

"**Cédant**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 12.4 (*Cession des Autorisations du Projet*).

"**Changement de Droit International**" désigne tout Changement de Loi :

- (a) résultant :
  - (i) du droit international, des traités ou conventions internationales auxquels l'Etat est partie à la Date de Signature ou devient partie après la Date de Signature ; ou
  - (ii) de tous textes, actes, protocoles, normes, décisions, jugements ou autres pris par les organes compétents des organisations internationales, multilatérales ou communautaires en vertu des traités ou conventions internationaux auxquels l'Etat est partie à la Date de Signature ou devient partie après la Date de Signature ; et
- (b) ayant sur les Participants au Projet l'un ou plusieurs des effets listés aux paragraphes (a) à (e) de la définition de Changement de Loi Stabilisé entraînant, ensemble ou isolément, pour ce Participant au Projet, des Coûts et/ou des Pertes cumulés pour : (i) un montant dépassant un (1) million de Dollar US au cours d'une année civile ; ou (ii) un montant cumulé au cours d'une période de dix (10) années dépassant cinq (5) million de Dollars, étant entendu dans tous les cas que les montants indiqués ci-dessus constituent un seuil de déclenchement et non une franchise.

"**Changement de Loi**" désigne tout changement (quelle qu'en soit la description) dans le Droit Nigérien ou dans l'application ou l'interprétation de tout aspect du Droit Nigérien à toute Personne ou activité, y compris suite à l'adoption, la publication, la modification, ou l'abrogation de toute législation, texte réglementaire, Autorisation du Projet ou traités ou conventions internationales auxquels l'Etat est partie :

- (a) survenu après la date d'entrée en vigueur de la Législation Pétrolière, en ce qui concerne les aspects du Droit Nigérien régis par la Législation Pétrolière,
- (b) survenu après la date d'entrée en vigueur de la Loi du Projet, en ce qui concerne les aspects du Droit Nigérien régis par la Loi du Projet; ou

- (c) survenant à tout moment après la Date de Signature, en ce qui concerne tous autres aspects du Droit Nigérien,

étant entendu que ne constitue pas un Changement de Loi : (i) toute suspension ou retrait d'une Autorisation du Projet conformément à l'Article 12.5 (*Retrait ou suspension des Autorisations du Projet autres que l'ATI*) ou à l'Article 33.2 (*Retrait de l'ATI*) ou (ii) tout changement résultant d'actes, de décisions ou de pratiques mettant fin à une tolérance administrative d'une Autorité Publique en ce qui concerne des agissements ou pratiques non conformes au Droit Nigérien applicable à la Date de Signature dans la mesure où le dit changement viserait à restaurer la bonne application du Droit Nigérien.

**"Changement de Loi Stabilisé"** désigne tout Changement de Loi, autre qu'un Changement de Droit International ou un Changement de Normes ESS Locales ou tout Changement de Loi visé à l'Article 15.11 (*Personnel et Emploi*), qui :

- (a) (i) retarde ou empêche ; (ii) affecte autrement d'une manière significativement défavorable, dans ces deux cas, la mise en œuvre de tout ou partie du Projet PENB ou toute autre Activité du Projet ; ou (iii) augmente, directement ou indirectement, les obligations de WAPCO (Niger) au titre de la présente Convention ou porte atteinte aux droits et avantages conférés par la présente Convention aux Participants au Projet ;
- (b) affecte d'une manière défavorable la valeur de tout ou partie du Système de Transport Export ou de toute autre Actif Lié au Projet ;
- (c) modifie, résilie, rend caduque ou inopposable, contrevient à, contredit ou affecte défavorablement tout droit ou toute obligation en vertu de l'Accord Bilatéral, de la présente Convention, de tout Document de Projet ou de tout Document de Financement ;
- (d) impose des Coûts à tout Participant au Projet en rapport direct avec des prestations ou services rendus, ou biens livrés, pour les besoins du Projet PENB, sous réserve, en ce qui concerne les Participants au Projet autres que les Participants Clés au Projet, que ces Coûts soient en relation directe avec l'exercice des droits et avantages qui leur sont expressément conférés en vertu de la Loi du Projet, de la présente Convention, de l'Accord Bilatéral, d'un Accord d'Etat ou d'une Autorisation du Projet ; et/ou
- (e) a pour conséquence qu'un Participant au Projet subisse une Perte en rapport direct avec des prestations ou services rendus, ou biens livrés, pour les besoins du Projet PENB sous réserve, en ce qui concerne les Participants au Projet autres que les Participants Clés au Projet, que ces Pertes soient en relation directe avec l'exercice des droits et avantages qui leur sont expressément conférés en vertu de la Loi du Projet, de la présente Convention, l'Accord Bilatéral, d'un Accord d'Etat ou d'une Autorisation du Projet.

**"Changement de Normes ESS Locales"** désigne tout Changement de Loi qui :

- (a) porte sur des normes environnementales, sanitaires ou sécuritaires ;

- (b) est d'application générale sur le Territoire à tous secteurs d'activités ; et
- (c) ne constitue pas un Impôt.

"**CNPCNP**" désigne CNPC Niger Petroleum S.A., une *société anonyme* immatriculée conformément aux lois de la République du Niger, avec un capital social de 10.000.000 Francs CFA, dont le siège social est situé à B.P. 12520 ; N° 1543, rue Corniche Gamkallé, Quartier Gamkallé, 4ème arrondissement, Niamey, République du Niger, et enregistrée sous le numéro NI-NIA-2008-B 1332.

"**Code Pétrolier 2007**" désigne la loi n°2007-01 du 31 janvier 2007 portant code pétrolier de la République du Niger.

"**Comité Consultatif CT**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 10 (*Coopération*).

"**Comité Inter-Etat de Pilotage**" désigne le comité inter-Etat de pilotage créé par l'Etat et le Bénin en vertu de l'article 21 de l'Accord Bilatéral.

"**Comité National de Suivi**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 10 (*Coopération*).

"**Commissaire Enquêteur**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 13.5 (*Terrains privés*).

"**Compteur du Terminal**" désigne les équipements et installations de mesure du Pétrole Brut pour la livraison sur un navire accepté à la station terminale du Système de Transport Export.

"**Contractants**" désigne toute Personne, autre qu'un Fournisseur, fournissant des biens, travaux, technologies ou services, y compris des services en relation avec le financement du Projet PENB (en ce compris, entre autres, des arrangements de crédit, de financement, d'assurance ou d'autres arrangements financiers) au profit de WAPCO (Niger) par le biais d'un contrat, à l'exclusion toutefois de toute personne physique agissant dans son rôle d'employé de toute Personne ; et "**Contractant**" désigne l'un d'entre eux.

"**Contractant EPC**" désigne tout Contractant titulaire d'un contrat de type "*engineering, procurement and construction*" (*EPC*) conclu avec WAPCO (Niger) pour la mise en œuvre du Projet PENB.

"**Contrat Pétrolier**" désigne un contrat de partage de production ou un contrat de concession au sens du Droit Nigérien ou tout autre contrat prévu par le Droit Nigérien relatif à l'exercice des activités de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures sur le Territoire.

"**Contrôle**" signifie soit :

- (a) la détention, directe ou indirecte, par une Personne d'un pourcentage d'actions ou de parts sociales ou de tout autre titre donnant lieu à la majorité des droits de vote aux assemblées générales d'une Entité ou permettant l'exercice d'un pouvoir déterminant dans la direction de ladite Entité, étant précisé qu'au sens



de la présente Convention, une Personne est présumée exercer un pouvoir déterminant dans la direction d'une Entité lorsqu'en raison de circonstances de droit ou de fait, elle est en mesure de faire prévaloir son point de vue dans les prises de décision de cette entité ; ou

- (b) la minorité de blocage des décisions de l'assemblée générale d'une Entité, déterminée :
  - (i) en ce qui concerne WAPCO (Niger), dans les conditions prévues par l'acte uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le groupement d'intérêt économique; et
  - (ii) en ce qui concerne toute autre Entité, par la loi applicable à cette Entité pour l'appréciation de cette minorité de blocage ; ou
- (c) l'exercice du pouvoir déterminant de décision mentionné ci-dessus en vertu d'accords ou de pactes, statutaires ou non, conclus entre actionnaires ou associés,

et les termes "**Contrôlés**" ou "**Contrôlant**" ont le sens correspondant.

"**Convention**" désigne la présente convention de transport y compris les annexes jointes aux présentes (qui font partie intégrante de la présente Convention).

"**Convention CIRDI**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.5 (*Arbitrage*).

"**Coûts**" désigne, à l'égard de tout Changement de Loi :

- (a) tout nouveau coût ou toute nouvelle dépense ou augmentation de coût ou dépense (y compris les coûts d'investissement, les coûts de fonctionnement et d'entretien et les Impôts ou autres charges) ; ou
- (b) toute réduction ou perte de recette ou de rendement présent ou futur, à l'exception de toute réduction ou perte d'une chance de recette ou de rendement (mais sans préjudice de toute réduction ou perte de recette ou de rendement au titre de tous contrats existant à la date du Changement de Loi concerné),

résultant ou attribuable, directement ou par voie de conséquence, à ce Changement de Loi.

"**CPP Agadem**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (A) du Préambule.

"**Date de Signature**" désigne la date à laquelle la présente Convention est signée par les Parties.

"**Date d'Entrée en Vigueur**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 3 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*).

"**Décret d'Application 2007**" désigne le décret n° 2007-082 du 28 mars 2007, fixant les modalités d'application de la loi n° 2007-01 du 31 janvier 2007 portant code pétrolier de la République du Niger.



**"Demande d'Occupation des Terrains"** désigne la demande d'octroi d'un titre juridique conférant à WAPCO (Niger) les Droits Fonciers portant sur les Terrains Nécessaires au Projet.

**"Devise Etrangère"** désigne le Dollar US ou l'Euro (ou toute autre monnaie acceptable pour WAPCO (Niger) n'ayant pas cours légal dans l'Etat et qui viendrait en substitution du Dollar US ou de l'Euro) pour tout paiement au titre de la présente Convention.

**"Différend"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.1 (*Forum Unique*).

**"Différend Consolidé"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.6 (*Consolidation des Différends*).

**"Différend Lié"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.6 (*Consolidation des Différends*).

**"Différend Existant"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.6 (*Consolidation des Différends*).

**"Documents de Financement"** désigne tous les accords qui seront conclus entre une ou plusieurs Parties Financières et une ou plusieurs Sociétés de Projet ou l'Etat relatifs au Système de Transport Export ; et **"Document de Financement"** désigne l'un d'entre eux.

**"Documents de Projet"** désigne tous les accords, contrats ou concessions relatifs aux Activités du Projet autres que l'Accord Bilatéral, auxquels l'Etat, une Autorité Publique ou un Participant au Projet est ou devient ultérieurement partie ; et **"Document de Projet"** désigne l'un d'entre eux.

**"Domaines de l'Etat"** désigne les Terrains sur le Territoire qui relèvent du domaine public ou privé de l'État ou d'une Autorité Publique.

**"Droit de Transit"** désigne tout droit perçu par un état pour le transit de Pétrole Brut à travers son territoire.

**"Droits des Tiers"** désigne tout Privilège existant au bénéfice de tiers relatif aux Terrains sur le Territoire ; et **"Droit des Tiers"** désigne l'un d'entre eux.

**"Droits Fonciers"** désigne tous les droits (en ce compris le droit d'utilisation, d'occupation, de détention, de contrôle, de construction (qu'il soit exclusif ou non, en surface ou en sous-sol)), mais à l'exclusion du droit de propriété, détenus sur les Terrains Nécessaires au Projet par WAPCO (Niger) en vertu du Droit Nigérien afin d'exécuter les Activités du Projet sur le Territoire.

**"Droit Nigérien"** désigne tout droit en vigueur sur le Territoire, et notamment :

- (a) la constitution du Niger, toute législation, directive, règlement, décret, arrêté, ou autre acte similaire de l'Etat ou de l'Autorité Publique;



- (b) toute loi ou tout autre instrument législatif ou réglementaire d'une Autorité Publique (y compris la Loi du Projet) mettant en œuvre la présente Convention, y compris pour son approbation et son entrée en vigueur ;
- (c) la jurisprudence en vigueur ou applicable dans l'Etat ainsi que la doctrine, y compris la doctrine administrative ou fiscale, résultant des actes, décisions ou documents de toutes natures émanant des tribunaux nigériens ou de toute Autorité Publique ; et
- (d) les règles de droit international et tout accord international, traité (y compris communautaire) ou convention applicable (y compris en matière de droits de l'homme, d'environnement, de santé, de protection sociale, de sécurité et de travail),

valable et ayant un effet contraignant sur le Territoire.

"Entité" désigne toute société (y compris toute société par actions, société à responsabilité limitée, société en nom collectif, société en commandite), entreprise, coentreprise, consortium, société de fait ou société créée de fait, groupement d'intérêt économique, association, fiducie ou autre entité juridique ou organisation dûment organisée par traité ou en vertu des lois d'un état ou d'une subdivision de celui-ci.

"Entité Nigérienne" désigne toute Entité dont le siège social est établi sur le Territoire et qui certifie à WAPCO (Niger) ou au Contractant concerné qu'elle remplit au moins deux des critères ci-dessous :

- (a) elle est détenue directement ou indirectement par des personnes physiques de nationalité nigérienne ou par une Entité Publique à hauteur d'au moins trente-cinq pour cent (35%) ;
- (b) elle s'engage à vendre à WAPCO (Niger) ou à un Contractant des biens ou services dont la valeur retenue (égale aux éléments suivants : charges salariales payées sur le Territoire, amortissements, Impôts et bénéfices) estimée de bonne foi s'élève à au moins (i) vingt pour cent (20%) du prix de vente en ce qui concerne les biens et (ii) cinquante pour cent (50%) de la rémunération en ce qui concerne les services ;
- (c) elle compte, à la date de signature du contrat concerné avec WAPCO (Niger) ou un Contractant ou pendant la période d'exécution d'un tel contrat, une main d'œuvre de nationalité nigérienne dont les coûts salariaux représentent au moins (i) cinquante pour cent (50%) de sa masse salariale totale pour l'application de l'Article 16.5 (*Passation de Marchés et Approvisionnement*) et (ii) quatre-vingt pour cent (80%) de sa masse salariale totale pour l'application de l'Article 16.6 (*Passation de Marchés et Approvisionnement*).

"Entités Publiques" désigne toute Entité que l'Etat Contrôle directement ou indirectement et "Entité Publique" désigne l'une d'entre elles.

"Etat" a la signification qui est donnée à ce terme dans les comparutions au début de la présente Convention.

**"Etudes d'Impact Environnemental"** désigne "l'étude d'impact sur l'environnement" au sens du Droit Nigérien réalisée par WAPCO (Niger) dans le cadre du Projet PENB et approuvée par le ministre chargé de l'environnement.

**"Etudes Techniques"** désigne les documents présentés par WAPCO (Niger) à l'appui de sa demande d'ATI conformément à l'article 201 du Décret d'Application 2007 (tels qu'approuvés dans le cadre de l'attribution d'ATI), y compris le mémoire descriptif présentant notamment le tracé et les caractéristiques du Système de Transport Niger et l'Etude d'Impact Environnemental.

**"Evénement de Perte des Droits Fonciers"** a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 13.12 (*Droits Fonciers*).

**"Evènement de Renonciation ATI"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 33.3 (*Renonciation à l'ATI*).

**"Evènement de Retrait ATI"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 33.2 (*Retrait de l'ATI*).

**"Expropriation"** désigne toute privation définitive du droit de propriété privée (ou de tout démembrement dudit droit) portant sur tout ou partie d'un bien ou actif corporel ou incorporel, nationalisation, confiscation, acquisition forcée ou séquestration, directe ou indirecte, ou toute autre mesure ayant un effet similaire (y compris un Changement de Loi ayant cet effet), quelle qu'en soit la cause, et **"Exproprier"** ou toute autre expression similaire s'entendra de la même façon.

**"Expéditeurs"** désigne toute Entité qui a conclu un ou plusieurs accords avec l'une des Sociétés de Projet pour le Transport de Pétrole Brut à travers tout ou partie du Système de Transport Export ; et **"Expéditeur"** désigne l'un d'entre eux.

**"Expéditeur Potentiel"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a)(ii) de l'Article 23.3 (*Découvertes additionnelles*).

**"Fitch"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (e) de l'Article 19.3 (*Assurance et réassurance*).

**"Fonds de Démantèlement"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 35.6 (*Démantèlement*).

**"Force Majeure"** a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 38 (*Force Majeure*).

**"Fournisseur"** désigne toute Personne qui livre des biens dans le cadre du Projet PENB en vertu d'un contrat conclu avec WAPCO (Niger) ou tout Contractant et dont les prestations ne se rattachent pas à un contrat d'entreprise comportant pour l'essentiel des obligations de faire.

**"Grande AEE"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (D) du Préambule.

**"Impôts"** désigne tous les prélèvements, droits, Droits de Douanes, impôts, frais, redevances et taxes (y compris la TVA), existants et futurs, payables à, ou imposés par



ou pour le compte de toute Autorité Publique sur le Territoire (à l'exclusion de tous frais administratifs obligatoires payés en contrepartie des prestations de service public liées à la consommation d'eau, d'électricité, de gaz, d'assainissement, de ramassage d'ordures, abattage des arbres ou télévision et autres charges similaires à ces derniers), ainsi que les intérêts ou pénalités imposés à l'égard de ces montants; et **"Impôt"** désigne l'un d'entre eux.

**"Information Confidentielle"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 49.1 (*Confidentialité*).

**"Infrastructure Traversante"** désigne toute infrastructure (y compris tout pipeline, câble, route, réseau ou voie ferrée) qui traverse ou dont il est proposé qu'elle traverse tout ou partie des Terrains Nécessaires au Projet.

**"Installations de Surface PENB Niger"** désigne les établissements et les installations suivantes (qu'elles soient incorporées ou non au sol) :

- (a) toutes installations faisant partie du Système de Transport Niger, y compris toutes stations de pompage intermédiaire, tous centres de réparation et de maintenance, toutes sous-stations électriques et toutes stations de vannes de sectionnement ; et
- (b) toutes autres installations nécessaires au Projet PENB sur le Territoire, y compris les sites de stockage de tuyaux, camps de construction et sites de travail (qui pourront inclure des installations telles que les logements et quartiers de repos, les cuisines, les salles à manger, les aires d'entreposage, les postes médicaux, les aires de loisirs, les bureaux et les aires de rassemblement),

et **"Installation de Surface PENB Niger "** désigne l'une d'entre elles.

**"Investisseurs"** désigne chacun et chacune :

- (a) des Actionnaires ;
- (b) des Entités détenant directement toute forme de participation au capital de, ou tout autre droit de propriété dans, chaque Actionnaire ; et
- (c) des sociétés mères ultimes de chaque Entité visée au paragraphe (b) ci-dessus (ou toute autre Entité dans la chaîne d'actionnariat désignée par écrit par l'Entité visée au paragraphe (b) ci-dessus),

et **"Investisseur"** désigne l'un d'entre eux.

**"Jour Ouvré"** désigne tout jour considéré comme ouvré au sens du Droit Nigérien.

**"Juste Valeur de Marché"** désigne le prix, exprimé au comptant, auquel des biens, actifs ou passifs s'échangeraient entre un acheteur hypothétique capable et ayant l'intention d'acheter et un vendeur hypothétique capable et ayant l'intention de vendre, agissant à des conditions de marché sur un marché ouvert et libre de toute restriction, dans le cas où ni l'un ni l'autre n'est contraint d'acheter ou de vendre et où les deux ont une connaissance raisonnable des faits pertinents, mais sans tenir compte de toutes circonstances associées ou menant à, l'Expropriation.

"**Législation Pétrolière**" désigne le Code Pétrolier 2007 et le Décret d'Application 2007.

"**Loi du Projet**" désigne la loi ou tout autre instrument législatif adopté ou ratifié par l'Assemblée Nationale du Niger non contradictoire avec la constitution de l'Etat ou tout traité ou convention internationale dument ratifié et en vigueur dans l'Etat ayant pour effet, entre autres :

- (a) de rendre légales, effectives et contraignantes toutes les stipulations de la présente Convention qui seraient autrement contraires ou incompatibles avec le Droit Nigérien de façon à permettre la réalisation du Projet PENB sur le Territoire conformément à la présente Convention et à l'Accord Bilatéral ; et
- (b) d'établir, tel que l'Etat le juge approprié et sans préjudice des stipulations de la présente Convention, les règles spécifiques applicables notamment aux Droits Fonciers, aux Impôts, aux assurances et réassurances, et aux sûretés sur le Système de Transport Niger et sur l'ATI.

"**Meilleures Conditions Possibles**" désigne, en ce qui concerne les Ressources et Installations Requises sollicitées par un Participant au Projet, les meilleurs taux, prix ou termes (ou une combinaison de ceux-ci) qui existent dans le cours normal des affaires entre des Personnes non liées pour des biens, travaux, services, technologies ou autre objets de nature et de qualité similaires à ces Ressources et Installations Requises et fournies au même endroit et dans des conditions et modalités comparables à ces Ressources et Installations Requises.

"**Ministre**" désigne le ministre chargé des hydrocarbures.

"**Monnaie Locale**" désigne la monnaie ayant cours légal sur le Territoire.

"**Moody's**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (e) de l'Article 19.3 (*Assurance et réassurance*).

"**Normes ESSS**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 26.1 (*Normes Environnementales, Sanitaires, Sociales et de Sécurité*), et "**Norme ESSS**" désigne l'une d'entre elles.

"**Notification de Changement de Droit International**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 8.6 (*Changement de Droit International*).

"**Notification de Changement de Loi**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 8.5 (*Changement de Loi Stabilisé*).

"**Notification de Satisfaction des Conditions Etat**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 3.6 (*Confirmation d'entrée en vigueur*).

"**Notification de Satisfaction des Conditions WAPCO (Niger)**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (c) de l'Article 3.6 (*Confirmation d'entrée en vigueur*).

"**Partenaires Amont Agadem**" désigne à tout moment le titulaire ou l'ensemble des co-titulaires de l'autorisation exclusive d'exploitation visée au paragraphe (A) du

Préambule de la présente Convention, parties au CPP Agadem.

**"Participants au Projet"** désigne les Participants Clés au Projet, ainsi que les Sous Contractants et les Fournisseurs ; et **"Participant au Projet"** désigne l'un d'entre eux.

**"Participants Clé au Projet"** désigne les Sociétés de Projet, Investisseurs, les actionnaires directs de la Société de Projet Bénin, Partenaires Amont Agadem (à l'exclusion de l'Etat), les Contractants, les Acheteurs, les Parties Financières et Expéditeurs ; et **"Participant Clé au Projet"** désigne l'un d'entre eux.

**"Participants Fondamentaux au Projet"** désigne les Sociétés de Projet, les actionnaires directs de la Société de Projet Bénin, les Investisseurs, les Partenaires Amont Agadem (à l'exclusion de l'Etat), les Parties Financières et Expéditeurs ; et **"Participant Fondamental au Projet"** désigne l'un d'entre eux.

**"Parties"** désigne les parties à la présente Convention ; et **"Partie"** désigne l'une d'entre elles.

**"Partie Agissante"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 22.3 (*Engagement à éliminer les menaces*).

**"Partie Divulgateur"** a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 49.1 (*Confidentialité*).

**"Partie Réceptrice"** a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 49.1 (*Confidentialité*).

**"Partie Publique Béninoise"** désigne le Bénin en sa qualité de signataire de l'AGH Bénin.

**"Parties Financières"** désigne toutes Personnes (y compris les Affiliés d'une Société de Projet ou d'un Investisseur) qui :

- (a) octroient un crédit, une extension de crédit, des prêts, des aides financières ;
- (b) concluent des contrats de couvertures ou autres produits ou services financiers ou de crédit ; ou
- (c) souscrivent à des obligations ou autres titres de créances émis par toute Société de Projet ; ou
- (d) émettent une assurance (y compris, assurance pour risques politiques), une garantie ou un engagement de service de la dette (sous quelque dénomination que ce soit) à cet égard,

dans le cadre du financement du Projet PENB (y compris tout refinancement ou extension de ceux-ci), ainsi que les agents et fiduciaires (*trustee*) de ces Personnes ; et **"Partie Financière"** désigne l'une d'entre elles.

**"Période de Construction"** désigne la période entre la Date de Signature et le jour précédant immédiatement la date de début de la Période d'Exploitation.



"**Période d'Exploitation**" désigne la période commençant à la date à laquelle le premier chargement de Pétrole Brut Transporté au moyen du Système de Transport Export a achevé son chargement sur un navire et ce navire a quitté le terminal maritime d'exportation sur la côte du Bénin dans la commune de Sèmè-Kpodji (dans le département de Ouémé), et se terminant à la date à laquelle l'ensemble des Activités du Projet ont cessé, étant précisé qu'aux fins de la mise en œuvre pratique dans l'Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) lorsque la Période d'Exploitation ne commencerait pas le premier jour d'un mois, la Période d'Exploitation sera réputée commencer le premier jour du mois suivant.

"**Période de Remédiation GON**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 33.3 (*Renonciation à l'ATT*).

"**Période de Remédiation SPN**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (b) de l'Article 33.2 (*Retrait de l'ATT*).

"**Personnes**" désigne toute personne physique ou Entité et "**Personne**" désigne l'une d'entre elles.

"**Perte**" désigne les pertes, les blessures, les passifs, les obligations, les dépenses (y compris les intérêts, les pénalités, les honoraires d'avocat et les débours relatif à tout litige, procédure judiciaire ou réclamation), frais, pénalités ou dommages subis par une Personne, directement ou par voie de conséquence.

"**Pétrole Brut**" désigne l'huile minérale brute, l'asphalte, l'ozokérite et tous autres hydrocarbures liquides à l'état naturel ou obtenus du gaz naturel par condensation ou extraction, y compris les condensats et les liquides de gaz naturel.

"**Pétrole Brut Réservé**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 22 (*Approvisionnement en Amont, Non-Interruption des Activités du Projet*).

"**Plan de Démantèlement**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 35.3 (*Démantèlement*).

"**Privilège**" désigne tout intérêt, droit, privilège, jugement, exécution, charge, sûreté (y compris tout nantissement, cession ou hypothèque), restriction, servitude, réclamation, droit acquis ou charge de quelque nature que ce soit, découlant de l'application du Droit Nigérien ou autrement.

"**Procédure de Conciliation**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.3 (*Conciliation*).

"**Procédure d'Arbitrage**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.5 (*Arbitrage*).

"**Procédure d'Expertise**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*).

"**Projet PENB**" désigne, au regard du Système de Transport Export, l'évaluation, le développement, la conception, la construction, l'installation, le financement, l'assurance, la propriété, l'exploitation (y compris le Transport de Pétrole Brut à travers le Système de Transport Export), la réparation, le remplacement, la rénovation, l'entretien,

l'agrandissement, l'extension (y compris latéral), la modification, la protection et, le cas échéant, le démantèlement de ce système.

"**Réassureurs**" désigne toute société de réassurance ou autre Personne (y compris tout Affilié dûment certifié de WAPCO (Niger) ou tout Investisseur qui fournit une auto-réassurance à son groupe de sociétés) fournissant une couverture de réassurance pour la totalité ou une partie des risques assurés dans le cadre du Projet PENB ; et "**Réassureur**" désigne l'un d'entre eux.

"**Régime Fiscal Convenu**" désigne le régime des Impôts applicable aux Participants du Projet (y compris les règles d'assiettes, de liquidation, de recouvrement, et de contestation de ces Impôts) en vertu du Droit Nigérien (y compris la Loi du Projet), tels que précisés à l'Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*).

"**Règlement CIRDI**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 46.5 (*Arbitrage*).

"**Règles CCI**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (i) de l'Article 46.5 (*Arbitrage*).

"**Ressources et Installations Requises**" désigne tous les biens, ouvrages, services ou technologies, équipements, installations (y compris des installations de communication, de construction, de fabrication et d'importation de biens et d'équipements), routes, chemins de fer, constructions, infrastructures, ressources, matières premières (y compris le sable, la pierre, l'argile, le gravier, le bois, lubrifiants et carburant), l'électricité, l'eau (à la surface ou sous terre), autres services publics, bases d'approvisionnement, navires, installations d'importation de biens et d'équipements, entrepôts et moyens de transport et d'information (y compris les informations concernant la géologie, l'hydrologie et le drainage des terres, l'archéologie et l'écologie) qui peuvent être utiles pour les Activités du Projet et auxquels un Participant Clé au Projet a besoin d'accéder afin de réaliser le Projet PENB; et "**Ressource et Installation Requise**" désigne l'un d'entre elles.

"**Revenu Imposable**" a la signification donnée à ce terme à l'Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*).

"**Sécurité à la Charge de la Société de Projet**" a la signification qui est donnée à ce terme à l'Article 17.2 (*Rôles Respectifs*).

"**Sécurité à la Charge de l'Etat**" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (a) de l'Article 17.2 (*Rôles Respectifs*).

"**Société de Projet Bénin**" désigne West African Oil Pipeline (Benin) Company S.A., une société de droit béninois, responsable de la réalisation du Projet PENB au Bénin.

"**Société de Projet Niger**" désigne (i) WAPCO (Niger) ; ou (ii) en cas de cession ou transfert par WAPCO (Niger) de l'ATI à tout moment au profit d'une autre Entité, le cessionnaire, successeur, ayants droit ou titulaire de ladite ATI.

"**Sociétés de Projet**" désigne la Société de Projet Niger et la Société de Projet Bénin ; et "**Société de Projet**" désigne l'une d'entre elles.

12

8f

"Sous-Contractants" désigne toute Personne, autre qu'un Fournisseur, fournissant des biens, travaux, technologies ou services, pour le Projet PENB à un Contractant, à l'exclusion toutefois de toute personne physique agissant dans son rôle d'employé de toute Personne ; et "Sous-Contractant" désigne l'un d'entre eux.

"Système de Transport Bénin" désigne la partie du Système de Transport Export située sur le Territoire Béninois.

"Système de Transport Export" désigne le système de pipeline d'exportation de Pétrole Brut s'étalant de la bride d'entrée à Koulélé, dans le département de Diffa dans l'Etat, à la bride d'exportation au terminal maritime d'exportation sur la côte du Bénin dans la commune de Sèmè-Kpodji, y compris les installations onshore et offshore, lesquelles incluent les installations de stockage, de jetée, de chargement, de chauffage et de pompage, le réseau de télécommunication, et toutes les installations et infrastructures auxiliaires y afférant. Le terme "*Système de Transport Export*" inclut aussi toute extension, modification, tout accroissement, agrandissement ou autre ajout futur audit système, étant entendu que le Système de Transport Niger n'inclura pas tout équipement, canalisation ou installation construit et exploité en vertu d'une autre autorisation de transport intérieur au sens du Droit Nigérien ou autre titre équivalent délivré par le Bénin en faveur d'une Entité autre que l'une des Sociétés de Projet et raccordé au Système de Transport Niger.

"Système de Transport Niger" désigne la partie du Système de Transport Export située sur le Territoire.

"S&P" a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (e) de l'Article 19.3 (*Assurance et réassurance*).

"Taux d'Intérêt Convenu" désigne le taux d'intérêt annuel égal à :

- (a) la somme de trois et demi pour cent (3,5%) et du taux Libor US Dollar à trois (3) mois affiché sur l'écran Telerate à 11h00 (heure de Londres) deux jours ouvrés (à Londres) avant le premier jour de la période concernée (à ces fins, l'écran Telerate désigne la page 3750 du Dow Jones Telerate Monitor Service ou toute autre page pouvant remplacer la page 3750 pour les dépôts en dollars US) ; ou
- (b) dans le cas où le Libor décrit au paragraphe (a) ci-dessus n'est pas disponible temporairement, le taux d'intérêt calculé en vertu du paragraphe (a) ci-dessus le jour ouvré précédent l'indisponibilité du Libor ; ou
- (c) dans le cas où le Libor décrit au paragraphe (a) ci-dessus serait amené à être supprimé ou remplacé, les Parties se réuniront pour discuter de bonne foi pendant un délai de trois (3) mois à compter de la notification par la Partie la plus diligente en vue de convenir d'un indice de remplacement du Libor pour les besoins du calcul du taux d'intérêt visé au paragraphe (a) ci-dessus ou de tout autre arrangement.

"Terrains" désigne :

- (a) tous les terrains et les rives (nus ou bâtis) ;



- (b) les fonds des cours d'eau et des lacs ; et
- (c) les surfaces au-dessus ou en dessous desdits terrains, rives ou fonds.

**"Terrains Nécessaires au Projet"** désigne tous les Terrains à l'égard desquels WAPCO (Niger) détermine sur la base des Etudes Techniques que les Droits Fonciers sont nécessaires pour les besoins de l'exécution des Activités du Projet, y compris une parcelle de Terrain sur le Territoire commençant au point de départ du Système de Transport Niger à Koulélé, dans le département de Diffa dans l'Etat, et se terminant au point de sortie du Système de Transport Niger à la frontière de l'Etat et du Bénin.

**"Terrains sous Régime Spécial"** désigne :

- (a) le fond de tout lac, rivière, eau souterraine, étang, ruisseau, marais, ainsi que tout parc national, réserve forestière et tout autre terrain réservé à des fins écologiques et touristiques, et autres aires protégées au sens du Droit Nigérien et relevant du Domaine de l'Etat ;
- (b) toute parcelle de Terrain sur le Territoire qui contient un objet protégé en vertu du Droit Nigérien en rapport avec la préservation des monuments historiques ;
- (c) toute route ou réserve routière sur le Territoire ;
- (d) toute voie ferrée ou réserve ferroviaire sur le Territoire ; et
- (e) tout Terrain sur le Territoire qui est soumis aux dispositions du Droit Nigérien concernant la sécurité nationale, la défense, la sûreté publique, l'aviation civile et tout autre sujet semblable.

**"Territoire"** désigne le domaine terrestre de l'Etat et l'espace aérien au-dessus ou les zones sur lesquelles l'Etat exerce des droits souverains conformément au droit public international.

**"Territoire Béninois"** désigne le domaine terrestre du Bénin, son domaine maritime et l'espace aérien au-dessus de chacun d'eux, ainsi que les zones maritimes contrôlées par le Bénin ou sur lesquelles le Bénin exerce des droits souverains conformément au droit public international.

**"Transport"** désigne le transport de Pétrole Brut, en vertu de tout arrangement juridique ou autres droits au moyen du Système de Transport Export (y compris tout entreposage y afférent et chargement sur les navires) ; et **"Transporter"** ou toute autre expression similaire s'entendra de la même façon.

**"Urgence"** désigne tout effet délétère imminent sur la santé publique, la sûreté publique ou l'environnement pour lequel l'interruption des Activités du Projet est nécessaire afin d'arrêter, de corriger ou d'éviter un tel effet.

**"WAPCO (Niger)"** a la signification qui est donnée à ce terme dans les comparutions au début de la présente Convention.

**"Zone Contractuelle d'Agadem"** désigne le périmètre de l'autorisation exclusive d'exploitation attribuée par Décret n°2018-404/PRN/MPe du 13 juin 2018 portant

attribution de l'Autorisation Exclusive d'Exploitation dénommée "la Grande AEE" au Contractant du CPP Agadem signé le 2 juin 2008.

**"Zone Contractuelle de Recherche"** a la signification qui est donnée à ce terme au paragraphe (A) du Préambule.

**"Zones de Production de Pétrole"** désigne :

- (a) la Zone Contractuelle d'Agadem ; et
- (b) toute autre zone pétrolifère produisant du Pétrole Brut pour lequel une convention de transport a été conclue avec les Sociétés de Projet afin de Transporter ce Pétrole Brut à travers le Système de Transport Export,

et **"Zone de Production de Pétrole"** désigne l'une d'entre elles.

**"Zone du Permis de Bilma"** désigne le périmètre de tout permis d'exploitation découlant du permis de recherche pour hydrocarbures attribué par Décret n°2004-006/PRN/MME du 9 janvier 2004 accordant à CNPC International Ltd un permis de recherche pour hydrocarbures dit 'Permis Bilma' sur le Territoire, et dont les intérêts sont détenus à cent pour cent (100%) par CNPC International (Niger) Ltd. à la Date de Signature.

**"Zone du Permis de Ténéré"** désigne le périmètre de tout permis d'exploitation découlant du permis de recherche pour hydrocarbures attribué par Décret n°2004-007/PRN/MME du 9 janvier 2004 accordant à CNPC International Ltd un permis de recherche pour hydrocarbures dit 'Permis Ténéré' sur le Territoire, et dont les intérêts sont détenus à cent pour cent (100%) par CNPC International (Tenere) Ltd. à la Date de Signature.

## 2.2 Interprétation

- (a) La division de la présente Convention en articles, sections et autres parties et l'insertion de titres ne sont faits que par commodité et ne doivent pas affecter l'interprétation des présentes. Les Annexes font partie intégrante de la présente Convention.
- (b) Sauf indication contraire expresse, les références à un "Article" ou à une "Annexe" suivies d'un chiffre ou d'une lettre sont une référence à l'article ou à l'annexe spécifié de la présente Convention.
- (c) Sauf indication contraire expresse, toutes les références au "Préambule" sont une référence au Préambule de la présente Convention. Le Préambule ne lie pas les Parties, n'a qu'une valeur indicative et (à l'exception des termes qui sont définis dans le Préambule) n'affectera pas l'interprétation de la présente Convention.
- (d) Sauf indication contraire expresse, les termes "la présente Convention", "les présentes", "ci-après" et toutes autres expressions similaires sont des références à la présente Convention dans sa totalité, y compris les Annexes, et non à un article particulier ou à une autre partie de la présente Convention.



- (e) Sauf indication contraire expresse, aux fins d'interprétation de la présente Convention : (i) toutes les références à "la présente Convention" ou à un "accord" ou "document" auquel WAPCO (Niger) est partie s'entend de la présente Convention ou dudit accord ou du document, tel qu'éventuellement amendé, modifié ou complété à tout moment entre lesdites parties ; et (ii) toutes les références à l'"Accord Bilatéral" ou à tout autre "accord" ou "document" auquel WAPCO (Niger) n'est pas partie s'entend de l'Accord Bilatéral ou dudit accord ou document incluant uniquement les avenants, modifications ou accords additionnels que l'Etat et WAPCO (Niger) acceptent expressément par écrit d'utiliser aux fins d'interprétation de la présente Convention.
- (f) Sauf indication contraire expresse, toute référence à une Personne inclut ses successeurs, ayants droits et cessionnaires ultérieurs.
- (g) Sauf indication contraire expresse, les termes figurant au singulier englobent le pluriel et inversement.
- (h) Les termes généraux ne devront pas avoir un sens restrictif du fait qu'ils sont précédés ou suivis de termes indiquant une catégorie particulière d'actes, de matières, de sujets ou d'exemples s'inscrivant dans le cadre des termes généraux, et toute référence dans la présente Convention à "y compris" ou "en ce compris" ou "inclut" ou "incluant" (ou toutes autres expressions similaires) s'entend comme "y compris, sans limitation", "inclut, sans limitation" ou "incluant sans limitation" respectivement.
- (i) Sauf indication contraire expresse, lorsqu'il est précisé qu'une Partie ou une autre Personne "peut" prendre une mesure, le terme "peut" s'entend comme signifiant que cette Partie ou cette autre Personne aura le droit, mais non l'obligation, de prendre cette mesure.
- (j) Sauf indication contraire expresse, en ce qui concerne toute Personne (pour les besoins de ce paragraphe (j)), la "première Personne" la "société mère ultime" désigne l'Entité individuelle qui, directement ou indirectement à travers un ou plusieurs intermédiaires, Contrôle telle première Personne et qui n'est pas elle-même Contrôlée par une autre Entité individuelle, étant entendu que :
- (i) sous réserve du paragraphe (ii) ci-dessous, si cette première Personne est Contrôlée directement ou indirectement par un état, la "société mère ultime" désigne l'Entité (sous quelque dénomination que ce soit) établie par cet état afin, entre autres, de détenir des participations dans des entreprises ; et
  - (ii) dans le cas où la chaîne d'actionnariat inclut une Entité dont les actions sont cotées en bourse, la société mère ultime désigne cette Entité cotée.
- (k) Sauf indication contraire expresse, les termes "connaissance", "connu" ou toutes autres expressions similaires à l'égard d'une Personne font référence à la connaissance qu'une Personne aurait si elle avait fait des recherches raisonnables.



- (l) Sauf indication contraire expresse, une référence à des "actifs" s'entend des investissements, biens, revenus, créances et droits de toute sorte, corporels ou incorporels, présents ou futurs.
- (m) Sauf indication contraire expresse, toute référence à une Personne détenant une forme de participation au capital ou tout autre droit de propriété, ou toute expression similaire, comprend les participations au capital ou autres droits de propriété qui font l'objet d'une sûreté lorsqu'un tel droit aux actions ou un tel droit de propriété ainsi grevé est enregistré au nom du créancier garanti ou de son représentant au titre de cette sûreté.
- (n) Sauf indication contraire expresse et sans préjudice des stipulations de l'Article 8 (*Stabilisation*) de la présente Convention, toute référence au Droit Nigérien (y compris toute référence à un article, à un paragraphe ou à une partie d'un article ou d'un paragraphe particulier de tel Droit Nigérien) est une référence au Droit Nigérien (ou à cet article, ce paragraphe ou cette partie de tel Droit Nigérien) tel qu'éventuellement remplacé, réitéré, ou amendé (que ce soit dans sa forme ou dans ses effets) à tout moment.
- (o) Sauf indication contraire expresse, dans le cas où WAPCO (Niger) cesserait d'être Partie à cette Convention, toute référence dans la présente Convention à WAPCO (Niger) doit s'entendre comme une référence à la Société de Projet Niger.
- (p) Sauf indication contraire expresse de la présente Convention, toute référence au terme "coûts d'exploitation" s'entend de l'ensemble des éléments de coûts d'exploitation visés aux lignes 15 à 18 (inclus) de l'Annexe III (*Exemple chiffré de détermination du tarif des services de Transport*).

### 2.3 Général

- (a) Les Parties reconnaissent que :
  - (i) la présente Convention est :
    - (A) 'l'Accord de Gouvernement Hôte' ou 'AGH' entre l'Etat et la Société de Projet Niger visé dans l'Accord Bilatéral ; et
    - (B) la 'Convention de Transport' pour les besoins de la Législation Pétrolière, du CPP Agadem, et de l'Accord-Cadre Niger;
  - (ii) le terme "Activités du Projet " inclut les 'Opérations de Transport' au sens du CPP Agadem ; et
  - (iii) le terme "Société de Projet Niger" ou "WAPCO (Niger)" correspond à celui de 'Contractant Transport' au sens du CPP Agadem.
- (b) Les Parties conviennent que la présente Convention entraîne la résiliation de l'Accord-Cadre Niger.

Handwritten signature in blue ink.

- (c) Conformément à l'article 3.2 de l'Annexe H du CPP Agadem, la présente Convention remplace toute stipulation moins favorable pour les Participants au Projet qui a été convenue dans l'Annexe H du CPP Agadem.

### ARTICLE 3

#### DATE D'ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

3.1 Les Parties conviennent que :

- (a) l'Article 2 (*Définitions et Interprétation*), l'Article 3 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*), l'Article 10.1 (*Coopération*), l'Article 33 (*Résiliation*) et la Partie VIII (*Stipulations Finales*) prendront effet et entreront en vigueur à la Date de Signature, en vertu de l'approbation de la présente Convention par décret pris en Conseil des Ministres préalablement à sa signature par les Parties ; et
- (b) l'entrée en vigueur des autres stipulations de la présente Convention est suspendue jusqu'à ce que certaines mesures additionnelles, telles qu'énoncées à l'Article 3.2 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*), soient prises.

3.2 Sans préjudice de l'Article 3.1 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*), la présente Convention ne prendra pleinement effet et n'entrera en vigueur pleinement que si l'ensemble des conditions ci-dessous est satisfait :

- (a) l'Etat a satisfait aux conditions stipulées à l'Article 3.4 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) ;
- (b) WAPCO (Niger) a satisfait aux conditions stipulées à l'Article 3.5 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) ;
- (c) toutes les conditions d'entrée en vigueur de l'AGH Bénin (à l'exception de la condition relative à l'entrée en vigueur de la présente Convention) ont été satisfaites conformément à ses termes ; et
- (d) l'Etat et WAPCO (Niger) ont signé l'Acte de Confirmation d'Entrée en Vigueur conformément au paragraphe (d) de l'Article 3.6 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*).

3.3 Chaque Partie s'engage à user de ses meilleurs efforts pour satisfaire les conditions qui sont de sa responsabilité conformément à l'Article 3.4 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) ou à l'Article 3.5 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) (selon le cas) dans les meilleurs délais après la Date de Signature. Si, au plus tard dans un délai de six (6) mois après la Date de Signature, la Date d'Entrée en Vigueur ne survient pas, chacune des Parties pourra, par notification écrite à l'autre



Partie, résilier la présente Convention en l'absence de tout autre accord contraire entre les Parties avant cette date.

3.4 Dans les meilleurs délais après la Date de Signature, les conditions suivantes devront être satisfaites par l'Etat conformément au paragraphe (a) de l'Article 3.2 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) :

- (a) la ratification de l'Accord Bilatéral par l'Etat et l'échange avec le Bénin des instruments de ratification nécessaires à l'entrée en vigueur dans l'Etat et au Bénin de l'Accord Bilatéral suivant les modalités prévues par ce dernier ;
- (b) selon le cas :
  - (i) l'adoption et la promulgation de la Loi du Projet ; et
  - (ii) si la Loi du Projet prend la forme d'une ordonnance, l'habilitation et la ratification par l'Assemblée Nationale concernant ladite ordonnance et la promulgation des lois d'habilitation et de ratification correspondantes ;
- (c) l'adoption, en tant que de besoin, de tout texte réglementaire nécessaire à la mise en œuvre des dispositions de l'Accord Bilatéral ;
- (d) l'attribution de l'ATI à WAPCO (Niger) par décret pris en Conseil des Ministres ; et
- (e) la publication au Journal Officiel de l'Etat de la Loi du Projet et de tout instrument législatif visé au paragraphe (b) ci-dessus, et le cas échéant, de tout texte réglementaire visé au paragraphe (c) ci-dessus ainsi que du décret pris en Conseil des Ministres visé au paragraphe (d) ci-dessus.

3.5 Dans les meilleurs délais après la Date de Signature, la condition qui devra être satisfaite par WAPCO (Niger) conformément au paragraphe (b) de l'Article 3.2 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) est la notification à l'Etat de l'approbation par les autorités publiques compétentes de la République Populaire de Chine de l'investissement dans le Projet PENB.

3.6 Confirmation d'entrée en vigueur

- (a) L'Etat s'engage à coopérer pleinement avec le Bénin pour s'assurer de la ratification de l'Accord Bilatéral au Bénin et de l'échange avec le Bénin des instruments de ratification nécessaires à l'entrée en vigueur au Bénin de l'Accord Bilatéral suivant les modalités prévues par ce dernier.
- (b) L'Etat avisera sans délai WAPCO (Niger) de la satisfaction de l'ensemble des conditions stipulées à l'Article 3.4 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) et transmettra à cet effet à WAPCO (Niger) copie des Journaux Officiels de la République du Niger visés au paragraphe (e) de l'Article 3.4 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*). La remise de cette notification et de cette preuve par l'Etat (la "**Notification de Satisfaction des Conditions Etat**") constitue une déclaration et garantie de l'Etat qu'il a pris toutes les actions nécessaires au titre des stipulations de l'Article 3.4 (*Date*

*d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) et WAPCO (Niger) pourra se fier à cette déclaration et garantie.

- (c) WAPCO (Niger) avisera par écrit sans délai l'Etat de la satisfaction de l'ensemble des conditions stipulées à l'Article 3.5 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*). La remise de cette notification par WAPCO Niger (la "**Notification de Satisfaction des Conditions WAPCO (Niger)**") constitue une déclaration et garantie de WAPCO (Niger) qu'elle a pris toutes les actions nécessaires au titre de l'Article 3.5 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) et l'Etat pourra se fier à cette déclaration et garantie.
- (d) Lorsque :
  - (i) la Notification de Satisfaction des Conditions WAPCO (Niger) est reçue par l'Etat ;
  - (ii) la Notification de Satisfaction des Conditions Etat est reçue par WAPCO (Niger); et
  - (iii) les Parties ont reçu la confirmation que les conditions d'entrée en vigueur de l'AGH Bénin (à l'exception de la condition relative à l'entrée en vigueur de la présente Convention) ont été satisfaites conformément à ses termes,

en l'absence d'objection de l'une des Parties concernant toute notification de satisfaction des conditions reçue de l'autre Partie au titre des conditions dont l'autre Partie est responsable au titre de l'Article 3.2 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*) ci-dessus dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de ladite notification, les Parties signeront un acte de confirmation d'entrée en vigueur de la présente Convention (l'**"Acte de Confirmation d'Entrée en Vigueur"**), et la date de l'Acte de Confirmation d'Entrée en Vigueur sera la "**Date d'Entrée en Vigueur**".

- 3.7 A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, la présente Convention restera pleinement en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit résiliée conformément à l'Article 33 (*Résiliation*).

## PARTIE II DÉCLARATIONS, GARANTIES ET NATURE DES OBLIGATIONS DES PARTIES

### ARTICLE 4 DECLARATIONS ET GARANTIES DE L'ETAT

- 4.1 L'Etat déclare et garantit à la Date de Signature que :
- (a) la signature et l'exécution de la présente Convention relèvent de ses pouvoirs et la présente Convention a été dûment et valablement signée par des représentants compétents, agissant dans le cadre des pouvoirs et des compétences qui leurs sont conférés et suivant les procédures prévues à cet effet par le Droit Nigérien ;
  - (b) la présente Convention constitue des engagements valables de l'Etat, qui lui sont opposables et dont l'exécution pourra être demandée en justice conformément à la présente Convention ;



- (c) ni l'Etat ni aucune autre Autorité Publique n'a accordé ou n'a l'obligation d'accorder à toute Personne des droits et privilèges qui sont incompatibles à l'exercice et la jouissance des droits et des privilèges détenus par tout Participant Clé au Projet au titre des présentes ou de tout autre Document de Projet ou Document de Financement auquel l'Etat est partie ou qui pourraient les limiter ou les affecter ; et
  - (d) à compter de la survenance de la Date d'Entrée en Vigueur, ni l'Etat ni aucune autre Autorité Publique ne sera partie à un engagement ou accord domestique, ou tenu d'imposer toute loi, tout règlement ou tout accord domestique qui n'est pas compatible avec, ou qui affecte la capacité de l'Etat ou d'une Autorité Publique à exécuter, la présente Convention, l'Accord Bilatéral ou tout Accord d'Etat.
- 4.2 L'Etat déclare et garantit que la Loi du Projet est conforme à la constitution de l'Etat et couvre l'intégralité des sujets qui, en l'absence de la Loi du Projet, seraient contraires ou non compatibles avec le Droit Nigérien à la Date d'Entrée en Vigueur et que toutes les stipulations de la présente Convention sont conformes au Droit Nigérien sans autres formalités.

#### **ARTICLE 5**

#### **DECLARATIONS ET GARANTIES DE WAPCO (NIGER)**

- 5.1 WAPCO (Niger) déclare et garantit à la Date de Signature que :
- (a) la signature et l'exécution de la présente Convention relèvent de ses pouvoirs et la présente Convention a été dûment et valablement signée par ses représentants ;
  - (b) elle est régulièrement immatriculée et existe valablement dans l'Etat ;
  - (c) la présente Convention constitue des engagements valables de WAPCO (Niger), qui lui sont opposables et dont l'exécution pourra être demandée en justice conformément à la présente Convention ;
  - (d) la signature, la remise et l'exécution de la présente Convention ne contredisent pas, ni ne violent ni n'ont pour conséquence le non-respect des obligations requises en vertu des termes de ses documents constitutifs ou statutaires ou de tout accord ou acte législatif ou réglementaire auquel elle est partie ou qui s'impose à elle ou à ses biens ; et
  - (e) elle n'est partie à aucune procédure d'insolvabilité, de redressement, de liquidation ou autre procédure judiciaire similaire.

#### **ARTICLE 6**

#### **NATURE DES OBLIGATIONS DES PARTIES**

- 6.1 Chaque Partie remplira et exécutera chacune de ses obligations au titre de la présente Convention et de tout autre Document de Projet ou Document de Financement auquel elle est partie conformément à ses termes.
- 6.2 Sans que cela ne limite ou n'affecte les obligations de l'Etat, l'Etat accepte de faire en sorte que les Autorités Publiques remplissent et exécutent, dans la mesure où elles en



ont les compétences, les obligations de l'Etat au titre de la présente Convention et que les Autorités Publiques agissent en conformité avec les termes de la présente Convention. En conséquence, l'Etat convient que si une Autorité Publique ne respecte pas, ou n'agit pas en conformité avec, les termes de la présente Convention, une telle circonstance constituera un manquement de l'Etat à ses obligations au titre de la présente Convention.

- 6.3 L'Etat garantit que toutes les obligations qu'il a contractées au titre de la présente Convention seront respectées sur l'ensemble du Territoire. Aucune référence spécifique à l'Etat faisant en sorte qu'une ou plusieurs Autorités Publiques agissent d'une certaine manière ne portera atteinte à la généralité des stipulations du présent Article 6 (*Nature des Obligations des Parties*).
- 6.4 La privatisation, l'insolvabilité, la liquidation, la réorganisation ou tout changement concernant la viabilité, la propriété, la structure organisationnelle ou l'existence juridique de toute Autorité Publique n'affectera pas les obligations de l'Etat relativement à l'action qui incombait à cette Autorité Publique ou à toute autre Autorité Publique au titre de la présente Convention.
- 6.5 WAPCO (Niger) s'assurera que la sélection et la gestion des Contractants (et, à travers eux, des Sous-Contractants) soient effectuées conformément aux termes de la présente Convention. WAPCO (Niger) convient que l'exécution ou l'inexécution par un Contractant, Sous-Contractant ou Fournisseur de l'une quelconque des obligations mises à sa charge qui aurait pour effet une violation d'une obligation de WAPCO (Niger) à l'égard de l'Etat au titre de la présente Convention ou de la Loi du Projet constituera un manquement de WAPCO (Niger) au titre de la présente Convention.

### **PARTIE III REGIME JURIDIQUE ET STABILISATION**

#### **ARTICLE 7 REGIME JURIDIQUE**

- 7.1 Les Parties conviennent que les Activités du Projet (y compris les questions liées aux Impôts et les questions douanières) entreprises sur le Territoire seront régies par la présente Convention, la Loi du Projet, et la Législation Pétrolière et tous autres aspects du Droit Nigérien non contradictoires avec la Loi du Projet et à la Législation Pétrolière.
- 7.2 L'Etat convient que les stipulations de la présente Convention, la Loi du Projet et la Législation Pétrolière et tous autres aspects du Droit Nigérien non contradictoires avec la Loi du Projet et la Législation Pétrolière :
- (a) s'appliqueront :
- (i) à toutes les Activités du Projet entreprises sur le Territoire avant la Date d'Entrée en Vigueur (y compris avant la date à laquelle WAPCO (Niger) a acquis la personnalité juridique conformément au Droit Nigérien) ; et
  - (ii) au traitement de tous les coûts afférents à ces Activités du Projet encourus avant la Date d'Entrée en Vigueur à des fins tarifaires, fiscales ou autres, dans les termes et conditions convenus dans le Régime Fiscal

Convenu pour leur traitement fiscal ; et étant entendu que lesdits coûts seront certifiés par un cabinet d'audit de réputation internationale choisi conjointement par l'Etat et WAPCO (Niger), et les conclusions du cabinet d'audit sélectionné s'imposeront aux Parties. Les frais liés à la prestation de service du cabinet d'audit sélectionné sont des coûts du Projet PENB ; et

- (b) seront appliquées de manière cohérente à toutes les Activités du Projet entreprises sur le Territoire avant la Date d'Entrée en Vigueur, sous réserve que les engagements et coûts y afférents soient repris ou transférés à WAPCO (Niger) au titre des engagements souscrits pour les besoins du Projet PENB conformément au Droit Nigérien, ou suivant toute autre modalité juridique approuvée par l'Etat.
- 7.3 Les coûts visés à l'Article 7.2 (*Régime Juridique*) ayant donné lieu avant la Date d'Entrée en Vigueur à un traitement au regard des Impôts conforme aux dispositions de l'Accord Bilatéral, à celles de la Loi du Projet et aux stipulations de la présente Convention, sont réputés avoir été traités conformément au Droit Nigérien en vigueur avant la Date d'Entrée en Vigueur et l'Etat s'engage et garanti qu'un tel traitement fiscal ne donnera lieu, de la part des Autorités Publiques compétentes, à aucun redressement à titre définitif, sanction ou pénalité de quelque nature que ce soit, au titre des Impôts. Mais en tout état de cause, l'Etat s'engage à faire en sorte que toute notification de redressement ou autre notification de sanction ou de pénalité émise par toute Autorité Publique au titre des Impôts visés au présent Article 7.3 (*Régime Juridique*) soit abandonnée ou retirée ou inappliquée dans les meilleurs délais, sans qu'il n'y ait lieu à consignation préalable de tout ou partie des sommes réclamées au titre d'une telle notification.
- 7.4 Si l'Etat ou une Autorité Publique exerce des droits que lui confère le Droit Nigérien d'adresser des notifications écrites, d'appliquer des restrictions, de faire des demandes ou de donner des ordres à WAPCO (Niger) ou à tout autre Participant au Projet, l'Etat convient que ces notifications, restrictions, demandes ou ordres devront être raisonnables et devront être conformes aux stipulations de la présente Convention et au Droit Nigérien.

## ARTICLE 8 STABILISATION

- 8.1 Les Parties conviennent que le régime juridique applicable aux Activités du Projet est le régime juridique défini à l'Article 7.1 (*Régime Juridique*) ci-dessus, sous réserve des stipulations du présent Article 8 (*Stabilisation*).
- 8.2 La clause de stabilisation prévue au présent Article 8 (*Stabilisation*) s'appliquera à tous les aspects du Droit Nigérien, en ce compris, dans les conditions définies à l'Article 8.5 (*Changement de Loi Stabilisé*), les questions relevant du droit international, des traités ou conventions internationales.
- 8.3 Nonobstant les stipulations de l'Article 8.1 (*Stabilisation*), la clause de stabilisation prévue au présent Article 8 (*Stabilisation*) :
- (a) ne s'applique pas aux Changements de Normes ESS Locales ; et



- (b) ne s'applique aux Participants au Projet autres que les Participants Clés au Projet, qu'à la condition que ceux-ci tiennent une comptabilité séparée pour leurs opérations relevant des Activités du Projet réalisées sur le Territoire.

#### 8.4 Législation Pétrolière

Sans préjudice des stipulations du paragraphe (a) de l'Article 8.3 (*Stabilisation*) ci-dessus, l'Etat s'engage envers chaque Participant au Projet à ce que :

- (a) ni la loi n°2017-63 du 14 août 2017 portant code pétrolier (ni son décret d'application n°2018-659 du 25 septembre 2018) ; et
- (b) ni toute autre modification apportée à la Législation Pétrolière à tout moment (quelle qu'en soit la cause),

ne soit appliquée aux Participants au Projet dans le cadre des Activités du Projet.

#### 8.5 Changement de Loi Stabilisé

- (a) L'Etat s'engage envers chaque Participant au Projet affecté par un Changement de Loi à ce qu'aucun Changement de Loi Stabilisé ne lui soit appliqué en ce qui concerne les Activités du Projet sans son accord préalable.
- (b) L'Etat confirme que tout Changement de Loi d'application générale sur le Territoire (y compris en relation avec les questions fiscales ou douanières), d'une quelconque manière et sous quelque forme que ce soit, que les Participants au Projet jugent plus favorables ou plus avantageux pour eux pour la mise en œuvre de tout ou partie du Projet PENB ou toute Activité du Projet s'appliquera automatiquement aux Participants du Projet sans qu'il ne soit nécessaire de prendre d'autres mesures ou d'accomplir quelconques autres formalités à cet effet.
- (c) En cas de Changement de Loi relatif aux questions fiscales ou douanières : (i) qui n'est pas d'application générale sur le Territoire; et (ii) qui confère des avantages spéciaux ou institue des régimes fiscaux et douaniers spécifiques (y compris, les avantages conférés à des zones franches, zones de développement prioritaires, zones économiques prioritaires ou autres), tout Participant au Projet éligible au bénéfice du régime fiscal spécifique concerné d'après le Droit Nigérien aura le droit (et non l'obligation) de choisir entre l'une des deux options suivantes : (i) soit de maintenir le Régime Fiscal Convenu, auquel cas il ne sera pas nécessaire pour lui d'en informer autrement l'Etat ou d'accomplir une quelconque autre formalité ; ou (ii) d'être régi intégralement et exclusivement, sous les conditions qui y sont définies, par le régime fiscal et douanier prévu pour ces avantages spéciaux ou régimes spécifiques, auquel cas :
  - (i) s'agissant de WAPCO (Niger), il devra en informer l'Etat, et l'Etat et WAPCO (Niger) s'efforceront de bonne foi de se réunir pendant une période raisonnable n'excédant pas deux cent soixante-dix (270) jours afin de négocier et convenir de modifications à la présente Convention ou à tout Accord d'Etat ou de toute autre mesure qui serait nécessaire à

l'application à WAPCO (Niger) du nouveau régime fiscal et douanier ;  
et

- (ii) s'agissant des autres Participants au Projet, le Participant au Projet affecté devra en faire une notification à l'Etat et cette notification vaudra renonciation au Régime Fiscal Convenu pour ce Participant au Projet affecté,

dans les deux cas, (x) en ce qui concerne WAPCO (Niger), à l'issue de la période prévue au (i) et suite à la conclusion de l'avenant y mentionné, le cas échéant ; et (y) en ce qui concerne tout autre Participant au Projet affecté, WAPCO (Niger) ou ledit Participant au Projet affecté, selon le cas, se trouvera de plein droit soumis au régime fiscal et douanier spécifique concerné, aux conditions légales ou conventionnelles définies dans ce régime fiscal et douanier et au droit commun en qui concerne les aspects du Régime Fiscal Convenu qui ne sont pas régis par ce régime fiscal et douanier spécifique.

- (d) Sans préjudice des obligations de l'Etat visées au paragraphe (a) ci-dessus, si :

- (i) WAPCO (Niger) se rend compte qu'elle-même ou un Participant au Projet est affecté par un Changement de Loi Stabilisé, WAPCO (Niger) (à l'exclusion de tout autre Participant au Projet) peut en notifier l'Etat (une "**Notification de Changement de Loi**") (une telle notification devra comporter les éléments de nature à établir que le Changement de Loi concerné est un Changement de Loi Stabilisé) ; et

- (ii) un Participant au Projet autre que WAPCO (Niger) se rend compte qu'il est affecté par un Changement de Loi Stabilisé, il devra en notifier WAPCO (Niger) avec copie à l'Etat (une telle notification devant être dûment motivée et comporter l'ensemble des éléments de nature à établir que le Changement de Loi concerné est un Changement de Loi Stabilisé à l'égard de ce Participant au Projet). Dans ce cas, WAPCO (Niger) pourra adresser à l'Etat une Notification de Changement de Loi concernant ce Participant au Projet et si, à l'expiration d'un délai de soixante (60) jours calendaires, le Participant au Projet affecté constate que WAPCO (Niger) n'a pas adressé à l'Etat une telle Notification de Changement de Loi, ce Participant au Projet pourra adresser directement à l'Etat la Notification de Changement de Loi le concernant, avec copie à WAPCO (Niger), et exercer à l'encontre de l'Etat tous droits qui lui sont conférés au titre de ce Changement de Loi Stabilisé en vertu de la présente Convention.

- (e) A la suite de la Notification de Changement de Loi :

- (i) l'Etat prendra, sans délai, toutes les mesures nécessaires à l'effet de suspendre immédiatement l'application du Changement de Loi ayant effectivement donné lieu au Changement de Loi Stabilisé faisant l'objet de la Notification de Changement de Loi au Participant du Projet affecté et, dans les meilleurs délais, toutes les mesures nécessaires afin de remettre le Participant au Projet affecté dans la situation dans laquelle il se serait trouvé si ce Changement de Loi n'avait jamais pris effet ou de

donner un autre résultat acceptable pour ce Participant au Projet (à sa seule discrétion) ; et

- (ii) sans préjudice des obligations de l'Etat en vertu du paragraphe (i) ci-dessus, à la demande de l'Etat ou de WAPCO (Niger), l'Etat (et, le cas échéant, l'Autorité Publique concernée), WAPCO (Niger) et le Participant au Projet affecté (s'agissant des mesures nécessitant un avenant ou une modification à un Accord d'Etat auquel il est parti), s'efforceront de bonne foi de se réunir pendant une période raisonnable afin de négocier et convenir de modifications à la présente Convention ou audit Accord d'Etat, selon le cas, ou de toute autre mesure qui, dans chaque cas, aura l'effet économique de remettre le Participant au Projet affecté dans la situation dans laquelle il se serait trouvé si le Changement de Loi Stabilisé n'avait jamais pris effet ou de donner lieu à un autre résultat acceptable pour le Participant au Projet affecté (à sa seule discrétion). Tout accord conclu entre l'Etat et le Participant au Projet affecté doit être conclu par écrit et mis en œuvre aussi rapidement que possible. Une fois qu'un tel accord sera pleinement mis en œuvre et en vigueur, le présent Article 8 (*Stabilisation*) cessera de s'appliquer à ce Changement de Loi Stabilisé en ce qui concerne le Participant au Projet affecté qui a convenu de cet accord par écrit.
- (f) L'Etat convient que si, dans un délai de deux cent soixante-dix (270) jours calendaires suivant la réception par l'Etat d'une Notification de Changement de Loi, l'Etat n'a pas satisfait à ses obligations au titre du paragraphe (e)(i) ci-dessus ou aucun accord n'est pleinement entré en vigueur et mis en œuvre conformément au paragraphe (e)(ii) ci-dessus, alors le Changement de Loi notifié ne s'appliquera pas à ce Participant au Projet dès le début, sans que l'Etat ou le Participant au Projet n'ait besoin de prendre d'autres mesures.

#### 8.6 Changement de Droit International

- (a) Si :
  - (i) WAPCO (Niger) se rend compte qu'elle-même ou un Participant Clé au Projet est affecté par un Changement de Droit International, WAPCO (Niger) peut en notifier l'Etat (une "**Notification de Changement de Droit International**") (une telle notification devra comporter les éléments de nature à établir que le Changement de Loi concerné est un Changement de Droit International) ; et
  - (ii) un Participant au Projet autre que WAPCO (Niger) se rend compte qu'il est affecté par un Changement de Droit International, il devra en notifier WAPCO (Niger) avec copie à l'Etat (une telle notification devra comporter les éléments de nature à établir que le Changement de Loi concerné est un Changement de Droit International à l'égard de ce Participant au Projet). Dans ce cas, WAPCO (Niger) pourra adresser à l'Etat une Notification de Changement de Droit International concernant le Participant au Projet affecté et si, à l'expiration d'un délai de soixante (60) jours calendaires, le Participant au Projet affecté constate que WAPCO (Niger) n'a pas adressé à l'Etat une telle Notification de



Changement de Droit International, ce Participant au Projet pourra adresser directement à l'Etat la Notification de Changement de Droit International le concernant, avec copie à WAPCO (Niger) et exercer à l'encontre de l'Etat tous droits qui lui sont conférés au titre de ce Changement de Droit International en vertu de la présente Convention.

- (b) A la suite de la Notification de Changement de Droit International visée au paragraphe (a) ci-dessus, à la demande de l'Etat ou de WAPCO (Niger), l'Etat et WAPCO (Niger) (et le, cas échéant, tout autre Participant au Projet affecté (s'agissant des mesures nécessitant un avenant ou une modification à un Accord d'Etat auquel il est parti)) s'efforceront de bonne foi de se réunir pendant une période raisonnable afin de négocier et convenir de modifications à la présente Convention ou à tout Accord d'Etat, selon le cas, ou de toute autre mesure qui, dans chaque cas, aura l'effet économique de remettre le Participant au Projet affecté dans la situation acceptable pour ce Participant au Projet (à sa seule discrétion). Tout accord conclu entre l'Etat et le Participant au Projet affecté doit être conclu par écrit et mis en œuvre aussi rapidement que possible. Une fois qu'un tel accord sera pleinement mis en œuvre et en vigueur, le présent Article 8 (*Stabilisation*) cessera de s'appliquer à ce Changement de Droit International en ce qui concerne le Participant au Projet affecté qui a convenu de cet accord par écrit.
- (c) En cas de désaccord entre les Parties sur les mesures envisagées conformément au paragraphe (b) ci-dessus, le Participant au Projet affecté par un Changement de Droit International peut, à tout moment, demander que l'Etat lui verse un dédommagement intégral pour tous les Coûts et Pertes encourus permettant de remettre ce Participant au Projet dans la situation dans laquelle il se serait trouvé si ce Changement de Droit International n'avait jamais pris effet.
- (d) Les Parties conviennent, qu'au choix de l'Etat, tout dédommagement dû à un Participant au Projet conformément au paragraphe (c) ci-dessus pour les Coûts et Pertes encourus du fait du Changement de Droit International pourra consister :
  - (i) au paiement d'une somme d'argent au Participant au Projet affecté pour un montant équivalent aux Coûts et Pertes encourus, ou
  - (ii) à l'octroi d'avantages fiscaux ou douaniers supplémentaires au Participant au Projet affecté pour un montant équivalent aux Coûts et Pertes encourus, ou
  - (iii) à la combinaison du paiement d'une somme d'argent et d'octroi d'avantages fiscaux ou douaniers supplémentaires au Participant au Projet affecté pour un montant équivalent aux Coûts et Pertes encourus.
- (e) Une fois que la compensation prévue au paragraphe (c) ci-dessus est satisfaite pour la totalité des Coûts et Pertes encourus par le Participant au Projet affecté, le présent Article 8.6 (*Changement de Droit International*) cessera de s'appliquer à ce Changement de Droit International en ce qui concerne lesdits Coûts et Pertes.

6.3

8f

- (f) Les Parties reconnaissent et conviennent qu'en déterminant le montant de toute compensation due par l'Etat au titre du paragraphe (c) ci-dessus, les Participants au Projet ne seront pas tenus de (mais pourront à leur seule discrétion) prendre des mesures afin d'atténuer l'effet d'un Changement de Droit International sur ce Participant au Projet, que ce soit en exerçant des droits contractuels, en souscrivant ou en faisant des réclamations au titre de polices d'assurances ou autrement.

#### 8.7 Partage d'information

Sans préjudice des droits de chaque Participant au Projet au titre du présent Article 8 (*Stabilisation*):

- (a) WAPCO (Niger) pourra (mais sans en avoir l'obligation) notifier à l'Etat tout projet de Changement de Loi dont elle aurait connaissance et si elle considère raisonnablement que ce Changement de Loi pourrait constituer un Changement de Loi Stabilisé. Une telle notification sera accompagnée d'une évaluation préliminaire, préparée de bonne foi et basée sur les informations dont elle dispose, des effets possibles du Changement de Loi sur les Participants au Projet ; et
- (b) en ce qui concerne tout Changement de Loi envisagé qui pourrait constituer un Changement de Loi Stabilisé ou un Changement de Droit International, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, les Parties s'efforceront de se rencontrer et de discuter des effets possibles de ce Changement de Loi proposé et de toute solution permettant de s'assurer que les Participants au Projet ne seront pas affectés par ce Changement de Loi proposé.

### **PARTIE IV MISE EN ŒUVRE DU PROJET PENB**

#### **ARTICLE 9 GENERAL**

- 9.1 Nonobstant le fait que le Projet PENB sera développé et exploité sous la forme d'un projet du secteur privé, les Parties reconnaissent que conformément à l'article 8.4 de l'Accord Bilatéral et l'article 84 du Code Pétrolier 2007, les travaux de construction du Système de Transport Niger sont d'utilité publique. En conséquence, l'Etat confirme aux Participants Clés au Projet son soutien entier à la mise en œuvre dans des délais accélérés du Projet PENB et à l'exécution des Activités du Projet.
- 9.2 Nonobstant toute stipulation contraire de la présente Convention, l'Etat confirme qu'elle n'est pas, et ne peut en aucun cas être considérée ou interprétée comme, un contrat administratif au sens du Droit Nigérien et que les principes de droit administratif applicables à de tels contrats ne lui seront pas applicables.
- 9.3 L'Etat assurera un traitement juste, équitable et non-discriminatoire aux Actifs Liés au Projet sur le Territoire (y compris pour le développement, la construction, l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'usage, la jouissance ou la vente de ces derniers) et ne devra pas



entraver, compromettre ou retarder le Projet PENB ou les Activités du Projet par la prise de mesures discriminatoires ou déraisonnables.

- 9.4 Sans préjudice des autres stipulations de la présente Convention, l'Etat devra accorder aux Participants au Projet un traitement (y compris pour les questions fiscales) non moins favorable que celui qui est accordé, conformément au Droit Nigérien, par l'Etat ou les Autorités Publiques aux Entités immatriculées dans l'Etat et toutes autres Entités opérant sur le Territoire.
- 9.5 Sans préjudice de tout autre droit de WAPCO (Niger) ou de tout autre Participant au Projet au titre de la présente Convention, l'Etat devra octroyer à WAPCO (Niger) et à son ou ses Actionnaire(s) tous les droits et avantages dont jouissent les investisseurs étrangers dans l'Etat au titre de tout accord d'investissement conclu, ou à conclure, par l'Etat. En particulier, WAPCO (Niger) jouira de toutes les protections issues de l'accord d'investissement entre la République Fédérale d'Allemagne et l'Etat en date du 29 octobre 1964 et l'accord d'investissement entre la République de Tunisie et l'Etat en date du 5 juin 1992.
- 9.6 Les Parties conviennent que les stipulations de l'Article 9.5 (*Général*) ci-dessus :
- (a) doivent être interprétées conformément aux principes d'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée consacrés par la Commission de Droit International de la Commission des Nations Unies dans son projet d'article sur la clause de la nation la plus favorisée ; et
  - (b) ne concernent pas les Impôts.
- 9.7 L'Etat accordera à tous les biens, ouvrages, technologies et services liés, directement ou indirectement, à toutes Activités du Projet un traitement non moins favorable que celui qui aurait été accordé par l'Etat ou les Autorités Publiques conformément au Droit Nigérien à des biens, ouvrages, technologies et services similaires (indépendamment de leurs origines) qui ne sont pas liés aux Activités du Projet, étant entendu que cette stipulation ne concerne pas les Impôts et les subventions.

## ARTICLE 10 COOPERATION

- 10.1 Les Parties coopéreront afin d'établir et de maintenir les conditions nécessaires et favorables à l'entrée en vigueur de la présente Convention et à la mise en œuvre des Activités du Projet. Pour les besoins de l'entrée en vigueur de la présente Convention et, en particulier, de la satisfaction de la condition visée au paragraphe (b) de l'Article 3.4 (*Date d'Entrée en Vigueur et Durée de la Convention*), l'Etat s'accordera avec WAPCO (Niger) sur l'avant-projet de Loi du Projet à soumettre à l'adoption de l'Assemblée Nationale ou du Président de la République du Niger (selon le cas) et transmettra à WAPCO (Niger) pour avis la Loi du Projet adoptée par l'Assemblée Nationale préalablement à sa promulgation par le Président de la République du Niger. L'Etat s'engage à s'assurer que toute modification convenue entre les Parties sur l'avant-projet de la Loi du Projet ou sur la Loi du Projet susvisée, soit prise en compte suivant les modalités prévues par la constitution de l'Etat dans la version définitive de la Loi du Projet devant être promulguée. WAPCO (Niger) s'engage à payer un montant d'un million six cents mille (1.600.000) Euros au titre des honoraires des conseils de



l'Etat. L'intégralité de ce montant sera immobilisée dans les Comptes de WAPCO (Niger). Le paiement du montant susmentionné sera effectué conformément aux instructions de paiement fournies par l'Etat et à condition que ces instructions soient conformes aux règles, réglementations et politiques de WAPCO (Niger) et ses Actionnaires et aux meilleures pratiques de l'industrie pétrolière internationale et, ainsi, sous réserve d'acceptation par WAPCO (Niger) de cette conformité. L'Etat déclare et garantit, en tout état de cause, la conformité de ses instructions de paiement au Droit Nigérien (cette déclaration et garantie sera réputée être une déclaration et garantie au titre de l'Article 40 (*Ethique des Affaires*)). Ce montant sera payé : (a) à hauteur de cinq cents mille (500.000) Euros dans un délai de trente (30) jours à compter de la Date de Signature ; (b) à hauteur de cinq cents mille (500.000) Euros dans un délai de trente (30) jours à compter de la Date d'Entrée en Vigueur ; et (c) à hauteur de six cents mille (600.000) Euros dans un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle toute la documentation juridique portant sur la participation, directe ou indirecte, de l'Etat dans WAPCO (Niger) sera entrée en vigueur et toute autre documentation relative au Projet PENB requérant l'approbation de l'Etat et que l'Etat juge suffisante aura été finalisée. Rien dans le présent Article 10.1 ne crée un droit au bénéfice de l'Etat d'exiger de WAPCO (Niger) ou de ses actionnaires, directs ou indirects, de payer toute autre somme correspondant aux honoraires des conseils de l'Etat en relation avec le Projet PENB.

- 10.2 L'Etat consultera, sur demande raisonnable de WAPCO (Niger), la Partie Publique Béninoise ou tout autre état, institution internationale ou autorité (y compris, lorsque l'Etat le juge approprié, en consultation et avec la participation d'une ou plusieurs Sociétés de Projet) concernant toute mesure à travers laquelle l'Etat peut permettre ou soutenir la mise en œuvre des Activités du Projet ou rendre les Activités du Projet de nature transfrontalière plus rapides et plus efficaces, y compris les Activités du Projet transfrontalières liées à la pose des pipes ou toute Activité du Projet à entreprendre à la frontière du Niger et du Bénin.
- 10.3 Sans délais après la Date de Signature, les Parties établiront et maintiendront au sein du comité national de suivi prévu à l'article 22 de l'Accord Bilatéral (le "**Comité National de Suivi**"), un sous-comité bipartite entre WAPCO (Niger) et l'Etat (le "**Comité Consultatif CT**"). Le Comité Consultatif CT aura pour mission de coordonner, avec l'appui du Comité National de Suivi, les activités destinées à faciliter et à assurer une exécution des Activités du Projet dans les délais convenus. Les termes de référence et mécanismes de fonctionnement du Comité Consultatif CT seront convenus entre les Parties sur proposition de la Partie la plus diligente, sans préjudice des stipulations de l'Accord Bilatéral relatives au Comité National de Suivi. Il est d'ores et déjà entendu que chaque Partie nommera (dans les meilleurs délais après la Date d'Entrée en Vigueur et à tout moment par la suite), sur une base paritaire à convenir, ses représentants pour constituer le Comité Consultatif CT, étant précisé que les représentants de l'Etat seront choisis parmi les Personnes nommées par l'Etat au Comité National de Suivi et que les représentants de WAPCO (Niger) seront librement choisis par WAPCO (Niger) et peuvent s'interchanger.
- 10.4 L'Etat reconnaît et convient que WAPCO (Niger) pourra (agissant raisonnablement), au moyen d'une notification à l'Etat lui proposer toute question à soumettre et à traiter par le Comité Inter-Etat de Pilotage, auquel cas l'Etat soumettra ladite question telle



que proposée par WAPCO (Niger) et se consultera avec la Partie Publique Béninoise dans le but de résoudre efficacement toutes les questions pertinentes.

- 10.5 Le Comité Inter-Etat de Pilotage et le Comité Consultatif CT sont des organes consultatifs, sans pouvoir de décisions contraignantes pour les Parties.
- 10.6 Si un Participant au Projet est tenu au titre de la présente Convention ou en vertu du Droit Nigérien, de demander une approbation de l'Etat ou d'une Autorité Publique en ce qui concerne un sujet donné :
- (a) l'Etat ou l'Autorité Publique disposera du délai prévu par le Droit Nigérien pour répondre et, en l'absence de toute limite de temps expressément prévue en Droit Nigérien ou dans la présente Convention, fera ses meilleurs efforts pour répondre dès que raisonnablement possible (et à moins qu'un délai plus long ne soit convenu par écrit avec le Participant au Projet, dans un délai de trente (30) Jours Ouvrés) ;
  - (b) la computation de ce délai est interrompue par toute notification adressée par l'Etat ou l'Autorité Publique compétente au Participant au Projet concerné dans les conditions prévues à l'Article 48.4 (*Notification*) tendant à ce qu'il modifie ou complète sa demande ; et
  - (c) le nouveau délai, tel que prévu au paragraphe (a) ci-dessus, commence à compter de la date de la réception par l'Etat ou l'Autorité Publique compétente des documents et informations sollicités dans le cadre de la notification susvisée.
- 10.7 Sans délais après la Date de Signature, l'Etat devra consulter et coordonner avec la Partie Publique Béninoise et WAPCO (Niger) afin d'établir conjointement des procédures aux fins de s'assurer :
- (a) qu'en cas d'accident, de dysfonctionnement ou autre incident technique (constitutif ou non d'un cas d'Urgence) à la frontière ou à proximité de celle-ci, les Sociétés de Projet et les autres Participants au Projet aient le droit d'accéder aux Terrains situés de part et d'autre de la frontière afin d'enquêter sur les causes de l'accident, du dysfonctionnement ou d'autre incident technique ou d'y remédier ; et
  - (b) que durant la Période de Construction et en ce qui concerne les Activités du Projet à entreprendre à la frontière du Bénin et du Niger ou à proximité de celle-ci, les Sociétés de Projet et les autres Participants au Projet aient le droit de transporter de part et d'autre de la frontière des véhicules, des biens, de l'équipement, du matériel et du personnel nécessaires afin d'entreprendre les travaux de construction, d'installation et toutes les Activités du Projet y afférentes devant être réalisées à la frontière ou à proximité de celle-ci.
- 10.8 L'Etat s'engage à faire en sorte que l'Autorité Publique compétente émette, dans des délais très courts chaque fois que cela est raisonnablement possible eu égard aux



circonstances, toute Autorisation du Projet nécessaire à la réalisation, sur le Territoire, des travaux visés aux paragraphes (a) et (b) de l'Article 10.7 (*Coopération*).

## ARTICLE 11

### DROIT DE PROPRIETE, DE MISE EN ŒUVRE ET D'EXPLOITATION DU PROJET

- 11.1 Les Parties reconnaissent et conviennent que le Projet PENB sera mis en œuvre sous la forme d'un projet du secteur privé par WAPCO (Niger) conformément aux arrangements déterminés par WAPCO (Niger) (sous réserve de toute stipulation particulière de l'Accord Bilatéral et de la présente Convention).
- 11.2 Les Parties reconnaissent et conviennent que :
- (a) sans préjudice des stipulations des Articles 7.2 et 7.3 (*Régime Juridique*), les Activités du Projet entreprises avant la Date d'Entrée en Vigueur (y compris les essais physiques de Pétrole Brut, les études de préfaisabilité, les services juridiques, les études techniques, topographiques et géologiques, les études de faisabilité et les missions pertinentes) font partie intégrante du Projet PENB et les coûts (qu'ils soient engagés avant ou après la Date d'Entrée en Vigueur) liés à ces Activités du Projet représentant les travaux entrepris dans le cadre du Projet PENB sur le Territoire seront alloués (et remboursés) par WAPCO (Niger) et traités à toutes fins (y compris le traitement fiscal des coûts conformément au Régime Fiscal Convenu, la rémunération et le calcul du tarif) comme si ces coûts avaient été directement encourus par WAPCO (Niger) à la date à laquelle ils ont été engagés ;
  - (b) WAPCO (Niger) aura le droit de créer, au besoin, des filiales, des établissements, des succursales ou des bureaux à l'étranger à tout moment ; et
  - (c) WAPCO (Niger) a, en vertu de l'ATI, le droit exclusif de construire, exploiter et maintenir le Système de Transport Niger et d'entreprendre les Activités du Projet sur le Territoire.
- 11.3 A compter de l'acquisition par l'Etat ou de toute Autorité Publique, directement ou indirectement, d'actions, parts sociales ou autres formes de participation sociale en capital dans WAPCO (Niger) ou dans l'Actionnaire à la Date de Signature, l'Etat ou cette Autorité Publique aura les mêmes droits et obligations que tout autre actionnaire conformément au droit applicable à WAPCO (Niger) ou, le cas échéant, à l'Actionnaire, et à tous arrangements convenus entre leurs actionnaires dans les statuts (ou autres documents équivalents) et pactes d'actionnaires.
- 11.4 Conformément à la Loi du Projet et sans préjudice des dispositions de l'Article 11.3 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) ci-dessus, l'Etat convient qu'il n'imposera aucune restriction au droit de WAPCO (Niger) et, le cas échéant, de l'Actionnaire ou de leurs actionnaires, d'agir à leur seule discrétion dans les domaines suivants :
- (a) le droit d'appliquer les stipulations de leurs statuts (ou documents équivalents) ;



- (b) les règles applicables à la relation entre WAPCO (Niger) et, le cas échéant, de l'Actionnaire et leur(s) actionnaire(s), dans le respect des dispositions du droit qui leur est applicable ;
  - (c) le droit de prendre, dans le respect des stipulations de la présente Convention, des décisions concernant la gestion technique, administrative, commerciale ou financière de WAPCO (Niger) et, le cas échéant, de l'Actionnaire en ce qui concerne la construction, l'exploitation et l'entretien du Système de Transport Export, en vertu des statuts et de tout pacte d'actionnaires ;
  - (d) les droits attachés aux actions, parts sociales ou autres formes de participation au capital de WAPCO (Niger) et, le cas échéant, de l'Actionnaire ;
  - (e) le droit de choisir les personnes chargées de la gestion ou la supervision de WAPCO (Niger) et, le cas échéant, de l'Actionnaire ;
  - (f) le droit de conclure un pacte d'actionnaires relatif à WAPCO (Niger) et, le cas échéant, à l'Actionnaire dans des conditions convenues entre ses actionnaires sans restriction et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation de l'Etat ;
  - (g) le droit de prendre des décisions en ce qui concerne la structure et le fonctionnement de WAPCO (Niger) et, le cas échéant, de l'Actionnaire (y compris les augmentations et réductions de capital, la distribution ou la capitalisation de bénéfices ou de réserves, et l'obtention de prêts contractés auprès des Investisseurs ou de leurs Affiliés et le remboursement de, et paiement d'intérêt sur, ces prêts) ; et
  - (h) le droit de WAPCO (Niger) et, le cas échéant, de l'Actionnaire d'emprunter ou de prêter des fonds.
- 11.5 Les Parties conviennent que l'Etat (ou toute Autorité Publique choisie par l'Etat) pourra acquérir des actions, parts sociales ou autre forme de participation dans WAPCO (Niger) ou, le cas échéant, de l'Actionnaire selon les termes de l'Annexe H du CPP Agadem et conformément aux termes et conditions à convenir entre l'Etat et le(s) Actionnaire(s) ou, le cas échéant, le(s) Entité(s) actionnaire(s) de l'Actionnaire. L'Etat convient qu'une telle acquisition sera entreprise en tant que, et sera traitée comme, un acte commercial par l'Etat ou de l'Entité Publique concernée.
- 11.6 L'Etat reconnaît et convient que (sous réserve des droits des Parties Financières prévus dans les Documents de Financement, le cas échéant) :
- (a) les Sociétés de Projet détiendront la propriété et les droits d'exploitation exclusifs du Système de Transport Export et de tout autre actif destiné à être utilisé par elles pour la réalisation du Projet PENB, y compris le droit de construire, de détenir, d'exploiter, d'utiliser, de posséder et de contrôler le Système de Transport Export ; et
  - (b) les autres Participants au Projet auront le droit de mener toutes les Activités du Projet et de jouir des droits et privilèges accordés à chacun d'entre eux par l'Etat ou toute Autorité Publique au titre de la présente Convention, de tout Accord d'Etat et des Autorisations du Projet.




- 11.7 L'Etat reconnaît et convient que WAPCO (Niger) aura le droit de déterminer, à sa propre discrétion, sous réserve de toute autre stipulation spécifique à la présente Convention (et, sans préjudice du respect des Normes ESSS et des normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier), tous les arrangements commerciaux, techniques, financiers et autres nécessaires à tout aspect du Projet PENB y compris :
- (a) le choix des Expéditeurs, Parties Financières, Contractants et Sous-Contractants et des accords contractuels avec ces Personnes (et, dans le cas des Sous-Contractants, le Contractant bénéficiera de ces droits, qu'il agisse seul ou de concert avec WAPCO (Niger)) ;
  - (b) toutes les décisions concernant les technologies, l'ingénierie, le financement, la construction, la modification ou l'exploitation du Système de Transport Niger ; et
  - (c) les arrangements avec les Expéditeurs concernant toutes les modalités et conditions techniques et commerciales du Transport et des services y relatifs.
- 11.8 Nonobstant les dispositions de l'Article 11.7 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*), les Activités Connexes devront être entreprises sur le Territoire dans le respect des normes et spécifications techniques prévues par le Droit Nigérien ou, dans le silence de celui-ci, conformément aux pratiques en vigueur généralement acceptées dans l'industrie internationale pour la réalisation de telles activités.
- 11.9 L'Etat reconnaît et convient que WAPCO (Niger) et les Expéditeurs auront le droit à leur seule discrétion (et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation de l'Etat ou d'une Autorité Publique) de convenir du tarif des services de Transport au titre de chaque année, sous réserve qu'il soit déterminé conformément aux éléments suivants :
- (a) le tarif commercial applicable aux quantités Transportées en ce qui concerne tout Pétrole Brut provenant de toute Zone de Production de Pétrole située sur le Territoire inclura l'ensemble des éléments suivants :
    - (i) un montant par baril obtenu en divisant la totalité des coûts d'exploitation du Système de Transport Niger (autre que les coûts d'exploitation supplémentaires spécifiques visés au paragraphe (v) ci-dessous) au titre d'une période par les quantités totales Transportées au cours de cette période ;
    - (ii) un montant par baril obtenu en divisant le montant permettant à WAPCO (Niger) d'assurer le service de la dette exigible au titre de tout Document de Financement au titre d'une période par les quantités totales Transportées au cours de cette période ;
    - (iii) un montant par baril obtenu en divisant le montant permettant la récupération et la rémunération des investissements des Actionnaires au titre d'une période par les quantités totales Transportées au cours de cette période ;

- (iv) un montant par baril permettant à WAPCO (Niger) de réaliser, après imputation de l'ensemble des montants visés aux paragraphes (i), (ii) et (iii) ci-dessus, un taux de rendement interne qui n'excédera pas douze et demi pour cent (12,5%) pour la durée totale du Projet PENB, qui sera déterminé par WAPCO (Niger) à sa seule discrétion ; et
- (v) pour tout Pétrole Brut provenant d'une Zone de Production de Pétrole autre que la Zone Contractuelle Agadem, le tarif des services de Transport sera augmenté d'un montant par baril obtenu en divisant tous les coûts d'exploitation supplémentaires spécifiques, le cas échéant, du Système de Transport Niger relatif au Transport de ce Pétrole Brut au titre d'une période par les quantités de ce Pétrole Brut Transportées au cours de cette période ;

Pour les besoins du calcul du tarif commercial applicable aux quantités Transportées en ce qui concerne tout Pétrole Brut, provenant de toute Zone de Production de Pétrole située sur le Territoire dans laquelle des Affiliés de WAPCO (Niger) ont une participation ou autre intérêt, le taux de rendement interne visé au paragraphe (iv) ci-dessus, qui sera déterminé par WAPCO (Niger) à sa seule discrétion, n'excédera pas dix pour cent (10%) pour la durée totale du Projet PENB ; et

- (b) sous réserve de la signature d'un accord bilatéral avec l'état dont provient le Pétrole Brut concerné, le tarif commercial applicable aux quantités Transportées en ce qui concerne tout Pétrole Brut provenant des Zones de Productions de Pétrole en dehors du Territoire inclura l'ensemble des éléments suivants :
  - (i) un montant par baril obtenu en divisant la totalité des coûts d'exploitation du Système de Transport Niger (autre que les coûts d'exploitation supplémentaires spécifiques visés au paragraphe (vii) ci-dessous) au titre d'une période par les quantités totales Transportées au cours de cette période ;
  - (ii) un montant par baril obtenu en divisant le montant permettant à WAPCO (Niger) d'assurer le service de la dette exigible au titre de tout Document de Financement au titre d'une période par les quantités totales Transportées au cours de cette période ;
  - (iii) un montant par baril obtenu en divisant le montant permettant la récupération et la rémunération des investissements des Actionnaires au titre d'une période par les quantités totales Transportées au cours de cette période ;
  - (iv) un montant par baril permettant à WAPCO (Niger) de réaliser, après imputation de l'ensemble des montants visés aux paragraphes (i), (ii) et (iii) ci-dessus, un taux de rendement interne qui n'excédera pas douze et demi pour cent (12,5%) pour la durée totale du Projet PENB, qui sera déterminé par WAPCO (Niger) à sa seule discrétion ;



- (v) dans le cas où un état prélèverait toute forme de retenue fiscale ou parafiscale sur le montant payé par l'Expéditeur à WAPCO (Niger), une compensation égale à cette retenue ;
- (vi) tout Droit de Transit par baril perçu par l'Etat applicable pour ce Pétrole Brut ; et
- (vii) un montant par baril obtenu en divisant tous les coûts d'exploitation supplémentaires spécifiques, le cas échéant, du Système de Transport Niger relatif au Transport du Pétrole Brut pour le compte des Expéditeurs concernés au titre d'une période par les quantités de Pétrole Brut de ces Expéditeurs Transportées au cours de cette période.

11.10 Afin d'éviter toute difficulté d'interprétation du présent Article 11.10 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*), le mécanisme de calcul du tarif des services de Transport est présenté à l'Annexe III (*Exemple chiffré de détermination du tarif des services de Transport*). Les éléments chiffrés de cette Annexe ne sont donnés que pour faciliter la compréhension du mécanisme et à titre d'exemple ; ils n'ont aucune valeur prospective. En cas de contradiction entre les stipulations de l'Annexe III (*Exemple chiffré de détermination du tarif des services de Transport*) et celles de l'Article 11.9 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*), les stipulations de l'Article 11.9 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) prévaudront.

11.11 Sans préjudice des stipulations de l'Article 11.15 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) ci-dessous et du paragraphe (b)(ii) de l'Article 33.2 (*Retrait de l'ATI*), WAPCO (Niger) n'est pas engagée ou obligée envers l'Etat ou envers toute Autorité Publique d'entreprendre toute Activité du Projet ou de mettre en œuvre ou d'exécuter le Projet PENB ou de continuer toute Activité du Projet qu'elle a pu commencer sur la base de l'Accord Bilatéral, de la présente Convention, de tout Accord d'Etat ou autrement.

11.12 Chaque année, l'Etat recrutera un cabinet spécialisé qui aura pour mission d'auditer les éléments financiers entrant dans la détermination du tarif commercial applicable aux quantités de Pétrole Brut Transportées au titre de l'année précédente. Les modalités de paiement des frais d'audit par WAPCO (Niger) seront déterminées entre les Parties dans un accord approprié, étant entendu que ces frais d'audit seront inclus dans les coûts d'exploitation du Système de Transport Niger.

11.13 Aucune activité effectuée par un Participant au Projet conformément aux stipulations de la présente Convention, y compris la détermination :

- (a) du tarif et de toute autre condition de Transport au moyen du Système de Transport Export ; et
- (b) des Personnes avec lesquelles des accords pour le Transport de Pétrole Brut sont conclus,

ne constituera une violation d'une quelconque disposition du Droit Nigérien (y compris de la Législation Pétrolière) relatif aux pratiques anti-concurrentielles, de cartel ou discriminatoire ou aux autres sujets concurrentiels, y compris celles interdisant ou





restreignant toute Personne d'agir de concert ou de manière conjointe en ce qui concerne la concurrence au titre d'un marché, la détermination de prix, l'accès aux infrastructures ou l'abus de position dominante.

- 11.14 Les Parties conviennent que, sans préjudice de la généralité de la définition du terme "Activités du Projet", les Activités du Projet incluent les activités, tâches et travaux suivants relatifs au Projet PENB (ensemble, les "**Activités Connexes**") :
- (a) l'installation et l'exploitation de centrales électriques, de poteaux et de câbles électriques ;
  - (b) l'installation et l'exploitation de systèmes de télécommunications ;
  - (c) la construction de services d'urgence ;
  - (d) le stockage et l'entreposage de matériaux, d'équipements, de produits et déchets, ainsi que des installations pour l'élimination de la pollution ;
  - (e) la construction de bâtiments pour le logement, la santé, le bien-être, la formation ainsi que des infrastructures sportives pour le personnel ;
  - (f) la construction ou l'amélioration de toutes les voies de communication, en particulier les routes, les ponts, les chemins de fer, les drains, les canaux et les pistes d'atterrissages ; et
  - (g) la pose de repères de démarcation et de limites.
- 11.15 WAPCO (Niger) s'engage à commencer les travaux de construction du Système de Transport Niger au plus tard dans un délai de six (6) mois à compter de la Date d'Entrée en Vigueur.
- 11.16 Pour les besoins de l'Article 11.15 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) ci-dessus, les travaux de construction seront réputés avoir commencé à compter de la date à laquelle WAPCO (Niger) aura commencé les travaux de préparation physique pour la mise en état des Terrains Nécessaires au Projet, étant précisé que ladite préparation sera elle-même réputée avoir commencé à compter de la date à laquelle WAPCO (Niger) aura notifié à l'Etat l'installation de la base vie du personnel de WAPCO (Niger) ou de l'un quelconque de ses Contractants (y compris le Contractant EPC) pour les besoins des travaux de construction du Système de Transport Niger.

## ARTICLE 12

### AUTORISATIONS DU PROJET

#### 12.1 Généralités

- (a) L'Etat fera en sorte que les Autorité Publiques compétentes octroient, accordent, maintiennent ou renouvellent (ou fera en sorte que soient octroyées, accordées, maintenues ou renouvelées) avec diligence et au plus tard dans les délais prévus, le cas échéant, par le Droit Nigérien toutes les Autorisations du Projet requises pour la mise en œuvre du Projet PENB sur le Territoire, suite à la satisfaction

品菁

SF

des exigences requises par le Droit Nigérien concernant ces Autorisations du Projet.

- (b) L'Etat reconnaît et convient que l'octroi, la délivrance, le maintien et le renouvellement des Autorisations du Projet dans un délai permettant la réalisation du Projet PENB de manière accélérée sont essentielles à la réussite du Projet PENB, et fera en sorte que, suite à la réception d'une demande ou d'une requête faite par un Participant au Projet (y compris par WAPCO (Niger) faisant cette demande ou requête pour le compte d'un Participant au Projet) conformément au Droit Nigérien, les Autorités Publiques compétentes facilitent et traitent de manière accélérée la demande d'octroi, la délivrance, le maintien ou le renouvellement de l'Autorisation du Projet concernée.

## 12.2 ATI

- (a) En ce qui concerne les procédures énoncées dans la Législation Pétrolière pour la demande et la délivrance de l'ATI, les Parties conviennent de ce qui suit :
- (i) En vue de l'attribution de l'ATI, l'Etat reconnaît qu'un projet de convention de transport au sens de l'article 82 du Code Pétrolier, ayant abouti à la conclusion de la présente Convention, a été présenté par WAPCO (Niger) pour les besoins de la demande d'obtention de l'ATI en vertu de l'article 201 du Décret d'Application 2007.
- (ii) Compte tenu de la volonté des Parties d'accélérer le développement du Système de Transport Export, l'Etat autorise WAPCO (Niger) à commencer les travaux de construction du Système de Transport Niger à une date effective différente de la date prévisionnelle de démarrage des travaux indiquée dans sa demande d'ATI, laquelle peut être une date antérieure à la date prévisionnelle.
- (iii) Pour les besoins de la demande d'ATI, WAPCO (Niger) sera dispensée de fournir ses états financiers.
- (b) L'ATI délivrée pour le Système de Transport Niger demeurera pleinement en vigueur jusqu'à ce que : (i) les Parties aient accepté de transférer le Système de Transport Niger contre versement d'une compensation conformément à l'Article 35.1 (*Démantèlement*) ou (ii) le démantèlement du Système de Transport Niger ait été achevé conformément à l'Article 35 (*Démantèlement*).
- (c) Nonobstant les stipulations du paragraphe (b) ci-dessus, en cas de résiliation par l'Etat de l'ATI en vertu de l'Article 33 (*Résiliation*), les droits découlant de l'ATI ne subsisteront que pour les besoins et aux fins des Activités du Projet liées au démantèlement du Système de Transport Niger conformément à l'Article 35 (*Démantèlement*).
- (d) Sans préjudice de l'Article 33 (*Résiliation*), l'Etat ne mettra fin à l'ATI, ni n'engagera aucune procédure, ni ne prendra aucune mesure susceptible d'aboutir à la résiliation de l'ATI (et fera en sorte qu'aucune Autorité Publique ne mette fin à l'ATI, ni n'engage aucune procédure, ni ne prenne aucune mesure susceptible d'aboutir à la résiliation de l'ATI) (y compris l'envoi d'une



notification de résiliation). En cas de Différend relatif à la résiliation de la présente Convention, l'ATI demeurera en vigueur jusqu'à ce que le Différend soit définitivement réglé et qu'il ait été déterminé, conformément au processus de règlement des Différends, que l'ATI est résiliée.

- (e) Sans préjudice de l'Article 22.2 (*Restrictions sur le Transport de Pétrole Brut et autres Activités du Projet*), paragraphe (c), l'État ne suspendra pas l'ATI. Sans préjudice à ce qui précède, l'Etat peut demander, à tout moment, à WAPCO (Niger) de répondre à toute préoccupation que l'État pourrait avoir à l'égard de la conformité de WAPCO (Niger) à la Législation Pétrolière.
- (f) Les droits de WAPCO (Niger) résultant de l'ATI peuvent faire l'objet de sûreté au profit des Parties Financières (ou à tout agent ou à tout fiduciaire (*trustee*) des Parties Financières) à titre de garantie pour les prêts accordés à WAPCO (Niger) et/ou la Société de Projet Bénin, conformément à l'Article 43.7 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés ; Transferts*).

12.3 Stipulations particulières concernant l'octroi, le prolongement, le renouvellement ou la réémission des Autorisations du Projet

- (a) Les stipulations de l'Article 12.3 (*Stipulations particulières concernant l'octroi, le prolongement, le renouvellement ou la réémission des Autorisations du Projet*) sont sans préjudice des stipulations de l'Article 12.2 (*ATI*) relatif à l'ATI et des stipulations de l'Article 13 (*Droits Fonciers*) relatif aux demandes de Droits Fonciers.
- (b) L'Etat s'engage à, et fera en sorte que les Autorités Publiques compétentes fassent de même, coopérer avec WAPCO (Niger) et les autres Participants au Projet afin de simplifier et faciliter l'octroi, l'extension, le renouvellement ou la réémission des Autorisations du Projet.
- (c) Si un Participant au Projet soumet une demande pour obtenir, prolonger, renouveler ou réoctroyer une Autorisation du Projet, l'Etat fera en sorte que l'Autorité Publique compétente :
  - (i) si la demande est incomplète, notifie le Participant au Projet par écrit dans les délais prescrits par le Droit Nigérien ou, à défaut, dans un délai de trente (30) Jours Ouvrés à compter de la soumission de cette demande, de toute insuffisance ou de tout problème avec cette demande ; et
  - (ii) si la demande est complète, octroie, prolonge, renouvelle ou réoctroie (le cas échéant) l'Autorisation du Projet dans le délai prescrit par le Droit Nigérien, et si aucun délai n'est prescrit par le Droit Nigérien, dans un délai de trente (30) Jours Ouvrés à compter du dépôt de la demande complète.
- (d) Chaque Autorisation du Projet sera octroyée, prolongée, renouvelée ou réoctroyée pour la période et sous réserve des autres modalités et conditions spécifiées en vertu du Droit Nigérien.

品青

84

- (e) Si un Participant au Projet a présenté une demande de prolongation, renouvellement ou de réémission d'une Autorisation du Projet, l'Autorisation du Projet sera réputée continuer à produire tous ses effets et n'expirera ni ne prendra fin avant la fin de la période d'examen de cette demande par l'Autorité Publique compétente.
- (f) Lorsque le Droit Nigérien énumère la documentation requise pour une demande relative à une Autorisation du Projet mais permet aussi à l'Autorité Publique de demander des documents supplémentaires, l'Etat convient que toute demande de tels documents supplémentaires devra contenir les raisons pour lesquelles elle est jugée nécessaire par cette Autorité Publique.
- (g) Les Parties conviennent qu'aucune garantie de bonne exécution ou aucun autre type de garantie, non prévue par le Droit Nigérien, ne sera requise pour l'octroi des Autorisations du Projet.

#### 12.4 Cession des Autorisations du Projet

- (a) WAPCO (Niger) peut élire de se faire céder toute Autorisation du Projet cessible ou transmissible selon le Droit Nigérien délivrée à une autre Personne avant la Date de Signature. Les Autorisations du Projet, non cessibles ou transmissibles selon le Droit Nigérien, délivrées à une autre Personne avant la Date de Signature seront réémises dans les délais prévus au paragraphe (c) de l'Article 12.3 (*Stipulations particulières concernant l'octroi, le prolongement, le renouvellement ou la réémission des Autorisations du Projet*) substantiellement en la même forme au profit de WAPCO (Niger) si celle-ci en fait la demande suivant les modalités prévues par le Droit Nigérien. En cas de cession ou de transmission de toute Autorisation du Projet, l'Etat prendra (et fera en sorte que l'Autorité Publique prenne) tous les actes, mesures et dispositions et relevant de sa compétence, nécessaires à la réalisation et à l'opposabilité d'une telle cession ou transmission.
- (b) Si (i) la totalité ou la quasi-totalité des droits et obligations d'un Participant au Projet (un "Cédant") au titre des Documents de Projet sont cédés à une autre Personne (un "Bénéficiaire"), que ce soit suite à la réalisation d'une sûreté ou autrement, et (ii) ce transfert est permis conformément à l'Article 43 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés; Transferts*) de la présente Convention, toutes les Autorisations du Projet (y compris, dans le cas de WAPCO (Niger), l'ATI et les Autorisations du Projet relatives aux Droits Fonciers) détenues par le Cédant qui sont nécessaires au Bénéficiaire afin d'exercer les droits et les obligations qui lui sont transférés pourront être transférées dans les mêmes modalités et conditions au Bénéficiaire, et au même moment que le transfert de ces droits et obligations.

#### 12.5 Retrait ou suspension des Autorisations du Projet autres que l'ATI

En ce qui concerne les Autorisations du Projet autres que l'ATI :

- (a) l'Etat ne pourra retirer ou suspendre (et fera en sorte qu'une Autorité Publique ne puisse retirer ou suspendre) une telle Autorisation du Projet que dans la



mesure permise par le Droit Nigérien et suivant les modalités strictement prévues à la présente Convention; et

- (b) si l'Etat ou une Autorité Publique estime qu'il existe des motifs de retrait ou de suspension d'une Autorisation du Projet (autre que l'ATI), l'Etat n'initiera (et fera en sorte qu'une Autorité Publique n'initie) aucune procédure ou action pouvant mener à ce retrait ou cette suspension (y compris l'envoi de toute notification de retrait ou de suspension) :
  - (i) jusqu'à ce que l'Etat ou l'Autorité Publique compétente ait adressé au titulaire de cette Autorisation du Projet et à WAPCO (Niger) une notification décrivant les situations et les motifs ; et
  - (ii) à moins que, suite à une telle notification, le titulaire d'une Autorisation du Projet et WAPCO (Niger) aient bénéficié d'une période d'au moins quatre-vingt-dix (90) Jours Ouvrés afin de remédier aux griefs spécifiés dans cette notification ou de fournir la preuve raisonnable que de tels griefs sont inexistantes ou non fondés ou l'Etat ou l'Autorité Publique ait entamé une discussion de bonne foi avec WAPCO (Niger) dans le but d'éviter un tel retrait ou suspension.

#### 12.6 Absence de retrait ou transfert

Aucune Autorisation du Projet (y compris l'ATI) ne sera considérée comme ayant été cédée ou retirée, ou ne sera suspendue ou ne cessera d'être pleinement en vigueur (ou ne fera l'objet d'un retrait ou suspension) en raison de :

- (a) la survenance d'un cas de Force Majeure ;
- (b) si ce n'est en violation des stipulations de la présente Convention :
  - (i) tout octroi ou toute exécution de toute hypothèque ou autre sûreté (y compris par voie de cession) sur cette Autorisation du Projet, sur tout actif de tout Participant au Projet ou sur tous actions, parts sociales ou autres titres sociaux, ou sur toute participation au capital ou en fonds propres ou toute autre forme de participation ou prêts à un Participant au Projet, y compris lorsque cela entraîne un changement de contrôle en vertu du Droit Nigérien du titulaire d'une Autorisation du Projet ou d'un Participant au Projet ;
  - (ii) tout changement direct ou indirect dans la structure de propriété ou d'actionnariat du titulaire de l'Autorisation du Projet, ou dans les règles de prise de décision au sein de celui-ci, en faveur d'un Affilié du titulaire de l'Autorisation du Projet, y compris lorsque cela entraîne un changement de contrôle du titulaire de l'Autorisation du Projet en vertu du Droit Nigérien ; ou
  - (iii) sous réserve du paragraphe (i) ci-dessus, tout changement direct ou indirect dans la structure de propriété ou d'actionnariat du titulaire de l'Autorisation du Projet, ou dans les règles de prise de décision au sein de celui-ci, en faveur d'une Personne qui n'est pas un Affilié du titulaire



de l'Autorisation du Projet qui n'équivaut pas à un changement de contrôle du titulaire de l'Autorisation du Projet en vertu du Droit Nigérien.

### ARTICLE 13 DROITS FONCIERS

#### 13.1 Principes Généraux

L'Etat s'engage à :

- (a) sous réserve du dépôt par WAPCO (Niger) de toutes les demandes nécessaires à cet effet conformément au Droit Nigérien et à la présente Convention, prendre toutes les mesures conformément au Droit Nigérien afin de s'assurer que les Terrains Nécessaires au Projet soient mis à la disposition de WAPCO (Niger) dans des conditions de nature à permettre le plein exercice, par cette dernière des Droits Fonciers et des droits qu'elle tient de l'ATI et de la présente Convention, pendant toute la durée de celle-ci, y compris tous les droits nécessaires à la construction, à l'exploitation et à l'entretien du Système de Transport Niger et de toutes les installations auxiliaires sur ces Terrains conformément aux conditions prévues par le Droit Nigérien et la présente Convention ;
- (b) prendre toutes les mesures prévues au paragraphe (a) ci-dessus sur une base accélérée et, en tout état de cause, dans la limite des délais prévus par le Droit Nigérien ; et
- (c) sans préjudice de la généralité du paragraphe (a) ci-dessus, s'assurer qu'entre autres :
  - (i) tout Terrain soit prêt pour une mise à disposition et une utilisation immédiate par WAPCO (Niger) au plus tard à la date de prise d'effet des Droits Fonciers octroyés à WAPCO (Niger) conformément aux dispositions du Droit Nigérien et de la présente Convention ;
  - (ii) les Droits Fonciers confèrent à WAPCO (Niger) les droits d'utilisation, d'occupation, de détention, de contrôle et de construction (dans chaque cas, au besoin, exclusif), en surface ou en sous-sol, des Terrains dans des conditions permettant la réalisation des Activités du Projet conformément à la présente Convention ;
  - (iii) les Droits Fonciers et l'ATI confèrent à WAPCO (Niger) le droit exclusif et non restreint d'utiliser, d'occuper, de détenir, de contrôler, de construire et de modifier le Système de Transport Niger ; et
  - (iv) les Droits Fonciers soient obtenus pour la durée du Projet PENB.
- (d) Les Terrains Nécessaires au Projet relevant du Domaine de l'Etat et appartenant à son domaine public et les Terrains privés ayant fait l'objet d'expropriation seront incorporés dans le domaine privé de l'Etat. Tous les Terrains Nécessaires au Projet seront mis à la disposition de WAPCO (Niger) en vertu de baux conférant à WAPCO Niger des droits réels, à l'exclusion du droit de propriété,



sur lesdits Terrains et tous autres Droits Fonciers visés dans la présente Convention.

### 13.2 Droits Spécifiques

L'Etat veillera à ce que les actes ou documents accordant à WAPCO (Niger) les Droits Fonciers conformément à la Loi du Projet, au Droit Nigérien et la présente Convention (ainsi qu'au besoin, toutes Autorisations du Projet requises à cet effet) lui confèrent, sans préjudice de tous autres droits expressément énumérés dans la Loi du Projet, la Législation Pétrolière ou conférés par l'ATI, les droits suivants à l'égard des Terrains Nécessaires au Projet :

- (a) le droit d'accès libre aux Terrains Nécessaires au Projet et aux installations du Système de Transport Niger et le droit non restreint d'occupation et de jouissance de ces Terrains pour le besoin du Projet PENB ;
- (b) le droit d'abattre des arbres et de défricher les Terrains Nécessaires au Projet afin d'effectuer les travaux de construction, d'exploitation et d'entretien pour le Système de Transport Niger ;
- (c) le droit d'exécuter les travaux nécessaires à la construction, à l'exploitation, à l'entretien et à la maintenance du Système de Transport Niger, y compris (i) la construction de bâtiments et d'installations et (ii) l'installation et l'exploitation de groupes électrogènes et d'autres équipements, conformément aux plans fournis par WAPCO (Niger) ;
- (d) le droit de procéder à la démarcation des Terrains Nécessaires au Projet aux frais de WAPCO (Niger) et conformément aux normes en vigueur et sous le contrôle de l'Autorité Publique compétente ; et
- (e) sous réserve de l'adoption de mesures visant à sauvegarder l'environnement et à éviter le gaspillage et la pollution des aquifères :
  - (i) le droit d'utiliser les eaux souterraines et de surface, y compris les chutes d'eau et les sources qui ne sont pas exploitées ou réservées, et de les exploiter pour les besoins des travaux de construction, d'exploitation et d'entretien du Système de Transport Niger (à la condition que cela ne porte pas préjudice à l'approvisionnement en eau des habitants et aux points d'eau pour le bétail) ; et
  - (ii) le droit d'extraire et d'utiliser des matériaux de construction (y compris, la latérite) pour les besoins de ces travaux,

étant entendu que si la conduite d'une Activité du Projet sur les Terrains Nécessaires au Projet faisant l'objet de Droits Fonciers requiert une Autorisation du Projet additionnelle conformément au Droit Nigérien, cette autorisation devra être obtenue par WAPCO (Niger).

### 13.3 Procédures relatives aux Terrains

- (a) L'Etat aura le rôle principal et la responsabilité de la mise à disposition des Terrains Nécessaires au Projet à WAPCO (Niger). WAPCO (Niger) devra



coopérer tel qu'il est énoncé dans la présente Convention avec l'Etat dans ce processus. Les Parties travailleront de manière accélérée dans l'objectif d'assurer que les Droits Fonciers concernant les Terrains Nécessaires au Projet soient accordés à temps afin de respecter le calendrier de développement et de construction du Projet PENB soumis par WAPCO (Niger) à l'Etat.

- (b) Afin d'identifier les caractéristiques des Terrains Nécessaires au Projet :
- (i) dans des délais très courts après l'octroi de l'ATI, WAPCO (Niger) ne fournira au Ministre pour les besoins de sa Demande d'Occupation des Terrains que les cartes du Système de Transport Niger montrant l'emplacement et la taille proposée des Terrains Nécessaires au Projet, y compris (i) des cartes à une échelle de 1/100.000 pour le tracé proposé pour les canalisations et (ii) des cartes à une échelle de 1/5.000 pour les emplacements proposés pour les Installations de Surface PENB Niger ; et
  - (ii) suite à la réception de telles cartes, l'Etat identifiera pour WAPCO (Niger) aussi rapidement que possible, et dans tous les cas dans l'objectif de fournir de telles informations au plus tard quinze (15) Jour Ouvrés suivant la réception des cartes mentionnées au paragraphe (i) ci-dessus les Terrains du Domaine de l'Etat concerné par le tracé.
- (c) L'Etat fera des efforts raisonnables afin de mettre à disposition les différentes parcelles de Terrains Nécessaires au Projet à WAPCO (Niger) conformément au calendrier de développement et de construction du Projet PENB soumis par WAPCO (Niger) à l'Etat dans le cadre de la demande d'ATI.
- (d) L'Etat fera des efforts raisonnables afin de réduire le nombre et la complexité des actes octroyant à WAPCO (Niger) des Droits Fonciers sur les Terrains Nécessaires au Projet, y compris en consolidant, dans la mesure du possible, sous un même acte des parcelles de Terrains Nécessaires au Projet.
- (e) Sur demande de WAPCO (Niger), les Parties créeront un comité composé de représentants de WAPCO (Niger) et des Autorités Publiques compétentes afin de coordonner leurs actions en ce qui concerne le processus de mise à disposition des Terrains Nécessaires au Projet à WAPCO (Niger).
- (f) La déclaration d'utilité publique concernant le Projet PENB en vertu de l'article 8.4 de l'Accord Bilatéral est valable et effective sur le Territoire. Cette déclaration d'utilité publique ne conférera pas aux Activités du Projet le titre de service public ou ne nécessitera pas que WAPCO (Niger) suive les règles relatives aux appels d'offres publics ou aux marchés publics dans le cadre des Activités du Projet.

#### 13.4 Terrains des Domaines de l'Etat

Sans préjudices des stipulations de l'Article 13.6 (*Terrains du Domaine de l'Etat soumis à une concession ou autres Droits des Tiers (autres que des droits coutumiers)*), dans la mesure où un Terrain Nécessaire au Projet fait partie du Domaine de l'Etat et est disponible pour les besoins des Activités du Projet :



- (a) l'Etat, sur demande de WAPCO (Niger) mettra à disposition (ou fera en sorte que l'Autorité Publique compétente mette à disposition de WAPCO (Niger) les Droits Fonciers sur ces Terrains ; et
- (b) les Droits Fonciers visés au paragraphe (a) ci-dessus seront octroyés à WAPCO (Niger) à titre gratuit sans préjudice du paiement de la redevance superficielle prévue à l'article 112 du Code Pétrolier 2007 laquelle demeure due conformément au Régime Fiscal Convenu.

### 13.5 Terrains privés

- (a) L'expropriation des Terrains Nécessaires au Projet appartenant à des Personnes privées (inclus ceux faisant l'objet de tout droit coutumier) sera entreprise conformément à la Loi du Projet, aux dispositions de la Législation Pétrolière, ainsi qu'à la législation sur l'expropriation dans ses dispositions non contraires à la Loi du Projet et la Législation Pétrolière, y compris l'article 46 et suivants du Décret d'Application 2007.
- (b) Dans un délai très court à compter de la date du décret octroyant l'ATI à WAPCO (Niger), le Ministre fournira à WAPCO (Niger) :
  - (i) par arrêté pris conformément au Droit Nigérien, les qualifications du commissaire (le "**Commissaire Enquêteur**") qui sera chargé de mener les procédures d'expropriation visées dans le présent Article 13.5 (*Terrains privés*), sous réserve des attributions expressément dévolues à toute Autorité Publique dans le cadre de la mise en œuvre de ces procédures ; et
  - (ii) une liste d'au moins cinq (5) Personnes justifiant des qualifications requises en vertu de l'arrêté visé ci-dessus pour exercer les fonctions de Commissaire Enquêteur.
- (c) Dans un délai très court à compter de la réception par WAPCO (Niger) de l'arrêté et de la liste visés au paragraphe (b) ci-dessus, WAPCO (Niger) nommera, à sa seule discrétion, le Commissaire Enquêteur conformément au Droit Nigérien et aux dispositions de l'arrêté susmentionné. WAPCO (Niger) fera son choix du Commissaire Enquêteur parmi les Personnes figurant sur la liste proposée par le Ministre ou toute autre Personne agréée par le Ministre selon une procédure d'appel d'offres basée sur un budget arrêté par WAPCO (Niger) avec l'assistance du Ministre. WAPCO (Niger) déterminera, avec le Commissaire Enquêteur choisi, la rémunération de celui-ci, et WAPCO (Niger) sera seule responsable du paiement de ladite rémunération.
- (d) Le Commissaire Enquêteur mènera les procédures d'expropriation visées dans cet Article 13.5 (*Terrains privés*) dans leur intégralité, et, sans limitation de ce qui précède, sera responsable de :
  - (i) mener l'enquête publique conformément au Droit Nigérien et, notamment, en :



- (A) déterminant les biens meubles et immeubles (y compris les infrastructures existantes et les moyens de production et autres instruments) et les Personnes (leur composition démographique et le nombre exact) affectés par l'expropriation ;
  - (B) calculant, s'agissant des terres de culture, les superficies revenant à chaque propriétaire coutumier, le cas échéant ;
  - (C) décrivant les droits d'usage et tous autres Droits des Tiers (y compris les droits coutumiers) qui grèvent les Terrains à exproprier ; et
  - (D) rapportant les attentes des Personnes concernées par rapport au Projet PENB et, le cas échéant, au plan de reclassement proposé par WAPCO (Niger) dans le rapport d'étude d'impact environnemental et social réalisé par WAPCO (Niger) pour les besoins du Projet PENB, conformément au Droit Nigérien;
- (ii) s'attacher le service de toutes personnes et de toutes expertises afin de mener à bien la procédure d'expropriation ;
  - (iii) organiser et participer à l'atelier de validation ;
  - (iv) suivre le dossier de cessibilité pour sa publication au Journal Officiel de la République du Niger et procéder à la notification dudit décret aux personnes visées dans ledit acte ;
  - (v) fournir l'assistance nécessaire à WAPCO (Niger) devant la commission arbitrale chargée de trouver l'accord sur l'indemnité d'expropriation ; et
  - (vi) fournir l'assistance nécessaire à WAPCO (Niger) en lien avec toute procédure devant le juge de l'expropriation jusqu'à l'intervention d'une décision définitive.
- (e) Le Commissaire Enquêteur agira sous la responsabilité de l'Etat, et l'Etat fera en sorte que le Commissaire Enquêteur satisfasse aux termes et conditions de cet Article 13.5 (*Terrains privés*).
  - (f) Le Commissaire Enquêteur sera chargé de réaliser l'enquête prévue au paragraphe (d)(i) ci-dessus dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de la publication de l'ATI au Journal Officiel de la République du Niger.
  - (g) Dans un délai très court, qui ne pourra excéder quinze (15) jours calendaires à compter de la date du procès-verbal de validation des résultats de l'enquête visée au paragraphe (d)(i) ci-dessus, l'Etat adoptera, par décret pris en conseil des ministres conformément au Droit Nigérien, l'acte de cessibilité des Terrains Nécessaires au Projet (et Droits des Tiers) ayant fait l'objet des procédures d'expropriation. L'acte de cessibilité est publié au Journal Officiel de la République du Niger et notifié par le Commissaire Enquêteur à WAPCO (Niger) et détenteurs de droit fonciers privés (et les détenteurs des droits coutumiers et autres Droits des Tiers) ayant fait l'objet de l'expropriation dans les tous meilleurs délais.



- (h) Toute notification adressée aux détenteurs de droit fonciers privés (et les détenteurs des droits coutumiers et autres Droits des Tiers) devant faire l'objet d'une expropriation et à WAPCO (Niger) conformément aux stipulations du paragraphe (g) ci-dessus est assortie d'une invitation à l'attention des intéressés (y compris WAPCO (Niger)) d'avoir à comparaître, dans un délai qui ne peut excéder ni être inférieur à un (1) mois à compter de la date de ladite notification, devant une commission arbitrale compétente afin de participer à des discussions sur la question des indemnités de compensation en vertu des dispositions du Droit Nigérien relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Ces discussions auront pour objectif de réaliser l'accord amiable entre WAPCO (Niger) et les Personnes concernées sur le montant de la compensation due à ces dernières en raison des expropriations.
- (i) Les détenteurs de droit fonciers privés (et les détenteurs des droits coutumiers et autres Droits des Tiers) recevront une compensation préalable juste et équitable, qui sera fixée, par accord amiable entre chaque Personne concernée et WAPCO (Niger), conformément aux dispositions du Droit Nigérien relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, de manière à comprendre uniquement la réparation du dommage actuel et certain directement causé par l'expropriation, à l'exclusion de tout dommage éventuel, incertain ou indirect. Les négociations entre WAPCO (Niger) et les détenteurs de droit fonciers privés (et les détenteurs des droits coutumiers et autres Droits des Tiers) en ce qui concerne la compensation qui leur ait due conformément au Droit Nigérien, seront organisées par et se tiendront devant la commission arbitrale visée au paragraphe (h) ci-dessus, suivant les modalités prévues par le Droit Nigérien. La compensation éventuellement convenue amiablement donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé par l'Autorité Publique susvisée, WAPCO (Niger) et chacun des détenteurs de droits fonciers privés (et des détenteurs des droits coutumiers et autres Droits des Tiers) concerné. Conformément au Droit Nigérien, tout procès-verbal constatant l'accord amiable sur le montant de la compensation sera exécutoire, irrévocable et insusceptible de recours contentieux et opposable à toute Autorité Publique ainsi qu'à toute juridiction sur le Territoire, à compter de sa date de signature.
- (j) Pour les besoins des négociations prévues au paragraphe (i) ci-dessus, le Ministre requiert de toutes Autorités Publiques compétentes, la communication à la commission arbitrale visée au paragraphe (h) ci-dessus, de toute information utile à l'évaluation des droits réels immobiliers détenus sur les Terrains concernés prévue par les dispositions du Droit Nigérien relatives l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment toutes informations à leur disposition concernant l'estimation donnée à ces droits réels immobiliers (i) lors de leur plus récente mutation à titre gratuit ou onéreux dans les contrats conclus ou lors des déclarations effectuées à cette occasion ou (ii) dans le cadre des évaluations administratives rendues définitives en vertu des dispositions fiscales ou foncières du Droit Nigérien, sous réserve que cette estimation soit antérieure de moins de cinq (5) ans à la date de la demande adressée à cet effet par le Ministre.
- (k) Faute de parvenir à un accord amiable dans les trente (30) jours calendaires suivant le début de ces négociations, la compensation sera fixée par la juridiction compétente conformément aux dispositions du Droit Nigérien



généralement applicable à l'expropriation des droits privés à des fins d'utilité publique. Sur demande de WAPCO (Niger), l'Etat procédera à la libération immédiate des Terrains Nécessaires au Projet qui font l'objet de litige et à leur mise à la disposition de WAPCO (Niger) (auxquels les Participants au Projet pourront avoir librement accès), sous réserve de consignation auprès du tribunal compétent par WAPCO (Niger) du montant des indemnités de compensation fixé par le juge de l'expropriation statuant de manière accélérée dans toute la mesure permise par le Droit Nigérien.

- (l) WAPCO (Niger) prendra en charge le coût des indemnités de compensation pour l'expropriation dont le montant sera convenu avec elle ou fixé par la juridiction compétente conformément aux dispositions du Droit Nigérien généralement applicable à l'expropriation des droits privés à des fins d'utilité publique, selon les stipulations du présent Article 13.5 (*Terrains privés*). WAPCO (Niger) effectuera le paiement desdites indemnités de compensation directement au détenteur de droits fonciers privés (ou au détenteur des droits coutumiers et autres Droits des Tiers) concerné, contre un reçu en bonne et due forme ou toute autre reconnaissance de paiement satisfaisante pour WAPCO (Niger).
- (m) Les Parties conviennent que tout retard dans la mise à disposition des Terrains Nécessaires au Projet, libres de tout Droits des Tiers, à WAPCO (Niger), qui a pour conséquence un retard dans la réalisation du Projet PENB, ne sera pas imputable à WAPCO (Niger), et que WAPCO (Niger) ne sera pas considéré en défaut de ses obligations en vertu de la présente Convention à ce titre.

13.6 Terrains du Domaine de l'Etat soumis à une concession ou autres Droits des Tiers (autres que des droits coutumiers)

- (a) Si les Terrains Nécessaires au Projet incluent des Terrains du Domaine de l'Etat faisant l'objet de Droits des Tiers (autres que des droits coutumiers), l'Etat devra, accompagné de WAPCO (Niger) (à sa demande), négocier avec les Personnes concernées les termes et conditions de l'usage de ces Terrains, y compris le paiement à ces dernières d'une éventuelle compensation.
- (b) En l'absence d'accord amiable, l'Etat mettra les Terrains concernés à la disposition de WAPCO (Niger) suivant les modalités prévues à l'Article 13.4 (*Terrains des Domaines de l'Etat*) lorsque ces Terrains ne supportent pas un ouvrage public ou ne sont pas mis à la disposition d'une Personne assumant une mission de service public.
- (c) Dans le cas où les Terrains supportent un ouvrage public ou sont mis à la disposition d'une Personne assumant une mission de service public, l'Etat imposera à WAPCO (Niger) et à la Personne titulaire des Droits des Tiers concernée les termes et conditions de l'usage de ces Terrains qui permettent la réalisation du Projet PENB dans les délais et dans le budget, y compris par l'imposition de paiement d'une éventuelle compensation.



### 13.7 Compensation et paiements ; jouissance paisible

- (a) La compensation due pour les expropriations des Terrains privés ou le retrait des droits coutumiers, concessions ou autres Droits des Tiers sera à la charge de WAPCO (Niger), qui aura le droit de payer ou compenser directement les propriétaires de Terrains privés concernés ou les détenteurs concernés de droits coutumiers, de concessions ou de Droits des Tiers, conformément à des arrangements de paiements ou à d'autres arrangements directs jugés satisfaisants par WAPCO (Niger) afin d'assurer une compensation intégrale et effective de ces Personnes.
- (b) Toutefois, WAPCO (Niger) ne sera pas obligée de compenser l'Etat ou toute Autorité Publique pour la mise à disposition des Domaines de l'Etat.
- (c) Suite au paiement de toute compensation par WAPCO (Niger), l'Etat fournira à WAPCO (Niger) un certificat confirmant le paiement et la satisfaction de toutes les obligations de WAPCO (Niger) concernant une telle compensation.
- (d) L'Etat garantit à WAPCO (Niger) la jouissance paisible des Terrains Nécessaires au Projet, y compris de tous les Terrains Nécessaire au Projet sur lesquels les droits coutumiers, les concessions ou autres Droits des Tiers ont été retirés pour les besoins de la mise à disposition des Terrains à WAPCO (Niger).

### 13.8 Terrains sous Régime Spécial

Lorsque des Terrains Nécessaires au Projet constituent des Terrains sous Régime Spécial, l'Etat s'assurera que les Autorités Publiques compétentes responsables de la gestion de ces Terrains coopèrent avec WAPCO (Niger) afin d'établir des arrangements (y compris en vertu des articles 24 et 25 du Code Pétrolier 2007 ou de l'article 20 du Décret d'Application 2007) permettant l'octroi de Droits Fonciers (à titre gratuit ou moyennant compensation lorsqu'une telle compensation est prévue en vertu de conventions ou traités internationaux en vigueur dans l'Etat) à WAPCO (Niger) sur ces Terrains d'une manière tenant compte de leurs caractéristiques spécifiques et des besoins du Projet PENB.

### 13.9 Accidents, défaillances ou autres incidents techniques

En cas d'accident, de défaillance ou de tout autre incident technique (qu'il s'agisse ou non d'Urgence), WAPCO (Niger) sera autorisée, sous sa seule responsabilité, à accéder à tout Terrain privé ou du Domaine de l'Etat, quel que soit son statut ou son emplacement, afin d'enquêter sur les causes de tels accidents, dysfonctionnements ou incidents techniques ou d'y remédier, sous réserve, dans les cas autres que les cas d'Urgence, d'en avoir notifié l'Etat et de se faire accompagner par des agents de l'Autorité Publique compétente (et de pouvoir bénéficier de l'assistance des services publics d'urgence).

### 13.10 Accès temporaire et occupation temporaire des Terrains

- (a) A la demande dument justifiée de WAPCO (Niger) et en coordination avec celle-ci, l'Etat soutiendra (et fera en sorte que les Autorités Publiques compétentes soutiennent) WAPCO (Niger) afin d'obtenir (rapidement et sans



restriction induite) un accès temporaire à tout Terrain sur le Territoire pour les Activités du Projet.

- (b) Lorsqu'une Activité du Projet requiert l'occupation temporaire de Terrains qui ne sont pas inclus dans les Terrains Nécessaires au Projet, sur demande présentée par WAPCO (Niger) conformément au Droit Nigérien, l'Etat permettra (et fera en sorte que l'Autorité Publique compétente permette) l'occupation temporaire par WAPCO (Niger) : (i) de tous Terrains du Domaine de l'Etat à titre gratuit et (ii) conformément aux dispositions des articles 51 et suivants du Décret d'Application 2007, des Terrains privés ou des Terrains soumis à des droits coutumiers ou autres droits. L'occupation temporaire de ces Terrains ne pourra être refusée par l'Autorité Publique compétente sans motif valable.

#### 13.11 Arrangements relatifs aux Infrastructures Traversantes

L'Etat fera en sorte :

- (a) qu'aucune nouvelle Infrastructure Traversante ne soit mise en place ou installée sauf si : (i) cette infrastructure n'interférera pas avec les Activités du Projet, (ii) WAPCO (Niger) a été consultée par avance et son point de vue technique a été dûment pris en compte; et (iii) la ou les Personnes concernées ayant les droits relatifs à l'Infrastructure Traversante concluent un engagement conforme en forme et substance aux exigences de WAPCO (Niger) (y compris en ce qui concerne les questions techniques pertinentes et, sur demande de WAPCO (Niger), moyennant paiement d'une indemnité en faveur des Participants au Projet) quant à l'utilisation partagée du Terrain concerné pour les besoins de la conduite des Activités du Projet sur le Territoire sous réserve que ces exigences soient raisonnables et conformes à la pratique généralement admise dans l'industrie internationale du pipeline pétrolier ; et
- (b) que, lorsqu'une partie quelconque des Terrains Nécessaires au Projet rencontre une Infrastructure Traversante existante (ou une Infrastructure Traversante est en phase de développement au moment où les Droits Fonciers sont mis à la disposition de WAPCO (Niger), la ou les Personne(s) concernée(s) ayant les droits relatifs à l'Infrastructure Traversante coopèrent avec WAPCO (Niger) dans l'objectif de conclure un arrangement relatif à l'utilisation partagée du Terrain concerné tenant compte des contraintes liées à l'exploitation de cette Infrastructure Traversante et de celles liées aux Activités du Projet et abordant toutes les questions techniques pertinentes et incluant, le cas échéant, l'obligation pour WAPCO (Niger) d'indemniser la ou les Personne(s) concernée(s) pour les coûts directs encourus du fait de l'utilisation desdites infrastructures par les Participants au Projet pour la conduite des Activités du Projet sur le Territoire.

#### 13.12 Maintien des Droits Fonciers ; Perte des Droits Fonciers

- (a) Les Droits Fonciers seront octroyés à WAPCO (Niger) pour toute la durée de la Convention (et de la période nécessaire à la réalisation de l'ensemble des travaux et activités en lien avec le démantèlement du Système de Transport Niger tel qu'envisagé à l'Article 35 (*Démantèlement*)). L'Etat s'assurera (et



l'Etat fera en sorte que chaque Autorité Publique compétente s'assure) que les Droits Fonciers relatifs aux Terrains Nécessaires au Projet délivrés à WAPCO (Niger) restent pleinement en vigueur et produisent tous leurs effets jusqu'à ce que : (i) les Parties aient convenu du transfert du Système de Transport Niger conformément à l'Article 35.1 (*Démantèlement*) ou (ii) le Système de Transport Niger ait été démantelé conformément à l'Article 35 (*Démantèlement*).

- (b) Les Parties conviennent que toute perte des Droits Fonciers par WAPCO (Niger) (y compris la perte de tout droit relatif aux Terrains énoncé dans le présent Article 13 (*Droits Fonciers*)), pour quelque raison que ce soit, constituera un **"Evènement de Perte des Droits Fonciers"**.
- (c) Si un Evènement de Perte des Droits Fonciers a lieu, l'Etat prendra (et fera en sorte que chaque Autorité Publique concernée prenne) dans les délais les plus diligents (et en tout état de cause au plus tard dix (10) Jours Ouvrés après la survenance de l'Evènement de Perte des Droits Fonciers) toutes les mesures nécessaires (avec effet rétroactif, si nécessaire) afin de remédier à cet Evènement de Perte des Droits Fonciers en mettant WAPCO (Niger) dans la situation dans laquelle elle se serait trouvée si l'Evènement de Perte des Droits Fonciers n'était pas survenu. Ces étapes incluront :
  - (i) rétablir ou faire en sorte que soit rétabli (s'il y a lieu), aux conditions en vigueur à la date de l'Evènement de Perte de Droits Fonciers, les Droits Fonciers concernant les Terrains Nécessaires au Projet ; et
  - (ii) l'indemnisation, dans des délais raisonnables, de WAPCO (Niger), sur sa demande, pour toute Perte encourue ou subie en raison de cet Evènement de Perte des Droits Fonciers, sauf s'il est établi que cet Evènement de Perte de Droits Fonciers résulte d'un acte ou omission de WAPCO (Niger).
- (d) Les obligations de l'Etat au titre du paragraphe (c)(i) ci-dessus s'appliqueront sans égard aux raisons ou circonstances à l'origine de l'Evènement de Perte des Droits Fonciers, y compris tout acte ou toute omission des Autorités Publiques ou de WAPCO (Niger).
- (e) Sans préjudice de tout droit ou recours dont dispose WAPCO (Niger) ou tout autre Participant au Projet au titre de la présente Convention ou en vertu du Droit Nigérien, les Parties conviennent que si un Evènement de Perte des Droits Fonciers a eu lieu et n'a pas été remédié au plus tard le jour tombant au moins quarante-cinq (45) Jours Ouvrés après la survenance de l'Evènement de Perte des Droits Fonciers, une telle situation devra être traitée comme une Expropriation s'il en résulte :
  - (i) une suspension ou cessation des opérations de Transport par WAPCO (Niger) ; ou
  - (ii) une perte de tout bail relatif à tout Terrain Nécessaire au Projet sur lequel est construit tout ou partie du Système de Transport Niger.

品青

### 13.13 Assurances Supplémentaires

L'Etat ne prendra (et fera en sorte qu'aucune Autorité Publique ne prenne) de mesure incompatible avec les exigences du présent Article 13 (*Droits Fonciers*).

## ARTICLE 14 ACCES AUX RESSOURCES ET AUX INSTALLATIONS

- 14.1 L'Etat convient que l'Etat ou les Autorités Publiques compétentes procureront aux Participants au Projet, ou les assisteront dans leurs propres efforts de se procurer, accès aux Ressources et Installations Requises au titre des stipulations du présent Article 14 (*Accès aux Ressources et aux Installations*).
- 14.2 En ce qui concerne les Ressources et Installations Requises qui sont détenues, contrôlées ou fournies par une Autorité Publique, à la demande d'un Participant au Projet conformément à l'Article 14.5 (*Accès aux Ressources et aux Installations*), l'Etat fera en sorte que l'Autorité Publique compétente donne à ce Participant au Projet l'accès aux Ressources et Installations Requises dans les Meilleures Conditions Possibles.
- 14.3 En ce qui concerne les Ressources et Installations Requises qui sont détenues, contrôlées ou fournies par une Personne autre qu'une Autorité Publique, à la demande d'un Participant au Projet conformément à l'Article 14.5 (*Accès aux Ressources et aux Installations*), l'Etat déploiera ses efforts légaux et raisonnables en vertu du Droit Nigérien afin d'aider ce Participant au Projet à obtenir l'accès de cette autre Personne aux Ressources et Installations Requises dans les Meilleures Conditions Possibles.
- 14.4 En ce qui concerne la Ressource et Installation Requise qu'est l'eau pour les essais hydrostatiques (et autres essais) et pour l'approvisionnement des installations de constructions temporaires et des bases de vie des travailleurs, et sans préjudice des stipulations des Articles 14.2 et 14.3 (*Accès aux Ressources et aux Installations*), les Parties conviennent des stipulations qui suivent :
- (a) l'Etat fournira toutes les données en sa possession afin d'identifier les sources d'eau sur les périmètres faisant l'objet d'une demande adressée à l'Autorité Publique compétente suivant les modalités prévues à l'Article 14.5 (*Accès aux Ressources et aux Installations*) ; et
  - (b) à la demande d'un Participant au Projet conformément à l'Article 14.5 (*Accès aux Ressources et aux Installations*), l'Etat déploiera les efforts légaux et raisonnables à sa disposition en vertu du Droit Nigérien afin d'assister le Participant au Projet concerné à avoir accès à l'eau en quantité et qualité suffisante dans les Meilleures Conditions Possibles pour procéder aux essais hydrostatiques (et autres essais) et pour l'approvisionnement des installations de construction temporaires et des bases de vie des travailleurs, ainsi que le droit d'en disposer à l'issue de ces activités.

品

- 14.5 Dans le cas où un Participant au Projet aurait besoin d'avoir accès aux Ressources et Installations Requises :
- (a) dans le cas d'un Participant au Projet autre que WAPCO (Niger), celui-ci devra en premier lieu adresser une requête écrite à WAPCO (Niger) en fournissant les détails de ces Ressources et Installations Requises demandées ;
  - (b) WAPCO (Niger) examinera la demande afin de déterminer, en bonne foi, si les Ressources et Installations Requises demandées par le Participant au Projet sont appropriées pour la mise en place du Projet PENB par ce Participant au Projet ; et, dans le cas d'une demande émanant d'un Participant au Projet autre qu'un Participant Clé au Projet, si les Ressources et Installations Requises demandées sont suffisamment importantes pour mériter l'intervention de l'Etat ;
  - (c) suite à cet examen, WAPCO (Niger) peut demander l'assistance de l'Etat comme prévu au présent Article 14 (*Accès aux Ressources et aux Installations*) afin d'accéder aux Ressources et Installations Requises ; et
  - (d) suite à cette demande, l'Etat et WAPCO (Niger) coopéreront et coordonneront au besoin avec l'Autorité Publique compétente, la Personne mentionnée à l'Article 14.3 (*Accès aux Ressources et aux Installations*), et le Participant au Projet concerné afin de mettre en place les stipulations du présent Article 14 (*Accès aux Ressources et aux Installations*).
- 14.6 L'Etat convient qu'aux fins des essais d'hydrostatiques (et d'autres essais), l'eau peut être transportée de part et d'autre de la frontière entre l'Etat et le Bénin sans aucune restriction.

## ARTICLE 15 PERSONNEL ET EMPLOI

- 15.1 Sous réserve des autres stipulations du présent Article 15 (*Personnel et Emploi*) et sans préjudice du droit souverain de l'Etat de s'opposer, au cas par cas, à l'entrée sur son Territoire de Personnes faisant l'objet de mesures d'interdiction d'entrée sur le Territoire conformément au Droit Nigérien, les Participants au Projet auront le droit, afin d'exécuter les Activités du Projet, d'employer du personnel qui, de l'avis de ce Participant au Projet, possède les compétences requises afin de mener ces Activités du Projet.
- 15.2 WAPCO (Niger) emploiera directement ou par l'intermédiaire d'une partie tierce, et veillera à ce que les Contractants emploient directement ou par l'intermédiaire d'une partie tierce, en priorité du personnel de nationalité Nigérienne possédant les compétences requises par WAPCO (Niger) et les Contractants pour la mise en œuvre du Projet PENB.
- 15.3 Les Parties conviennent que WAPCO (Niger) fera en sorte que, pour la conduite des Activités du Projet, en ce qui la concerne et en ce qui concerne les Contractants qui sont ses Affiliés de Droit Nigérien :
- (a) durant la Période d'Exploitation :



- (i) au moins quarante pour cent (40%) après cinq (5) années à compter du début de la Période d'Exploitation ;
- (ii) au moins soixante pour cent (60%) après dix (10) années à compter du début de la Période d'Exploitation ; et
- (iii) au moins quatre-vingt pour cent (80%) après vingt (20) années à compter du début de la Période d'Exploitation,

des postes d'"employés de management" soient occupés par des employés de nationalité nigérienne ; et

(b) durant :

- (i) la Période de Construction, au moins vingt pour cent (20%) ; et
- (ii) la Période d'Exploitation :
  - (A) au moins quarante pour cent (40%) après cinq (5) années à compter du début de la Période d'Exploitation ;
  - (B) au moins soixante pour cent (60%) après dix (10) années à compter du début de la Période d'Exploitation ; et
  - (C) au moins quatre-vingt pour cent (80%) après vingt (20) années à compter du début de la Période d'Exploitation,

des postes occupés par des "employés moyens" soient occupés par des employés de nationalité nigérienne ; et

(c) durant :

- (i) la Période de Construction, au moins quarante pour cent (40%) ; et
- (ii) la Période d'Exploitation :
  - (A) au moins soixante pour cent (60%) après cinq (5) années à compter du début de la Période d'Exploitation ;
  - (B) au moins quatre-vingt pour cent (80%) après dix (10) années à compter du début de la Période d'Exploitation ; et
  - (C) au moins quatre-vingt-dix pour cent (90%) après vingt (20) années à compter du début de la Période d'Exploitation,

des postes occupés par des "employés d'exécution" soient occupés par des employés de nationalité nigérienne,

étant entendu que, pour les besoins de cet Article 15.3 (*Personnel et Emploi*):

"emplois de management" désigne les emplois correspondant dans une organisation ou entreprise, à des fonctions de cadre ou équivalent (défini comme étant les emplois

品

"senior" ou d'une catégorie supérieure à "senior" dans la nomenclature de WAPCO (Niger)) ;

"emplois moyens" désigne les emplois de techniciens supérieurs ou d'ouvriers qualifiés ; et

"emplois d'exécution" désigne les emplois correspondants à des fonctions d'exécution (main d'œuvre).

- 15.4 En cas de non atteinte des seuils visés à l'Article 15.3 (*Personnel et Emploi*) ci-dessus dans les délais y afférents, les Parties et, le cas échéant, le Contractant concerné se réuniront pour discuter de bonne foi des raisons n'ayant pas permis d'atteindre lesdits seuils et des actions à entreprendre pour y remédier, étant entendu que ne pas atteindre lesdits seuils ne constitue pas un manquement de WAPCO (Niger) ou du Contractant concerné au titre de la présente Convention.
- 15.5 Afin de renforcer la part de salariés nigériens dans les Activités du Projet conformément aux stipulations de l'Article 15.3 (*Personnel et Emploi*) à compter de la première année civile suivant l'année au cours de laquelle la Période d'Exploitation a débuté et, pour chaque année suivante, au plus tard le 30 septembre :
- (a) WAPCO (Niger) soumettra à l'Etat, un programme de promotion de ses employés de nationalité nigérienne appelés à occuper des emplois de management ou des emplois moyens. Ce programme de promotion fixera des objectifs d'avancement d'échelons et de grades pour ces employés sur une période de cinq (5) ans, sous réserve des stipulations des Articles 15.3 et 15.4 (*Personnel et Emploi*). Une version révisée de ce programme sera soumise au Ministre tous les trois (3) ans accompagnée d'un rapport d'évaluation du programme de la période en cours. WAPCO (Niger) informera les Contractants qui sont ses Affiliés qu'ils sont soumis à la même obligation dans la limite de la durée de leurs contrats avec WAPCO (Niger) pour les Activités du Projet dans l'Etat, étant entendu que tout Contractant qui est un Affilié de WAPCO (Niger) présent dans l'Etat pour une durée inférieure à une (1) année ne sera pas soumis à cette obligation.
  - (b) WAPCO (Niger) soumettra au Ministre un programme de formation de ses employés nigériens pour l'année civile suivante. Ce programme devra bénéficier en priorité aux agents occupant des emplois moyens ou des emplois de management et affectés aux fonctions opérationnelles et devra s'intégrer dans le programme quinquennal visé au paragraphe (a) ci-dessus. Les Parties se concerteront et coopéreront afin de parvenir à l'approbation de ce programme par le Ministre. Le budget annuel de ce programme de formation sera de trois cent mille Dollars US (300.000 US\$) et sera inclus dans les coûts d'entretien et d'exploitation visés à l'Article 11.9 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) aux fins de détermination du tarif des services de Transport.
- 15.6 Conformément aux exigences du calendrier et de l'état d'avancement de la mise en place du Projet PENB, l'Etat fournira tous les documents administratifs nécessaires au personnel étranger de WAPCO (Niger) et des Contractants affecté aux Activités du Projet et à leurs familles, y compris les visas, permis de travail, permis de voyage,

permis de séjour et autres documents nécessaires, sous réserve de l'accomplissement par ces derniers des formalités requises à cet effet conformément au Droit Nigérien.

- 15.7 Les Parties conviennent que tous les programmes et toutes les pratiques en matière d'emploi applicables au personnel employé dans le cadre du Projet PENB sur le Territoire seront entrepris conformément à la présente Convention et selon les qualifications et critères de sélection déterminés par WAPCO (Niger) à sa seule discrétion, sous réserve du respect par WAPCO (Niger) des dispositions du Droit Nigérien en ce qui concerne les employés dont les contrats de travail sont régis par ce dernier.
- 15.8 L'Etat convient que le personnel étranger et leurs familles auront le droit, sous réserve de l'accomplissement par ces derniers des formalités prévues à cet effet par le Droit Nigérien :
- (a) d'entrer, sortir et se déplacer sans restriction sur le Territoire ;
  - (b) d'importer sur le Territoire et d'exporter hors du Territoire, en franchise de tous droits et taxes, tous les effets personnels; et
  - (c) au libre-échange et au libre transfert vers leur pays d'origine de l'épargne provenant des salaires et des cotisations aux fonds de pension et aux comptes d'épargne qu'ils versent ou qui sont versés en leur nom sur le Territoire.
- 15.9 L'Etat convient que le personnel étranger des Participants au Projet et leurs familles auront accès aux services publics, y compris aux soins médicaux, sur le Territoire dans des conditions égales à celles dont bénéficient ses citoyens en général.
- 15.10 Les visas octroyés aux travailleurs étrangers conformément à la réglementation sur le travail pourront faire l'objet d'un ou plusieurs renouvellements de deux (2) années à chaque fois.
- 15.11 WAPCO (Niger) s'engage à se conformer aux dispositions du code du travail en vigueur sur le Territoire à la Date de Signature et à tout Changement de Loi portant sur le code du travail qui est d'application générale sur le Territoire à tous secteurs d'activités et ne constitue pas un Impôt.

## ARTICLE 16

### PASSATION DE MARCHES ET APPROVISIONNEMENT

- 16.1 Sans préjudices des stipulations des Articles 16.2 (*Passation de Marchés et Approvisionnement*) et suivants du présent Article 16 (*Passation de Marchés et Approvisionnement*), l'Etat reconnaît et convient que le choix des Contractants, des Sous-Contractants et des Fournisseurs pour les besoins du Projet PENB sera fait par WAPCO (Niger) (dans le cas des Contractants et Fournisseurs de WAPCO (Niger)) ou par les Contractants (dans le cas de Sous-Contractants et Fournisseurs des Contractants, s'il y a lieu, conjointement avec WAPCO (Niger)) à sa seule discrétion (ou à leur seule discrétion), étant entendu que les contrats conclus avec les Fournisseurs, les



Contractants (dans le cas de WAPCO (Niger)) ou avec les Sous-Contractants (dans le cas des Contractants) devront être à des conditions de marché.

- 16.2 Nonobstant les stipulations de l'Article 16.1 (*Passation de Marchés et Approvisionnement*), tous les contrats conclus entre WAPCO (Niger) et ses Contractants devront être transmis pour avis au Ministre suivant les modalités prévues à l'Article 48 (*Notification*), conformément à l'article 19 du Code Pétrolier 2007. A défaut, les paiements effectués par WAPCO (Niger) aux Contractants concernés ne seront pas admis en déduction pour la détermination du Revenu Imposable de WAPCO (Niger). Les Parties conviennent que l'avis du Ministre, au titre de l'article 19 du Code Pétrolier, sera réputé accordé et favorable à compter de la date de la réception par le Ministre des contrats concernés conformément à l'Article 48.4 (*Notification*).
- 16.3 WAPCO (Niger) élaborera une stratégie d'approvisionnement et de passation de contrats pour la construction, l'installation, l'exploitation, l'entretien et la gestion du Projet PENB sur le Territoire conformément au désir des Parties d'assurer le développement et le fonctionnement efficaces et opportuns du Système de Transport Niger d'une manière harmonisée et cohérente avec le développement et le fonctionnement du Système de Transport Bénin.
- 16.4 Pendant la Période de Construction, si WAPCO (Niger) élit à sa seule discrétion d'organiser des appels d'offres pour l'achat ou la fourniture de biens, travaux, technologies ou services requis pour la réalisation du Projet PENB, WAPCO (Niger) peut déterminer :
- (a) que des biens, travaux, technologies ou services devant être fournis ne sont pas disponibles sur le Territoire de la part des ressortissants nigériens ou Entités Nigériennes (ou ne sont pas disponibles en quantité suffisante pour répondre aux exigences du Projet PENB) et que, par conséquent, elle pourra organiser une procédure d'appel d'offres restreintes exclusivement aux fournisseurs ou prestataires d'autres pays ; ou
  - (b) que certains biens, travaux, technologies ou services particuliers devant être fournis par des ressortissants nigériens ou Entités Nigériennes sont disponibles en quantité suffisante sur le Territoire, auquel cas WAPCO (Niger) lancera un appel d'offres pour les ressortissants nigériens et les Entités Nigériennes et, s'il le détermine, pour les ressortissants et les entités d'autres pays, et donnera préférence aux biens, travaux et services des ressortissants nigériens ou Entités Nigériennes lorsque WAPCO (Niger) détermine que les conditions commerciales, la quantité, la qualité, le délai de livraison et tous les autres critères fixés par WAPCO (Niger) sont équivalents ou supérieurs à ceux fournis par des étrangers ou des Entités originaires d'autres pays.
- 16.5 Nonobstant les stipulations de l'Article 16.4 (*Passation de Marchés et Approvisionnement*), les Parties conviennent que pendant la Période de Construction, le montant global des contrats conclus avec des Contractants et Sous-Contractants ayant la qualité d'Entité Nigérienne pour les besoins de la réalisation du Projet PENB correspondra à vingt pour cent (20%) au moins du montant global du budget prévus

16.5

pour la réalisation du Projet PENB conformément aux Etudes Techniques présentées par WAPCO (Niger) à l'Etat à l'appui de sa demande d'ATI.

En cas de non atteinte du seuil visé au présent Article 16.5 (*Passation de Marchés et Approvisionnement*), les Parties se réuniront pour discuter de bonne foi des raisons n'ayant pas permis d'atteindre ledit seuil et des actions à entreprendre pour y remédier, étant entendu que ne pas atteindre ledit seuil ne constitue pas un manquement de WAPCO (Niger) ou des Contractants au titre de la présente Convention.

16.6 Pendant la Période d'Exploitation :

- (a) cinquante pour cent (50%) au moins des achats réalisés par WAPCO (Niger) au cours de chaque année devront être réalisés à travers des procédures d'appels d'offres auxquels des Entités Nigériennes sont invitées à participer ;
- (b) dans le cadre de tous appels d'offres où le montant du contrat est inférieur ou égal à un million (1.000.000) de Dollars US, WAPCO (Niger) accordera le marché à toute Entité Nigérienne dont l'offre de prix n'est pas plus de cinq pour cent (5%) supérieure à l'offre de prix de l'Entité étrangère la mieux disante, à conditions commerciales (autre que le prix), de quantité, de qualité, de délai de livraison et des autres critères de sélection fixés par WAPCO (Niger) équivalentes ;
- (c) WAPCO (Niger) fera ses meilleurs efforts afin qu'à l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans à compter de la Date d'Entrée en Vigueur, soixante-quinze pour cent (75%) au moins de ses commandes soit effectuées auprès d'Entités Nigériennes ; et
- (d) les commandes des Contractants qui sont des Affiliés de droit nigérien de WAPCO (Niger) obéissent aux mêmes règles que celles prévues aux paragraphes (a), (b) et (c) ci-dessus.

16.7 Les appels d'offres lancés par WAPCO (Niger) (ou tout Contractant ou Sous-Contractant) ne seront pas soumis à la procédure de passation des marchés publics, même si l'Etat ou des Autorités Publiques sont inclus dans le capital de la partie qui lance l'appel d'offres, et nonobstant toute déclaration d'utilité publique.

16.8 Les procédures d'appel d'offres déterminées par WAPCO (Niger) devront être transparentes et garantir l'égalité de traitement des soumissionnaires.

16.9 WAPCO (Niger) ou tout autre Participant au Projet fournissant des biens, travaux, technologies ou services pour le Projet PENB aura le droit de contracter avec ses Affiliés ou ceux de tout autre Participant au Projet.

## ARTICLE 17 SECURITE

17.1 Principe Général

L'Etat et WAPCO (Niger) coopéreront et coordonneront leurs actions et efforts dans le but de maintenir la sûreté et la sécurité du Système de Transport Niger, du Pétrole Brut Transporté ou entreposé sur le Système de Transport Niger, des Biens et des Personnes

et des Participants au Projet. Ce faisant, chacun de l'Etat et de WAPCO (Niger) agira conformément aux dispositions du Droit Nigérien et aux stipulations de la présente Convention.

## 17.2 Rôles Respectifs

- (a) Dans le cadre de sa mission générale qui consiste à assurer la sécurité et la sûreté sur l'ensemble du Territoire, l'Etat assurera des services de police et d'autres services de sûreté à des fins de prévention et de protection dans le corridor du pipeline durant la construction, l'exploitation et le démantèlement du Système de Transport Niger, ainsi que dans les zones situées à l'extérieur de toute Installation de Surface PENB Niger (la "**Sécurité à la Charge de l'Etat**").
- (b) Conformément aux procédures normales de sécurité des entreprises privées et dans le respect du Droit Nigérien, WAPCO (Niger) assurera des services de sécurité à des fins de prévention et de protection des Terrains Nécessaires au Projet faisant l'objet de Droits Fonciers, des Installations de Surface PENB Niger, des bureaux et locaux affectés aux Activités du Projet et à l'hébergement du personnel des Participants au Projet sur le Territoire (la "**Sécurité à la Charge de la Société de Projet**").
- (c) Sans préjudice de l'Article 17.1 (*Sécurité*), chacun de l'Etat et de WAPCO (Niger) sera :
  - (i) libre de s'organiser comme bon lui semble afin de fournir la Sécurité à la Charge de l'Etat ou la Sécurité à la Charge de la Société Projet, le cas échéant ; et
  - (ii) responsable des actes ou omissions de son propre personnel de sûreté et de sécurité.

## ARTICLE 18 ACCORDS D'ETAT

- 18.1 L'Etat fera en sorte que chaque Autorité Publique satisfasse les obligations de ladite Autorité Publique au titre de chaque Accord d'Etat auquel cette Autorité Publique est partie quand ces obligations deviennent exécutoires au titre de l'Accord d'Etat concerné et conformément à ses termes et conditions.
- 18.2 L'Etat confirme que ses obligations au titre de l'Article 18.1 (*Accords d'Etat*) ne seront affectées d'aucune façon par un acte, omission, question, inexécution ou autre élément (y compris tout avenant, modification, renonciation, illégalité, invalidité, insolvabilité ou limitation légale à ou en relation avec tout Accord d'Etat) affectant l'une quelconque des obligations d'une autre Autorité Publique au titre d'un Accord d'Etat
- 18.3 Pendant toute la durée de chaque Accord d'Etat, l'Etat veillera à ce que les obligations de chaque Autorité Publique concernée au titre de cet Accord d'Etat soient toujours dévolues et entreprises par une Autorité Publique ou une Entité autorisée à exécuter, et capable d'exécuter, ces obligations.
- 18.4 L'Etat déploiera tous les efforts légaux et raisonnables afin (a) de soutenir et d'aider WAPCO (Niger) en ce qui concerne la négociation, la conclusion et la satisfaction de



conditions suspensives concernant les Accords d'Etat (ou leur renouvellement ou remplacement) et (b) de maintenir les Accords d'Etat en vigueur et opposables pour la durée nécessaire en ce qui concerne les Activités du Projet.

- 18.5 Sauf accord contraire entre les parties audit accord, les Accords d'Etat seront régis par le Droit Nigérien.

## ARTICLE 19 ASSURANCE ET REASSURANCE

### *Assurances*

- 19.1 Les Parties conviennent que :

- (a) WAPCO (Niger) devra :
  - (i) souscrire et maintenir les assurances prévues à l'Annexe II (*Assurances*) à l'égard des risques relatifs au Projet PENB existant sur le Territoire ; et
  - (ii) si cela est exigé par le Droit Nigérien ou sur demande de l'Etat, fournir à l'Etat des copies des certificats d'assurance et d'autres déclarations de courtiers ou de souscripteurs confirmant l'assurance souscrite ;
- (b) les Participants au Projet auront le droit, de souscrire et de maintenir toute autre assurance concernant les risques existant sur le Territoire relativement au Projet PENB qu'ils jugent nécessaires ou souhaitables, y compris afin de satisfaire les exigences des Parties Financières et l'Etat s'engage à leur délivrer dans les meilleurs délais toutes les Autorisations du Projet nécessaires à cet effet, le cas échéant ; et
- (c) toutes les assurances à l'égard des risques existant sur le Territoire relativement au Projet PENB seront souscrites et maintenues à des conditions de marché avec un ou plusieurs Assureurs au choix de WAPCO (Niger) et/ou du Participant au Projet concerné (que ce soit à titre individuel ou en tant que consortium).

- 19.2 L'Etat convient que le fait de souscrire et de maintenir les assurances énoncées aux paragraphes 1 et 2 de l'Annexe II (*Assurances*) satisfera à toutes les exigences minimales en matière d'assurance de WAPCO (Niger) en vertu du Droit Nigérien.

### *Réassurances*

- 19.3 Les Parties conviennent que :

- (a) sans préjudice du paragraphe (b) ci-dessous : (i) les Assureurs (agissant conjointement avec les Participants au Projet) auront le droit de souscrire à des réassurances facultatives afin de réassurer entièrement toutes les assurances relatives au Projet PENB avec des Réassureurs, et (ii) l'Etat s'engage à ce qu'aucun Assureur ne soit tenu de conserver les risques lorsque le Droit Nigérien ne prévoit pas une telle obligation ;



- (b) les réassurances peuvent être souscrites à des conditions de marché auprès d'un ou de plusieurs Réassureurs situés en dehors du Territoire, sans aucune rétention locale obligatoire sauf celle exigée par le Droit Nigérien, étant entendu que, lorsque celui-ci prévoit la possibilité pour l'Etat de délivrer une Autorisation du Projet en vue d'une réassurance en dehors du Territoire pour des risques faisant l'objet en tout ou partie d'une rétention locale obligatoire, l'Etat s'engage à délivrer une telle Autorisation du Projet sur demande de WAPCO (Niger) dans la limite permise par le Droit Nigérien ;
- (c) WAPCO (Niger) peut travailler avec la Société de Projet Bénin et le(s) courtier(s) de réassurance et d'assurance afin d'organiser des réassurances avec le même groupe de réassurance pour chaque "type" d'assurance souscrite dans le cadre du Projet PENB sur le Territoire et le Territoire Béninois ; et
- (d) avant de souscrire des réassurances auprès des Réassureurs choisis conformément au paragraphe (b) ci-dessus, WAPCO (Niger) peut d'abord proposer aux Investisseurs le droit de souscrire ces réassurances aux mêmes conditions auprès des Affiliés de ces Investisseurs dûment certifiés afin de fournir de l'auto-réassurance, pour un montant proportionnel à la participation de l'Investisseur dans le capital de WAPCO (Niger).
- (e) à tout moment, les réassurances (qu'elles soient placées conformément au paragraphe (b) ou au paragraphe (d) ci-dessus) devront être souscrites avec : (i) un Réassureur principal ayant une notation de A+ ou plus, pour ses titres de créance à long terme non garantis et non rehaussés, par S&P Global Ratings (une division de S&P Global Inc.) ("S&P") ou Fitch Ratings Ltd ("Fitch") ou A1 ou plus par Moody's Investors Service Limited ("Moody's") et (ii) d'autres Réassureurs participants ayant chacun une notation de A ou plus pour ses titres de créance à long terme non garantis et non rehaussés, par S&P ou Fitch ou A2 ou plus par Moody's.

#### *Courtier d'Assurance et de Réassurance*

- 19.4 Les Parties conviennent que WAPCO (Niger) peut travailler avec la Société de Projet Bénin afin de nommer un seul courtier d'assurance et de réassurance (à condition que celui-ci possède des agréments nécessaires, le cas échéant, à cet effet) ou d'exiger que les courtiers nommés séparément par WAPCO (Niger) et la Société de Projet Bénin agissent ensemble en tant que consortium en ce qui concerne la souscription des assurances ou des réassurances requises par le Projet PENB sur le Territoire ou le Territoire Béninois.

#### *Général*

- 19.5 L'Etat reconnaît et convient que :

- (a) rien ne s'oppose à ce que des assurances et des réassurances soient conclues à des conditions de marché, sous la meilleure forme disponible sur le marché international et dans le respect des exigences des Parties Financières (ou de tout agent ou tout fiduciaire (*trustee*) des Parties Financières) ; et





- (b) les droits ou intérêts en vertu de toute assurance et/ou réassurance souscrite en ce qui concerne le Projet PENB peuvent être objet de sûreté, et tout produit des réclamations d'assurances peut être versé au(x) bénéficiaire(s) indiqué(s) dans ces assurances ou réassurances (y compris les Parties Financières ou tout agent ou fiduciaire (*trustee*) des Parties Financières) ou comme le prévoient les stipulations des accords de sûreté.

## ARTICLE 20 FINANCEMENT ET SURETE

20.1 L'Etat accepte de coopérer avec les Sociétés de Projet dans leur recherche de financement pour le Projet PENB, cette coopération incluant les éléments suivants :

- (a) sur demande de WAPCO (Niger), rencontrer les Parties Financières potentielles et leurs Affiliés afin de discuter du Projet PENB et de leur fournir des données non-confidentielles qui sont à la disposition de l'Etat ou d'une Autorité Publique et qui sont raisonnablement requises par ces Personnes ;
- (b) signer (ou faire en sorte que l'Autorité Publique compétente signe) tout autre document qui peut être raisonnablement nécessaire ou approprié afin d'étendre directement aux Parties Financières les déclarations, garanties, pactes, engagements et obligations de l'Etat (ou de cette Autorité Publique) en faveur des Parties Financières au titre de la présente Convention, de l'Accord Bilatéral et de tout Accord d'Etat ; et
- (c) à la demande des Parties Financières et de WAPCO (Niger), l'Etat et/ou les Autorités Publiques concluront des accords directs avec les Parties Financières (ou l'agent ou le fiduciaire (*trustee*) des Parties Financières) en ce qui concerne la présente Convention et les Accords d'Etat selon des modalités à convenir entre l'Etat (pour le compte d'une Autorité Publique, le cas échéant), WAPCO (Niger) et ces Parties Financières, dans des termes usuels, lesquels incluent des stipulations concernant les notifications relatives à la violation, résiliation et aux droits de subrogation, ainsi que celles relatives aux autorisations préalables de l'Etat ou de toute Autorité Publique en cas de transfert d'une Autorisation du Projet (y compris l'ATI) ou d'un Document du Projet consécutif à la réalisation d'une sureté consentie aux Parties Financières.

20.2 L'Etat convient que :

- (a) sous réserve de l'Article 20.3 (*Financement et Sûreté*), WAPCO (Niger) peut accorder une sûreté sur ses biens ou ses actifs, corporels et incorporels, au profit des Parties Financières, y compris son "*fonds de commerce*", ses droits de propriété intellectuelle, ses assurances, ses créances et autres droits contractuels, et ses comptes bancaires ;
- (b) les actions ou toute autre forme de participation au capital de WAPCO (Niger) (et dans la mesure où un actionnaire direct de WAPCO (Niger) est immatriculé dans l'Etat, toute forme de participation au capital de celle-ci) peuvent être nanties au profit des Parties Financières ; et



- (c) une telle sûreté peut être accordée en faveur d'un agent ou d'un fiduciaire (*trustee*) pour le compte des Parties Financières.
- 20.3 Les actifs composant le Système de Transport Niger (y compris le pipeline, les constructions, les ouvrages et les installations) et tout Droit Foncier lié ne peuvent faire l'objet d'une hypothèque ou d'une sûreté (sous quelque dénomination ou forme que ce soit), ni faire l'objet de saisie ou de toute procédure juridique.
- 20.4 L'Etat s'assurera de ce que les Autorités Publiques compétentes (y compris le registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et les registres fonciers) accepteront tous dépôts, procéderont à tous enregistrements et accompliront toutes les diligences relevant de leur compétence afin de s'assurer que toute sûreté consentie par WAPCO (Niger) soit pleinement opposable aux tiers par les Parties Financières conformément aux dispositions du Droit Nigérien, sous réserve de l'accomplissement par WAPCO (Niger) de l'ensemble des formalités requises à cet effet par le Droit Nigérien.
- 20.5 Les Parties Financières ne seront soumises à aucune exigence, autorisation, ou habilitation pour participer au financement du Projet PENB et pour exercer tous leurs droits à ce titre sur le Territoire.
- 20.6 L'Etat reconnaît qu'un financement peut être mis à disposition par les Parties Financières qui sont des Affiliés de WAPCO (Niger) ou de tout autre Participant au Projet.

## **PARTIE V OBLIGATIONS GENERALES**

### **ARTICLE 21 LIBERTE DE TRANSIT DU PETROLE**

- 21.1 Droits de Transport
- (a) L'Etat déclare et garantit que, conformément à l'Accord Bilatéral, le Bénin s'est engagé à accorder à l'Etat, aux Expéditeurs dont le Pétrole Brut provient de l'Etat et, sous réserve de la conclusion d'un accord international à cet effet, aux autres états et Expéditeurs dont le Pétrole Brut provient desdits états, un droit de libre transit (et par conséquent, un droit d'accès à la mer) pour le Transport de Pétrole Brut par les Sociétés de Projet au moyen du Système de Transport Export. L'Etat prendra toutes les mesures nécessaires et permises par l'Accord Bilatéral et le droit international afin de s'assurer du respect et du maintien de cet engagement par le Bénin.
- (b) L'Etat accordera, sans discrimination, aux Sociétés de Projet tous les avantages découlant de l'Accord Bilatéral et de tout accord conclu entre l'Etat et d'autres états concernant le transport de Pétrole Brut à travers le Territoire.
- 21.2 Facilitation

Dans l'exercice de son droit de réglementation des opérations de Transport effectuées sur le Système de Transport Niger, l'Etat prendra toutes les mesures nécessaires afin de faciliter et permettre le Transport de Pétrole Brut dans le cadre du Projet PENB sur son Territoire, en accord avec le principe de libre transit, et sans distinction quant à l'origine,

la destination, ou la propriété de ce Pétrole Brut et sans discrimination fondée sur ces distinctions, et sans imposer de délais, restrictions ou charges déraisonnables.

## ARTICLE 22 APPROVISIONNEMENT EN AMONT, NON-INTERRUPTION DES ACTIVITES DU PROJET

### 22.1 Approvisionnement en Amont

- (a) Les Parties conviennent que le Pétrole Brut de la Zone Contractuelle d'Agadem autre que le Pétrole Brut Réserve sera Transporté à travers le Système de Transport Export à des fins d'exportation, sauf accord contraire entre les Parties.
- (b) Ni l'Etat ni aucune Autorité Publique n'exercera de droit ou pouvoir discrétionnaire en vertu du Droit Nigérien ou du CPP Agadem (le cas échéant), à présent ou à n'importe quel moment dans l'avenir, afin d'exiger que la livraison du Pétrole Brut provenant de la Zone Contractuelle d'Agadem se fasse ailleurs qu'à la station terminale du Système de Transport Export à l'exception du Pétrole Brut Réserve.
- (c) Aux fins du présent Article 22.1 (*Approvisionnement en Amont*), le terme "**Pétrole Brut Réserve**" désigne la quantité de Pétrole Brut provenant de la Zone Contractuelle d'Agadem nécessaire pour satisfaire la capacité maximale de la raffinerie à Zinder dans l'Etat à la Date de Signature, à l'exclusion de toute expansion ou agrandissement futur de la raffinerie.

### 22.2 Restrictions sur le Transport de Pétrole Brut et autres Activités du Projet

- (a) Sous réserve des stipulations du paragraphe (c) ci-dessous, l'Etat ne devra pas, sauf stipulation contraire expresse de la présente Convention, interrompre, réduire, retarder ou entraver de toute autre manière le Transport de Pétrole Brut à travers le Système de Transport Export ou d'autres Activités du Projet sur son Territoire.
- (b) Sans limiter la généralité du paragraphe (a) ci-dessus et sous réserve des stipulations du paragraphe (c) ci-dessous, en cas de différend sur toute question découlant du Transport de Pétrole Brut à travers le Système de Transport Export, de l'Accord Bilatéral ou de la présente Convention, l'Etat ne devra pas interrompre ni réduire, ni exiger ou permettre qu'une Autorité Publique interrompe ou réduise, le Transport de Pétrole Brut (sauf si cela est expressément prévu dans un contrat ou un autre accord régissant ce Transport) ou d'autres Activités du Projet sur son Territoire.
- (c) Nonobstant le paragraphe (a) ci-dessus, lorsqu'il existe des motifs raisonnables pour l'Etat de croire qu'il est survenu une situation d'Urgence pour quelque motif que ce soit (y compris tenant aux Activités du Projet), ou une situation conduisant à une Urgence imminente, l'Etat peut interrompre les Activités du Projet concernées sur son Territoire, mais seulement dans la mesure et pour la durée nécessaire pour éliminer ou éviter ladite Urgence. Dans ce cas, l'Etat devra :

63

- (i) donner une mise en demeure formelle (signée par le, ou émise au nom du, Ministre) à WAPCO (Niger) avant l'interruption, en donnant des détails raisonnablement complets des raisons qui la motivent ainsi que toute autre information pertinente ;
- (ii) donner suffisamment de temps à WAPCO (Niger), conformément aux normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier, afin d'assurer la réduction ou l'interruption sécurisée du débit de transit, le cas échéant ;
- (iii) consulter WAPCO (Niger) quant aux mesures qui peuvent être prises par la partie concernée en fonction de la nature de l'Urgence afin de remédier à la situation concernée aux fins d'éviter ou de réduire la durée ou la gravité de toute interruption ; et
- (iv) se coordonner avec la Partie Publique Béninoise afin de (a) veiller à ce que les mesures prises par l'Etat au titre de la présente Convention et par la Partie Publique Béninoise au titre de toute stipulation équivalente de l'AGH Bénin soient harmonisées et (b) chercher à remédier à la situation pertinente afin d'éviter ou de réduire la durée ou la gravité de toute interruption.

### 22.3 Engagement à éliminer les menaces

- (a) Dans le cas où toute situation (y compris un cas de Force Majeure) menacerait d'interrompre, de réduire, de retarder, d'interdire, de restreindre ou autrement d'entraver le Transport de Pétrole Brut à l'intérieur, à l'extérieur et/ou à la sortie du Territoire au moyen du Système de Transport Export ou toute autre Activité du Projet (y compris lorsqu'une telle situation, si elle n'est pas corrigée, peut raisonnablement être considérée comme donnant lieu à une Urgence) (telle situation, une "menace" pour les besoin du présent Article 22 (*Restrictions sur le Transport de Pétrole Brut et autres Activités du Projet*)), la Partie disposant des droits et prérogatives les plus appropriés pour remédier à ladite menace (la "**Partie Agissante**") déploiera tous les efforts légaux et raisonnables afin d'éliminer cette menace et de promouvoir le rétablissement des Activités du Projet dans les meilleurs délais ; étant entendu qu'à la demande raisonnable de la Partie Agissante, l'autre Partie devra fournir (au frais de la Partie Agissante) toute assistance raisonnable pour l'élimination de cette menace.
- (b) En cas de survenance d'une menace découlant d'une situation sur le Territoire Béninois ou affectant le Territoire Béninois qui est au-delà (ou pour lesquels il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle est au-delà) du contrôle de la Partie Publique Béninoise, l'Etat, sur demande raisonnable du Bénin ou de la Société de Projet Bénin, déploiera tous les efforts légaux et raisonnables afin d'assister la Société de Projet Bénin (si la remédiation tient de la responsabilité de la Société de Projet Bénin au titre de l'AGH Bénin) ou la Partie Publique Béninoise à éliminer la menace, le cas échéant.





#### 22.4 Non-interruption dans le cas de litige entre états

L'Etat convient que ses obligations au titre de la présente Convention et son engagement à l'égard des Activités du Projet subsiste nonobstant tout litige, tout différend ou toute action entre l'Etat ou toute Autorité Publique d'une part et la Partie Publique Béninoise ou toute Autorité Publique Béninoise d'une autre part (y compris concernant la démarcation, la fixation, le changement ou toute autre modification des limites, de la composition ou de l'étendue de leurs territoires respectifs et tout différend en rapport avec la présente Convention) qui peuvent exister aujourd'hui ou pourraient survenir à l'avenir ou avoir lieu entre eux ou parmi eux. Sans limiter la généralité de ce qui précède, les obligations de l'Etat au titre de la présente Convention ne devront pas être modifiées ou altérées en raison d'un tel litige, d'un tel différend ou d'une telle action.

#### 22.5 Mesure contre les Expéditeurs

L'Etat notifiera dans les meilleurs délais WAPCO (Niger) de toute mesure qu'elle prend ou qu'elle est sur le point de prendre afin de retirer les droits de tout Expéditeur au titre de tout Contrat Pétrolier.

### ARTICLE 23 ACCES AU SYSTEME DE TRANSPORT EXPORT

#### 23.1 Général

En vertu de l'article 10.1 de l'Accord Bilatéral, les Parties conviennent que la Loi du Projet stipulera que le présent Article 23 (*Accès au Système de Transport Export*) s'appliquera en tant qu'unique régime quant aux obligations de WAPCO (Niger) concernant l'accès des Personnes au Système de Transport Export sans préjudice des dispositions non contraires du Droit Nigérien.

#### 23.2 Priorité d'Agadem

Conformément à l'article 10.1 de l'Accord Bilatéral, les Parties reconnaissent et conviennent que l'objectif initial du Projet PENB est le Transport du Pétrole Brut en provenance de la Zone Contractuelle d'Agadem. En conséquence, et sous réserve des droits des Expéditeurs existants, les accords relatifs au Transport de Pétrole Brut à partir de la Zone Contractuelle d'Agadem doivent être conclus en priorité par rapport à tout autre accord relatif au Transport.

#### 23.3 Découvertes additionnelles

- (a) Les Parties reconnaissent par ailleurs, conformément à l'article 10 de l'Accord Bilatéral, que :
  - (i) d'autres découvertes commerciales de Pétrole Brut peuvent avoir lieu sur le Territoire dans des zones pétrolifères autres que la Zone Contractuelle d'Agadem ou sur le Territoire Béninois ; et
  - (ii) des découvertes commerciales de Pétrole Brut peuvent avoir lieu en dehors du Territoire et du Territoire Béninois,



(la Personne ou les Personnes découvrant ce Pétrole Brut, l'"Expéditeur Potentiel" ou les "Expéditeurs Potentiels").

- (b) Les Parties conviennent que, nonobstant toute stipulation contraire de la présente Convention, les Partenaires Amont Agadem seront soumis aux stipulations du paragraphe (c) de l'Article 23.5 (*Procédure pour l'accès*), pour leurs demandes tendant à amender les accords conclus avec WAPCO (Niger) en vue d'augmenter les droits de Transport du Pétrole Brut en provenance de la Zone Contractuelle d'Agadem au-delà de ceux résultant des engagements stipulés à leur profit dans ces accords conformément au paragraphe (b) de l'Article 23.4 (*Capacité disponible*).
- (c) En ce qui concerne les découvertes commerciales de Pétrole Brut à l'intérieur du Territoire, l'Etat s'engage à ce que les Expéditeurs Potentiels privilégient, pour le transport de leur Pétrole Brut, l'utilisation du Système de Transport Export par rapport à toute autre solution existante ou à mettre en œuvre, sous réserve que l'utilisation du Système de Transport Export ne donne pas lieu à l'application auxdits Expéditeurs Potentiels d'un coût de transport de leur Pétrole Brut significativement plus élevé que celui qui résulterait d'une autre solution de transport, et sans préjudice des stipulations de l'Article 23.4 (*Capacité disponible*).

#### 23.4 Capacité disponible

- (a) Toute capacité disponible dans le Système de Transport Export au cours d'une période donnée doit être déterminée par WAPCO (Niger) sur la base de :
  - (i) la disponibilité mécanique et la capacité hydraulique du Système de Transport Export, ainsi que tout autre facteur raisonnablement prévisible par WAPCO (Niger), qui peut affecter la capacité du Système de Transport Export à Transporter du Pétrole Brut ; et
  - (ii) la capacité au sein du Système de Transport Export nécessaire au respect des engagements existants de WAPCO (Niger) et de la Société de Projet Bénin envers les Expéditeurs.
- (b) Tout accord relatif au Transport conclu entre WAPCO (Niger) et un Expéditeur (y compris les Partenaires Amont Agadem) ou un Expéditeur Potentiel (y compris tout accord ou arrangement juridique conclu conformément aux stipulations du paragraphe (d)(ii) de l'Article 23.5 (*Procédure pour l'accès*)) devra comporter au minimum et sans préjudice de toutes autres stipulations pertinentes de la présente Convention, outre l'indication du tarif des services de Transport convenu entre WAPCO (Niger) et l'Expéditeur (ou l'Expéditeur Potentiel) conformément à l'Article 11.8 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) :
  - (i) l'indication des droits de Transport stipulés au profit de cet Expéditeur (ou de cet Expéditeur Potentiel) pour la durée de validité de son contrat (la "**Capacité de Transport Réservée**") ; et

品

- (ii) le programme d'exécution des opérations de Transport au titre de ce contrat,

lesquels devront être substantiellement conformes au profil de production de l'Expéditeur (ou de l'Expéditeur Potentiel) concerné, tel que prévu dans le plan de développement, approuvé par l'Etat dans le cadre de l'attribution de toute autorisation d'exploitation de Pétrole Brut ou de tout plan équivalent approuvé par un état tiers pour le Pétrole Brut issu d'un tel état tiers, sans préjudice dans ce dernier cas du droit pour le Ministre de recourir (à sa discrétion) aux services d'un expert indépendant justifiant d'une expérience suffisante dans l'industrie internationale du pipeline pétrolier, afin de confirmer le profil de production proposé. Toute proposition d'un avenant visant à changer la Capacité de Transport Réserve pourra également faire l'objet d'une telle expertise.

- (c) WAPCO (Niger) est tenue de soumettre au Ministre tout accord ou arrangement juridique relatif au Transport, conclu avec les Expéditeurs (y compris les Partenaires Amont Agadem) et les Expéditeurs Potentiels (y compris tout accord ou arrangement juridique conclu conformément aux stipulations du paragraphe (d)(ii) de l'Article 23.5 (*Procédure pour l'accès*)) y compris tout avenant à de tels accords.
- (d) Le Ministre se prononce sur les accords visés au paragraphe (c) ci-dessus (et les avenants ou modifications auxdits accords relatifs aux éléments visés aux paragraphes (i) et (ii) ci-dessous) dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires. Si, dans ce délai, le Ministre n'a pas notifié à WAPCO (Niger) son opposition motivée à un tel accord ou avenant, celui est réputé approuvé. Le Ministre peut refuser d'approuver un tel accord ou avenant uniquement dans les cas suivants :
  - (i) lorsque le tarif de Transport convenu avec l'Expéditeur ou l'Expéditeur Potentiel n'a pas été déterminé conformément aux stipulations de l'Article 11.9 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) ; ou
  - (ii) lorsque la Capacité de Transport Réserve, stipulée au profit de cet Expéditeur (ou de cet Expéditeur Potentiel) et le programme d'exécution des opérations de Transport prévu dans son contrat de transport, ne sont pas substantiellement conformes au profil de production de cet Expéditeur (ou de cet Expéditeur Potentiel).

#### 23.5 Procédure pour l'accès

- (a) Dans les circonstances où :
  - (i) des découvertes commerciales de Pétrole Brut sont faites par un Expéditeur Potentiel au sein du Territoire (autre qu'une Zone de Production de Pétrole existante) et l'Expéditeur Potentiel notifie WAPCO (Niger) de son souhait de Transporter ce Pétrole Brut à travers le Système de Transport Export (toute notification de ce type devant être étayée par des preuves raisonnables démontrant la faisabilité du projet de développement, le profil de production et les caractéristiques de



qualité du Pétrole Brut, y compris un plan de développement de la zone pétrolifère approuvé par l'Autorité Publique compétente) ; et

- (ii) WAPCO (Niger) a déterminé qu'il y a, ou qu'il y aura, la capacité disponible dans le Système de Transport Export pour le Transport de ce Pétrole Brut,

alors, aussi longtemps qu'il existera de la capacité disponible dans le Système de Transport Export, WAPCO (Niger) se conformera au paragraphe (d) ci-dessous.

- (b) Dans les circonstances où :

- (i) les découvertes commerciales de Pétrole Brut sont faites par un Expéditeur Potentiel en dehors du Territoire et l'Expéditeur Potentiel notifie WAPCO (Niger) qu'il souhaite Transporter ce Pétrole Brut à travers le Système de Transport Export (y compris le Système de Transport Niger) (toute notification de ce type devant être étayée par des preuves raisonnables démontrant la faisabilité du projet de développement, le profil de production et les caractéristiques de qualité du Pétrole Brut, y compris un plan de développement de la zone approuvé par l'autorité publique compétente de l'état hôte où la production de ce Pétrole Brut est localisée) ;
- (ii) WAPCO (Niger) a déterminé qu'il y a, ou qu'il y aura, une capacité disponible dans le Système de Transport Export pour le Transport de ce Pétrole Brut ; et
- (iii) l'une des Parties notifie l'autre qu'elle souhaite que le Système de Transport Export soit utilisé pour le Transport de ce Pétrole Brut,

alors :

- (iv) l'Etat convoquera une réunion du Comité Inter-Etat de Pilotage afin de discuter de la question avec la Partie Publique Béninoise, à laquelle les Sociétés de Projet seront également représentées ; et
- (v) si l'Etat et la Partie Publique Béninoise approuvent le Transport de Pétrole Brut ayant son origine en dehors du Territoire, alors :
  - (A) l'Etat déploiera des efforts raisonnables afin de conclure d'autres accords (y compris tout avenant nécessaire à l'Accord Bilatéral et à la présente Convention) afin de permettre le Transport de ce Pétrole Brut au moyen du Système de Transport Export en temps voulu ; et
  - (B) aussi longtemps qu'il existera de la capacité disponible dans le Système de Transport Export, WAPCO (Niger) se conformera au paragraphe (d) ci-dessous.

- (c) Dans les circonstances où :



- (i) un Expéditeur notifie WAPCO (Niger) qu'il souhaite amender l'accord de transport existant et augmenter ses droits au Transport de Pétrole Brut à travers le Système de Transport Export à partir d'une Zone de Production de Pétrole (toute notification de ce type devant être étayée par des preuves raisonnables démontrant la faisabilité du projet de développement complémentaire, le profil de production et les caractéristiques de qualité du Pétrole Brut, y compris un plan de développement complémentaire de la zone pétrolifère approuvé par l'Autorité Publique (ou l'autorité publique compétente de l'état hôte dans le cas où la Zone de Production de Pétrole est localisée en dehors du Territoire)) ; et
- (ii) WAPCO (Niger) a déterminé qu'il y a, ou qu'il y aura, de la capacité disponible dans le Système de Transport Export pour le Transport de ce Pétrole Brut ;

alors, aussi longtemps qu'il existera de la capacité disponible dans le Système de Transport Export, WAPCO (Niger) se conformera au paragraphe (d) ci-dessous.

- (d) Dans les circonstances décrites aux paragraphes (a), (b) et (c) ci-dessus, WAPCO (Niger) devra :
  - (i) réaliser une étude de faisabilité destinée à déterminer si le Transport du Pétrole Brut concerné est techniquement faisable et évaluer s'il existe suffisamment de capacité disponible dans le Système de Transport Export pour le profil de production proposé de l'Expéditeur ou des Expéditeurs Potentiels (le cas échéant) (en tenant compte des caractéristiques de qualité de ce Pétrole Brut), et l'Etat reconnaît que WAPCO (Niger) peut exiger des échantillons du Pétrole Brut concerné et un rapport d'un expert indépendant afin de vérifier le profil de production ;
  - (ii) négocier de bonne foi avec tout Expéditeur Potentiel ou tout Expéditeur (le cas échéant) dans le but de convenir de modalités et conditions juridiques, commerciales et techniques pour le Transport de Pétrole Brut (y compris tout changement aux normes techniques minimums, *quality bank* et conditions d'exploitation du Transport tel qu'établies à l'origine par les Sociétés de Projet, qui s'appliquent à tout Pétrole Brut pouvant être Transporté à travers le Système de Transport Export) qui :
    - (A) satisfont aux exigences techniques et de sécurité du Système de Transport Export ;
    - (B) sont acceptables pour les Expéditeurs Potentiels ou Expéditeurs (selon le cas), les Sociétés de Projet et, le cas échéant en ce qui concerne le *quality bank*, les Expéditeurs existants ; et
    - (C) ne contredisent pas et n'entraînent pas de manquement à tout accord existant pour le Transport de Pétrole Brut, tout Document de Projet ou tout Document de Financement ;

- (iii) dans le cadre des négociations prévues au paragraphe (ii) ci-dessus, fera ses meilleurs efforts afin que ses Actionnaires négocient de bonne foi l'entrée de l'Expéditeur Potentiel ou de l'Expéditeur concerné dans WAPCO (Niger) en tant qu'Actionnaire au prix de marché (et à tous autres termes et conditions à convenir entre eux).
- (e) Tout frais ou toute dépense engagé aux fins de cet Article 23.5 (*Procédure pour l'accès*) est à la charge de l'Expéditeur ou de l'Expéditeur Potentiel qui demande l'utilisation de la capacité disponible (y compris les frais engagés pour obtenir le rapport décrit au paragraphe (d)(i) de cet Article 23.5 ou de toute évaluation).

### 23.6 Information

Dans le cadre des procédures visées aux Articles 23.4 *Capacité disponible*) et 23.5 (*Procédure pour l'accès*), WAPCO (Niger) fournira à l'Etat, spontanément les informations relatives aux éléments ci-dessous :

- (a) la capacité disponible réelle ou potentielle du Système de Transport Export ;
- (b) les Expéditeurs Potentiels, et les demandes de capacité supplémentaires d'Expéditeurs existants ;
- (c) l'évolution des négociations avec les Expéditeurs et les Expéditeurs Potentiels ; et
- (d) la Capacité de Transport Réservée de chaque Expéditeur,

le cas échéant, l'Etat informera WAPCO (Niger) des progrès en vue de la conclusion de tout accord additionnel prévu au paragraphe (b)(v) de l'Article 23.5 (*Procédure pour l'accès*).

### 23.7 Priorité pour l'accès

S'il existe au moins deux (2) Expéditeurs ou Expéditeurs Potentiels sollicitant toute capacité disponible donnée dans le Système de Transport Export, la priorité est accordée dans l'ordre suivant (et lorsqu'il y a plus d'une (1) demande concernant du Pétrole Brut de même rang, la priorité sera déterminée par WAPCO (Niger) à sa seule discrétion) :

- (a) premièrement, au Pétrole Brut provenant de tout gisement situé sur le Territoire dans lequel les Affiliés de WAPCO (Niger) ont une participation ou autre intérêt ;
- (b) deuxièmement, au Pétrole Brut provenant de tout autre gisement sur le Territoire ;
- (c) troisièmement, au Pétrole Brut provenant de tout gisement situé sur le Territoire Béninois dans lequel des Affiliés de la Société de Projet Bénin ont une participation ou autre intérêt ;
- (d) quatrièmement, au Pétrole Brut provenant de tout autre gisement sur le Territoire Béninois ;





- (e) cinquièmement, au Pétrole Brut provenant de tout gisement situé dans tout autre état avec lequel l'Etat et le Bénin ont signé et ratifié des accords internationaux et dans lequel des Affiliés de WAPCO (Niger) et/ou de la Société de Projet Bénin ont une participation ou autre intérêt ; et
- (f) sixièmement, au Pétrole Brut provenant de tout autre gisement situé dans tout autre état avec lequel l'Etat et le Bénin ont signé et ratifié des accords internationaux.

### 23.8 Réduction

Les Parties conviennent que si, à tout moment, il n'y a pas de capacité disponible suffisante dans le Système de Transport Export afin de respecter toutes les nominations valides des Expéditeurs, alors WAPCO (Niger) réduira les volumes dans l'ordre suivant (et lorsqu'il y a plus d'une nomination valide se rapportant au Pétrole Brut au même niveau, la réduction sera déterminée au *pro rata* de toutes les nominations valides pour le Pétrole Brut à ce niveau) :

- (a) premièrement, au Pétrole Brut provenant de tout gisement situé dans tout état avec lequel l'Etat et le Bénin ont signé et ratifié des accords internationaux, autre que celui provenant d'un gisement visé au paragraphe (b) ci-dessous ;
- (b) deuxièmement, au Pétrole Brut provenant de tout gisement situé dans tout état autre que le Bénin avec lequel l'Etat et le Bénin ont signé et ratifié des accords internationaux et dans lequel des Affiliés de WAPCO (Niger) et/ou de la Société de Projet Bénin ont une participation ou autre intérêt ;
- (c) troisièmement, au Pétrole Brut provenant de tout gisement sur le Territoire Béninois, autre que celui provenant d'un gisement visé au paragraphe (d) ci-dessous ;
- (d) quatrièmement, au Pétrole Brut provenant de tout gisement situé sur le Territoire Béninois dans lequel des Affiliés de la Société de Projet Bénin ont une participation ou autre intérêt ;
- (e) cinquièmement, au Pétrole Brut provenant de tout autre gisement sur le Territoire, autre que celui provenant d'un gisement visé au paragraphe (f) ci-dessous ; et
- (f) sixièmement (i) le Pétrole Brut provenant de tout gisement situé sur le Territoire dans lequel les Affiliés de WAPCO (Niger) ont une participation ou autre intérêt et (ii) le Pétrole Brut, provenant de tout gisement situé sur le Territoire, de tout Expéditeur qui serait Actionnaire de WAPCO (Niger).



### 23.9 Modification du système

Dans l'éventualité où WAPCO (Niger) convient avec tout Expéditeur ou Expéditeur Potentiel d'agrandir, d'étendre, de modifier ou d'ajouter au Système de Transport Niger, les Parties conviennent que :

- (a) les coûts d'agrandissement, d'extension, de modification ou d'ajout seront à la charge de cet Expéditeur ou cet Expéditeur Potentiel, sauf convention contraire entre WAPCO (Niger) et ce dernier ; et
- (b) WAPCO (Niger) sera propriétaire de tout agrandissement, extension, modification ou ajout qui fait partie du Système de Transport Niger ; étant entendu que le Système de Transport Niger exclura tout équipement, canalisation, infrastructure ou installation régies par une autre autorisation de transport intérieur au sens du Droit Nigérien en faveur d'une Entité autre que WAPCO (Niger).

## ARTICLE 24 TRANSPORT ET PROPRIETE DU PETROLE BRUT

### 24.1 L'Etat reconnait et convient que :

- (a) les Sociétés de Projet auront le droit de convenir dans les accords commerciaux avec les Expéditeurs qu'en cas de défaut de paiement par l'Expéditeur concerné des sommes dues à l'une ou l'autre des Sociétés de Projet (ou les deux) pour le Transport, le Pétrole Brut de l'Expéditeur défaillant peut être saisi et vendu pour payer ces sommes ;
- (b) WAPCO (Niger) a le droit de transporter du Pétrole Brut pour le compte de tout Expéditeur à travers le Système de Transport Niger pour des volumes convenus dans les accords commerciaux conclus pour le Transport de ce Pétrole Brut approuvés par l'Etat conformément aux stipulations de l'Article 23.4 (*Capacité disponible*) ;
- (c) les Expéditeurs (y compris l'Etat ou tout Expéditeur agissant pour le compte de l'Etat) seront tenus de s'assurer que tout Pétrole Brut transporté par le biais du Système de Transport Export sera libre de tout Privilège (sauf éventuel arrangement contraire entre WAPCO (Niger) et l'Expéditeur concerné (y compris l'Etat ou tout Expéditeur agissant pour le compte de l'Etat), notamment en ce qui concerne une sûreté ou garantie de paiement pour le tarif) ; et
- (d) les Sociétés de Projet auront le droit de Transporter du Pétrole Brut pour leur propre compte, et de vendre ou transférer ce Pétrole Brut, dans la mesure où ces opérations sont menées en lien avec le Pétrole Brut d'Expéditeurs défaillants.

24.2 L'Etat reconnait et convient que la propriété du Pétrole Brut Transporté à travers le Système de Transport Export sera déterminée en vertu des accords commerciaux entre les Sociétés de Projet et les Expéditeurs et peut varier à tout moment en fonction des variations dans ces accords commerciaux.

24.3 L'Etat ne réclamera ni ne permettra à un tiers de réclamer pour le compte de l'Etat, la propriété de tout Pétrole Brut au sein du Système de Transport Export, à l'exception



d'une revendication du Pétrole Brut faite par l'Etat, par une Entité Publique ou par un tiers pour le compte de l'Etat, en vertu des accords commerciaux qu'il ou elle aurait conclu en tant qu'Expéditeur avec une Société de Projet pour le Transport de ce Pétrole Brut.

- 24.4 Sans préjudice des dispositions pertinentes de tout Contrat Pétrolier définissant la propriété du Pétrole Brut provenant d'une Zone de Production de Pétrole, l'Etat n'imposera aucune exigence en ce qui concerne la titularité ou le titre de propriété du Pétrole Brut au sein du Système de Transport Export, ou toute partie de celui-ci, autrement que par le biais d'accords commerciaux convenus avec les Sociétés de Projet en rapport avec le Transport du Pétrole Brut revenant à l'Etat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Etat ne fixera aucune exigence imposant des conditions discriminatoires pour le Transport de Pétrole Brut fondées sur l'origine, la titularité et le titre de propriété ou la destination du Pétrole Brut.
- 24.5 Les Parties conviennent qu'aucun Pétrole Brut provenant de l'extérieur du Territoire ne sera transporté à travers le Système de Transport Niger sans qu'un accord international n'ait été conclu entre l'état d'origine de ce Pétrole Brut et l'Etat.

## **ARTICLE 25**

### **NORMES GENERALES**

- 25.1 Sauf stipulation contraire expresse de la présente Convention, le Projet PENB et les Activités du Projet seront entrepris conformément aux normes identifiées dans, ou déterminées conformément à, la présente Convention et aux normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier.
- 25.2 Afin d'assurer une compatibilité et une cohérence tout au long du Système de Transport Export dans l'Etat et au Bénin, les Parties conviennent que toute référence aux "meilleures pratiques de l'industrie pétrolière", "bonnes pratiques de l'industrie pétrolière", "normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier " ou à des formulations similaires faisant référence à des pratiques de l'industrie dans toute disposition du Droit Nigérien (y compris dans la Législation Pétrolière) applicable au Projet PENB s'entend comme une référence aux normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier.
- 25.3 Tout Différend relatif à l'identification de normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier constituera un Différend technique aux fins de la présente Convention et sera soumis à la Procédure d'Expertise conformément à l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*).

## **ARTICLE 26**

### **NORMES ENVIRONNEMENTALES, SANITAIRES, SOCIALES ET DE SECURITE**

- 26.1 Les Parties conviennent :
- (a) que les normes environnementales, sanitaires, sociales et de sécurité pour la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du Système de Transport Export et plus généralement du Projet PENB et, le cas échéant, pour la conduite des Activités du Projet seront celles requises par le Droit Nigérien et les normes



généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier (les "Normes ESSS"), étant entendu que les secondes sont sans préjudice des premières ; et

- (b) dans le cadre du processus d'évaluation de l'impact environnemental, WAPCO (Niger) et l'Autorité Publique compétente se consulteront et conviendront des Normes ESSS, y compris après consultation avec la Société de Projet Bénin et l'Autorité Publique Béninoise compétente, dans le but d'assurer l'uniformité, la cohérence et l'harmonisation des Normes ESSS tout au long du Système de Transport Export.
- 26.2 En cas de nécessité de mettre à jour les Normes ESSS, les Parties coopéreront et se coordonneront si besoin avec la Partie Publique Béninoise afin de s'accorder sur cette mise à jour de manière à maintenir l'application de Normes ESSS économiquement viables, qui, dans toute la mesure du possible, sont uniformes, cohérentes et harmonisées sur l'ensemble du Système de Transport Export et, le cas échéant, pour la conduite des Activités du Projet sur le Territoire et le Territoire Béninois.

## ARTICLE 27 NORMES TECHNIQUES

- 27.1 Les Parties conviennent que les Sociétés de Projet peuvent, à leur seule discrétion, choisir les diverses normes techniques qui s'appliqueront à la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du Système de Transport Export et, le cas échéant, à la conduite des Activités du Projet sous réserve que celles-ci soient conformes à celles présentées dans le dossier de demande de l'ATI ainsi qu'aux normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier, dans le but d'assurer l'uniformité, la cohérence et l'harmonisation des normes techniques applicables sur l'ensemble du Système de Transport Export. Les Sociétés de Projet pourront, le cas échéant, modifier ces normes techniques dans le respect des normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier et sous réserve que de telles modifications n'aient pas pour conséquence de modifier les caractéristiques essentielles du Système de Transport Export. Conformément à la Législation Pétrolière, en cas de modification des caractéristiques essentielles l'approbation de l'Etat sera requise.
- 27.2 Nonobstant les dispositions de l'Article 27.1 (*Normes Techniques*) ci-dessus, les Activités Connexes devront être entreprises par WAPCO (Niger) dans le respect des normes et spécifications techniques prévues par le Droit Nigérien ou, dans le silence de celui-ci, conformément aux normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier pour la réalisation de telles activités.

## ARTICLE 28 INFORMATION ET ACCES

- 28.1 En ce qui concerne le Territoire :
- (a) l'Etat et toute Autorité Publique peuvent demander l'accès au Système de Transport Niger conformément aux exigences particulières prévues par le Droit Nigérien. Dans de telles circonstances, WAPCO (Niger) permettra aux représentants de l'Autorité Publique compétente (et de l'Autorité Publique



Béninoise compétente, dans le cas de tout accès conjoint autorisé par l'Autorité Publique concernée) d'accéder aux sites et aux installations du Système de Transport Niger ; et

- (b) conformément à toute exigence particulière prévue par le Droit Nigérien, l'Etat peut demander à WAPCO (Niger) de fournir des informations opérationnelles et des renseignements relatifs au Système de Transport Niger, et WAPCO (Niger) fournira dans un délai raisonnable et au plus tard dans les délais prescrits, le cas échéant, par le Droit Nigérien les informations demandées dont WAPCO (Niger) est propriétaire ou qu'elle détient, sous réserve, en ce qui concerne les informations dont WAPCO (Niger) n'est pas propriétaire, que celles-ci ne soient pas couvertes par un accord de confidentialité conclu avec un tiers (étant précisé qu'un accord de confidentialité ne sera pas opposé à l'Etat si l'information est demandée pour des raisons de sécurité nationale et sa divulgation est obligatoire selon le Droit Nigérien).
- 28.2 En ce qui concerne les modalités d'accès au Bénin, si l'Etat ou l'Autorité Publique compétente souhaite accéder au Système de Transport Bénin, il notifie et prend les dispositions appropriées avec l'Autorité Publique Béninoise. Suite à l'autorisation d'un tel accès par l'Autorité Publique Béninoise, WAPCO (Niger) coordonnera avec la Société de Projet Bénin la visite des sites et installations du Système de Transport Bénin par les représentants de l'Etat et de l'Autorité Publique compétente.
- 28.3 L'accès au Système de Transport Niger ne doit avoir lieu qu'avec un préavis raisonnable et seulement à des heures raisonnables et pour une durée raisonnable. L'Etat veillera à ce que ses représentants se conforment, au cours de l'accès, aux règlements en matière de sécurité et d'exploitation des Sociétés de Projet, et, se conforment strictement à toute instruction donnée par les représentants des Sociétés de Projet concernant la sécurité des personnes et du site, et à ce que toute modalité d'accès soit prise de manière à interférer le moins possible avec les opérations du Projet PENB. En cas d'Urgence, WAPCO (Niger) devra, sur préavis raisonnable lorsqu'un tel préavis s'avère possible eu égard aux circonstances d'Urgence, donner dans des délais très courts accès à toute Autorité Publique compétente au Système de Transport Niger pour les besoins d'analyser et remédier à l'Urgence, et l'Etat fera en sorte que l'accès des Autorités Publiques au Système de Transport Niger se fasse à tout moment dans le respect des règles de sécurité, sureté, environnementales, sociales et techniques imposées par WAPCO (Niger).
- 28.4 WAPCO (Niger) notifiera l'Etat, dès que raisonnablement possible et, dans tous les cas, avec diligence, de tout incident, accident ou incendie, ou de tout risque imminent d'incident, d'accident ou d'incendie, relatif à la construction, à l'exploitation ou à l'entretien du Système de Transport Niger et qui a entraîné ou qui peut entraîner, à court terme, un préjudice à la population, à des biens ou à l'environnement, et en particulier qui peut causer un déversement de Pétrole Brut, ainsi que de toute mesure prise par WAPCO (Niger) afin de traiter de ces problèmes.
- 28.5 WAPCO (Niger) fournira à l'Etat au plus tard le 20<sup>ème</sup> jour de chaque mois un état qui présente les informations suivantes au titre du mois précédent :
- (a) les quantités de Pétrole Brut reçues par le Système de Transport Niger et mesurées à son point d'entrée ou à ses points de raccordement à d'autres

13

systèmes de transport de Pétrole Brut telles que fournies à WAPCO (Niger) par les Expéditeurs concernés et à l'égard desquelles WAPCO (Niger) n'encourt aucune responsabilité ;

- (b) les quantités de Pétrole Brut ayant fait l'objet du Transport telles que mesurées au Compteur du Terminal ;
- (c) les quantités de Pétrole Brut utilisées pour les besoins des opérations de Transport ;
- (d) le calcul du tarif de Transport ;
- (e) le détail des coûts d'exploitation du Système de Transport Niger ;
- (f) les effectifs de WAPCO (Niger) ; et
- (g) un rapport d'activité présentant les événements marquants, le cas échéant.

Chacune des informations requise au titre des paragraphes (a) (b) et (d) ci-dessus, devra être fournie pour chaque Expéditeur et par Zone de Production de Pétrole.

## **ARTICLE 29** **COMPTAGE**

- 29.1 L'Etat reconnait et convient que le Système de Transport Export sera conçu, construit, exploité, géré et entretenu comme un système intégré unique, incluant un seul système de comptage comprenant le Compteur du Terminal localisé à la station terminale à la sortie du Système de Transport Export. Toutefois, dans le cas où le Système de Transport Export devrait Transporter du Pétrole Brut en provenance de Zones de Production de Pétrole autres que la Zone Contractuelle d'Agadem, les Parties devront convenir des arrangements pour la mesure à l'entrée du Système de Transport Export du Pétrole Brut provenant de ces zones pour les fins d'allocations, y compris en ce qui concerne, le cas échéant, le nombre et l'emplacement des compteurs de mesures supplémentaires pour les fins d'allocation.
- 29.2 Conformément à l'article 13 de l'Accord Bilatéral, WAPCO (Niger) devra, conjointement avec la Société de Projet Bénin et les Partenaires Amont Agadem, proposer à l'Etat et au Bénin un système de comptage du Pétrole Brut Transporté dans le Système de Transport Export. Ce système devra être compatible avec les normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier et permettre une détermination fiable du volume de Pétrole Brut qui est Transporté.
- 29.3 Conformément à l'article 13 de l'Accord Bilatéral, l'Etat et les Autorités Publiques Béninoises auront le droit de prendre connaissance des conditions dans lesquels sont effectués les opérations de calibrage et de vérification du Compteur du Terminal. A cet effet, l'Etat et les Autorités Publiques Béninoises pourront avoir (à travers des agents de l'Etat ou des experts représentant l'Etat) des observateurs présents à tous les stades des opérations de calibrage, recalibrage et de vérification du Compteur du Terminal.
- 29.4 L'Etat reconnait et convient que le volume de Pétrole Brut sera utilisé aux fins des

11/11/11

84

calculs suivants :

- (a) la production totale de Pétrole Brut aux fins du CPP Agadem (sous réserve des de la production au titre du Pétrole Brut Réserve), des Contrats Pétroliers relatifs à la Zone du Permis de Bilma et la Zone du Permis de Ténéré et d'autres Contrats Pétroliers relatifs aux Zones de Productions de Pétrole sur le Territoire (sauf stipulation contraire dans lesdits contrats) ;
- (b) le montant du Droit de Transit (qu'il soit prélevé par l'Etat ou par un autre état) ; et
- (c) le montant payable par chaque Expéditeur aux Sociétés de Projet en tant que tarif du pipeline,

dans chaque cas, tel que déterminé de façon concluante par le Compteur du Terminal.

29.5 Les Parties reconnaissent et conviennent qu'il sera de la responsabilité de la Société de Projet Bénin de :

- (a) s'assurer que le Compteur du Terminal est conçu, mis au point et géré conformément aux normes techniques adoptées pour le Système de Transport Export par les Sociétés de Projet et aux normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier ;
- (b) l'utilisation du Compteur du Terminal, en présence des agents de l'Autorité Publique et de l'Autorité Publique Béninoise compétentes, afin de mesurer, pour chaque cargo à la station terminale du Système de Transport Export, le volume de Pétrole Brut ;
- (c) lorsque le Compteur du Terminal n'est pas disponible, déterminer, en présence des agents de l'Autorité Publique et de l'Autorité Publique Béninoise compétentes, pour chaque cargo à la station terminale du Système de Transport Export, le volume de Pétrole Brut chargé en prenant des mesures dans les réservoirs de stockage du terminal d'où le Pétrole Brut est extrait, immédiatement avant et immédiatement après le chargement d'un tel cargo ;
- (d) délivrer, pour chaque cargo à la station terminale du Système de Transport Export, un certificat établissant le volume de Pétrole Brut, dont les Parties conviennent qu'il lie les Parties, sous réserve que ce certificat ait été contresigné par les représentants de l'Autorité Publique et de l'Autorité Publique Béninoise présents lors du chargement du cargo ; et
- (e) faire calibrer ou recalibrer par un tiers indépendant tous les instruments de mesure du Compteur du Terminal tous les trois (3) ans conformément aux API MPMS Standards, notifier aux Parties les modalités de ce calibrage et de ce recalibrage et organiser (ensemble avec l'Autorité Publique Béninoise compétente) l'accès des Parties afin d'assister au calibrage et au recalibrage (et les Parties conviennent que cet accès doit être organisé de manière à ne pas retarder le déroulement normal des activités du Système de Transport Export).



**PARTIE VI**  
**RÉGIME FISCAL, IMPORT ET EXPORT ET DEVICES**

**ARTICLE 30**  
**RÉGIME FISCAL CONVENU**

- 30.1 Le Régime Fiscal Convenu ne s'applique qu'aux actes et opérations des Participants au Projet réalisés dans le cadre du Projet PENB.
- 30.2 L'Etat devra (et fera en sorte que chaque Autorité Publique compétente fasse autant) :
- (a) imposer des Impôts et autres charges sur chaque Participant au Projet en ce qui concerne le Projet PENB uniquement en accord avec le Régime Fiscal Convenu ; et
  - (b) appliquer le Régime Fiscal Convenu conformément aux stipulations de la présente Convention, à la Loi du Projet et à toutes autres dispositions du Droit Nigérien non contraires ou incompatibles avec la Loi du Projet.
- 30.3 L'Etat appliquera, et fera en sorte que chaque Autorité Publique compétente applique, le Régime Fiscal Convenu et les stipulations de la présente Convention relatives aux Impôts et autres charges à chaque Participant au Projet :
- (a) de bonne foi et en coopération, si nécessaire, avec le Bénin ; et
  - (b) de manière équitable, transparente et non discriminatoire.
- 30.4 WAPCO (Niger) devra agir de bonne foi en se conformant, et en encourageant les autres Participants au Projet à se conformer, au Régime Fiscal Convenu.
- 30.5 Comptes et relevés
- (a) WAPCO (Niger) établira et conservera à son siège social dans l'Etat les registres, comptes, livres, états comptables et relevés complets de tous les revenus, coûts et dépenses liés aux Activités du Projet, en conformité avec le Droit Nigérien et les normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier.
  - (b) L'exercice comptable de WAPCO (Niger) est l'année civile.
  - (c) La comptabilité et les états financiers de synthèse à présenter aux Autorités Publiques compétentes seront préparés, et leur seront présentés, conformément au Droit Nigérien, étant entendu que WAPCO (Niger) aura le droit d'établir et de tenir sa comptabilité interne pour toutes autres fins selon les normes et dans la devise qu'elle peut choisir librement.
  - (d) Les registres, comptes, livres, états comptables et relevés seront tenus selon les règles de la comptabilité d'engagement (par opposition à la comptabilité de caisse).



## ARTICLE 31 IMPORT ET EXPORT

31.1 L'Etat fera en sorte que les Participants au Projet aient la liberté :

- (a) d'importer ou d'exporter (ou de réimporter ou de réexporter) et de transporter des biens (y compris du Pétrole Brut, du matériel, des fournitures, des technologies et de l'équipement) relatifs au Projet PENB à destination du, en provenance du et à l'intérieur du Territoire conformément au Droit Nigérien et sans égard à l'origine de ces biens ou des Personnes engagées pour fournir ces biens ou qui les fournissent ;
- (b) de passer des marchés pour, et de fournir et délivrer, des services de tous types relatifs au Projet PENB conformément au Droit Nigérien sans égard à l'origine de ces services ou des Personnes engagées pour fournir ces services ou qui les fournissent ; et
- (c) de vendre sur le Territoire des biens qu'ils auront importés quand ils ne seront plus nécessaires aux Activités du Projet, sous réserve que l'Etat soit informé à l'avance, auquel cas les Participants au Projet concernés devront se conformer à toutes les formalités prévues par la réglementation en vigueur et aux stipulations du Régime Fiscal Convenu,

dans chaque cas (à l'exclusion de l'importation de produits pétroliers raffinés), sans quotas, licences d'importation ou d'exportation, restrictions au commerce extérieur ou autres mesures similaires sauf dans les cas où le Droit Nigérien prévoit de telles mesures pour des raisons tenant à la sécurité des personnes physiques et des biens. L'Etat convient que les droits, redevances, Impôts, taxes, prélèvements ou mesures similaires imposées dans le cadre des présentes doivent être conformes aux exigences du Régime Fiscal Convenu.

31.2 L'Etat fera en sorte que les Participants au Projet aient le droit d'importer et d'utiliser :  
(i) des substances radioactives afin d'inspecter la qualité des soudures et (ii) des explosifs pour les activités d'excavation de roches, sous réserve du respect des exigences du Droit Nigérien pour l'importation ou l'utilisation de tels produits, y compris l'obtention des Autorisations du Projet nécessaires à cet effet.

31.3 Chaque Société de Projet et chaque Expéditeur aura le droit à tout moment d'importer et d'exporter le Pétrole Brut Transporté, ou de le Transporter au moyen du Système de Transport Export ; étant entendu que le Pétrole Brut provenant de toutes Zones de Production de Pétrole situées en dehors du Territoire sera considéré comme une marchandise en transit à toutes fins du Droit Nigérien relatif aux droits de douanes.

31.4 Conformément au désir des Parties d'assurer un développement et une exploitation efficaces et opportuns au Système de Transport Export, l'Etat fera en sorte que chaque Autorité Publique prenne les mesures nécessaires afin de minimiser l'incidence et la complexité des formalités requises et accélérer l'émission, la délivrance et le traitement de toute documentation requise sur demande faite conformément au Droit Nigérien en



ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réimportation et la réexportation de biens et la fourniture de services en rapport avec le Projet PENB.

## ARTICLE 32 DEVICES ETRANGERES ET SUJETS LIES

- 32.1 L'Etat fera en sorte qu'à tout moment, et, sur présentation d'une demande, le cas échéant, conformément au Droit Nigérien, les Participants au Projet aient le droit de demander et l'Etat octroiera aux Participants au Projet dans la limite permise par le Droit Nigérien (et sous réserve d'obtenir les approbations communautaires requises à cet effet, le cas échéant), les Autorisations du Projet et autres droits nécessaires à l'exécution des Activités du Projet par les Participants au Projet.
- 32.2 Sans préjudice de l'Article 32.1 (*Devises Etrangères et Sujets Liés*), les Participants au Projet auront chacun le droit, sous réserve d'obtenir les Autorisations du Projet nécessaires à cet effet ou d'effectuer les déclarations requises à l'égard de telles opérations conformément au Droit Nigérien, le cas échéant :
- (a) d'acheter et de transférer à l'étranger des Devises Etrangères nécessaires afin de couvrir tous paiements à effectuer en dehors du Territoire : (i) pour acheter, louer, ou importer des équipements, machines et d'outillages, pièces de rechange, matières consommables et autres nécessaires au développement et au fonctionnement du Système de Transport Export; et (ii) pour des services (y compris de gestion, management, assistance technique, études spéciales, montage et autres) rendus par des Personnes étrangères concernant les Activités du Projet ;
  - (b) de transférer à l'étranger des Devises Etrangères représentant les salaires et émoluments reçus sur le Territoire par des travailleurs étrangers employés par WAPCO (Niger) et les autres Participants au Projet, ainsi que leurs avoirs financiers à leur départ définitif du Territoire, sous réserve qu'ils se soient acquittés de leur obligations fiscales ;
  - (c) en ce qui concerne la participation des Investisseurs au capital de WAPCO (Niger), de transférer à l'étranger des Devises Etrangères représentant :
    - (i) tout remboursement ou réduction de capital dans WAPCO (Niger) ;
    - (ii) les dividendes ;
    - (iii) tout montant payable aux Actionnaires au moment, ou dans le cadre de, la liquidation (quelle qu'en soit la description) de WAPCO (Niger) ;
    - (iv) le remboursement du principal de, et le paiement des intérêts sur, les prêts consentis par les Investisseurs ou leurs Affiliés à WAPCO (Niger) ; et
    - (v) les salaires et émoluments reçus sur le Territoire par les administrateurs et le Président du Conseil d'Administration, ainsi que leurs avoirs financiers à leur départ du Territoire, sous réserve qu'ils se soient acquittés de leur obligations fiscales ;



- (d) de contracter avec les Parties Financières sur le Territoire ou à l'étranger, le financement nécessaire aux Activités du Projet sur le Territoire (sans restriction en ce qui concerne les Devises Etrangères de ce financement), d'acheter les Devises Etrangères nécessaires au remboursement du capital et au paiement des intérêts, commissions et d'autres montants en Devises Etrangères en ce qui concerne les prêts contractés en Devises Etrangères, et de transférer ces sommes à l'étranger afin de payer ces montants ;
  - (e) d'ouvrir, d'entretenir, d'exploiter et de fermer des comptes bancaires auprès de toute banque commerciale sur le Territoire, qu'il soit libellé en Monnaie Locale ou Devise Etrangère.
- 32.3 Sans préjudice de l'Article 32.1 (*Devises Etrangères et Sujets Liés*), WAPCO (Niger) aura le droit, sur présentation d'une demande, le cas échéant, conformément au Droit Nigérien :
- (a) d'ouvrir, de maintenir, de contrôler et d'exploiter des comptes bancaires en Devise Etrangère et d'autres comptes bancaires en dehors du Territoire ;
  - (b) d'acheter des Devises Etrangères et de les transférer sur ces comptes ;
  - (c) de recevoir des Devises Etrangères sur ces comptes, exemptés de toute conversion ou rapatriement obligatoire ; et
  - (d) d'effectuer des paiements à partir de ces comptes.
- 32.4 Les Participants au Projet auront chacun le droit de contracter, d'emprunter, de fixer des prix, de facturer et de recevoir des paiements (que ce soit à l'intérieur et/ ou à l'extérieur du Territoire) en Devise Etrangère, à la discrétion du Participant au Projet concerné, y compris entre parties immatriculées ou résidant uniquement dans l'Etat (et, y compris, en ce qui concerne les tarifs de Transport au titre des contrats avec les Expéditeurs et en ce qui concerne le financement du Projet PENB au titre des contrats avec les Parties Financières). Afin d'éviter toute ambiguïté, les Parties conviennent que, à tout moment, les tarifs de Transport seront calculés, facturés et payés en Devise Etrangère.
- 32.5 Dans les cas où aucune approbation ou aucun avis préalable n'est requis des autorités communautaires pour octroyer une Autorisation du Projet au titre du présent Article 32 (*Devises Etrangères et Sujets Liés*), l'Etat s'engage à octroyer à tout Participant au Projet ces autorisations sur demande faite conformément au Droit Nigérien. Pour les Autorisations du Projet au titre du présent Article 32 (*Devises Etrangères et Sujets Liés*) qui requièrent une approbation ou un avis d'une autorité communautaire, l'Etat fera ses meilleurs efforts pour obtenir auprès des autorités communautaires compétentes l'approbation ou l'avis favorables requis.
- 32.6 Le présent Article 32 (*Devises Etrangères et Sujets Liés*) survivra à toute résiliation ou expiration de la présente Convention, uniquement pour permettre le paiement de toutes sommes qui pourraient être dues aux Parties Financières au titre de tout financement pour le Projet PENB ou aux Actionnaires en cas de dissolution ou de liquidation de WAPCO (Niger) et, en tant que de besoin, pour l'exécution par WAPCO (Niger) de ses obligations au titre de l'Article 35 (*Démantèlement*).



**PARTIE VII**  
**RÉSILIATION, CESSATION D'ACTIVITÉS, DÉMANTÈLEMENT ET**  
**RESPONSABILITÉ**

**ARTICLE 33**  
**RESILIATION**

**33.1 Généralités**

- (a) S'il n'a pas été résilié de manière anticipée au titre du présent Article 33 (*Résiliation*), la présente Convention prendra fin et cessera de produire tout effet à la date à laquelle toutes les Activités du Projet auront définitivement cessé.
- (b) Chaque Partie convient que tout droit qu'elle pourrait avoir, à présent ou à l'avenir, de retirer ou de renoncer à l'ATI sera régi par les stipulations de cet Article 33 (*Résiliation*).
- (c) Le retrait de l'ATI par l'Etat, ou la renonciation à l'ATI par WAPCO (Niger) conformément aux modalités prévues au présent Article 33 (*Résiliation*) entraîne de plein droit la résiliation de la présente Convention, sans préjudice des stipulations de l'Article 35.8 (*Démantèlement*).

**33.2 Retrait de l'ATI**

- (a) L'Etat n'aura pas le droit de retirer l'ATI, autrement : (i) que dans le cas où l'Accord Bilatéral a été dénoncé par le Bénin et l'AGH Bénin a été résilié par le Bénin conformément à ses termes ou (ii) pour tout manquement conscient et persistant ou refus par WAPCO (Niger) de prendre des mesures appropriées afin de s'assurer que les Activités du Projet engagées par WAPCO (Niger) sur le Territoire se conforment aux normes énoncées dans la présente Convention et le Droit Nigérien dans les cas où le non-respect de ces normes aurait un impact critique, irréversible et défavorable sur l'environnement, la sécurité des personnes et des biens ou la défense nationale (un "**Evènement de Retrait ATI**").
- (b) Au sens de la présente Convention, les manquements ci-dessous constituent également chacun un Evènement de Retrait ATI :
  - (i) le non-respect par WAPCO (Niger) de ses obligations résultant des stipulations de l'Article 11.15 (*Droit de Propriété, de Mise en œuvre et d'Exploitation du Projet*) de commencement des travaux, sans que cela ne soit justifié par un acte ou une omission de l'Etat ou d'une Autorité Publique, par un évènement de Force Majeure ou par des considérations d'ordres techniques, opérationnelles ou de sécurité raisonnables ;
  - (ii) la suspension par WAPCO (Niger) des opérations de Transport pendant une durée supérieure à cent vingt (120) Jours Ouvrés sans que cela ne soit justifié par la Force Majeure ou par des considérations techniques, opérationnelles ou de sécurité raisonnables notifiées à l'Etat par WAPCO (Niger) conformément à la présente Convention ;



- (iii) l'amodiation, la cession, la transmission ou le transfert, suivant quelque modalité juridique que ce soit, par WAPCO (Niger) de tout ou partie de ses droits et obligations au titre l'ATI sans accord préalable de l'Etat ou de l'Autorité Publique compétente ;
- (iv) le changement de contrôle direct ou indirect en vertu du Droit Nigérien de WAPCO (Niger) sans autorisation préalable de l'Etat en violation des stipulations de l'Article 43 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés ; Transferts*), à l'exclusion de tout changement de contrôle en vertu du Droit Nigérien au profit d'Affiliés de WAPCO (Niger) ou en faveur d'un (1) ou plusieurs Partenaires Amont Agadem ; et
- (v) si l'un des événements ci-après survient autrement que par voie de fusion, scission, apport partiel d'actifs ou suite à toute autre forme de restructuration de WAPCO (Niger) :
  - (A) WAPCO (Niger) est dissoute suite à une résolution par ses Actionnaires en vue de sa dissolution ;
  - (B) WAPCO (Niger) est dissoute conformément à un jugement devenu définitif dans le cadre d'une procédure collective à son encontre et qui ne peut plus faire l'objet d'appel ou d'opposition par une juridiction compétente.
- (c) Si l'Etat considère qu'un Evènement de Retrait ATI est survenu, alors l'Etat devra notifier par écrit WAPCO (Niger) de ce manquement de manière suffisamment détaillée pour permettre à WAPCO (Niger) d'y remédier (un "**Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel**"). Cet avis précise le délai imparti à WAPCO (Niger) pour remédier à l'Evènement de Retrait ATI Potentiel concerné (la "**Période de Remédiation SPN**"), étant entendu que la Période de Remédiation SPN doit être suffisante pour permettre la remédiation et ne saurait être inférieure à quatre-vingt-dix (90) jours calendaires, dans tous les cas.
- (d) Suite à la notification à WAPCO (Niger) d'un Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel, si WAPCO (Niger) conteste cet Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel, tant que toute discussion entre les Parties pour tenter de résoudre le différend et/ou toute procédure de contestation se poursuit :
  - (i) WAPCO (Niger) peut prendre des mesures pour tenter de remédier au manquement évoqué ; et
  - (ii) si WAPCO (Niger) n'entreprend pas d'effort pour remédier au manquement évoqué :
    - (A) l'Etat peut remédier au manquement évoqué, après en avoir informé WAPCO (Niger) ;
    - (B) si l'Etat remédie au manquement évoqué, et si ce manquement est, par la suite, tenu comme étant un Evènement de Retrait ATI, WAPCO (Niger) remboursera (y compris avec intérêt au Taux

d'Intérêt Convenu) l'Etat pour tous les coûts directs encourus par l'Etat dans le cadre de cette remédiation ; et

- (C) si l'Etat reçoit ce remboursement, il n'aura pas le droit de retirer l'ATI en ce qui concerne cet Evènement de Retrait ATI.
- (e) Suite à la notification d'un Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel :
  - (i) si WAPCO (Niger) :
    - (A) ne conteste pas l'Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel dans un délai de quarante (40) Jours Ouvrés ; ou
    - (B) convient avec l'Etat que le manquement évoqué a donné lieu à un Evènement de Retrait ATI ; ou
  - (ii) s'il est finalement déterminé par une procédure de résolution des différends que le manquement évoqué a eu lieu et a donné lieu à l'Evènement de Retrait ATI,

WAPCO (Niger) s'efforcera sans tarder de remédier à la situation durant la Période de Remédiation SPN. Cette période commence à courir à compter de la date de remise de l'Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel (dans le cas du paragraphe (i) ci-dessus) ou à compter de la date de décision de la procédure d'expertise ou de la sentence d'arbitrage finale suivant le cas (dans le cas du paragraphe (ii) ci-dessus).

- (f) Si une remédiation n'est pas effectuée au cours de la Période de Remédiation SPN, l'Etat aura le droit de procéder au retrait de l'ATI par décret pris en Conseil des Ministres conformément à la Législation Pétrolière (un "Avis de Retrait ATI"), et devra notifier ledit décret à WAPCO (Niger). Le retrait de l'ATI prendra effet à la date indiquée dans la notification de cet avis à WAPCO (Niger). Si une remédiation est effectuée au cours de la Période de Remédiation SPN, le droit de l'Etat de délivrer un Avis de Retrait ATI en rapport à l'Evènement de Retrait ATI sera caduc, et l'ATI ainsi que la présente Convention continueront d'être pleinement en vigueur.
- (g) Si le manquement grave est un manquement qui n'a pas pu être remédié au cours de la Période de Remédiation SPN, WAPCO (Niger) aura néanmoins le droit d'éviter la résiliation de la présente Convention aux termes des présentes en poursuivant, à l'issue de la Période de Remédiation SPN, ses efforts avec diligence en vue de remédier au manquement. Toute remédiation ainsi effectuée après la Période de Remédiation SPN mettra fin au droit de l'Etat de donner un Avis de Retrait ATI en rapport avec ledit Evènement de Retrait ATI, et la présente Convention continuera d'être pleinement en vigueur.
- (h) Tout Evènement de Retrait ATI, autre que ceux visés au paragraphe (b) ci-dessus, qui de par sa nature ne peut être remédié suivant les modalités prévues au paragraphe (e) ci-dessus, sera réputé remédié en cas de paiement par WAPCO (Niger) à toute Personne justifiant d'une Perte à raison de ce

Handwritten signature in blue ink.

manquement, d'une compensation à la satisfaction de la Personne concernée. Dans ce cas l'Etat n'aura pas le droit de délivrer un Avis de Retrait ATI.

(i) Nonobstant ce qui précède, l'Etat n'aura pas le droit de délivrer un Avis d'Evènement de Retrait ATI Potentiel concernant un manquement et, a fortiori, un Avis de Retrait ATI si le manquement concerné est causé par ou découle :

(i) du non-respect ou du refus de l'Etat (ou toute Autorité Publique) de respecter les modalités et conditions de la présente Convention, de tout Document du Projet ou de tout Document de Financement auquel il est partie ; ou

(ii) de toute Force Majeure affectant l'exécution par WAPCO (Niger) de l'obligation concernée.

### 33.3 Renonciation à l'ATI

(a) WAPCO (Niger) aura le droit de renoncer à l'ATI :

(i) en raison de tout manquement grave de l'Etat à la présente Convention; ou

(ii) suite à la résiliation du CPP Agadem ou des conventions d'établissement concernant la Zone du Permis de Bilma ou la Zone du Permis de Ténéré ; ou

(iii) par un Avis de Cessation donné conformément à l'Article 34 (*Suspension et Cessation des Activités*),

(ensemble, les "Evènements de Renonciation ATI" et individuellement un "Evènement de Renonciation ATI").

(b) En cas de survenance d'un Evènement de Renonciation ATI constitué par un manquement grave de l'Etat à la présente Convention, WAPCO (Niger) remettra à l'Etat un préavis écrit d'au moins cent-vingt (120) jours calendaires de son intention de renoncer à l'ATI (la "**Période de Remédiation GON**") contenant suffisamment de détails quant au manquement grave afin de permettre à l'Etat d'y remédier.

(c) Dans le cas :

(i) du paragraphe (b) ci-dessus, si une remédiation n'est pas effectuée par l'Etat d'ici la fin de la Période de Remédiation GON ; et

(ii) des paragraphes (a)(ii) et (a)(iii) ci-dessus,

WAPCO (Niger) aura le droit de notifier à l'Etat sa renonciation à l'ATI, laquelle prendra effet à compter de la date indiquée dans ladite notification sans aucune approbation de cette renonciation par le Conseil des Ministres ou toute autre Autorité Publique et sans autres formalités ou actions à entreprendre par l'une quelconque des Parties.



- (d) Sans préjudice du paragraphe (c) ci-dessus, aux fins d'information des tiers, l'Etat confirmera la renonciation par un décret pris en Conseil des Ministres et publié au Journal Officiel de la République du Niger conformément aux dispositions de la Loi de Projet.
- 33.4 Les Articles 33.2 (*Retrait de l'ATI*) et 33.3 (*Renonciation à l'ATI*) énoncent, pour chaque Partie, de façon exhaustive les circonstances dans lesquelles la présente Convention peut être résiliée par elle, et chaque Partie n'aura d'autres droits (découlant de la loi applicable ou pas) de demander ou déclarer toute résiliation de la présente Convention.
- 33.5 Aucune stipulation du présent Article 33 (*Résiliation*) ne portera atteinte ou ne restreindra le droit d'une Partie d'intenter une action en dommages-intérêts ou sur un autre fondement (autre que la résiliation) en vertu du droit applicable en ce qui concerne un défaut de l'autre Partie de se conformer aux termes et conditions de la présente Convention.
- 33.6 Sans préjudice des autres stipulations du présent Article 33 (*Résiliation*), le droit de retirer, ou renoncer à, l'ATI (ou la résiliation de la présente Convention suite au retrait, ou à une renonciation, de l'ATI) au titre du présent Article 33 (*Résiliation*) est sans préjudice :
- (a) de la pleine exécution de toutes les obligations résultant de la présente Convention avant sa résiliation, et des droits des Parties (y compris des Personnes qui ne sont plus des Parties) et d'autres Personnes concernant tout cas de non-exécution de ces obligations à la date de résiliation ;
  - (b) des droits des Parties de réclamer tout dommages-intérêts (y compris les dommages-intérêts découlant de ou en relation avec la résiliation de la présente Convention) ou autres remèdes (autres que la résiliation) en vertu du droit applicable ou de tout autre accord applicable ;
  - (c) de la survie de toutes les renonciations et indemnités prévues aux présentes en faveur d'une Partie (ou ex-Partie) ; et
  - (d) des droits et obligations qui survivent expressément ou implicitement à sa résiliation, y compris l'Article 35 (*Démantèlement*).

#### ARTICLE 34 SUSPENSION ET CESSATION DES ACTIVITES

- 34.1 L'Etat confirme que les opérations de Transport pourront être suspendues par WAPCO (Niger) pour des motifs tenant à des considérations d'ordre technique, opérationnel ou financier ou pour tout acte ou omission imputable à l'Etat ou à une Autorité Publique, fautif ou non-fautif, ayant eu pour effet, ou susceptible, d'empêcher l'exécution par les Parties de la présente Convention dans des conditions conformes à ses termes et aux normes de l'industrie internationale du pipeline pétrolier.
- 34.2 Les Parties conviennent, par ailleurs, que rien dans la présente Convention ou dans le Droit Nigérien n'empêchera WAPCO (Niger) de cesser définitivement les Activités du

Handwritten signature in blue ink.

Handwritten signature in blue ink.

Projet, et dans ce cas, elle procédera conformément à l'Article 34.3 (*Suspension et Cessation des Activités*) ci-dessous.

- 34.3 À tout moment et pour n'importe quelle raison, WAPCO (Niger) peut, conjointement avec la Société de Projet Bénin, délivrer un avis (un "Avis de Cessation") à l'Etat confirmant qu'elles ont l'intention de cesser définitivement les Activités du Projet (à l'exclusion de toute activité liée au démantèlement). L'Avis de Cessation sera précédé d'une notification par WAPCO (Niger) à l'Etat de son intention de lui adresser l'Avis de Cessation au moins trois (3) mois avant la date dudit avis. Tout Avis de Cessation doit :
- (a) confirmer la date à laquelle les Sociétés de Projet ont l'intention de cesser les Activités du Projet, cette cessation devant avoir lieu après un délai d'au moins cent quatre-vingt (180) jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis ; et
  - (b) le cas échéant, être accompagné d'une copie de l'avis équivalent livré par Société de Projet Bénin à la Partie Publique Béninoise conformément à l'AGH Bénin.
- 34.4 Jusqu'à la date tombant soixante (60) jours calendaires avant la date stipulée au paragraphe (a) de l'Article 34.3 (*Suspension et Cessation des Activités*), les Sociétés de Projet peuvent à tout moment retirer un Avis de Cessation déjà livré.
- 34.5 Les Sociétés de Projet peuvent abandonner une partie du Système de Transport Export tout en maintenant leurs Activités du Projet en ce qui concerne les autres parties du Système de Transport Export. Dans ce cas, le présent Article 34 (*Suspension et Cessation des Activités*) et l'Article 33 (*Résiliation*) s'appliquera, *mutatis mutandis*, aux portions du Système de Transport Export qui devront être abandonnées.
- 34.6 Sauf cas d'urgence ou de Force Majeure, la suspension des opérations de Transport devra être notifiée à l'Etat au moins quatre-vingt-dix (90) jours calendaires avant la date prévue pour ladite suspension, étant entendu que lorsque (eu égard aux pratiques généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier) les circonstances ne permettent pas de respecter ce délai, WAPCO (Niger) enverra ladite notification à l'Etat dans un délai raisonnable au regard de ces circonstances.
- 34.7 La notification prévue à l'Article 34.6 (*Suspension et Cessation des Activités*) ci-dessus devra indiquer :
- (a) la durée prévisionnelle de la suspension des opérations de Transport ; et
  - (b) les actions entreprises pour limiter les impacts négatifs de cette suspension sur les activités des Expéditeurs.

## ARTICLE 35 DEMANTELEMENT

- 35.1 Sauf accord contraire des Parties, à la demande de l'une ou l'autre des Sociétés de Projet, de l'Etat ou de la Partie Publique Béninoise formulée à la suite :
- (a) d'une résiliation anticipée de la présente Convention conformément aux Articles 33.2 (*Retrait de l'ATI*) ou 33.3 (*Renonciation à l'ATI*) ; ou



(b) de la réception par l'Etat d'un Avis de Cessation,

les Sociétés de Projet, l'Etat et la Partie Publique Béninoise se rencontreront, discuteront et tenteront de bonne foi (pendant une période d'au moins dix (10) jours calendaires au cours des deux (2) premiers mois après cette résiliation anticipée ou la réception d'un Avis de Cessation (le cas échéant)) de s'entendre sur l'avenir du Système de Transport Export, y compris sur la question de savoir si le Système de Transport Export devrait être cédé (et dans ce cas les conditions d'une telle cession seront à convenir entre les Parties) ou démantelé et abandonné. Tout accord entre les Sociétés de Projet, l'Etat et/ou la Partie Publique Béninoise sera mis en œuvre conformément à ses termes.

35.2 En l'absence d'un accord contraire entre les Sociétés de Projet, l'Etat et la Partie Publique Béninoise à l'issue des discussions visées à l'Article 35.1 (*Démantèlement*), WAPCO (Niger), en coopération avec la Société de Projet Bénin, devra procéder au démantèlement du Système de Transport Niger (ou la portion concernée de celui-ci) conformément aux termes du Plan de Démantèlement prévu à l'Article 35.3 (*Démantèlement*).

35.3 Sans préjudice de l'Article 35.4 (*Démantèlement*), WAPCO (Niger) élaborera un plan (tel qu'amendé à tout moment, le "**Plan de Démantèlement**") afin de démanteler le Système de Transport Niger, ou la partie du Système de Transport Niger faisant l'objet d'un Avis de Cessation lorsque cet avis ne porte pas sur l'intégralité dudit système, lequel devra être approuvé par le Ministre suivant les modalités prévues par la Législation Pétrolière. Le Plan de Démantèlement devra être soumis au Ministre au plus tard à la première des deux dates suivantes :

(a) la date tombant onze (11) années après le début de la Période d'Exploitation ;  
et

(b) la date tombant cent vingt (120) jours calendaires à compter de la résiliation de la présente Convention conformément à l'Article 33 (*Résiliation*) ou la délivrance d'un Avis de Cessation au titre de l'Article 34.3 (*Suspension et Cessation des Activités*).

35.4 WAPCO (Niger) n'aura pas l'obligation de soumettre un Plan de Démantèlement si une autorisation de transport intérieure portant sur l'intégralité du Système de Transport Niger a été attribuée à une autre Entité. Si une telle autorisation de transport intérieure porte sur une partie du Système de Transport Niger, l'obligation de WAPCO (Niger) de soumettre un Plan de Démantèlement ne subsiste que sur la partie du Système de Transport Niger non-couverte par ladite autorisation.

35.5 Les Parties conviennent que les aspects à aborder dans le Plan de Démantèlement, et les activités de démantèlement devant être entreprises par WAPCO (Niger), devront respecter les exigences du Droit Nigérien, non contradictoires avec les stipulations de

品青

l'Article 35.6 (*Démantèlement*) de la présente Convention, et les normes généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier.

35.6 Les Parties conviennent que, conformément à la Loi du Projet et sans préjudice des stipulations de l'Article 35.5 (*Démantèlement*), le Plan de Démantèlement inclura :

- (a) les solutions techniques proposées à mettre en œuvre au cours du démantèlement, y compris, les solutions proposées pour :
  - (i) nettoyer le Système de Transport Niger et sceller les extrémités ouvertes du pipeline, qui doit rester *in situ* ; et
  - (ii) l'enlèvement de toutes les installations de surface, le nivellement et la réhabilitation des terrains correspondants ; et
- (b) des arrangements pour créer, financer et gérer un fond de réserve pour le démantèlement (le "**Fond de Démantèlement**") afin de financer les coûts du démantèlement du Système de Transport Niger. Ce fonds sera logé dans un compte ouvert dans les livres de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest ou tout autre établissement de crédit convenu entre les Parties. Le Plan de Démantèlement détaillera les mécanismes de fonctionnement proposés de ce compte et les modalités de son approvisionnement à partir des flux de trésorerie opérationnels de WAPCO (Niger). Il est convenu que la constitution du Fond de Démantèlement ne sera pas nécessaire s'il est prévu que les activités de démantèlement commenceront rapidement après l'élaboration du Plan de Démantèlement et si, compte tenu de ce calendrier, l'alimentation du Fond de Démantèlement à partir des flux de trésorerie opérationnels de WAPCO (Niger) n'est pas réalisable.

35.7 Lorsque le démantèlement doit avoir lieu au Bénin et dans l'Etat, le Plan de Démantèlement sera harmonisé et coordonné avec le plan de démantèlement pour le Système de Transport Bénin et les Parties conviennent de coopérer avec la Société de Projet Bénin et les Autorités Publiques Béninoise afin de parvenir à cette harmonisation et à cette coordination.

35.8 Les Parties conviennent que les droits et obligations en vertu du présent Article 35 (*Démantèlement*) survivront à toute résiliation de la présente Convention, conjointement avec tous les autres droits et obligations prévus par la présente Convention qui sont :

- (a) raisonnablement accessoires ou autrement nécessaires afin de permettre aux Participants au Projet d'entreprendre toutes les Activités du Projet nécessaires en lien avec la mise en œuvre et l'exécution du démantèlement du Système de Transport Export ; ou
- (b) autrement nécessaires afin de permettre aux Participants au Projet d'entreprendre toutes les autres Activités du Projet nécessaires dans le cours normal des activités jusqu'à ce que le démantèlement soit terminé,

de la même manière que si la présente Convention n'avait pas fait l'objet d'une telle résiliation.



**ARTICLE 36**  
**RESPONSABILITE DE WAPCO (NIGER)**

- 36.1 Sans préjudice des droits de l'Etat de procéder au retrait de l'ATI conformément aux stipulations de l'Article 33.2 (*Retrait de l'ATI*) ou de demander l'exécution par WAPCO (Niger) de ses obligations au titre de la présente Convention, de tout autre Document de Projet, de tout Document de Financement ou du Droit Nigérien, WAPCO (Niger) sera responsable envers l'Etat et indemniserà l'Etat pour toute Perte subie par l'Etat qui résulte ou découle directement d'un manquement de WAPCO (Niger) à ses obligations au titre de la présente Convention, de tout autre Document de Projet, de tout Document de Financement ou du Droit Nigérien.
- 36.2 WAPCO (Niger) ne pourra être tenu responsable au titre de l'Article 36.1 (*Responsabilité de WAPCO (Niger)*) si, et dans la mesure où, cette Perte résulte ou découle d'un manquement de l'Etat ou d'une Autorité Publique de se conformer à toute obligation au titre de la présente Convention, de tout autre Document de Projet, de tout Document de Financement, Accord d'Etat ou du Droit Nigérien.

**ARTICLE 37**  
**RESPONSABILITE DE L'ETAT**

- 37.1 Sans préjudice des droits de WAPCO (Niger) de demander l'exécution par l'Etat ou toute Autorité Publique de ses obligations au titre de la présente Convention, de tout Document de Projet ou de tout Document de Financement auquel il est partie ou en vertu du Droit Nigérien (le cas échéant), l'Etat sera responsable auprès de WAPCO (Niger), et indemniserà WAPCO (Niger) pour et contre, toute Perte encourue ou subie par WAPCO (Niger) qui résulte ou découle directement d'un manquement de l'Etat à (ou un défaut d'une Autorité Publique de se conformer aux exigences de) toute obligation ou disposition au titre de la présente Convention, de tout autre Document de Projet, de tout Document de Financement ou du Droit Nigérien.
- 37.2 L'Etat ne pourra pas être tenu responsable au titre de l'Article 37.1 (*Responsabilité de l'Etat*) dans la mesure où, la Perte résulte ou découle d'un manquement de WAPCO (Niger) de se conformer à toute obligation au titre de la présente Convention, de tout Document de Projet, de tout Document de Financement ou du Droit Nigérien.
- 37.3 L'Etat indemniserà tout Participant Clé au Projet pour toute Perte (y compris dans le cadre de réclamations déposées contre les Participants au Projet par des tiers) subie dans le cadre d'une fuite ou d'un déversement de Pétrole Brut du Système de Transport Niger (y compris tous les coûts encourus en relation avec cet événement en vertu des dispositions de Droit Nigérien ou des Normes ESSS) ou tout autre événement qui cause ou pourrait causer un dommage environnemental substantiel ou un risque substantiel à la santé ou à la sécurité, si, en dépit de l'application par WAPCO (Niger), ses Contractants et Sous-Contractants des Normes ESSS, la Perte était :
- (a) le résultat d'un acte terroriste, de piraterie ou d'actes similaires, de conflits armés, d'hostilités, de guerres civiles ou d'insurrections, étant entendu que pour les seuls besoins de ce paragraphe (a) :
    - (i) l'Etat n'exercera (et l'Etat fera en sorte qu'aucune Autorité Publique n'exerce) à l'encontre de tout Participant Clé au Projet aucun recours ou

action en réparation de quelque nature que ce soit concernant tout préjudice ou pénalité résultant de l'un quelconque des événements visés au présent paragraphe (a), sans préjudice de l'obligation de WAPCO (Niger) de se conformer aux dispositions du Droit Nigérien et des Normes ESSS pour la remise en état des sites affectés ;

- (ii) dans le cas où WAPCO (Niger) a été en mesure de souscrire en des termes et conditions commercialement viables pour WAPCO (Niger) des assurances couvrant intégralement les risques associés aux événements visés au présent paragraphe (a), aucune indemnisation ne sera due par l'Etat et les coûts de WAPCO (Niger) liés auxdites assurances seront inclus intégralement dans le tarif de Transport ; et
  - (iii) dans tous les autres cas, l'indemnisation de l'Etat pour l'un quelconque des événements visés au présent paragraphe (a) ne sera due qu'en cas de faute lourde ou dol de l'Etat ou d'une Autorité Publique et sera limitée en tout état de cause à quarante pour cent (40%) de la Perte subie par le Participant Clé au Projet affecté (y compris tous les coûts encourus en relation avec cet événement en vertu des dispositions de Droit Nigérien ou des Normes ESSS), étant entendu que cette limitation ne s'appliquera pas à toute violation par l'Etat de ses engagements stipulés au paragraphe (a)(i) ci-dessus.
- (b) le résultat du respect d'une mesure obligatoire de l'Etat ou d'une Autorité Publique, sous réserve qu'une telle mesure ne soit pas conforme aux normes et pratiques généralement acceptées au sein de l'industrie internationale du pipeline pétrolier ; ou
  - (c) le résultat d'un acte ou d'une omission de l'Etat, d'une Autorité Publique ou d'un tiers agissant pour le compte de l'Etat ou d'une Autorité Publique (y compris la délivrance d'une autorisation inexacte à un tiers pour l'exécution de travaux à proximité de l'emplacement du Système de Transport Export).

#### **ARTICLE 38 FORCE MAJEURE**

- 38.1 Toute Partie responsable de l'inexécution ou d'un retard dans l'exécution d'une obligation ou d'une partie d'une obligation au titre de la présente Convention, autre qu'une obligation de payer de l'argent, sera exonérée de sa responsabilité pour cette inexécution ou ce retard dans la mesure où il résulte de la Force Majeure, telle que définie dans la présente Convention.
- 38.2 Aux fins de la présente Convention, "Force Majeure" désigne les événements ou les causes et tous les effets qui en découlent qui empêchent ou retardent l'exécution des obligations d'une Partie, ou de toutes parties de celles-ci, et qui sont hors de son contrôle (et, en ce qui concerne des événements ou des causes qui sont raisonnablement prévisibles qui ne résultent pas (et qui ne sont pas aggravés en raison) d'un défaut de

Handwritten signature in blue ink.

Handwritten signature in blue ink.

cette Partie d'exercer toute diligence raisonnable ou d'un manquement de cette Partie à la présente Convention ou à tout Accord d'Etat) étant que :

- (a) sans préjudice de l'application des conditions requise pour la Force Majeure prévues au début du présent Article 38 (*Force Majeure*), la Force Majeure en ce qui concerne les obligations de WAPCO (Niger) inclura les situations suivantes :
  - (i) catastrophes naturelles (tremblements de terre, glissements de terrains, cyclones, inondations, feux, foudre, raz de marée, éruptions volcaniques et autre évènements naturels ou occurrences similaires), guerres, grèves et autres conflits sociaux non limités à ses employés, rebellions, actes terroristes, pirateries ou actes similaires, insurrections, révolutions, embargos internationaux ou sanctions ;
  - (ii) l'application de traités ou conventions internationales, des législations ou de règlements, ainsi que les actions ou inactions de l'Etat ou d'une Autorité Publique ;
  - (iii) tous événements constitutifs de cas de 'Force Majeure' au sens du CPP Agadem affectant l'exécution des obligations des Partenaires Amont Agadem (à l'exclusion de l'Etat) au titre du CPP Agadem et qui empêchent ou retardent l'exécution des obligations de WAPCO (Niger), ou de toutes parties de celles-ci, au titre de la présente Convention ;
  - (iv) grèves et conflits sociaux non limités aux employés ou agents de WAPCO (Niger) ; et
  - (v) autres événements ou causes, qu'ils soient ou non énumérés au paragraphe (a) de cet Article 38.2 (*Force Majeure*), qui sont hors du contrôle de WAPCO (Niger) ; et
- (b) sans préjudice de l'application des conditions requises pour la Force Majeure prévues au début du présent Article 38 (*Force Majeure*), Force Majeure en ce qui concerne les obligations de l'Etat ou des Autorités Publiques sera limité aux situations suivantes :
  - (i) catastrophes naturelles (tremblements de terre, glissements de terrains, cyclones, inondations, feux, foudres, raz de marée, éruptions volcaniques et autre évènements naturels ou occurrences similaires) ;
  - (ii) épidémies ;
  - (iii) guerres, actes terroristes, rebellions, pirateries ou actes similaires, insurrections, révolutions ;
  - (iv) grèves et conflits sociaux non limités aux employés ou agents de l'Etat ou des Autorités Publiques ; et
  - (v) embargos internationaux ou sanctions contre des états souverains autres que l'Etat.

38.3 Si une Partie est empêchée d'exécuter ses obligations (autres qu'une obligation de payer de l'argent), ou toutes parties de celles-ci, au titre de la présente Convention par une Force Majeure, elle en notifiera sans délai par écrit l'autre Partie à qui l'exécution est due. Cette notification devra :

- (a) spécifier les obligations ou toutes parties de celles-ci que la Partie ne peut exécuter ;
- (b) décrire pleinement le cas de Force Majeure ;
- (c) estimer la période durant laquelle cette Force Majeure se poursuivra ; et
- (d) spécifier les mesures que la Partie propose d'adopter afin de remédier à ou atténuer cette Force Majeure.

Suite à cet avis, et tant que la Force Majeure se poursuit, toutes les obligations (autres qu'une obligation de payer de l'argent) ou toutes parties de celles-ci, qui ne peuvent être exécutées à cause de la Force Majeure, seront suspendues.

38.4 Une Partie dispensée de l'exécution de ses obligations ou de toutes parties de celles-ci (autres qu'une obligation de payer de l'argent) au titre de la présente Convention suite à la survenance d'un cas de Force Majeure devra :

- (a) prendre les actions qui lui sont raisonnablement disponibles afin d'atténuer toute Perte subie par l'autre Partie au cours de la période de Force Majeure et en raison de celle-ci ; et
- (b) dépenser les fonds nécessaires et raisonnables afin d'éliminer ou de remédier au cas de Force Majeure et reprendre l'exécution de ses obligations et de toutes parties de celles-ci dès que raisonnablement possible.

## ARTICLE 39 EXPROPRIATION

39.1 L'Etat confirme la nature privée des Activités du Projet et s'engage à ne pas Exproprier, en totalité ou en partie, un Actif Lié au Projet.

39.2 Sans préjudice de l'Article 39.1 (*Expropriation*), si l'Etat décide d'Exproprier, en totalité ou en partie, tout Actif Lié au Projet, l'Etat convient que cette Expropriation devra être :

- (a) uniquement pour cause d'utilité publique déterminée de bonne foi concernant la santé publique, la sécurité publique ou la défense nationale ;
- (b) menée conformément à une procédure juste et équitable ;
- (c) non-discriminatoire ; et
- (d) faite contre paiement d'une indemnité, qui sera déterminée en conformité avec l'Article 39.3 (*Expropriation*) ci-dessous.

39.3 Sans préjudice de l'Article 39.1 (*Expropriation*) (et, ce qui concerne les Participants au Projet autres que les Participants Clé au Projet, sans préjudice de leurs droits en vertu



du Droit Nigérien), en cas d'Expropriation totale ou partielle de tout Actif Lié au Projet, l'Etat convient de verser à tout Participant Clé au Projet affecté par cette Expropriation, un montant permettant de remettre ce Participant Clé au Projet dans la position dans laquelle il se serait trouvé si aucune Expropriation ne s'était produite, y compris (sans double comptage) :

- (a) la Juste Valeur de Marché des Actifs Liés au Projet (autre que ceux-visés au paragraphe (c) ci-dessous) du Participant au Projet qui ont été Expropriés, calculée à la date précédant immédiatement l'Expropriation mais excluant tout effet sur la valorisation résultant de l'Expropriation imminente ;
  - (b) toutes les sommes payables par ce Participant Clé au Projet à toutes Personnes (que ce soit au titre d'un accord ou autrement) qui n'auraient pas été exigibles si l'Expropriation n'avait pas eu lieu ; et
  - (c) en ce qui concerne un Actionnaire, la valeur de toute participation au capital ou autre participation investie ou détenue dans toute Société de Projet qui n'a pas été récupérée en raison de cette Expropriation, ainsi qu'un montant égal à la valeur actualisée nette du rendement prévu des capitaux propres qui aurait été réalisé si l'Expropriation n'avait pas eu lieu.
- 39.4 Sans préjudice de l'Article 39.1 (*Expropriation*), en cas d'Expropriation, totale ou partielle, d'un Actif Amont, l'Etat acceptera de verser à chaque Société de Projet un montant qui compense entièrement cette Société de Projet pour toute Perte encourue ou subie en raison de l'Expropriation de cet Actif Amont, avec l'intention de remettre cette Société de Projet dans la situation où elle aurait été si cette Expropriation n'avait pas eu lieu, y compris tous les montants payables par cette Société de Projet à une contrepartie ou à un tiers (que ce soit au titre d'un accord ou autrement) qui n'auraient pas été exigibles si l'Expropriation n'avait pas eu lieu.
- 39.5 Tout Différend relatif à la détermination de la Juste Valeur de Marché sera un Différend technique aux fins de la présente Convention et devra être soumis à la Procédure d'Expertise conformément à l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*).
- 39.6 Toute compensation exigible au titre du présent Article 39 (*Expropriation*) sera payée dans les meilleurs délais. La compensation sera, à la demande du Participant au Projet concerné, libellée et exigible en Devise Etrangère. Toute compensation payée inclura l'intérêt au Taux d'Intérêt Convenu à compter de la date de l'Expropriation jusqu'à la date de paiement.



**PARTIE VIII  
STIPULATIONS FINALES**

**ARTICLE 40  
ETHIQUE DES AFFAIRES**

- 40.1 Chaque Partie déclare et garantit que, ni elle-même ni aucun de ses employés, dirigeants, agents ou autres représentants, ni aucun individu agissant pour son compte ou en son nom : (a) à la Date de Signature, n'a fait, promis, offert ou autorisé ; et (b) à tout moment, ne fera, ne promettra, n'offrira ou n'autorisera, en ce qui concerne les enjeux qui font l'objet de la présente Convention, un paiement, un don, une promesse ou autre avantage (directement ou indirectement par l'intermédiaire de toute autre Personne) à ou pour le profit de, tout Agent de l'Etat ou à toute autre personne, au cas où cette situation enfreindrait les Lois Anti-Corruption.
- 40.2 Les Parties déclarent et garantissent ce qui suit, à la Date de Signature et à tout moment :
- (a) en ce qui concerne WAPCO (Niger), elle déclare et garantie que ni elle ni aucun de ses employés, dirigeants, agents ou autres représentants, ni aucun individu agissant pour son compte ou en son nom à titre officiel ; et
  - (b) en ce qui concerne l'Etat, il déclare et garantie que ni lui ni aucune Autorité Publique, ni aucun des leurs employés, dirigeants, agents ou autres représentants, ni aucun individu agissant pour leur compte ou en leur nom à titre officiel,
- n'a demandé, convenu de recevoir ou accepté, et ne demandera, ne conviendra de recevoir, ou n'acceptera, en ce qui concerne les enjeux qui font l'objet de la présente Convention, un paiement, un don, une promesse ou autre avantage (directement ou indirectement par l'intermédiaire de toute autre Personne), au cas où cette situation enfreindrait les Lois Anti-Corruption.
- 40.3 Si l'une des Parties craint que l'autre Partie ait enfreint les déclarations et garanties prévues aux Articles 40.1 et 40.2 (*Ethique des Affaires*), elle peut adresser à l'autre Partie une demande d'explication sur les détails de ce manquement possible. La Partie recevant cette demande devra y répondre sans délais et de manière raisonnablement détaillée (en s'appuyant sur une documentation appropriée et d'autres preuves), étant entendu que la Partie recevant la demande n'aura aucune obligation de divulguer à l'autre Partie une information qui pourrait être considérée comme légalement protégée par un privilège.
- 40.4 WAPCO (Niger) indemniserà l'Etat, et l'Etat indemniserà WAPCO (Niger), pour et contre toute Perte découlant de ou en lien avec un manquement aux déclarations et garanties prévues aux Articles 40.1 et 40.2 (*Ethique des Affaires*). Cette obligation d'indemnisation survivra à toute résiliation ou expiration de la présente Convention.
- 40.5 Aux fins du présent Article 40 (*Ethique des Affaires*) :
- (a) "Lois Anti-Corruption" désigne :
    - (i) le Droit Nigérien ; et



- (ii) les principes énoncés dans la Convention des Nations Unies contre la corruption, conclue à Merida le 31 octobre 2003, et entrée en vigueur le 14 décembre 2005.
- (b) "**Organisme Public**" désigne une Autorité Publique ; un parti politique ; une organisation publique (étant une organisation dont les membres sont (i) des pays ou territoires ; (ii) des gouvernements de pays ou territoires ; et/ou (iii) d'autres organisations publiques internationales y compris, sans que cela soit limitatif, la Banque Mondiale, les Nations Unies, l'Union Africaine, le Fonds Monétaire International et l'OCDE) ; ou toute Entité détenue, en totalité ou en partie, ou Contrôlée par une Personne listée ci-dessus.
- (c) "**Agent de l'Etat**" désigne un employé, dirigeant, agent, ou représentant d'un Organisme Public ou individu agissant autrement à titre officiel pour ou au nom d'un Organisme Public ; un individu occupant un poste législatif, administratif ou judiciaire de quelque nature que ce soit, qu'il soit élu ou désigné, au sein d'un Organisme Public ; un dirigeant ou une personne qui occupe un poste au sein d'un parti politique ; un candidat à un poste politique ; un individu qui occupe tout autre poste officiel, cérémoniel ou autre poste désigné ou hérité au sein d'un Organisme Public ; ou un individu qui exerce une fonction publique pour ou pour le compte d'un pays ou d'un territoire.

#### ARTICLE 41 CONDITIONS DE PAIEMENT

- 41.1 Sauf indication contraire expresse, toute sentence ou demande de paiement au titre de la présente Convention devra être payée par la Partie concernée au plus tard dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la sentence ou de la demande de paiement non-contestée.
- 41.2 Tout dédommagement financier à payer par une Partie au titre du ou en relation avec la présente Convention sera, si la Personne bénéficiaire l'exige, payé sur un compte situé à l'intérieur ou à l'extérieur du Territoire, et dans la Devise Etrangère choisie par la Personne bénéficiaire.
- 41.3 Si une Partie omet de payer toute somme due et exigible par elle au titre de la présente Convention ou en vertu d'un jugement ou d'une sentence rendue dans le cadre de la présente Convention, la Partie défaillante sera, en plus de ce montant, redevable à la Personne bénéficiaire du paiement des intérêts sur ce montant. Ces intérêts seront calculés (sauf indication contraire expresse) sur une période s'écoulant de la date d'exigibilité à la date du paiement effectif, au Taux d'Intérêt Convenu.
- 41.4 Sans préjudice du droit des Parties de convenir par écrit d'arrangements spécifiques (y compris d'une compensation) concernant un ou plusieurs paiements particuliers, tous les paiements dus par une Partie à l'autre Partie au titre de la présente Convention devront être effectués intégralement, sans compensation, restriction ou condition et sans aucune déduction ou autre retenue de quelque nature que ce soit.
- 41.5 Les intérêts courus en vertu de la présente Convention seront capitalisés annuellement et seront calculés sur la base du nombre réel de jours écoulés et d'une année de trois cent soixante (360) jours calendaires.

只

88

## ARTICLE 42 MODIFICATION

- 42.1 L'Etat ne pourra annuler, résilier, déclarer invalide ou inopposable, ou limiter dans ses effets d'une quelconque autre manière la présente Convention, tout autre Document de Projet ou Document de Financement, sans le consentement écrit préalable de l'Etat, WAPCO (Niger) et des autres Participants au Projet (le cas échéant) qui sont parties à de tels accords.
- 42.2 La présente Convention ne peut être amendée ou modifiée que par écrit et avec l'accord explicite de WAPCO (Niger) et de l'Etat, et sous réserve de l'approbation et de la validation d'un tel amendement par l'Autorité Publique compétente concernée, le cas échéant.

## ARTICLE 43 SUCCESEURS ET CESSIONNAIRES AUTORISES ; TRANSFERTS

- 43.1 L'Etat reconnaît et convient qu'il n'aura pas le droit de céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre de la présente Convention ou au titre de l'un des Documents de Projet ou Documents de Financement auquel il est partie. Pour éviter toute ambiguïté, il est entendu que les stipulations du présent Article ne sont pas applicables aux transactions portant sur tout ou partie de la participation de l'Etat au capital social de WAPCO (Niger).
- 43.2 Sans préjudice des Articles 43.5, 43.6, 43.7 et 43.9 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés ; Transferts*) :
- (a) WAPCO (Niger) ne peut transférer ses droits et obligations au titre de la présente Convention qu'à une Personne à laquelle l'ATI est transférée ou octroyée conformément au Droit Nigérien et à la présente Convention ; et
  - (b) chaque autre Participant Clé au Projet ne peut transférer ses droits au titre de la présente Convention à une Personne qu'avec le consentement écrit préalable de l'Etat (qui ne devra pas être refusé ou retardé de façon déraisonnable).
- 43.3 Le transfert de l'ATI par WAPCO (Niger) à toute Entité entraîne de plein droit le transfert à cette Entité de l'ensemble des droits et obligations résultant de la présente Convention, y compris les Droits Fonciers et autres Autorisations du Projet octroyées à WAPCO (Niger) en vertu de l'ATI. L'acte de transfert conclu entre WAPCO (Niger) et l'Entité concernée devra comporter une stipulation expresse au terme de laquelle ladite Entité succède à WAPCO (Niger) dans tous ses droits et obligations en tant que Partie à la présente Convention et s'engage à en respecter les termes et conditions *mutatis mutandis*.
- 43.4 WAPCO (Niger) cessera d'assumer toute responsabilité à l'égard de ses obligations transférées à compter de la date d'entrée en vigueur du transfert à l'Entité indiquée à l'Article 43.3 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés ; Transferts*) ci-dessus.
- 43.5 WAPCO (Niger) pourra transférer l'ATI à toute Entité dans les conditions et suivant les modalités prévues par la Législation Pétrolière. Afin d'éviter toute ambiguïté, un tel transfert :

Handwritten signature in blue ink.

Handwritten signature in blue ink.

- (a) devra être approuvé par arrêté du Ministre (une telle approbation ne pouvant être refusée que pour des motifs tenant aux capacités techniques et financières du bénéficiaire proposé pour ledit transfert ou pour des motifs raisonnables de souveraineté) ; et
  - (b) n'entrera en vigueur qu'à compter de la notification à WAPCO (Niger) de l'arrêté du Ministre approuvant la transaction.
- 43.6 Nonobstant les stipulations de l'Article 43.5 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés ; Transferts*), WAPCO (Niger) aura le droit de transférer l'ATI à un de ses Affiliés dans les conditions suivantes :
- (a) WAPCO (Niger) devra fournir à l'Etat toute information exigée d'un demandeur d'ATI en vertu du Droit Nigérien par rapport à l'Affilié en question ; et
  - (b) si WAPCO (Niger) a accompli la formalité prévue au paragraphe (a) ci-dessus, le consentement de l'Etat sera accordé de plein droit sans autre condition pour ce transfert ; et l'Etat devra notifié son consentement à WAPCO (Niger), uniquement à des fins de preuve de son consentement au moyen de l'arrêté du Ministre visé au paragraphe (a) de l'Article 43.5 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés ; Transferts*) au plus tard à l'expiration d'un délai de trente (30) Jours Ouvrés à compter de la réception par l'Etat des informations visées au paragraphe (a) ci-dessus. L'absence de cette notification dans le délai indiqué ne remettra pas en cause, en tout ou partie, le consentement du Ministre au transfert et, s'ils le souhaitent, WAPCO (Niger) et son Affilié cessionnaire pourront librement finaliser le transfert de l'ATI entre eux.
- 43.7 Chacun de WAPCO (Niger) et des autres Participants au Projet aura le droit :
- (a) de consentir des sûretés (sans dépossession en ce qui concerne celles portant sur tout actif nécessaire à la conduite des Activités du Projet) en faveur de toute Partie Financière (ou de tout agent ou de tout fiduciaire (*trustee*) des Parties Financières), sur tout ou partie de leurs droits au titre de la présente Convention, de l'ATI, des Accords d'Etat et des Autorisations du Projet (le cas échéant), et cette Partie Financière (ou tout agent ou fiduciaire (*trustee*) de cette Partie Financière) aura le droit de réaliser cette sûreté ou cession (y compris par le biais d'un transfert de ces droits à un tiers) ; et
  - (b) de convenir avec toute Partie Financière (ou tout agent ou tout fiduciaire (*trustee*) des Parties Financières) que, en cas de défaut au titre des Documents de Financement, ses droits et obligations au titre de la présente Convention, de l'ATI et des Accords d'Etat (le cas échéant) peuvent être transférés par voie de novation à cette Partie Financière (ou tout agent ou fiduciaire (*trustee*) des Parties Financières) ou à un tiers, selon les termes et conditions établis dans les accords directs devant être conclus entre l'Etat (et l'Autorité Publique compétente, le cas échéant), les Parties Financières et WAPCO (Niger) (ou tout Participant au Projet, le cas échéant) (y, compris, en ce qui concerne les vérifications d'identité de type "*Know Your Customer*" et de compétence technique et financière du bénéficiaire du transfert).
- 43.8 Tout changement direct ou indirect dans la structure de propriété ou d'actionnariat de



WAPCO (Niger) en faveur d'une Entité autre qu'un Affilié de WAPCO (Niger), ou dans les règles de prise de décision au sein de celle-ci, qui se traduit par un changement de contrôle de WAPCO (Niger) en vertu du Droit Nigérien :

- (a) devra être approuvé par arrêté du Ministre (une telle approbation ne pouvant être refusée que pour des motifs tenant aux incidences de ce changement de contrôle en vertu du Droit Nigérien sur les capacités techniques et financières de WAPCO (Niger) ou pour des motifs raisonnables de souveraineté) ; et
  - (b) n'entrera en vigueur qu'à compter de la notification à WAPCO (Niger) de l'arrêté du Ministre approuvant la transaction.
- 43.9 Tout changement direct ou indirect dans la structure de propriété ou d'actionnariat de WAPCO (Niger), ou dans les règles de prise de décision au sein de celle-ci, en faveur d'un Affilié de WAPCO (Niger), y compris lorsque cela se traduit par un changement de contrôle de WAPCO (Niger) en vertu du Droit Nigérien, ne sera pas considérée comme un changement de contrôle en vertu du Droit Nigérien pour les besoins de la présente Convention et n'affectera pas les droits de WAPCO (Niger) en vertu de la présente Convention, de l'ATI ou de toute Autorisation du Projet.
- 43.10 Afin d'éviter toute ambiguïté, tout changement direct ou indirect dans la structure de propriété ou d'actionnariat de WAPCO (Niger), ou dans les règles de prise de décision au sein de celle-ci, en faveur d'une Personne qui n'est pas un Affilié de WAPCO (Niger) et qui n'équivaut pas à un changement de contrôle de WAPCO (Niger) en vertu du Droit Nigérien n'affectera pas les droits de WAPCO (Niger) en vertu de la présente Convention, de l'ATI ou de toute autre Autorisation du Projet.

#### **ARTICLE 44 PREUVE DES DROITS**

- 44.1 La présente Convention prouve, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir d'autres consentements, approbations, documents, accords ou instruments, le droit de WAPCO (Niger) et des autres Participants au Projet de prendre toutes les mesures qui sont expressément autorisées au titre des présentes à leur profit.
- 44.2 Au besoin et pour permettre à WAPCO (Niger) ou à tout Participant Clé au Projet de prouver tous autres droits qui lui sont conférés au titre de la présente Convention, l'Etat convient, sur demande raisonnable de WAPCO (Niger) de leur fournir la preuve de l'octroi desdits droits par le biais d'un document rédigé à cet effet par les Autorités Publiques compétentes, sans préjudice de tous arrangements prévus dans le Régime Fiscal Convenu.

#### **ARTICLE 45 RENONCIATION A L'IMMUNITÉ**

- 45.1 L'Etat reconnaît et convient expressément, irrévocablement et inconditionnellement que la signature, la remise et l'exécution par l'Etat de la présente Convention constitue un acte commercial. Par conséquent, l'Etat renonce expressément, irrévocablement et inconditionnellement, et s'engage à ne pas faire valoir, tout droit à son immunité (actuelle ou future, existant dans n'importe quelle juridiction) en son nom ou en celui de ses actifs, de ses revenus ou de ses biens (autres que les Actifs Protégés) dans le



cadre de toute procédure découlant de ou en rapport avec la présente Convention (y compris tout arbitrage au titre de l'Article 46 (*Du Règlement des Différends*)). L'Etat consent expressément et généralement à ce que soit rendu, appliqué ou exécuté (par des mesures conservatoires ou d'exécution forcée de toute nature, dont saisie, ou autrement) une ordonnance, un jugement ou une sentence arbitrale à son encontre ou à l'encontre de ses actifs, de ses revenus ou de ses biens (autres que les Actifs Protégés) dans toute juridiction et à l'octroi d'une réparation ou à l'ouverture de toute procédure en rapport avec celui-ci, que ce soit avant ou après un jugement définitif ou une sentence arbitrale.

45.2 Dans le présent Article, "Actifs Protégés" désigne :

- (a) tout bien sous le contrôle d'une Autorité Publique responsable de la sécurité publique et de la défense du Niger ;
- (b) les comptes ouverts au nom du "Trésor public" et les recettes détenues par le "Trésorier Payeur Général" ou la "Paierie Générale du Trésor" ;
- (c) tout bien mobilier (y compris les aéronefs exclusivement affectés aux déplacements du Chef de l'Etat de la République du Niger) ou bien immobilier, dans les deux cas affecté à un service public administratif ou à une mission diplomatique, ainsi que tout bien immobilier situé à l'étranger affecté au logement des agents exerçant une mission diplomatique ou du Chef de l'Etat de la République de Niger ;
- (d) l'immeuble appartenant à l'Etat et situé sis 5 East 80th Street, New York, NY, 10075, Etats-Unis d'Amérique ; et
- (e) tout bien utilisé dans le cadre de la prestation de services de santé publique ou d'éducation nationale.

#### ARTICLE 46 DU REGLEMENT DES DIFFERENDS

46.1 Forum Unique

- (a) Tout différend, controverse ou réclamation entre les Parties découlant de la présente Convention ou s'y rapportant (y compris toute question concernant l'existence, la validité ou la résiliation de la présente Convention), de l'ATI (y compris toute question concernant le retrait de, ou la renonciation à, l'ATI) ou des investissements s'y rapportant (un "Différend") devra être réglé conformément aux procédures de règlement des différends dans le présent Article 46 (*Du Règlement des Différends*)).
- (b) Sans préjudice des stipulations de l'Article 50.2, pour les besoins du présent Article 46 (*Du Règlement des Différends*), toute référence aux "Parties" s'entend comme une référence aux parties à un Différend.

46.2 Règlement amiable

- (a) En cas de Différend, avant d'entamer la procédure d'expertise conformément à l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*) ou la procédure d'arbitrage



conformément à l'Article 46.5 (*Arbitrage*), une Partie devra signifier aux autres Parties un avis écrit énonçant les détails du Différend (un "Avis de Différend").

- (b) A la suite de la signification d'un Avis de Différend, les Parties s'efforceront de bonne foi de régler le Différend amiablement.
- (c) A défaut de parvenir à un règlement amiable dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de l'Avis de Différend, les Parties peuvent convenir de soumettre le Différend à la Procédure de Conciliation conformément à l'Article 46.3 (*Conciliation*) avant de commencer la procédure d'expertise (telle que définie ci-dessous) conformément à l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*) ou une procédure d'arbitrage conformément à l'Article 46.5 (*Arbitrage*).

#### 46.3 Conciliation

- (a) A défaut de parvenir à un règlement amiable dans un délai de trente (30) jours calendaires d'un Avis de Différend, toute Partie peut demander une procédure de conciliation (la "**Procédure de Conciliation**") conformément au présent Article 46.3 (*Conciliation*).
- (b) La Procédure de Conciliation sera menée d'un commun accord entre les Parties conformément au présent Article 46.3 (*Conciliation*), soit par un conciliateur unique, soit par trois (3) conciliateurs, dans chaque cas désigné par le tribunal de la Chambre de Commerce Internationale (la "CCI").
- (c) La Partie qui initie la Procédure de Conciliation en notifiera les autres Parties et fournira à ces Parties au moment de cette notification, un mémoire contenant notamment :
  - (i) l'objet du Différend ;
  - (ii) son choix pour la Procédure de Conciliation, qu'elle soit menée par un conciliateur unique ou par trois (3) conciliateurs ;
  - (iii) une description du Différend ;
  - (iv) un exposé de sa position sur le Différend ; et
  - (v) les documents pertinents qui appuient sa position.
- (d) Chaque autre Partie dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception d'une notification visée au paragraphe (c) ci-dessus afin de notifier à la Partie qui initie la Procédure de Conciliation que soit :
  - (i) elle accepte de poursuivre la Procédure de Conciliation, auquel cas elle délivre un mémoire précisant :
    - (A) son choix sur la Procédure de Conciliation : lorsque les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur la question de savoir si la Procédure de Conciliation doit être menée par un conciliateur



unique ou par trois (3) conciliateurs, la Procédure de Conciliation doit être menée par trois (3) conciliateurs ;

- (B) un exposé de sa position sur le Différend ; et
  - (C) les documents pertinents qui appuient sa position ; ou
  - (ii) elle ne souhaite pas poursuivre la Procédure de Conciliation, auquel cas les Parties renverront le Différend à la procédure d'expertise conformément à l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*) ou à la procédure d'arbitrage conformément à l'Article 46.5 (*Arbitrage*), le cas échéant.
- (e) Le(s) conciliateur(s) :
- (i) ne sera(ont) lié(s) par aucune règle de procédure ;
  - (ii) sera(ont) habilité(s) à procéder à toutes les investigations sur pièces ou *in situ* et à recueillir les preuves utiles ;
  - (iii) identifiera(ont) les points contestés entre les Parties et s'efforcera(ont) de trouver une solution mutuellement acceptable ; et
  - (iv) peut(vent), à tout moment, recommander aux Parties les termes d'un règlement.
- (f) Les Parties s'engagent à coopérer de bonne foi avec le(s) conciliateur(s) afin de leur permettre d'exercer leurs fonctions.
- (g) À tout moment au cours de la Procédure de Conciliation, toute Partie peut notifier aux autres Parties son intention de mettre fin à la Procédure de Conciliation, auquel cas la Procédure de Conciliation cessera dès la réception de telle notification par les autres Parties. Sauf accord contraire des Parties, la Procédure de Conciliation s'achèvera dans un délai de cent quatre-vingt-(180) jours calendaires à compter de la notification de l'intention de commencer la Procédure de Conciliation en vertu du paragraphe (c) ci-dessus. Les Parties conviennent que la notification de la Procédure de Conciliation suspendra toute période de prescription applicable au Différend pour la durée de la Procédure de Conciliation.
- (h) La Procédure de Conciliation pourrait aboutir à l'un des résultats suivants :
- (i) si les Parties se mettent d'accord, le(s) conciliateur(s) rédigera(ont) un procès-verbal contenant l'inventaire des points d'opposition et prenant acte de l'accord des Parties ;
  - (ii) si, à une phase quelconque de la procédure, le(s) conciliateur(s) estime(nt) qu'il n'y a aucune possibilité d'accord entre les Parties, il(s) clôturera(ont) la procédure et dressera(ont) un procès-verbal déclarant que le Différend a été soumis à conciliation et que les Parties n'ont pas réussi à s'entendre ;

品華

87

- (iii) si l'une des Parties fait défaut ou s'abstient de participer à la Procédure de Conciliation, le(s) conciliateur(s) clôturera(ont) la Procédure de Conciliation et rédigera(ont) un procès-verbal déclarant que l'une des Parties n'a pas comparu ou participé à la Procédure de Conciliation ;
  - (iv) si l'une des Parties met fin à la Procédure de Conciliation conformément au paragraphe (g) ci-dessus ou si, dans un délai de cent quatre-vingt-(180) jours calendaires à compter de la notification d'une Procédure de Conciliation, aucune solution à l'amiable n'est trouvée dans le cadre de la Procédure de Conciliation, ou la Procédure de Conciliation n'a pas progressée, la Procédure de Conciliation sera renvoyée à la Procédure d'Expertise (telle que définie ci-dessous) conformément aux stipulations de l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*) ou à la Procédure d'Arbitrage (telle que définie ci-dessous) conformément aux stipulations de l'Article 46.5 (*Arbitrage*) ; et
  - (v) en cas de conciliation avec trois (3) conciliateurs, si l'avis des conciliateurs n'est pas unanime, le procès-verbal indiquera la position de chacun des conciliateurs.
- (i) Sauf accord contraire par écrit des Parties, aucune d'elles ne pourra, au cours de la procédure se déroulant devant tout arbitre, un tribunal ou de toute autre manière, présenter ou s'appuyer sur les opinions exprimées, les déclarations ou les propositions de règlement faites par les autres Parties au cours de la Procédure de Conciliation, ou sur les procès-verbaux ou les recommandations qui en découlent. Sauf accord contraire par écrit des Parties, le(s) conciliateur(s) nommé(s) par les Parties ne peut(vent) être nommé(s) en qualité d'arbitre ou d'expert ou cité(s) comme témoin(s) dans le cadre d'une expertise ou d'un arbitrage au titre de l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*) ou 46.5 (*Arbitrage*) relatif au Différend qui a fait l'objet de la Procédure de Conciliation antérieure ou à tout autre Différend pendant toute la durée de la Convention.
  - (j) Les Parties conviennent que les frais engagés pour la Procédure de Conciliation seront répartis comme suit :
    - (i) les frais et tous les coûts du(es) conciliateur(s) seront répartis à parts égales entre les Parties ; et
    - (ii) chaque Partie devra supporter ses propres coûts en rapport avec la Procédure de Conciliation.

#### 46.4 Procédure d'Expertise

- (a) Tout "Différend technique" pour lequel la procédure de règlement à l'amiable visée à l'Article 46.2 (*Règlement amiable*) n'a pu aboutir dans le délai prévu est soumis à une procédure d'expertise menée à bien en conformité avec les Règlements de la CCI relatifs aux Experts (la "**Procédure d'Expertise**"). L'expert nommé conformément à ces règlements devra rendre son rapport en indiquant les motifs de sa décision, dans un délai d'un (1) mois à compter de sa nomination, sauf prorogation acceptée par les Parties. Les Parties conviennent

que la soumission du Différend à la Procédure d'Expertise interrompra toute période de prescription applicable audit Différend.

- (b) Les "Différends techniques" seront les différends suivants :
- (i) les Différends pour lesquels le renvoi à la Procédure d'Expertise est expressément prévu à la présente Convention ; ou
  - (ii) les Différends portant sur des questions, techniques ou non, que les Parties décideraient d'un commun accord par écrit de soumettre à la présente Procédure d'Expertise pour règlement.
- (c) L'expert retenu devra, dans toute la mesure du possible, avoir une expérience reconnue dans le domaine de l'exploitation de pipelines de pétrole brut (export) et être capable de conduire la Procédure d'Expertise en langue française.
- (d) Sous réserve des stipulations de l'Article 46.5 (*Arbitrage*), les constatations et avis des experts auront un effet obligatoire et définitif pour les Parties, étant entendu qu'en cas de désaccord avec les constatations et avis des experts, une Partie peut soumettre dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date à laquelle l'expert a rendu ses constatations et ses avis, tout Différend (non réglé de manière satisfaisante par le biais de la Procédure d'Expertise) à la procédure prévue à l'Article 46.5 (*Arbitrage*), pour qu'il soit définitivement tranché en arbitrage. Ce recours à la procédure prévue à l'Article 46.5 (*Arbitrage*) ne suspend pas l'obligation des Parties de se conformer aux opinions et conclusions de l'expert, sauf sursis à exécution prononcée par le tribunal arbitral.
- (e) Si le Différend n'a pas été réglé au moyen de la Procédure d'Expertise dans un délai d'un (1) mois suivant la nomination de l'expert (ou autre délai convenu par les Parties), ce Différend, après notification par le Centre International d'Expertise de la CCI de l'achèvement de la Procédure d'Expertise, sera réglé définitivement par voie d'arbitrage conformément aux stipulations de l'Article 46.5 (*Arbitrage*).
- (f) Les honoraires des experts, et tous les frais et dépenses encourus en rapport avec la nomination de l'expert (y compris tous les frais facturés par le Centre International d'Expertise de la CCI) au titre de la Procédure d'Expertise seront supportés par les Parties à parts égales jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue.
- (g) Tout paiement qui doit être fait par une Partie à une autre suite à la décision de la Procédure d'Expertise sera effectué de la manière énoncée à l'Article 41 (*Conditions de Paiement*).
- (h) Chaque Partie supportera ses propres frais et dépenses en rapport avec la Procédure d'Expertise.
- (i) Les Parties conviennent que suite à la décision finale rendue dans le cadre de la Procédure d'Expertise, la Partie perdante devra rembourser à la partie gagnante tous les coûts encourus en rapport avec le paragraphe (f) ci-dessus.

品

- (j) Les stipulations du présent Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*) relatives au règlement des Différends techniques n'entravent pas le droit des Parties de soumettre, indépendamment de tout Différend, toute question technique à la Procédure d'Expertise.

#### 46.5 Arbitrage

- (a) Sous réserve des Articles 46.2 (*Règlement amiable*), 46.3 (*Conciliation*) et 46.4 (*Procédure d'Expertise*), tout Différend sera renvoyé à et réglé définitivement par procédure d'arbitrage (la "**Procédure d'Arbitrage**") conformément au Règlement d'Arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (le "**Règlement CIRDI**") en vertu de la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'Autres Etats signée à Washington, le 18 mars 1965 (la "**Convention CIRDI**"), sous réserve de toutes modifications contenues dans les présentes.
- (b) Toute Partie peut initier la Procédure d'Arbitrage conformément au présent Article 46.5 (*Arbitrage*), sans avoir recours en premier lieu à la Procédure d'Expertise prévue à l'Article 46.4 (*Procédure d'Expertise*) ou à la Procédure de Conciliation au titre de l'Article 46.3 (*Conciliation*), ou à toute autre étape de cette Procédure d'Expertise ou Procédure de Conciliation, si elle a déjà été initiée.
- (c) Tout Différend sera tranché définitivement par un tribunal arbitral composé de trois (3) arbitres, mis en place conformément à la Convention du CIRDI et au Règlement CIRDI. Les arbitres seront nommés par le Secrétaire Général ou le Président du Conseil d'Administration du CIRDI conformément à l'article 4 du Règlement CIRDI. Toute Partie peut adresser une demande de nomination des arbitres au Secrétaire Général du CIRDI conformément au Règlement CIRDI.
- (d) Les audiences du tribunal arbitral se dérouleront en France et la Procédure d'Arbitrage sera conduite en langue française.
- (e) Les arbitres devront avoir une bonne maîtrise de la langue française et être familier avec le droit français.
- (f) Le tribunal arbitral décidera de la répartition des frais d'arbitrage entre les Parties.
- (g) Les Parties s'engagent à se conformer dans les meilleurs délais à toute mesure provisoire ordonnée par le tribunal arbitral pour préserver les droits des Parties.
- (h) Pour les besoins du présent Article 46.5 (*Arbitrage*), les Parties conviennent expressément que (i) le Projet PENB et les opérations visées par la présente Convention constituent un investissement au titre de l'article 25 de la Convention CIRDI, (ii) WAPCO (Niger) a le droit d'entamer une Procédure d'Arbitrage régie par la Convention CIRDI contre l'Etat et (iii) bien que WAPCO (Niger) soit ressortissante de la République du Niger, elle est contrôlée par un ressortissant du Royaume des Pays-Bas et de la République Populaire de Chine, qui sont des Etats Contractants (au sens de la Convention CIRDI), et sera

traitée comme ressortissant de ces Etats pour les besoins de la Convention CIRDI.

- (i) Les Parties conviennent que si le Secrétaire Général de CIRDI ou le tribunal arbitral décide que le Différend ne rentre pas dans le champ d'application de l'article 25 de la Convention CIRDI, ce Différend sera soumis et sera tranché définitivement conformément aux règles d'arbitrages de la CCI (les "Règles CCI"), sous réserve de toutes modifications contenues dans les présentes, sans pour autant que la demande d'arbitrage ne soit soumise au mécanisme supplémentaire du CIRDI. S'il est réglé conformément aux règles de la CCI, le Différend sera tranché par trois (3) arbitres, qui seront tous nommés directement par la Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI. Le siège de l'arbitrage sera à Paris (France) et la Procédure d'Arbitrage sera conduite en langue française. Les arbitres devront avoir une bonne maîtrise de la langue française et être familier avec le droit français.
- (j) Toute sentence rendue par un tribunal arbitral sera définitive et exécutoire pour toutes les Parties au Différend à compter de la date à laquelle elle est rendue. L'homologation de la sentence aux fins d'exequatur peut être demandée à tout tribunal compétent.
- (k) Le tribunal arbitral a le pouvoir d'ordonner toute mesure provisoire ou conservatoire qu'il juge appropriée. Nonobstant ce qui précède, rien dans le présent Article 46 (*Du Règlement des Différends*) ne devra s'entendre comme limitant le droit de toute Partie de chercher à obtenir une mesure conservatoire ou autre mesures provisoire similaires au sein de tout tribunal de juridiction compétente.
- (l) Sous réserve de l'application de la Convention CIRDI, les Parties se soumettent irrévocablement à la juridiction non-exclusive des tribunaux français pour toute action ou procédure intentée par l'une ou l'autre des Parties : (a) à l'appui des procédures engagées conformément au présent Article 46 (*Du Règlement des Différends*) ou (b) afin d'exécuter toute sentence ou décision de tout arbitre au titre du présent Article 46 (*Du Règlement des Différends*).

#### 46.6 Consolidation des Différends

- (a) S'il survient un Différend découlant de, ou relatif à, la présente Convention ("**Différend Existant**") et qu'ultérieurement survient un ou plusieurs différends en rapport avec la présente Convention qui soulèvent des questions de fait et/ou de droit essentiellement identiques ou similaires aux questions soulevées par le Différend Existant ("**Différend Lié**"), une Partie peut, par notification écrite (qui sera réputée reçue deux (2) jours calendaires après envoi), demander à l'autre Partie que le tribunal arbitral nommé ou à nommer pour le Différend Existant soit nommé pour trancher ensemble le Différend Lié et le Différend Existant (le "**Différend Consolidé**") conformément au présent Article 46.6 (*Consolidation des Différends*), étant entendu que tout arbitrage qui a déjà commencé concernant le Différend Existant ou le Différend Lié sera conduit par la même institution arbitrale.



- (b) Lorsqu'il s'agit de décider s'il y a lieu de consolider les procédures d'arbitrage suite à une demande présentée au titre du paragraphe (a) ci-dessus, la CIRDI ou la CCI, le cas échéant : (i) consultera le tribunal arbitral si celui-ci a été nommé et (ii) tiendra compte des avantages et des inconvénients de la consolidation y compris :
- (i) la probabilité et les conséquences de décisions incohérentes si la consolidation n'est pas ordonnée ;
  - (ii) l'état d'avancement de toute procédure d'arbitrage entamée relative au Différend Existant et au Différend Lié ;
  - (iii) les conséquences probables de la consolidation en termes de coûts et de délais ; et
  - (iv) selon que les parties au Différend Consolidé ont eu ou auraient eu une possibilité effective de participer à la constitution du tribunal arbitral et/ou selon qu'elles acceptent sa constitution et, dans la négative, les conséquences de cette absence de participation ou d'accord.
- (c) Tout autre tribunal arbitral nommé en relation avec le Différend Lié sera dissous en cas de consolidation et sera *functus officio*.
- (d) Les parties au Différend Consolidé renoncent irrévocablement à tout droit de s'opposer à la nomination d'un arbitre nommé avant cette jonction ou à l'exécution d'une sentence en raison de la manière dont un arbitre a été nommé.

#### 46.7 Jonction de Nouvelles Parties

- (a) Chacune des Parties convient qu'elle peut être jointe en tant que partie additionnelle à tout Différend et convient à la jonction de tout Participant au Projet à tout Différend.
- (b) A la demande de WAPCO (Niger), le tribunal arbitral peut joindre un Participant au Projet à un Différend, quand il considère que cela est approprié et suite à l'audition des Parties au Différend, à la condition que ce Participant au Projet consente à cette jonction.
- (c) Dans l'éventualité où une Partie est jointe à un Différend, elle renonce irrévocablement à tout droit de s'opposer à la nomination d'un arbitre nommé avant cette jonction ou à l'exécution d'une sentence en raison de la manière dont un arbitre a été nommé.

#### 46.8 Considérations Générales

- (a) Sous réserve de l'application de la Convention CIRDI, le présent Article 46 (*Du Règlement des Différends*) est régi par le droit français.
- (b) Les stipulations du présent Article 46 (*Du Règlement des Différends*) sont valides et exécutoires nonobstant l'illégalité, la nullité ou l'inopposabilité de toute autre stipulation de la présente Convention.

呂華

sf

**ARTICLE 47**  
**DROIT APPLICABLE A LA PRESENTE CONVENTION**

La présente Convention (y compris les conditions de sa formation et toute question relative à son existence, sa validité ou sa résiliation) sera régie et interprétée conformément au droit français.

**ARTICLE 48**  
**NOTIFICATION**

48.1 Une notification, une approbation, un consentement ou une autre communication donnée au titre de la présente Convention :

- (a) devra être faite par écrit, en langues française ; et
- (b) devra être remise en main propre ou par un service de messagerie reconnu internationalement ou nationalement, à la Partie à laquelle elle est adressée à l'adresse de cette Partie indiquée ci-dessous et marqué à l'attention de la personne ainsi indiquée. Elle pourra être remise suivant les mêmes modalités à toute autre adresse et/ou marqué à l'attention de toute autre personne que la Partie concernée peut à tout moment spécifier par notification donnée conformément au présent Article 48 (*Notification*). Afin d'éviter toute ambiguïté, une notification envoyée par courrier électronique ne sera pas considérée comme valide.

48.2 Les informations pour contacter chaque Partie sont les suivants à la Date de Signature :

**LA REPUBLIQUE DU NIGER**

**Adresse :** B.P.: 11700  
Niamey  
République du Niger

**Attention :** Ministre du Pétrole

**WEST AFRICAN OIL PIPELINE (NIGER) COMPANY S.A.**

**Adresse :** Niamey, Gamkallé, Corniche Gamkallé (NB2)  
12520, 89 88 81 66  
République du Niger

**Attention :** L'Administrateur Général



- 48.3 En l'absence de preuve d'une réception antérieure, toute communication prendra effet à compter du moment où elle est réputée avoir été reçue en accord avec l'Article 48.4 (*Notification*).
- 48.4 Sous réserve de l'Article 48.5 (*Notification*), une notification est réputée avoir été reçue :
- (a) dans le cas d'une notification remise en mains propres à l'adresse du destinataire, lors de sa remise à cette adresse ; et
  - (b) dans le cas d'un service de messagerie internationalement ou nationalement reconnu, lorsque ce service de messagerie a remis cette communication ou ce document à l'adresse pertinente et a recueilli une signature confirmant sa réception.
- 48.5 Une communication reçue ou réputée reçue conformément à l'Article 48.4 (*Notification*) un jour qui n'est pas un Jour Ouvré ou après 17h00 un Jour Ouvré, selon l'heure locale du lieu de réception, sera réputée avoir été reçue le Jour Ouvré suivant.
- 48.6 Chaque Partie s'engage à notifier l'autre Partie conformément aux stipulations de l'Article 48 (*Notification*) si l'adresse indiquée aux présentes n'est plus une adresse appropriée pour la signification d'une notification.

#### ARTICLE 49 CONFIDENTIALITE

- 49.1 Dans le présent Article 49 (*Confidentialité*), "**Information Confidentielle**" désigne toute donnée et information de nature financière, technique ou commerciale qui remplit les conditions cumulatives suivantes :
- (a) elle n'est pas directement accessible ou connue du grand public ou des tiers ;
  - (b) elle concerne l'un des Participants au Projet, l'Etat, les Autorités Publiques ou le Projet PENB ; et
  - (c) elle est divulguée (soit par écrit, oralement ou par un autre moyen et que ce soit directement ou indirectement) par une Partie (la "**Partie Divulgateur**") à l'autre Partie (la "**Partie Réceptrice**") que ce soit avant ou après la Date de Signature.
- 49.2 Pendant la durée de la présente Convention, les Parties conviennent que la Partie Réceptrice :
- (a) devra garder confidentielles les Informations Confidentielles ;
  - (b) ne divulguera aucune Information Confidentielle à toute autre personne sans l'accord préalable écrit de la Partie Divulgateur ou conformément aux Articles 49.3 ou 49.4 (*Confidentialité*) ; et
  - (c) n'utilisera aucune Information Confidentielle à des fins autres que l'exécution des stipulations de la présente Convention, des autres Documents de Projet ou des Documents de Financement et, dans le cas de l'Etat, aux fins de l'élaboration de politiques publiques.



49.3 Pendant la durée de la présente Convention, l'Etat pourra divulguer une Information Confidentielle :

- (a) conformément à toute obligation spécifique de divulgation en vertu du Droit Nigérien, de la présente Convention, des autres Documents de Projet ou Documents de Financement ;
- (b) à toute Autorité Publique dans la mesure où la divulgation est nécessaire afin que cette Autorité Publique s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation en vertu du Droit Nigérien, de la présente Convention, des Documents de Projet ou des Documents de Financement (le cas échéant) ou aux fins de l'élaboration de politiques publiques ;
- (c) à toute Personne à qui la loi l'oblige à communiquer ces informations ;
- (d) aux employés ou aux fonctionnaires de l'Etat ou des Autorités Publiques dans l'exercice ordinaire de leurs fonctions ;
- (e) à tout conseiller professionnel, y compris à tout conseiller légal, banquier ou financier de l'Etat ou de l'Autorité Publique en ce qui concerne des conseils liés au Projet PENB; à condition qu'une telle personne lorsqu'elle n'est pas légalement tenue à une obligation de confidentialité ait exécuté un engagement de confidentialité en faveur de l'Etat en des termes usuels ;
- (f) à un tribunal, un arbitre ou un tribunal administratif au cours d'une procédure à laquelle l'Etat est partie dans un cas où cette divulgation est nécessaire pour ces procédures ; et
- (g) au Bénin,

à la condition que dans chaque cas ci-dessus où une obligation de confidentialité n'est pas requise, l'Etat informe les destinataires du caractère confidentiel des Informations Confidentielles avant ou au moment de la divulgation.

49.4 Pendant la durée de la présente Convention, WAPCO (Niger) pourra divulguer une Information Confidentielle :

- (a) conformément à toute obligation spécifique de divulgation en vertu du Droit Nigérien, de la présente Convention, des autres Documents de Projet et des Documents de Financement ;
- (b) à toute filiale, toute succursale ou tout cessionnaire (conformément à l'Article 43.9 (*Successeurs et Cessionnaires Autorisés*) dans la mesure où cette divulgation est nécessaire afin que cette Personne s'acquitte de ses obligations au titre de la présente Convention, des autres Documents de Projet ou des Documents de Financement ;
- (c) à tout Participant au Projet dans la mesure où la divulgation est nécessaire afin que cette Personne s'acquitte de ces obligations en vertu du Droit Nigérien, de la présente Convention, des autres Documents de Projet ou Documents de Financement ;

25

28

- (d) à tout Participant au Projet proposé, toute Partie Financière proposée, tout acquéreur potentiel de bonne foi d'une action ou d'un autre droit d'acquisition en propriété de participation dans WAPCO (Niger) (soit directement ou indirectement par l'achat d'actions ou d'autres titres de participations dans un Investisseur), à la condition que cette personne exécute un engagement de confidentialité en faveur de WAPCO (Niger) en des termes usuels ;
- (e) à ses directeurs, employés (en détachement ou des contractants, selon le cas), dirigeants, agents, ou représentants et auditeurs dans l'exercice normal de leurs missions ;
- (f) à tout conseiller professionnel, y compris à tout conseiller légal, banquier ou financier de WAPCO (Niger) ou de toute Personne référée dans cet Article 49.4 (*Confidentialité*); à condition qu'une telle personne, lorsqu'elle n'est pas légalement tenue à une obligation de confidentialité ait exécuté un engagement de confidentialité en faveur de l'Etat en des termes usuels ;
- (g) à toute Personne à qui la loi l'oblige à communiquer ces informations, au titre du règlement d'une bourse ou d'un tribunal, d'une agence gouvernementale, d'un organe de régulation ou autre autorité ayant les pouvoirs compétents à laquelle WAPCO (Niger) ou tout Investisseur est assujettie ou se soumet, que telle exigence ait force de loi ou non (mais si elle n'a pas force de loi, elle sera d'un type auquel toute personne à laquelle elle s'applique à l'habitude de se conformer) ;
- (h) à un tribunal, un arbitre ou un tribunal administratif au cours d'une procédure à laquelle WAPCO (Niger) est partie dans un cas où cette divulgation est nécessaire pour ces procédures ; et
- (i) au Bénin,

à la condition que dans chaque cas ci-dessus où une obligation de confidentialité n'est pas requise, WAPCO (Niger) informe les destinataires du caractère confidentiel des Informations Confidentielles avant ou au moment de la divulgation.

49.5 Afin de lever toute ambiguïté, les stipulations des Articles 49.2 à 49.4 (*Confidentialité*) ne s'appliquent pas à une Information Confidentielle :

- (a) qui est à la Date de Signature, ou à tout moment après cette date devient, connue du public autrement que par la violation de la présente Convention par la Partie Réceptrice ; ou
- (b) que la Partie Réceptrice peut démontrer à la satisfaction raisonnable de la Partie Divulgateur qu'elle était connue de la Partie Réceptrice avant que la Partie Divulgateur ne la divulgue à la Partie Réceptrice.

## ARTICLE 50 PARTICIPANTS AU PROJET

50.1 L'Etat reconnait et convient que les Participants au Projet font partie intégrante de la réussite de la mise en œuvre du Projet PENB. Par conséquent, WAPCO (Niger) (en tant que stipulant) et l'Etat (en tant que promettant) conviennent que chaque Participant au




Projet bénéficie de droits et avantages résultant des stipulations de la présente Convention à son profit (en tant que bénéficiaire de stipulations pour autrui).

- 50.2 Avant toute Expropriation résultant en un changement de Contrôle de WAPCO (Niger) au profit de l'Etat ou de toute autre Personne, les Parties conviennent que : (a) un Participant au Projet autre que WAPCO (Niger) n'aura pas le droit d'initier une procédure en vertu de l'Article 46 (*Du Règlement des Différends*), sans préjudice de son droit d'exercer tout recours permis par le Droit Nigérien au titre de l'Article 50.1 (*Participants au Projet*) ci-dessus ; et (b) WAPCO (Niger) peut initier toute procédure visée à l'Article 46 (*Du Règlement des Différends*) concernant tout droit et avantage consenti à un Participant au Projet au titre de la présente Convention, et dans ce cas, les Parties conviennent que l'Article 46.7 (*Jonction de Nouvelles Parties*) s'applique.
- 50.3 Après toute Expropriation résultant en un changement de Contrôle de WAPCO (Niger) au profit de l'Etat ou de toute autre Personne, tout Participant Fondamental au Projet peut initier toute procédure visée à l'Article 46 (*Du Règlement des Différends*) concernant tout droit et avantage qui lui est consenti au titre de la présente Convention, et dans ce cas, les stipulations de l'Article 46 (*Du Règlement des Différends*) s'appliquent *mutadis mutandis*.

#### ARTICLE 51 STIPULATIONS DIVERSES

- 51.1 La présente Convention, ainsi que toutes les Annexes jointes, contiennent l'ensemble de l'accord entre les Parties relatif aux transactions envisagées par la présente Convention et remplace tous les accords et toutes les discussions antérieures entre les Parties concernant l'objet de la présente Convention.
- 51.2 Si l'une des stipulations de la présente Convention est ou devient invalide, caduque ou nulle, la validité des autres stipulations ne sera pas affectée. Les Parties s'engagent à substituer toute stipulation invalide, caduque ou nulle avec une stipulation valide, afin d'obtenir un résultat aussi proche que possible de ceux de la stipulation invalide, caduque ou nulle.
- 51.3 Chaque Partie convient, sur demande de l'autre Partie, d'exécuter tout document et de prendre toute autre mesure raisonnablement nécessaire afin de mettre en œuvre et de donner plein effet à la présente Convention.
- 51.4 Aucune renonciation à un droit, avantage, intérêt ou privilège au titre de la présente Convention n'entrera en vigueur, s'il n'est pas fait expressément par écrit, en faisant référence à l'Article ou à une autre section (y compris tout paragraphe applicable) qui confère ce droit, cet avantage, cet intérêt ou ce privilège. Toute renonciation sera limitée



aux circonstances particulières à l'égard desquelles elle est faite et n'implique aucune renonciation ultérieure.

51.5 WAPCO (Niger) ne sera pas tenue d'agir ou de s'abstenir d'agir dans la mesure où cela exposerait WAPCO (Niger) à un risque de responsabilité pénale ou civile au titre des lois de toute juridiction applicable à WAPCO (Niger).

51.6 Chaque Partie confirme :

- (a) qu'elle ne s'est fondée sur aucune représentation, aucune garantie, aucun contrat accessoire ou aucune autre assurance expresse ou implicite (à l'exception de ceux répétés dans la présente Convention et dans les documents qui y sont mentionnés) ou avis ou conseils ou opinions donnés par, ou au nom de, tout autre Partie ou des conseillers de tout autre Partie à tout moment antérieur à la présente Convention ;
- (b) qu'elle renonce à tous les droits et recours qui, en l'absence du paragraphe (a) ci-dessus, pourraient lui être ouverts autrement à cet égard, à la condition qu'aucune stipulation dans le paragraphe (a) ci-dessus ne limite ou n'exclue toute responsabilité en cas de fraude ; et
- (c) qu'elle convient que, sauf dans la mesure où la loi l'exige autrement, aucune condition ne pourra être implicitement (que ce soit par coutume, usage ou autrement) intégrée à la présente Convention.

51.7 Aucune stipulation de la présente Convention ne sera réputée constituer une association, une coentreprise ou un partenariat entre les Parties, ni faire d'une Partie un agent ou mandataire d'une autre Partie à quelque fin que ce soit.

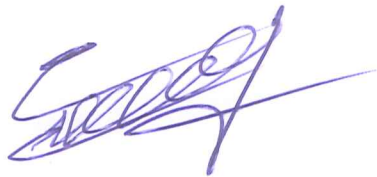
La présente Convention est signée à la fois en langues française (en quatre (4) exemplaires originaux) et anglaise (en quatre (4) exemplaires originaux) et chacune des Parties recevra deux (2) exemplaires originaux de chacune des versions françaises et anglaises. En cas de contradiction entre les deux versions, la version en langue française prévaudra.



## SIGNATURES

EN FOI DE QUOI la présente Convention a été signée par les représentants dûment autorisés des Parties :

LA REPUBLIQUE DU NIGER



Nom : Monsieur FOUMAKOYE GADO

Fonction : Ministre du Pétrole

WEST AFRICAN OIL PIPELINE (NIGER) COMPANY S.A.



Nom : Monsieur ZHONGCAI WANG, dûment autorisé aux fins des présentes

## ANNEXE I REGIME FISCAL CONVENU

### PARTIE A – DÉFINITIONS

"**Actif**" désigne tout actif corporel ou incorporel inscrit ou devant être inscrit dans les Comptes ;

"**Charges**" désigne les charges, dépenses, coûts, pertes ou autres frais inscrits ou devant être inscrits dans les Comptes, y compris toute dotation aux amortissements ou toute provision ou dépréciation ;

"**Code**" désigne le code général des impôts du Niger dans sa version en vigueur à la Date de Signature ;

"**Comptes**" désigne les comptes de la Société de Projet concernée établis selon les principes du Système Comptable OHADA (SYSCOHADA) prévu par l'acte uniforme de l'OHADA du 26 janvier 2017 relatif au droit comptable et à l'information financière ;

"**Coûts Initiaux du Projet**" désigne les Charges engagées directement dans le cadre du Projet PENB avant la Date d'Entrée en Vigueur ;

"**Droits de Douane**" désigne tous les Impôts liés à l'importation ou à l'exportation des biens ou des services (y compris, afin de lever toute ambiguïté, et sans que cette liste soit limitative : les droits de douane stricto sensu, la TVA, les droits d'accises, la taxe sur la vérification des importations (TVI) imposée conformément au décret n°96-021 du 12 février 1996, la redevance statistique imposée conformément à l'article 8 du règlement n°2/97/CM/UEMOA, le prélèvement communautaire (PC) imposé conformément à l'Acte additionnel n°04/994 instituant un régime tarifaire préférentiel transitoire des échanges au sein de l'UEMOA, le prélèvement communautaire de solidarité (PCS) imposé conformément à l'Acte additionnel n°7/99 de l'UEMOA, la taxe de l'Union Africaine (TUA) de la décision de la 28ème session ordinaire des Chefs d'Etat de l'Union Africaine des 30 et 31 janvier 2017 et le fonds de garantie imposé conformément au décret n° 65-61 du 30 avril 1965 pour le fonds de garantie à l'importation ;

"**Etablissement Stable**" a, à l'égard d'une Entité, la même signification que celle donnée à l'article 5 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE concernant le revenu et la fortune (version abrégée 2017 publiée le 18 décembre 2017). En outre, pour déterminer si certaines Activités du Projet d'un Participant au Projet constituent un "établissement stable" dans l'État au sens de la présente définition il est confirmé que :

- (a) la propriété ou les droits sur le Pétrole Brut Transporté ou entreposé dans le cadre du Système de Transport Export, et toute exportation ou vente pour exportation du Pétrole Brut par un Expéditeur ou un Acheteur ne sont pas en soi considérés comme un établissement stable dans l'État ; et
- (b) le fait qu'un Participant au Projet, directement ou indirectement, Contrôle, détienne ou cède des actions ou autres titres d'une société qui :
  - (i) est un Résident ;



(ii) a un établissement stable ; ou

(iii) exploite une entreprise ;

dans l'État ne constitue pas en soi un établissement stable dans cet État pour ce Participant au Projet ;

**"Événement de Perturbation"** désigne un ou des événements qui entraînent l'interruption du Transport du Pétrole Brut par le Système de Transport Export pendant une durée cumulée supérieure ou égale à trente (30) jours au cours d'une période de douze mois et qui est dû :

- (a) aux actions ou omissions de l'Etat ou d'une Autorité Publique ;
- (b) aux actions ou omissions du Bénin ou de toute autre Autorité Publique béninoise ;
- (c) à une procédure de suspension engagée par les Sociétés de Projet ou par l'une des Sociétés de Projet conformément aux dispositions de l'Article 34 de cette Convention ou conformément aux dispositions de l'article 35 de l'AGH Bénin ;
- (d) à un cas de Force Majeure ; ou
- (e) à un événement survenant sur toute Zone de Production de Pétrole ;

**"Exercice Fiscal"** désigne (i) en ce qui concerne le premier exercice fiscal de la Société de Projet Niger, la période allant de la date d'immatriculation de la Société de Projet Niger au registre du commerce et du crédit mobilier au 31 décembre 2019 et (ii) en ce qui concerne les exercices fiscaux suivants, une période de douze (12) mois consécutifs allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre et correspondant à l'année civile ;

**"Expatrié"** désigne toute personne de nationalité nigérienne ou étrangère, recrutée dans un pays autre que le Niger et n'ayant pas, à la date de ce recrutement, son domicile fiscal au Niger, pour venir exécuter en qualité de salarié un travail au Niger dans le cadre du Projet PENB ;

**"IMF"** désigne l'impôt minimum forfaitaire (IMF) prélevé en application de l'article 37 du Code ;

**"Impôts fonciers"** désigne tous les Impôts frappant les biens immobiliers, à savoir l'impôt sur les revenus des baux d'habitation, l'impôt sur les revenus des baux professionnels, la taxe immobilière des personnes morales visés aux articles 146 à 169 decies (inclus) du Code ;

**"Impôt sur les bénéfices"** désigne l'impôt sur les bénéfices (ISB) prélevé en vertu des articles 1 à 49 (inclus) du Code et tout autre impôt sur ou par référence au montant des bénéfices, gains nets ou autres montants similaires perçus, y compris l'impôt sur les plus-values de cession immobilière visé aux articles 107 à 114 ter (inclus) du Code, (que ce soit en vertu du Code ou du Droit Nigérien) sur une Entité (y compris un Etablissement Stable d'une Entité) ;

**"Intérêts"** désigne toute Charge due à une Partie Financière en vertu d'un Document de Financement et comprend notamment tout intérêt, commission d'engagement, de service, de mis en place, de paiement anticipé, de remboursement ou autres frais semblables ;

**"Passif"** désigne tout passif inscrit ou devant être inscrit dans les Comptes ;



**"Part Correspondante du Niger"** désigne, lorsqu'il s'agit des Produits, Charges, Actifs et/ou Passifs d'une Société de Projet, la part de ces Produits, Charges, Actifs et/ou Passifs attribuable à la Société de Projet Niger, telle que déterminée conformément aux principes énoncés dans l'Accord de Coopération ;

**"Période d'Exonération"** désigne la période :

- (a) qui commence à compter du début de la Période d'Exploitation ; et
- (b) qui expire au dixième anniversaire de la date visée au point (a),

*étant entendu que* l'expiration de la période visée au point (b) sera prolongée chaque fois que surviendra un Evénement de Perturbation du nombre total de jours pris en compte pour la détermination de l'Evénement de Perturbation concerné ;

**"Produits"** désigne les produits, revenus, gains ou autres recettes inscrits ou devant être inscrits dans les Comptes;

**"Résident"** désigne, à l'égard d'une Entité, une Entité qui (a) a été constituée au Niger ou (b) a son siège de direction effective au Niger (à cette fin, le siège de direction effective a le sens donné à l'article 4(3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE concernant le revenu et la fortune (version abrégée 2017 publiée le 18 décembre 2017). L'Etat confirme en outre qu'une Entité qui est un Participant au Projet n'est pas Résident sur le seul fondement :

- (a) de sa propriété ou de ses droits sur le Pétrole Brut transporté ou entreposée dans le cadre du Système de Transport Export, ou de l'exportation ou de la vente pour exportation de tout Pétrole Brut ; ou
- (b) que, directement ou indirectement, elle contrôle, détienne ou cède :
  - (i) des actions de la Société de Projet Niger ; ou
  - (ii) une société qui est elle-même un Résident de l'Etat, y a un établissement stable ou y exploite une entreprise ;

**"Retenue à la source"** désigne tout montant devant être déduit ou retenu à titre d'Impôt ou d'un acompte d'Impôt par le payeur d'un montant brut, que celui-ci soit payé ou réputé payé, et dont le redevable légal (au sens du Droit Nigérien) de l'Impôt correspondant est le payeur et le redevable réel le bénéficiaire, que cela soit à titre d'imposition définitive, de prépaiement ou d'acompte d'Impôt et notamment le précompte d'Impôt sur les bénéfices visé aux articles 38 à 46 du Code, l'Impôt sur les bénéfices des non-résidents visé aux articles 47 à 49 (inclus) du Code et tout Impôt sur le revenu de capitaux mobiliers visé aux articles 69 à 106 (inclus) du Code et tout autre Impôt de nature ou d'effet similaire.

**"Revenu Imposable"** désigne le revenu imposable calculé aux fins de l'imposition à l'Impôt sur les bénéfices ;

**"TCFGE"** désigne la taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE) visée aux articles 139 à 145 (inclus) du Code.

6/11

## PARTIE B – CADRE FISCAL

1. L'État confirme que les dispositions de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) s'appliqueront par priorité sur toutes autres dispositions du Droit Nigérien aux Participants au Projet. A défaut de dispositions particulières prévues par la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) les autres dispositions du Droit Nigérien s'appliqueront de façon supplétive.
2. Outre les questions énoncées dans la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*), la Société de Projet Niger bénéficiera pendant la Période de Construction et la Période d'Exploitation des exonérations, concessions et/ou avantages fiscaux qui lui sont accordées en sa qualité de Contractant Transport au titre de la Législation Pétrolière, étant entendu qu'en cas de conflit, l'exonération ou l'avantage fiscal qu'il soit prévu dans la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) ou par la Législation Pétrolière qui prévaudra sera celui le plus avantageux.
3. Les Participants au Projet pourront également se prévaloir de toute disposition de droit commun prévue par le Droit Nigérien plus favorable que celles prévues par la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) s'ils remplissent les conditions requises pour en bénéficier. En outre, rien dans la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) ne fera obstacle à ce qu'un Participant au Projet puisse demander et obtenir le bénéfice de tout régime fiscal ou douanier dérogatoire prévu par le Droit Nigérien en vue d'encourager les investissements, s'il remplit les conditions requises par ce régime. Dans ce dernier cas, le Participant au Projet devra renoncer aux exonérations qui lui sont réservées par la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*).
4. Il est précisé que les dispositions fiscales et douanières du Droit Nigérien applicables aux Participants au Projet, sous réserve de celles prévues par la présente Convention et notamment par la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*), et la Loi du Projet, sont celles en vigueur au Niger à la Date de Signature. En conséquence, l'Etat confirme, notamment, qu'aucun Impôt nouveau supplémentaire (en ce compris tout Droit de Douane nouveau ou tout autre prélèvement obligatoire nouveau) entrant en vigueur postérieurement à la Date de Signature ne s'appliquera aux Participants au Projet en leur qualité de Participants au Projet. S'agissant d'un Impôt nouveau supplémentaire dont la création serait imposée à l'Etat en vertu d'accords internationaux (tel qu'un prélèvement douanier communautaire nouveau), les dispositions de l'Article 8 de la présente Convention sur la stabilisation s'appliqueront. S'agissant d'un Impôt nouveau qui viendrait à se substituer entièrement à un Impôt existant à la Date de Signature, il sera appliqué audit Impôt le même régime fiscal que celui défini par la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*). L'ensemble des dispositions du présent paragraphe 4, s'appliqueront sans préjudice des dispositions de l'Article 8 de la présente Convention sur la stabilisation et, en cas de contradiction les dispositions de l'Article 8 de la présente Convention prévaudront.
5. L'État confirme que le Régime Fiscal Convenu inclut toutes les conventions fiscales de double imposition auxquelles l'Etat est ou deviendra partie applicables ou susceptibles de s'appliquer à tout Participant au Projet conformément aux dispositions de ces conventions fiscales relatives notamment à la définition de leur champ d'application (y compris le champ d'application quant aux Personnes concernées par les dispositions de ces conventions fiscales). L'État fait en sorte que l'application de telles conventions fiscales de double imposition ne conduise pas à une situation moins favorable que celle

prévue par la présente Convention et fait le nécessaire pour que chaque Autorité Publique compétente fasse de même.

6. Conformément aux dispositions de l'article 16 de l'Accord Bilatéral, l'État coopère avec le Bénin pour éviter toute double imposition à l'égard de tout Participant au Projet au regard de toute Activité du Projet.
7. En ce qui concerne les Participants au Projet, les Parties conviennent que :
  - (a) aucun Impôt ou autre droit ne sera prélevé sur la Société de Projet Bénin au Niger dans le cadre du Projet PENB ; et
  - (b) aucun Impôt ou autre droit ne sera prélevé au Niger, dans le cadre du Projet PENB, sur un Participant Clé au Projet (autre qu'un Contractant) qui n'est pas Résident du Niger ou qui ne dispose pas d'un Etablissement Stable au Niger.
8. Les Produits, Charges, Actifs et Passifs alloués à la Société de Projet Niger conformément aux principes définis par l'Accord de Coopération comprendront uniquement (sans double comptabilisation) :
  - (a) les Produits, Charges, Actifs et Passifs générés uniquement par la Société de Projet Niger. A cette fin, s'agissant des transactions entre la Société de Projet Niger et la Société de Projet Bénin, il ne sera procédé à aucun ajustement du (des) montant (s) résultant de ces transactions en vertu des clauses anti-abus (y compris celles de l'article 345 du Code) ou de toute règles relatives aux prix de transfert (y compris celles des articles 33 et 33 bis du Code) quand l'effet net des transactions entre ces sociétés aboutit à ce que la Société de Projet Niger se voit attribuer la Part Correspondante du Niger desdits montants; et
  - (b) la Part Correspondante du Niger dans le montant de tout Produit, Charge, Actif et Passif reçue, supportée, détenu ou dû (selon le cas) conjointement par la Société de Projet Niger et la Société de Projet Bénin, à l'égard desquels la part correspondante de chaque société sur les montants attribuables n'est pas spécifiée dans un accord, contrat ou autre document.
9. L'État confirme que le seul bénéfice ou la jouissance des droits ou avantages prévus à la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) par un Participant au Projet ne peut donner lieu à l'application d'une clause anti-abus en matière d'Impôt.
10. Pour bénéficier des dispositions de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) qui leur sont réservées, les Contractants, les Sous-Contractants et les Fournisseurs (à l'exception des Contractants, Sous-Contractants ou Fournisseurs qui ne sont pas immatriculés au Niger ou qui n'y disposent pas d'un Etablissement Stable) devront tenir une comptabilité séparée des opérations qu'ils réalisent en relation avec le Projet PENB.



## PARTIE C – EXONERATIONS FISCALES

1. Sous réserve des règles énoncées dans les parties subséquentes de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*), les exonérations fiscales suivantes s'appliqueront pendant la Période de Construction :

**Tableau 1 – Règles fiscales applicables pendant la Période de Construction**

	Impôt	Société de Projet Niger	Contractants	Sous-Contractants	Fournisseurs
A.	Taxe professionnelle	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
B.	Impôts fonciers <sup>1 2</sup>	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
C.	Impôt sur les bénéfices	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
D.	IMF	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
E.	Taxe d'apprentissage	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
F.	TCFGE	Exonéré	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré
G.	TVA (et taxes sur la consommation et sur le chiffre d'affaires ou toute autre taxe indirecte et assimilée) sur l'acquisition des biens <sup>3</sup>	Exonéré	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré
H.	TVA ou TAFI ou tout autre taxe indirecte et assimilée sur les travaux et l'acquisition de services <sup>4</sup>	Exonéré	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré
I.	TVA et TIPP (et taxes sur la consommation et sur le chiffre d'affaires assimilées) sur le carburant et l'énergie <sup>5</sup>	Exonéré	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré

<sup>1</sup> Exonération applicable à tout bien immobilier faisant partie du Système de Transport Export ou des Installations de Surface PENB Niger.

<sup>2</sup> Conformément aux dispositions de l'article 157 du Code, les Contractants et les Sous-Contractants bénéficieront (1) d'une exonération de taxe immobilière pendant deux (2) ans pour leurs constructions nouvelles, à compter de la date de mise en service de ces constructions et (ii) d'une exonération de taxe immobilière de cinq (5) ans pour leurs constructions nouvelles abritant leur siège social sur le Territoire ou le siège de leur succursale immatriculée sur le Territoire.

<sup>3</sup> Exonération portant sur les acquisitions de biens concourant directement aux Activités du Projet Niger. L'exonération mentionnée dans le tableau signifie que la Société de Projet Niger peut acheter hors taxe auprès d'un Contractant ou auprès d'un Fournisseur et qu'un Contractant peut acheter hors taxe auprès d'un Sous-Contractant ou auprès d'un Fournisseur.

<sup>4</sup> Exonération portant sur les travaux et les acquisitions de services concourant directement aux Activités du Projet Niger. L'exonération mentionnée dans le tableau signifie que la Société de Projet Niger peut acheter hors taxe auprès d'un Contractant et qu'un Contractant peut acheter hors taxe auprès d'un Sous-Contractant.

<sup>5</sup> Exonération portant sur les achats de carburants et d'autres sources d'énergie reconnues par l'Autorité Publique compétente et utilisées pour les besoins des installations fixes et des véhicules de service ou





J.	Taxe unique sur les assurances <sup>6</sup>	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
K.	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur (TDVM ou "vignette") <sup>7</sup>	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
L.	Droits d'enregistrement sur les contrats entre personnes privées (article 482 bis du Code) <sup>8</sup> ,	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré
M.	Tous autres droits d'enregistrement prévus au chapitre 1 du titre 5 du livre 1 du Code, lorsque ce droit est un droit proportionnel ou progressif <sup>9</sup>	Exonéré	Non-exonéré (sous réserve de la note 9)	Non-exonéré (sous réserve de la note 9)	Non-exonéré (sous réserve de la note 9)
N.	Droits de timbre	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
O.	Impôt sur les traitements et salaires	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
P.	Précompte d'Impôt sur les bénéfices	Exonéré <sup>10</sup>	Non exonéré <sup>11</sup>	Non exonéré	Non exonéré

véhicules et engins de construction nécessaires au Projet PENB. L'exonération mentionnée dans le tableau signifie que la Société de Projet Niger et les Contractants peuvent acheter ces produits hors taxes.

<sup>6</sup> Exonération applicable à tous les contrats d'assurances conclus pour les besoins du Projet PENB.

<sup>7</sup> Exonération applicable à tous les véhicules de services et véhicules ou engins de construction nécessaires au Projet PENB.

<sup>8</sup> Exonération applicable à tous les contrats conclus entre Personnes privées (en ce compris notamment les Sociétés de Projet, les Contractants, les Sous-Contractants et les Fournisseurs) pour les besoins du Projet PENB. En outre, ces contrats seront dispensés de la formalité de l'enregistrement. Ils pourront néanmoins être présentés volontairement à la formalité de l'enregistrement et seront, dans ce cas, enregistrés gratis.

<sup>9</sup> Exonération applicable à tous actes, mutations, opérations ou documents conclus, effectués ou établis pour les besoins du Projet PENB et auxquels la Société de Projet Niger est partie. L'exonération est applicable à la Société de Projet Niger et aux autres personnes parties (y compris, pour éviter toute ambiguïté, les Contractants, les Sous-Contractants et les Fournisseurs) à ces actes, mutations, opérations ou documents. En outre, ces actes, mutations, opérations ou documents seront dispensés de la formalité de l'enregistrement. Ils pourront néanmoins être présentés volontairement à la formalité de l'enregistrement et seront, dans ce cas, enregistrés gratis.

<sup>10</sup> L'exonération du précompte d'impôt sur les bénéfices, stipulée aux présentes au bénéfice de la Société de Projet Niger, signifie que les paiements effectués au profit de la Société de Projet Niger ne sont pas soumis à une Retenue à la Source au titre du précompte d'impôt sur les bénéfices et que les importations de biens et de services effectués par la Société de Projet Niger dans le cadre et pour les besoins du Projet PENB sont effectuées en franchise de précompte d'impôt sur les bénéfices au cordon douanier. L'Etat fera en sorte que les attestations de dispense nécessaires soient délivrées à la Société de Projet Niger en temps utile, notamment pour permettre l'importation de biens en franchise de précompte d'impôt sur les bénéfices au cordon douanier. Cette exonération est sans préjudice de l'obligation incombant à la Société de Projet Niger de pratiquer, pendant la Période de Construction, les Retenues à la Source au titre du précompte d'impôt sur les bénéfices sur les paiements effectués au profit de ses Contractants non titulaires de dispenses de paiement du précompte d'impôt sur les bénéfices en vertu des dispositions de la présente Convention ou du Code.

<sup>11</sup> L'Etat délivrera de plein droit (sur demande de la Société de Projet Niger ou de chacun des Contractants concernés) l'attestation de dispense de paiement du précompte d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 45 du Code, (1) aux Contractants ayant réalisé au cours de l'exercice précédent celui pour lequel la dispense est sollicitée, un chiffre d'affaires global supérieur à huit cent millions (800 000 000) de Francs CFA et (2) s'agissant des opérations (y compris les importations) réalisées au cours de leur premier exercice, aux Contractants qui justifient avoir signé avec la Société de Projet Niger, des contrats donnant lieu à la réalisation d'un volume d'importations et/ou à des paiements par la Société de Projet Niger, au cours de cet

品

Q.	Impôt sur les bénéfices des non-résidents	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
R.	Retenue à la source sur les revenus de créances <sup>12</sup>	Exonéré	Non Exonéré	Non exonéré	Non exonéré
S.	Retenue à la source <sup>13</sup> sur les revenus de valeurs mobilières (en ce compris sur les dividendes et autres répartitions de résultat ou bénéfice)	Exonéré	Non Exonéré	Non exonéré	Non exonéré
T.	Part patronale des cotisations de sécurité sociale dues à la CNSS sur les salaires des Expatriés	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Non exonéré
U.	Redevance d'apposition de visa aux contrats de travail des travailleurs étrangers visée à l'article 48 de la loi n° 2012-45	Exonéré	Non exonéré <sup>14</sup>	Non exonéré <sup>15</sup>	Non exonéré <sup>16</sup>
V.	Droit fixe prévu par l'article 110 du Code Pétrolier 2007 au tarif de 13 000 000 FCFA et redevance superficielle prévue par l'article 112 du Code Pétrolier 2007	Non Exonéré	N/A	N/A	N/A
W.	Redevance annuelle d'occupation en vertu des articles 36 ou 44 du Décret d'Application 2007 (ou en vertu de lois ou règlements similaires existants ou futurs)	Exonéré	N/A	N/A	N/A

Exercice Fiscal, dont le montant global est supérieur à huit cent millions (800 000 000) de Francs CFA. Conformément aux dispositions de l'article 38 du Code, les importations réalisées par les Contractants titulaires des attestations de dispense de paiement du précompte d'impôt sur les bénéfices et les paiements effectués à leur profit ne supportent pas de retenue à la source au titre du précompte d'impôt sur les bénéfices.

<sup>12</sup> Ainsi que tous autres impôts, déductions, droits, taxes, prélèvements ou autres contributions obligatoires de quelque sorte que ce soit imposés sur les paiements d'Intérêts (y compris, pour lever toute ambiguïté, les paiements effectués par inscription en compte courant) au titre d'un financement ou emprunt quelconque contracté par la Société de Projet Niger pour les besoins du Projet PENB.

<sup>13</sup> Ainsi que tous autres impôts, déductions, droits, taxes, impôts ou autres contributions obligatoires imposés sur les dividendes ou toute autre forme de distribution de bénéfices versés aux actionnaires (y compris, pour lever toute ambiguïté, les paiements effectués par inscription en compte courant).

<sup>14</sup> Etant précisé que les Contractants ne devront payer cette redevance qu'à l'occasion de chaque renouvellement des contrats (lesquels peuvent avoir une durée allant jusqu'à deux ans).

<sup>15</sup> Etant précisé que les Sous-Contractants ne devront payer cette redevance qu'à l'occasion de chaque renouvellement des contrats (lesquels peuvent avoir une durée allant jusqu'à deux ans).

<sup>16</sup> Etant précisé que les Fournisseurs ne devront payer cette redevance qu'à l'occasion de chaque renouvellement des contrats (lesquels peuvent avoir une durée allant jusqu'à deux ans).

Handwritten signature in blue ink.

2. Sous réserve des règles énoncées dans les parties subséquentes de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*), les exonérations fiscales suivantes s'appliqueront pendant la Période d'Exploitation :

Tableau 2 – Règles fiscales applicables pendant la Période d'Exploitation					
	Impôt	Société de Projet Niger	Contractants	Sous-Contractants	Fournisseurs
A.	Taxe professionnelle	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
B.	Impôts fonciers <sup>17</sup>	Exonéré	Non exonéré <sup>18</sup>	Non exonéré	Non exonéré
C.	Impôt sur les bénéfices	Exonéré pendant la Période d'Exonération	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
D.	IMF	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
E.	Taxe d'apprentissage	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
F.	TCFGE	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
G.	TVA ou TAFI ou toute autre taxe indirecte assimilée sur l'acquisition des biens, travaux et services <sup>19</sup>	Exonéré	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré
H.	TVA et TIPP (et taxes sur la consommation et sur le chiffre d'affaires assimilées) sur le carburant et l'énergie <sup>20</sup>	Exonéré	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré
I.	Taxe unique sur les assurances <sup>21</sup>	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré

<sup>17</sup> Exonération applicable à tout bien immobilier faisant partie du Système de Transport Export ou des Installations de Surface PENB Niger.

<sup>18</sup> Conformément aux dispositions de l'article 157 du Code, les Contractants bénéficieront (1) d'une exonération de taxe immobilière pendant deux (2) ans pour leurs constructions nouvelles, à compter de la date de mise en service de ces constructions et (ii) d'une exonération de taxe immobilière de cinq (5) ans pour leurs constructions nouvelles abritant leur siège social sur le Territoire ou le siège de leur succursale immatriculée sur le Territoire.

<sup>19</sup> Exonération portant sur les acquisitions de biens, travaux et services concourant directement aux Activités du Projet Niger. L'exonération mentionnée dans le tableau signifie que la Société de Projet Niger peut acheter hors taxe auprès d'un Contractant ou auprès d'un Fournisseur et qu'un Contractant peut acheter hors taxe auprès d'un Sous-Contractant ou auprès d'un Fournisseur.

<sup>20</sup> Exonération portant sur les achats de carburants et d'autres sources d'énergie reconnues par l'Autorité Publique compétente et utilisées pour les besoins des installations fixes et des véhicules de service ou véhicules et engins de construction nécessaires au Projet PENB. L'exonération mentionnée dans le tableau signifie que la Société de Projet Niger et les Contractants peuvent acheter ces produits hors taxe.

<sup>21</sup> Exonération applicable à tous les contrats d'assurances conclus pour les besoins du Projet PENB.

品

J.	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur (TDVM ou "vignette") <sup>22</sup>	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
K.	Droits d'enregistrement sur les contrats entre personnes privées (article 482 bis du Code) <sup>23</sup> ,	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré
L.	Tous autres droits d'enregistrement prévus au chapitre 1 du titre 5 du livre 1 du Code, lorsque ce droit est un droit proportionnel ou progressif <sup>24</sup>	Exonéré	Non exonéré (sous réserve de la note 24)	Non exonéré (sous réserve de la note 24)	Non exonéré (sous réserve de la note 24)
M.	Droits de timbre	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
N.	Impôt sur les traitements et salaires	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
O.	Précompte d'Impôt sur les bénéfices <sup>25</sup>	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
P.	Impôt sur les bénéfices des non-résidents	Exonéré <sup>26</sup>	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
Q.	Retenue à la source sur les revenus de créances <sup>27</sup>	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré

<sup>22</sup> Exonération applicable à tous les véhicules de services et véhicules ou engins de construction nécessaires au Projet PENB.

<sup>23</sup> Exonération applicable à tous les contrats conclus entre Personnes privées (en ce compris notamment les Sociétés de Projet, les Contractants, les Sous-Contractants et les Fournisseurs) pour les besoins du Projet PENB. En outre, ces contrats seront dispensés de la formalité de l'enregistrement. Ils pourront néanmoins être présentés volontairement à la formalité de l'enregistrement et seront, dans ce cas, enregistrés gratis.

<sup>24</sup> Exonération applicable à tous actes, mutations, opérations ou documents conclus, effectués ou établis pour les besoins du Projet PENB et auxquels la Société de Projet Niger est partie. L'exonération est applicable à la Société de Projet et aux autres personnes parties (y compris, pour éviter toute ambiguïté, les Contractants, les Sous-Contractants et les Fournisseurs) à ces actes, mutations, opérations ou documents. En outre, ces actes, mutations, opérations ou documents seront dispensés de la formalité de l'enregistrement. Ils pourront néanmoins être présentés volontairement à la formalité de l'enregistrement et seront, dans ce cas, enregistrés gratis.

<sup>25</sup> L'Etat délivrera de plein droit (sur demande de la Société de Projet Niger ou de chacun des Contractants concernés) l'attestation de dispense de paiement du précompte d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 45 du Code aux Contractants ayant réalisé au cours de l'exercice précédent celui pour lequel la dispense est sollicitée, un chiffre d'affaires global supérieur à huit cent millions (800 000 000) de Francs. Conformément aux dispositions de l'article 38 du Code, les importations réalisées par les Contractants titulaires des attestations de dispense de paiement du précompte d'impôt sur les bénéfices et les paiements effectués à leur profit ne supportent pas de retenue à la source au titre du précompte d'impôt sur les bénéfices.

<sup>26</sup> La Société de Projet sera dispensée de l'obligation de procéder à la Retenue à la source au titre de l'IBNR uniquement : (i) pour les Charges relatives à tous travaux ou prestations de services faisant l'objet d'une étude de faisabilité approuvée par l'Etat, et ce quelque soit la période au cours de laquelle ces Charges sont engagées et quelque soit les Personnes (Affiliés ou non) auprès de qui elles sont engagées ; ou (ii) pour les Charges relatives à tous travaux ou prestations de services engagées auprès de Personnes autres qu'un Affilié au cours des trois premières années de la Période d'Exploitation (sans qu'il soit nécessaire dans ce cas que ces Charges soient relatives à des travaux ou prestations de services faisant l'objet d'une étude de faisabilité approuvée par l'Etat).

<sup>27</sup> Ainsi que tous autres impôts, déductions, droits, taxes, prélèvements ou autres contributions obligatoires de quelque sorte que ce soit imposés sur les paiements d'Intérêts (y compris, pour lever toute ambiguïté, les paiements effectués par inscription en compte courant) au titre d'un financement ou emprunt quelconque contracté par la Société de Projet Niger pour les besoins du Projet PENB.



R.	Retenue à la source <sup>28</sup> sur les revenus de valeurs mobilières (en ce compris sur les dividendes et autres répartitions de résultat ou bénéfice)	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
S.	Part patronale des cotisations de sécurité sociale dues à la CNSS sur les salaires des Expatriés	Exonéré	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
T.	Redevance d'apposition de visa aux contrats de travail des travailleurs étrangers visée à l'article 48 de la loi n° 2012-45	Exonéré	Non exonéré <sup>29</sup>	Non-Exonéré <sup>30</sup>	Non exonéré <sup>31</sup>
U.	Droit fixe prévu par l'article 110 du Code Pétrolier 2007 au tarif de 13 000 000 FCFA et redevance superficielle prévue par l'article 112 du Code Pétrolier 2007	Non exonéré	N/A	N/A	N/A
V.	Redevance annuelle d'occupation en vertu des articles 36 ou 44 du Décret d'Application 2007 (ou en vertu de lois ou règlements similaires existants ou futurs)	Exonéré	N/A	N/A	N/A
W.	TVA sur la prestation de Transport	Exonéré	N/A	N/A	N/A

3. Afin de lever toute ambiguïté il est précisé que les exonérations de Retenue à la source visées aux lignes P., Q., R. et S. du Tableau 1 et aux lignes O., P., Q. et R. du Tableau 2 signifient que la personne procédant au paiement des sommes est exonérée de toute obligation de retenir l'Impôt concerné à la source et la personne recevant ledit paiement le reçoit en franchise de Retenue à la source. Les exonérations de Retenue à la source visées à la ligne P du Tableau 1 et à la ligne O. du Tableau 2 sont sans préjudice des dispositions de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) relatives à l'Impôt sur les bénéfices de la Société de Projet Niger.
4. L'Etat fera en sorte que tout crédit, avance, garantie, opération ou instrument de couverture ou autre opération similaire, consenti ou conclu par une Partie Financière pour les besoins du financement du Projet PENB, de même que tout transfert desdits crédits, avances, garanties ou opérations ou instruments de couverture, soit exonéré de tous Impôts (y compris notamment droits d'enregistrement proportionnels ou progressifs et tous droits de publicité foncière et hypothécaire proportionnels ou

<sup>28</sup> Ainsi que tous autres impôts, déductions, droits, taxes, impôts ou autres contributions obligatoires imposés sur les dividendes ou toute autre forme de distribution de bénéfices versés aux actionnaires (y compris, pour lever toute ambiguïté, les paiements effectués par inscription en compte courant).

<sup>29</sup> Etant précisé que les Contractants ne devront payer cette redevance qu'à l'occasion de chaque renouvellement des contrats (lesquels peuvent avoir une durée allant jusqu'à deux ans).

<sup>30</sup> Etant précisé que les Sous-Contractants ne devront payer cette redevance qu'à l'occasion de chaque renouvellement des contrats (lesquels peuvent avoir une durée allant jusqu'à deux ans).

<sup>31</sup> Etant précisé que les Fournisseurs ne devront payer cette redevance qu'à l'occasion de chaque renouvellement des contrats (lesquels peuvent avoir une durée allant jusqu'à deux ans).

Handwritten signature in blue ink.

Handwritten signature in blue ink.

progressifs visés aux articles 500 et 832 à 854 du Code). Tout crédit, avance, garantie, opération ou instrument de couverture ou autre opération similaire, ou son transfert, pourra néanmoins être enregistré, publié ou inscrit, sans que ladite exonération affecte la validité, l'opposabilité ou réalisation des droits ou obligations des parties. Il en va de même pour la constitution, la réalisation, ou l'accomplissement de toute formalité d'opposabilité d'une quelconque sureté ou garantie pour les besoins du financement du Projet PENB.



## PARTIE D – IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

### Partie D01 - Société de Projet Niger

1. Le Revenu Imposable à l'Impôt sur les bénéfices de la Société de Projet Niger sera déterminé conformément aux dispositions du Droit Nigérien, sous réserve des stipulations ci-après :

- (a) par exception aux articles 12-8 et 12-8 bis du Code, les Charges d'intérêts au titre des emprunts conclus par la Société de Projet Niger seront déductibles dans la limite d'un montant égal au cumul des montants figurant aux lignes 5 et 12 du tableau des flux de trésorerie figurant en Annexe III (*Exemple chiffré de détermination du tarif des services de Transport*), étant entendu que dans le cas où les Charges d'intérêts anticipées ou réelles excèderaient ce montant, la Société de Projet Niger pourra en informer l'Etat et les Parties se réuniront pour discuter de bonne foi en vue de parvenir à un accord, le cas échéant, sur les conséquences de cette situation ;
- (b) une déduction sera autorisée pour le montant total des dotations aux amortissements figurant dans les Comptes de cet Exercice Fiscal au titre des Actifs amortissables déterminées conformément aux principes suivants :
- (i) Les Actifs amortissables sont amortis de façon linéaire aux taux annuels suivants :

Nature des Actifs amortissables	Taux
Système de Transport Niger	6,67%
Constructions (biens immobiliers) (à l'exclusion des terrains non bâtis)	5%
Mobilier et équipement de logement et de bureau	20%
Véhicules motorisés (de tous types)	25%
Tous équipements informatiques et de communication, y compris les équipements physiques et les logiciels	50%
Tous les autres Actifs amortissables	A déterminer raisonnablement par la Société de Projet Niger

- (ii) L'amortissement au titre du premier Exercice Fiscal pour lequel un amortissement est comptabilisé sera fait sur une base proportionnelle et non pour l'année entière.
- (iii) L'amortissement des Actifs amortissables sera comptabilisé :
- (A) Avec effet au premier jour de la Période d'Exploitation pour le Système de Transport Niger ;

- (B) Avec effet au jour auquel le bien est mis en service pour les autres Actifs amortissables.
- (c) Nonobstant le traitement comptable appliqué, les coûts de Démantèlement seront déduits, sur le plan fiscal, au fur et à mesure de la constitution du Fonds de Démantèlement sur les Exercices Fiscaux concernés. Les intérêts rémunérant les sommes mises en séquestre ou les produits tirés du placement des sommes mises en séquestre dans ce cadre, et restant dans le Fonds de Démantèlement, ne seront pas considérés comme un Produit faisant partie du Revenu Imposable de la Société de Projet Niger. Une déduction complémentaire sera accordée au titre de l'Exercice Fiscal ou des Exercices Fiscaux au cours duquel ou desquels seront engagées les dépenses réelles de Démantèlement, si et dans la mesure où, celles-ci excèdent les sommes disponibles sur le Fonds de Démantèlement et sont supportées par la Société de Projet Niger.
2. L'Etat exonère la Société de Projet Niger de l'Impôt sur les bénéfices pendant la Période de Construction et la Période d'Exonération. Pendant la Période de Construction et la Période d'Exonération, la Société de Projet Niger souscrira ses déclarations statistiques et fiscales conformément aux règles applicables. Celles-ci permettront, notamment, le suivi des déficits reportables et amortissement différés éventuels, afin de permettre leur utilisation, le cas échéant, après la fin de la Période d'Exonération. Lorsque la Période d'Exonération ne prend pas fin à la clôture d'un Exercice Fiscal, le montant du Revenu Imposable exonéré de l'Impôt sur les bénéfices pour cet Exercice Fiscal sera déterminé au prorata du nombre de mois de la Période d'Exonération compris dans cet Exercice Fiscal (étant précisé que pour calculer ce prorata tout mois commencé sera compté pour un mois entier). A compter de la date d'expiration de la Période d'Exonération, le taux de l'Impôt sur les bénéfices applicable à la Société de Projet Niger sera de 30% ou le taux de droit commun en vigueur si ce dernier est inférieur à 30%.

*Partie D02 - Participants au Projet (autres que les Sociétés de Projet)*

3. Un Participant au Projet (autre qu'une Société de Projet) n'est assujetti à l'Impôt sur les bénéfices dans l'État à raison de sa participation aux Activités du Projet seulement dans le cas où il est un Résident ou a un Etablissement Stable dans cet État (et dans le cas d'un Etablissement Stable, uniquement dans la mesure où les bénéfices générés par les Activités du Projet sont attribuables à cet Etablissement Stable conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 7 (bénéfices des entreprises) et à l'article 5 du Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune (version abrégée 2017, publiée le 18 décembre 2017). Tout Participant au Projet demeure assujetti à l'Impôt sur les bénéfices dans l'État dans les conditions de droit commun pour les bénéfices générés par ses activités étrangères aux Activités du Projet réalisées sur le Territoire et normalement soumises à l'Impôt sur les bénéfices en application des dispositions du Code.



## PARTIE E – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET TAXES SIMILAIRES

1. Sous les réserves stipulées aux Tableaux 1 et 2 de la Partie C de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*), pendant la Période de Construction et pendant la Période d'Exploitation, aucune taxe sur le chiffre d'affaires, taxe sur la valeur ajoutée (TVA), taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ou toute taxe assimilée ne s'applique aux achats effectués par la Société de Projet Niger et les Contractants au titre des biens, travaux et services directement, exclusivement et définitivement affectés au Projet PENB ; une liste des fournitures de biens, travaux et services à exonérer conformément aux dispositions de la présente Convention figure à la Partie K de cette Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*). Cette liste sera révisée et amendée, si nécessaire, et dans les conditions prévues aux articles 226 et 227 du Décret d'Application 2007, à la demande de la Société de Projet Niger, sans préjudice des droits des Participants au Projet, afin que les développements techniques puissent être pris en compte.
2. Pendant la Période de Construction et pendant la Période d'Exploitation, aucune TAFI ne s'applique à toute activité financière et notamment à tout crédit, avance, garantie, opération ou instrument de couverture ou autre opération similaire, consenti ou conclu par une Partie Financière pour les besoins du financement du Projet PENB, de même que tout transfert desdits crédits, avances, garanties ou opérations ou instruments de couverture. De même, pendant la Période de Construction et pendant la Période d'Exploitation, aucune taxe unique sur les assurances (TUA) ne s'applique à la Société de Projet Niger.
3. Le bénéfice de ces exonérations est subordonné à l'accomplissement par la Société de Projet Niger et les Contractants, selon le cas, des formalités requises par le droit commun (instruction n° 01/ME/F/CCRI/DGI/DLC/RI du 23 janvier 2008 portant modalités de délivrance et contrôle des exonérations accordées par la DLC/RI) en matière d'exonération de TVA. L'Etat fera en sorte que la Direction Générale des Impôts (DGI) délivre à la Société de Projet Niger ou au Contractant, selon le cas, avant la fin de chaque trimestre civil une attestation d'exonération valide pour le trimestre civil suivant. La Société de Projet Niger ou le Contractant, selon le cas, pourra, sur le fondement de ce certificat effectuer ses achats hors taxes pendant toute la durée dudit trimestre civil. La Société de Projet Niger ou le Contractant, selon le cas, s'engage à remettre à la Direction Générale des Hydrocarbures (DGH), dans la première semaine de chaque mois, l'ensemble des factures reçues au cours du mois précédent en vue des formalités d'exonération. En outre, pour les Fournisseurs et Contractants non immatriculés au Niger, la Société de Projet Niger est tenue d'accomplir les formalités d'exonération pour le compte de ces derniers. Les Contractants doivent préalablement faire viser par la Société de Projet Niger les demandes d'exonérations adressées à l'Autorité Publique compétente conformément au Droit Nigérien.
4. Toute demande d'exonération présentée par la Société de Projet Niger (ou par toute autre personne tenue de présenter une telle demande) auprès du Ministère du pétrole (DGH) devra faire l'objet d'un traitement par la DGH dans un délai maximum de quinze jours calendaires. Si, à l'issue de ce délai de quinze jours la demande n'a pas été rejetée ou si le bordereau de transmission au Ministère des finances (DGI) n'a pas été mis par la DGH à la disposition de la Société de Projet Niger à sa demande, la DGH sera réputée



avoir approuvé et transmis le dossier à la DGI, et la Société de Projet Niger pourra poursuivre les formalités d'exonération auprès de la DGI.

品華

## PARTIE F – DROITS DE DOUANE

1. Pendant la Période de Construction et la Période d'Exonération, la Société de Projet Niger, tout Contractant et dans les limites prévues au paragraphe 2. ci-après, tout Fournisseur de la Société de Projet Niger ou des Contractants EPC et tout Sous-Contractant des Contractants EPC bénéficiera d'une exonération de Droits de Douane sur l'importation de tous produits, matériaux, outils ou équipements (y compris dans chaque cas leurs pièces détachées) qui :
  - (a) sont (ou sont équivalents à ceux) énumérés dans la Partie L de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) ;
  - (b) sont directement, exclusivement et à titre définitif destinés au Projet PENB ; et
  - (c) ne sont pas destinés à être réexportés (autres que ceux nécessaires pour circuler entre le Bénin et le Niger).
2. Pour donner effet au principe énoncé au paragraphe 1 ci-dessus, les exonérations suivantes s'appliqueront notamment, aux biens (ou aux biens équivalents à ceux-ci) énumérés dans la Partie L, pendant la Période de Construction et pendant la Période d'Exonération :

Droits de Douane		Période de Construction			Période d'Exonération		
		Société de Projet Niger	Contractants	Sous-Contractants et Fournisseurs <sup>32</sup>	Société de Projet Niger	Contractants	Sous-Contractants et Fournisseurs <sup>33</sup>
Droits de douane	de	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré
Redevance statistique		Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré
Fonds de garantie et d'assurance	de et	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré
TVA à l'importation	à	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré

<sup>32</sup> Le bénéfice des exonérations de Droits de Douane prévues au présent tableau est réservé aux biens importés (i) par les Sous-Contractants des Contractants EPC pour les besoins de l'exécution des prestations prévues au contrat conclu avec les Contractants EPC dans le cadre du Projet PENB et (ii) par les Fournisseurs de la Société de Projet Niger ou des Contractants EPC et destinés à être revendus en l'état à la Société de Projet Niger ou aux Contractants EPC suivant le cas.

<sup>33</sup> Le bénéfice des exonérations de Droits de Douane prévues au présent tableau est réservé aux biens destinés aux travaux visant à augmenter la capacité nominale de Transport du Système de Transport Export ou sa longueur et importés (i) par les Sous-Contractants des Contractants EPC en vue de l'exécution du contrat conclu à cet effet avec les Contractants EPC et (ii) par les Fournisseurs de la Société de Projet Niger ou des Contractants EPC en vue de leur revente en l'état la Société de Projet Niger ou aux Contractants EPC suivant le cas.

Handwritten signature in blue ink.

Handwritten signature in blue ink.

Taxe sur la vérification des importations	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré	Exonéré
Prélèvement Communautaire	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré
Prélèvement Communautaire de Solidarité	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré
Taxe de l'Union Africaine	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré	Non-Exonéré

3. Il n'y aura pas de Droits de Douane ou d'Impôts (ni d'autres Impôts, taxes, déductions, droits, prélèvements, frais ou autres contributions obligatoires) imposés à aucun Participant au Projet à l'occasion de l'exportation de Pétrole Brut en dehors du Niger (ou de sa réimportation vers le Niger lorsqu'il est nécessaire d'inverser le flux de Pétrole Brut au sein du Système de Transport Export) pendant la Période de Construction ou la Période d'Exploitation.
4. Pendant la Période de Construction et la Période d'Exploitation, les produits, les matériaux, les véhicules, les matériels, les machines, les engins et les équipements affectés au Projet PENB et destinés à être réexportés (notamment ceux inclus dans la liste figurant en Partie L) sont placés sous le régime de l'admission temporaire normale en suspension de tous Droits de Douane, y compris pour éviter toute ambiguïté de la Redevance Statistique, du Prélèvement Communautaire, du Prélèvement Communautaire de Solidarité de la Taxe de l'Union Africaine et de tous autres frais de douanes au titre de leur réexportation, moyennant renouvellement annuel des engagements souscrits conformément aux dispositions du code des douanes du Niger et visés au paragraphe 6(b) ci-dessous.
5. La liste de la Partie L de cette Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) sera révisée et amendée, dans la mesure nécessaire, et dans les conditions prévues aux articles 226 et 227 du Décret d'Application 2007, à la demande de la Société de Projet Niger, sans préjudice des droits des Participants au Projet, afin que les évolutions techniques puissent être prises en compte.
6. Pour bénéficier des exonérations de Droits de Douane susmentionnées, pour les biens consommables, la Société de Projet Niger, les Contractants, les Fournisseurs et les Sous-Contractants concernés doivent :
  - (a) remplir leur propre certificat d'exonération des Droits de Douane et, pour :
    - (i) les Contractants et les Fournisseurs de la Société de Projet Niger, le faire viser par la Société de Projet Niger ; et
    - (ii) les Sous-Contractants et les Fournisseurs d'un Contractant EPC, le faire viser par le Contractant EPC concerné qui le fera également viser par la Société de Projet Niger ;



étant précisé que chaque certificat doit être établi en trois (3) exemplaires. Il précise, pour chacun des biens qui y figure (i) la nature, les quantités, et la valeur prévisionnelles des achats de biens et (ii) les références ou la rubrique correspondante de la liste figurant dans la Partie L de cette Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*). Le certificat d'exonération est visé conjointement par les services compétents du ministère chargé des hydrocarbures et du ministère chargé des finances, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de ce certificat d'exonération par le Ministre. Le Ministre ou le Ministre chargé des finances peut demander, dans le délai de quinze (15) jours susmentionnés, que ledit certificat soit modifié afin de respecter la liste figurant dans la Partie L de cette Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) ou de se conformer au Droit Nigérien. A défaut des visas susmentionnés, la demande d'exonération présentée est considérée comme irrecevable ; et

- (b) déposer, concomitamment à la remise du certificat d'exonération visé ci-dessus, un engagement écrit : (i) d'utiliser les biens concernés directement et exclusivement aux fins du Projet PENB, (ii) lorsqu'ils sont importés sous le régime prévu au paragraphe 4 de la présente Partie F, de réexporter les biens concernés dès que les travaux ou le chantier de construction pour lesquels ils ont été importés en République du Niger seront achevés, (iii) sur avis et sous le contrôle de l'administration des douanes, de détruire les biens concernés ou d'en faire don à l'Etat ou ses démembrements dans le cas où ces derniers ne seraient plus susceptibles d'être utilisés et (iv) de déclarer auprès de l'administration des douanes pour la perception éventuelle de droits, les cas de mise à consommation sur le marché local des biens importés sous le régime suspensif de Droits de Douanes ou d'affectation à d'autres fins que le Projet PENB des biens importés sous le régime de la mise à la consommation et ayant bénéficié d'une exonération de Droits de Douane en vertu du Régime Fiscal Convenu.
- 7. En cas d'utilisation des biens ayant bénéficié d'exonérations de Droits de Douanes conformément à la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*) à des fins autres que celles du Projet PENB, ou de cession de ces biens à un tiers, la Société du Projet Niger, le Contractant, le Fournisseur ou le Sous-Contractant concerné est tenu d'acquitter le montant des Droits de Douanes dus, conformément au Droit Nigérien, sur la base de leur valeur résiduelle arrêtée en accord avec l'administration des douanes à la date de déclaration de mise à la consommation. Toutefois, le transfert à l'État à titre gratuit de tout bien mentionné dans le présent paragraphe ou leur éventuelle cession après transfert à l'État ne sera pas considéré comme une mise à la consommation sur le marché local et ne donnera lieu au paiement d'aucun Droit de Douane ni d'aucune taxe ou redevance ni d'aucun droit de mutation.
  - 8. Si la Société de Projet Niger ou le Contractant ou l'un des Contractants EPC le demande, le Ministre chargé des finances, sur proposition du Ministre, peut, en tant que de besoin, prendre toutes mesures de nature à accélérer les procédures d'importation ou d'exportation.
  - 9. Les Expatriés (a) employés par la Société de Projet Niger ou un Contractant, ainsi que tout membre de leur famille, et (b) résidant en République du Niger, bénéficieront d'une exonération totale des Droits de Douane et de tous droits et taxes grevant l'importation de leurs effets et objets personnels en cours d'usage. La réexportation desdits biens est faite en franchise de tous droits de sortie ou redevance.

品

10. Tous les biens et marchandises pourront être importés par la Société de Projet Niger ou tout Contractant avec enlèvement immédiat de ces biens ou marchandises moyennant le dépôt d'une déclaration simplifiée comparable à celle prévue par la circulaire 00020/DGD/DRRI du 6 avril 2016. Aucune garantie (notamment sous la forme d'un crédit d'enlèvement, d'une caution bancaire ou d'un dépôt en espèces) ne sera imposée à l'égard des biens et marchandises importés, objet d'enlèvement immédiat faisant l'objet de la procédure de déclaration simplifiée. Le déclarant en douane (la Société de Projet Niger ou le Contractant) disposera par exception d'un délai de trente (30) jours pour déposer une déclaration complémentaire. Aucune sanction ne sera appliquée dans l'hypothèse où le dépôt de la déclaration complémentaire n'aura pu être effectué dans le délai de trente (30) jours en raison d'un retard imputable à l'Etat dans la délivrance des certificats d'exonération visés au paragraphe 6 ci-dessus.
11. L'Etat fera en sorte de délivrer un ou plusieurs titres d'accompagnement sans date limite afin que, une fois dédouanés, les biens et marchandises puissent, à tout moment, librement circuler sur tout le Territoire pour les besoins du Projet PENB.
12. Sont soumises au régime de droit commun toutes les importations autres que celles bénéficiant des dispositions de la Partie F de cette Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*).

品

## PARTIE G – MODALITÉS D'APPLICATION

1. Les obligations des Sociétés de Projet en matière de tenue de Comptes, de déclaration et de paiement doivent respecter les dispositions suivantes :
  - (a) la Société de Projet Niger doit tenir préparer et déclarer les Comptes en conformité avec les principes énoncés à l'Article 30 de la présente Convention ;
  - (b) les Sociétés de Projet tiennent et conservent tous autres livres et registres et calculent tous les Impôts et autres taxes dus à l'Etat ou à une Autorité Publique (via leurs déclarations ou par voie de Retenue à la source, déduction ou paiement anticipé), en Dollars US ;
  - (c) toute déclaration fiscale ou tout autre formulaire des Sociétés de Projet au titre des Impôts et autres taxes (y compris toute modification afférente) sont initialement établis sur la base des calculs déjà effectués et des montants en Dollars US comme si cette déclaration fiscale ou ce formulaire devait être déposé en Dollars US ; et
  - (d) les déclarations fiscales ou autres formulaires des Sociétés de Projet au titre des Impôts et autres taxes (y compris toute modification afférente) sont préparés et déposés, et tout paiement des Impôts et autres taxes est effectué en Monnaie Locale.
2. En ce qui concerne la conversion de montants libellés en devises différentes :
  - (a) lorsqu'il est nécessaire de convertir des montants qui sont libellés en Dollars US en Monnaie Locale conformément au 1(d) ci-dessus, le taux de change applicable sera :
    - (i) le taux de change de clôture publié officiellement entre le Dollar US et la Monnaie Locale pour la dernière date de la période à laquelle se rapporte la déclaration fiscale ; et
    - (ii) sinon, le taux de change d'ouverture publié officiellement entre le Dollar US et la Monnaie locale applicable à la date à laquelle doit être effectuée la déclaration fiscale ou le formulaire ou tout autre paiement ; et
  - (b) lorsqu'il est nécessaire de convertir des montants libellés en Devise Etrangère (autre que le Dollar US) ou en Monnaie Locale en Dollars US conformément au paragraphe 1(a) ou (b) ci-dessus, le taux de change applicable est tout taux de change d'ouverture ou de clôture publié officiellement (et notamment celui publié sur le site [www.xe.com](http://www.xe.com)) entre la Devise Etrangère ou la Monnaie Locale et le Dollar US au premier jour du mois calendaire concerné.
3. Lorsqu'un remboursement est dû par l'État ou une Autorité Publique à un Participant au Projet en vertu du Régime Fiscal Convenu :
  - (a) ni l'État ni l'Autorité Publique n'imposera des exigences administratives déraisonnables ou excessives au Participant au Projet concerné pour demander et obtenir ce remboursement ; et



- (b) ce remboursement sera effectué dans les 30 jours suivant la date à laquelle le Participant au Projet aura satisfait à toutes les exigences administratives raisonnables qui lui auront été imposées ; à défaut de remboursement dans ce délai de 30 jours, le Participant au Projet sera autorisé à imputer le montant dû par l'Etat ou l'Autorité Publique sur toute somme due par le Participant au Projet à l'Etat ou à une Autorité Publique au titre du même Impôt.
4. Aucun Participant Clé au Projet ne sera tenu de payer, de déposer, de fournir une garantie ou de conclure tout autre accord similaire, concernant tout montant d'Impôt ou autre taxe (y compris les intérêts ou pénalités qui y affèrent) faisant l'objet d'une contestation ou litige de quelque nature que ce soit, autre que l'obligation :
- (a) Pour saisir le Directeur Général des Impôts, de fournir les justificatifs de paiement de 10% de la partie contestée (par dérogation au pourcentage de 15% visé à l'article 1004 (nouveau) du Code) ;
  - (b) Pour saisir le Comité Arbitral des Recours Fiscaux (CARFI) ou le Ministre des Finances, de fournir les justificatifs de paiement de 5% de la partie contestée (par dérogation au pourcentage de 10% visé à l'article 1005 bis (nouveau) du Code) ;
  - (c) Etant précisé, que pour saisir la juridiction compétente il ne sera pas exigé le paiement de 50% des montants contestés (par dérogation aux dispositions de l'article 1005 bis (nouveau) du Code) ;

tant que cette contestation ou ce litige n'aura pas été définitivement réglé conformément au Régime Fiscal Convenu et aux autres dispositions de la présente Convention. Sans préjudice du paiement des sommes visées ci-dessus, l'État s'engage, et fait en sorte que chaque Autorité Publique s'engage, à ne pas commencer, ou ne pas participer ou (si déjà fait ou commencé) à ne pas continuer à participer à toute réclamation, action ou procédure en paiement ou en recouvrement du montant faisant l'objet de la contestation ou du litige jusqu'à ce que celui-ci fasse l'objet d'une décision finale insusceptible de recours. Toutefois, le présent paragraphe : (i) n'empêche pas de faire courir les intérêts de retard à l'égard de ce montant conformément au Régime Fiscal Convenu et (ii) ne s'applique pas au montant ne faisant pas l'objet d'une réclamation, d'un appel ou d'un litige conformément au Régime Fiscal Convenu et à la présente Convention (qui demeure dû et recouvrable conformément au Régime Fiscal Convenu et à la présente Convention).

5. L'État fait en sorte que :
- (a) Les éventuelles pénalités fiscales (en ce compris notamment indemnités ou intérêts de retard, majorations et autres sanctions financières) relatives à un Impôt dû par la Société de Projet Niger à l'Etat ou à une Autorité Publique :
    - (i) ne soit imposées que dans les cas strictement prévus par le Droit Nigérien ; et
    - (ii) n'excèdent (toutes pénalités prises ensemble) 50 % de l'Impôt au titre duquel ces pénalités sont imposées ; et



- (b) Toute pénalité (en ce compris notamment indemnités ou intérêts de retard, majorations et autres sanctions financières) imposée en sus de ce qui est autorisé en vertu du paragraphe (a) soit supprimée, remise ou sinon réduite de manière à être en conformité avec le paragraphe (a), et à ce qu'aucune réclamation, action ou procédure en paiement ou en recouvrement ne soit engagée relativement au montant de cette pénalité excessive.
6. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention ou toute autre stipulation du Régime Fiscal Convenu, dans le cadre d'un audit, d'un contrôle, d'une enquête, d'un litige, d'une controverse ou d'une réclamation concernant des Impôts, un Participant au Projet ne peut être tenu de fournir, produire ou divulguer aucun document (ou une partie de celui-ci) émis par une personne tenue au secret professionnel en raison de ses fonctions (avocat, notaire, médecin) et le refus de fournir, produire ou divulguer un tel document ne constitue pas en soi une infraction.

品

## PARTIE H – TRANSFERTS

1. Le transfert qu'il soit effectué par vente, fusion, apport ou par quelque autre moyen de transfert de propriété que ce soit, par la Société de Projet Niger de l'ATI dans les conditions prévues à l'Article 12 ou 43 de la présente Convention ne sera soumis à aucun Impôt (notamment l'Impôt sur les bénéfices) au Niger, à l'exception des Impôts définis ci-dessous :
  - (a) Dispositions générales applicables sous réserve des dispositions des paragraphes (b) et (c) ci-dessous :
    - (i) Un prélèvement exceptionnel égal à sept pour cent (7%) s'applique à la plus-value réalisée à l'occasion du transfert.
    - (ii) Par exception aux exonérations de droits d'enregistrement prévues à la Partie C de la présente Annexe I (*Régime fiscal Convenu*), un droit d'enregistrement de 3% (dont le redevable exclusif est la Personne à laquelle l'ATI est transféré) s'applique au transfert ; l'assiette du droit est déterminée conformément aux dispositions de l'article 463 du Code fixant les modalités de détermination de la base d'imposition au titre des droits d'enregistrement en cas de transmission à titre onéreux de biens et droits immobiliers.
  - (b) Dispositions applicables en cas de transfert à un Affilié de la Société de Projet Niger (dispositions applicables nonobstant les dispositions du paragraphe (a) ci-dessus) :
    - (i) Les transferts réalisés au profit d'un Affilié de la Société de Projet Niger bénéficient d'un sursis d'imposition au titre du prélèvement exceptionnel : la Personne qui transfère est réputée, au plan fiscal, céder au prix de revient fiscal d'origine et l'Affilié de la Société de Projet Niger bénéficiaire du transfert est réputé, au plan fiscal, acquérir à ce même prix ; le sursis d'imposition est applicable dans les mêmes conditions à tous transferts successifs entre Affiliés de la Société de Projet Niger quel que soit leur nombre ;
    - (ii) Tout transfert ultérieur de l'ATI par un Affilié de la Société de Projet Niger à une Personne non Affiliée de la Société de Projet Niger donne lieu au paiement du prélèvement exceptionnel au taux de sept pour cent (7%), calculé sur la différence entre (A) la valeur (notamment prix de cession en cas de vente ou valeur d'apport en cas de fusion ou apport), à laquelle le transfert est effectué au profit de la Personne non Affiliée de la Société de Projet Niger et (B) le prix de revient fiscal de l'ATI chez l'Affilié de la Société de Projet Niger qui transfère tel qu'il résulte de l'application des dispositions du (i).
    - (iii) Exonération du droit d'enregistrement.
  - (c) Dispositions applicables en cas de transfert de l'ATI à l'Etat ou dans le cadre de la mise en œuvre d'une sûreté (dispositions applicables nonobstant les dispositions du paragraphe (a) ci-dessus) :

Handwritten signature in blue ink.

Handwritten signature in blue ink.

- (i) Un prélèvement exceptionnel égal à sept pour cent (7%) s'applique à la plus-value réalisée à l'occasion du transfert.
    - (ii) Exonération du droit d'enregistrement.
  - (d) Lorsque le prélèvement exceptionnel de sept pour cent (7%) est applicable conformément aux dispositions des sous-paragraphes (b) ou (c) ci-dessus, la base d'imposition est, le cas échéant, et sur option de la Personne qui transfère, réduite du montant des déficits reportables ou des amortissements différés au titre de l'Impôt sur les bénéfices dont dispose la Personne qui transfère ; les déficits ou amortissements différés ainsi utilisés ne sont plus imputables sur la base d'imposition à l'Impôt sur les bénéfices.
2. Le transfert qu'il soit effectué par vente, fusion, apport ou par quelque autre moyen de transfert de propriété que ce soit, par un Actionnaire des actions de la Société de Projet Niger, ainsi que, le cas échéant, par un Investisseur ou un Affilié de ses droits (ou d'une fraction de ses droits) dans un prêt (ou tout autre forme de financement) consenti à la Société de Projet Niger, ne sera soumis à aucun Impôt au Niger (notamment l'Impôt sur les bénéfices), à l'exception des Impôts définis ci-dessous :
- (a) Dispositions générales applicables sous réserve des dispositions du paragraphe (b) ci-dessous :
    - (i) Les plus-values de cession des actions sont soumises à l'impôt au taux de 7% telle que prévue par l'article 74 du Code.
    - (ii) La cession des actions est soumise à un droit d'enregistrement fixe de 6 000 FCFA prévu par l'article 489 du Code.
  - (b) Dispositions applicables en cas de transfert à un Affilié de la Société de Projet Niger (dispositions applicables nonobstant les dispositions du paragraphe (a) ci-dessus) :
    - (i) Les transferts des actions réalisés au profit d'un Affilié de la Société de Projet Niger bénéficient d'un sursis d'imposition au titre de l'impôt sur les plus-values de sept pour cent (7%) : la Personne qui transfère est réputée, au plan fiscal, céder au prix de revient fiscal d'origine et l'Affilié de la Société de Projet Niger bénéficiaire du transfert est réputé, sur le plan fiscal, acquérir à ce même prix ; le sursis d'imposition est applicable dans les mêmes conditions à tous transferts successifs entre Affiliés de la Société de Projet Niger quel que soit leur nombre ;
    - (ii) Tout transfert ultérieur des actions par l'Affilié de la Société de Projet Niger à une Personne non Affiliée de la Société de Projet Niger donne lieu au paiement de l'impôt sur le plus-values au taux de sept pour cent (7%), calculé sur la différence entre (A) la valeur (notamment prix de cession en cas de vente ou valeur d'apport en cas de fusion ou apport), à laquelle le transfert est effectué au profit de la Personne non Affiliée de la Société de Projet Niger et (B) le prix de revient fiscal des actions chez l'Affilié de la Société de Projet Niger qui transfère tel qu'il résulte de l'application des dispositions du (i).

- (iii) La cession des actions est soumise à un droit d'enregistrement fixe de 6 000 FCFA prévu par l'article 489 du Code.

品

## **PARTIE I – VENTE OU TRANSFERT DE PÉTROLE BRUT PAR LA SOCIÉTÉ DE PROJET NIGER**

1. Aucun Impôt ou autre prélèvement ne sera appliqué sur le transfert de Pétrole Brut aux Sociétés de Projet tel qu'exposé à l'Article 24.1 de la présente Convention. La vente ou le transfert de Pétrole Brut par la Société de Projet Niger conformément aux stipulations de l'Article 24.1(d) de la présente Convention sera soumis au régime fiscal et douanier qui s'applique aux Expéditeurs concernés, à l'exception de l'Impôt sur les bénéfices pour lequel les règles applicables seront celles de cette Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*).



## PARTIE J – COÛTS INITIAUX DU PROJET

1. Les Parties conviennent par les présentes que la Part Correspondante du Niger dans les Coût Initiaux du Projet sera facturée (ou refacturée) à la Société de Projet Niger conformément aux accords fixés et conclus par la Société de Projet Niger, et que ces Coût Initiaux du Projet, une fois ainsi facturés (ou refacturés) à la Société de Projet Niger, seront considérés comme constituant des Charges engagées par la Société de Projet Niger pendant la Période de Construction, sous réserve que ces Charges ne fassent pas l'objet d'une double comptabilisation. Ces Charges (en ce inclus le montant des Impôts supportés au titre de ces Charges et non récupérés) pourront être immobilisées dans les Comptes de la Société de Projet Niger.



## PARTIE K – LISTE DES BIENS ET SERVICES EXONÉRÉS DE TVA ET TAXES ASSIMILÉES

Pendant toute la durée de la Période de Construction et de la Période d'Exploitation, conformément aux dispositions de la Partie E de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*), la Société de Projet Niger et les Contractants bénéficient d'une exonération de toute taxation sur le chiffre d'affaires, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de toutes taxes assimilées (y compris toute taxe sur les activités financières) sur les fournitures de biens et les prestations de services de toutes natures, y compris les études, destinés au Projet PENB, en relation avec les biens ou services suivants :

1. Travaux d'exploration géologique et géophysique et de détection liés aux travaux d'installation du Système de Transport Export et/ou des Installations de Surface PENB Niger.
2. Travaux d'exploration météo-océanique.
3. Travaux d'installation du Système de Transport Export et des systèmes d'amarrage et/ou des Installations de Surface PENB Niger.
4. Construction pour le stockage de Pétrole Brut.
5. Construction des voies d'accès, campements, baraquements, et sites faisant partie des Installations de Surface PENB Niger.
6. Transport de l'équipement et du personnel, travaux de recherche d'eau, stockage, réparation d'urgence et entretien de l'équipement, sécurité des personnes et du matériel.
7. Transport de l'équipement ci-après : matériel lourd de prospection et explosifs, équipement lourd de forage et sondage, produits à boue, équipement de pompage, équipement de stockage, matériels servant au transport par pipelines des produits extraits.
8. Travaux de construction et de rénovation des bureaux et logement des travailleurs.
9. Mise en place d'équipements de communication et de services.
10. Contrats de prestations de services pour le recrutement de personnel.
11. Contrats en matière de services logistiques, de réparations et d'entretien, de logement, y compris camps de vie, et de restauration à la fois à Niamey et sur tout site lié au Projet PENB situé sur le Territoire, de services de nettoyage (gestion) de bureaux et à domicile ainsi que les services d'achat de billets d'avion internationaux pour le personnel.
12. Services de location d'équipement : bureau, domicile et entrepôt.
13. Approvisionnement et ravitaillement en produits pétroliers et services y afférents pour les besoins des activités liées au stockage et au transport du Pétrole Brut.
14. Biens et services liés aux activités de protection sociale.
15. Biens et services fournis aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

品菁

Sf

16. Biens et services en matière de surveillance et de sécurité des bâtiments, installations, équipements et du personnel sur tout site lié au Projet PENB situé sur le Territoire.
17. Biens et services liés à l'achat d'équipements et de matériels utilisés dans la construction de logements, de bureaux et de systèmes de transport par canalisations.
18. Activités de dédouanement.
19. Formation des employés, y compris formations relatives aux technologies professionnelles, HSE, finance, gestion, etc...
20. Fournitures de bureau : ordinateurs, imprimantes, articles de papeterie, cartouches d'encre, autres équipements de bureau et toutes pièces utilisées pour l'équipement de bureau, etc...
21. Services professionnels : comptabilité, audits, services juridiques, de conseil fiscal, services médicaux, services de ressources humaines, etc...
22. Mise en place d'équipement et de services de communication, notamment de communication par satellite, télécommunications internationales, connexion internet, abonnement TV pour les employés, etc. lié au Projet PENB.
23. Produits et équipements manufacturés de première nécessité (y compris nourriture) pour le site et la base.
24. Construction de sites d'atterrissage, y compris la formation du site, de la tranchée, l'installation de l'équipement, etc.

h  
v

## PARTIE L – LISTE DES IMPORTATIONS PERMANENTES OU TEMPORAIRES EXONÉRÉES DE DROITS DE DOUANE

Conformément aux dispositions de la Partie F de la présente Annexe I (*Régime Fiscal Convenu*), la Société de Projet Niger, les Contractants, les Sous-Contractants et les Fournisseurs bénéficient d'un régime douanier privilégié pour les produits, matériels, matériaux, machines et équipements suivants importés dans le cadre du Projet PENB :

1. Equipements de prospection géologique et géophysique y compris explosifs et détonateurs.
2. Equipements de forage et sondage y compris boue, ciments spéciaux et produits chimiques nécessaires à ces opérations.
3. Equipements de laboratoire.
4. Equipements de mesure, d'inspection, de détection et d'intervention pour la construction du Système de Transport Export et autres équipements appropriés.
5. Equipements de production et outils.
6. Equipements de traitement et de transformation primaire pour les produits extraits.
7. Equipements de ramassage, de stockage, de remorquage et de chargement.
8. Equipements de pompage, d'enlèvement, de contrôle et de transport et matériels pour les produits extraits et la construction du Système de Transport Export, tels que les pompes, les vannes, les actionneurs, les filtres, les câbles, le matériel électrique, l'eau et le matériel anti-incendie, le système d'instrumentation et autre système adéquat, le générateur, le dispositif de lancement et le récepteur, les matériels de soudage, tuyaux en acier, les coudes à induction et les plaques chauffante, etc.
9. Véhicules servant au transport du personnel et des matériaux, véhicules commerciaux pour le transport de marchandises, véhicules tout terrain, avions, matériels de génie civil et machines spéciales, équipement de transport fluvial et véhicules spéciaux servant à la construction de pipelines.
10. Matériaux et outils utilisés pour la construction du Système de Transport Export, l'entretien, les réparations d'urgence et autres travaux nécessaires, comme les grues, tracteurs pose-canalisation, camions de soudage, engins de terrassement, équipements d'étanchéité, etc.
11. Équipements et matériels anticorrosion, tels que les peintures, équipements et matériels de protection cathodique, etc.
12. Equipements et matériels de télécommunication.
13. Equipement et matériels d'instrumentation.
14. Matériels informatiques et accessoires.



15. Equipements, matériels et outils de sécurité, entretien, stockage, fourniture d'eau et fourniture d'électricité.
16. Mobiliers de bureau et mobiliers des logements des travailleurs.
17. Dispositif de protection des travailleurs.
18. Equipements et matériels nécessaires pour l'installation des sondages, pipelines et routes d'accès.
19. Équipements et matériels pour les bureaux et les logements, tels que les appareils ménagers, climatiseurs, téléphones, appareils radio, appareils photos numériques, interphones, , etc.<sup>34</sup>
20. Ordinateurs portables, imprimantes et instruments de traçage ;
21. Equipements et matériels pour le camp et le chantier, comme la structure d'acier, la barrière, la clôture, etc.
22. Equipements et matériels pour la construction civile, telles que le sable, ciment, pierre, durcisseur, fuel, quincaillerie, etc.
23. Essence, jet avion, gas-oil, huiles et graisses de lubrification, produits à boue et ciments, sable, pierre, etc.<sup>35</sup>
24. Tous produits chimiques ou préparations à base de produits chimiques employés pour l'essai d'une substance quelconque.
25. Tout appareil de climatisation ou de chauffage ou tout autre appareil, y compris pour la génération d'électricité.
26. Equipements et médicaments pour les besoins de traitement médical et matériels de cuisine.
27. Conteneurs utilisés pour le transport de biens et équipements destinés aux activités liées au stockage et au transport du Pétrole Brut.
28. Equipement et matériels anti-incendie.
29. Equipement et matériels nécessaires au traitement des déchets et à la protection de l'environnement.
30. Equipements, dispositifs, sacs de sable et autres matériels connexes pour la santé, la sécurité et la sûreté.
31. Pipeline et installations auxiliaires, y compris les tuyauteries, anodes, brides, vannes, matériels anti corrosion, béton, bouées, treuils, etc.
32. Toutes les pièces utilisées pour l'entretien et la réparation des équipements énumérés ci-dessus.

---

<sup>34</sup> Exonération accordée sous réserve que l'importateur soit une Entité Nigérienne.

<sup>35</sup> Les importations d'essence, de jet avion et de gas-oil devront être réalisées conformément au Droit Nigérien.



33. Etude topographique :

- a) Principaux équipements d'arpentage tels que les récepteurs GPS incluant les radios, stations totales, jauges de niveau, etc. ;
- b) Equipements d'arpentage aérien tels que des avions non pilotés, des systèmes LIDAR aéroportés etc. ;
- c) Détecteurs tels que des détecteurs de métaux souterrains, échosondeurs, détecteurs de niveau d'eau, capteurs sonars, etc.;

34. Exploration géotechnique :

- a) Principaux équipements d'exploration tels que les plates-formes de forage et les installations auxiliaires appropriées (gainés, tuyaux de forage, échantillonneurs, dispositifs SPT, réservoirs d'eau et pompes), tarières mobiles, etc.;
- b) Dispositifs de test in-situ tels que les appareils CPT (véhicules CPT), appareils de mesure de résistivité du sol, thermomètres de sol, testeurs de résistivité thermique du sol, dispositifs de test du chargement des plaques, dispositifs de test des vases etc.;
- c) Appareils d'analyse du sol en laboratoire tels que fours, appareils de mesure des limites d'Atterberg, appareils de compression, appareils de cisaillement, appareils d'analyse chimique/médicaments, etc.

35. Exploration géophysique :

- a) Equipements d'exploration marine tels que les SESF (systèmes d'échosondeur à simple faisceau), les SEMF (systèmes d'échosondeurs multifaisceaux), les SBL (sonars à balayage latéral), les SDS (sondeurs de sédiment), les SVVP (profileurs de vitesse de son).
- b) Equipements d'exploration terrestre tels que les testeurs électriques à haute densité, les testeurs d'ondes sismiques en faible profondeur, appareils d'essai sismique en fonds de puits, magnétomètres, etc. ;

2017

## ANNEXE II ASSURANCES

### 1. Assurances pour la Période de Construction

Type d'assurance	Brève Description
Assurance tous risques chantiers	Dommmages aux ouvrages liés au Projet PENB situés sur les chantiers du Territoire.
Assurance responsabilité civile à l'égard des tiers (y compris en matière de pollution) (ayant WAPCO (Niger) et l'Etat comme coassurés)	Responsabilité civile envers les tiers découlant :  (a) d'une blessure corporelle, une maladie ou un décès; ou  (b) des pertes ou dommages matériels,  sur le Territoire.

### 2. Assurances pour la Période d'Exploitation

Type d'assurance	Brève Description
Dommmages aux biens	Dommmages aux installations liées au Projet PENB sur le Territoire.
Assurance responsabilité civile à l'égard des tiers (y compris en matière de pollution) (ayant WAPCO (Niger) et l'Etat comme coassurés)	Responsabilité civile envers les tiers découlant:  (a) d'une blessure corporelle, une maladie ou un décès; ou  (b) des pertes ou dommages matériels,  sur le Territoire.

### 3. À tout moment : toutes les autres assurances obligatoires en vertu du Droit Nigérien, y compris les assurances automobiles, accidents du travail et responsabilité sociale de l'employeur.



# ANNEXE III EXEMPLE CHIFFRE DE DETERMINATION DU TARIF DES SERVICES DE TRANSPORT

## Flux de trésorerie sur la durée de vie et calcul du tarif du Projet PENB - Section Niger

N° de Ligne	Titre	Unité	Total	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
1	Volume transporté	000 Bbl	499 673				32 854	32 854	34 026	34 666	35 294	35 293	35 219	35 097	33 742	29 999	26 000
2	Eléments du Tarif																
3	Investissement des Actionnaires*	000 USD	241 695	24 169	108 763	108 763											
4	Remboursement des prêts d'actionnaires (capital)	000 USD	241 695				24 169	24 169	24 169	24 169	24 169	24 169	24 169	24 169	24 169	24 169	
5	Remboursement des prêts d'actionnaires (intérêts)						21 753	19 336	16 919	14 502	12 085	9 668	7 251	4 834	2 417	0	
6	Tarif issu de l'investissement des Action	000 USD	350 457				45 922	43 505	41 088	38 671	36 254	33 837	31 420	29 003	26 586	24 169	
7	Emprunts bancaires	000 USD	1 060 735	100 642	461 140	498 953											
8	Emprunts long terme	000 USD	966 778	96 678	435 050	435 050											
9	Investissement capitalisé	000 USD	93 957	3 964	26 090	63 903											
10	Montant à l'ouverture	000 USD					1 060 735	954 661	848 588	742 514	636 441	530 367	424 294	318 220	212 147	106 073	
11	Remboursement de l'emprunt (capital)	000 USD	1 060 735				106 073	106 073	106 073	106 073	106 073	106 073	106 073	106 073	106 073	106 073	
12	Remboursement de l'emprunt (intérêts)	000 USD	391 411				78 282	69 584	60 886	52 188	43 490	34 792	26 094	17 396	8 698	0	
13	Tarif issu des emprunts bancaires	000 USD	1 452 146				184 356	175 658	166 960	158 262	149 564	140 866	132 168	123 470	114 772	106 073	
14	Coûts d'exploitation																
15	Entretien et Exploitation	000 USD	1 355 739				65 484	65 484	66 299	67 860	67 898	67 970	67 966	67 881	67 043	65 947	62 430
16	G & A	000 USD	72 600				3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300
17	Sécurité	000 USD	142 230				6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465
18	Dénantèlement	000 USD	60 424														
19	Tarif issu des coûts d'exploitation	000 USD	1 630 993				75 249	75 249	76 064	77 625	77 663	77 735	77 731	77 646	76 808	75 712	72 195
20	Calcul du MT																
21	MT unitaire	USD/Bbl					0.44	0.45	0.46	0.48	0.49	0.50	0.52	0.54	0.55	0.57	0.59
22	Tarif issu des du MT	000 USD	275 133				14 305	14 734	15 718	16 494	17 296	17 814	18 310	18 794	18 611	17 043	15 214
23	Tarif total	000 USD	3 708 729				319 832	309 146	299 829	291 051	280 777	270 252	259 629	248 914	236 777	222 997	87 409
24	Tarif unitaire	USD/Bbl					9.74	9.41	8.81	8.40	7.96	7.66	7.37	7.09	7.02	7.43	3.36
25	Flux de trésorerie du projet																
26	Flux de trésorerie entrant	000 USD	3 708 729				319 832	309 146	299 829	291 051	280 777	270 252	259 629	248 914	236 777	222 997	87 409
27	Flux de trésorerie sortant	000 USD	2 839 466	120 847	543 813	543 813	75 249	75 249	76 064	77 625	77 663	77 735	77 731	77 646	76 808	75 712	72 195
28	Investissement (hors investissements capitalisés)	000 USD	1 208 473	120 847	543 813	543 813											
29	Coûts d'exploitation	000 USD	1 630 993				75 249	75 249	76 064	77 625	77 663	77 735	77 731	77 646	76 808	75 712	72 195
30	Flux de trésorerie nette	000 USD	869 264	-120 847	-543 813	-543 813	244 583	233 897	223 765	213 426	203 114	192 517	181 898	171 267	159 969	147 286	15 214
31	TRI	10%															
32	VAN	0															

\* ou Affilié autre qu'une banque

## Flux de trésorerie sur la durée de vie et calcul du tarif du Projet PENB - Section Niger

N° de ligne	Titre	Unité	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
1	Volume transporté	000 Bbl	22 500	19 567	17 020	14 490	12 450	10 901	9 514	8 407	7 397	6 539	5 846
2	<b>Eléments du Tarif</b>												
3	<b>Investissement des Actionnaires*</b>	000 USD											
4	Remboursement des prêts d'actionnaires (capital)	000 USD											
5	Remboursement des prêts d'actionnaires (intérêts)												
6	<b>Tarif issu de l'investissement des Action</b>	000 USD											
7	<b>Emprunts bancaires</b>	000 USD											
8	Emprunts long terme	000 USD											
9	Investissement capitalisé	000 USD											
10	Montant à l'ouverture	000 USD											
11	Remboursement de l'emprunt (capital)	000 USD											
12	Remboursement de l'emprunt( intérêts)	000 USD											
13	<b>Tarif issu des emprunts bancaires</b>	000 USD											
14	<b>Coûts d'exploitation</b>												
15	Entretien et Exploitation	000 USD	58 732	58 619	57 475	57 241	56 432	55 917	55 931	55 864	55 804	55 752	55 711
16	G & A	000 USD	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300
17	Sécurité	000 USD	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465	6 465
18	Démantèlement	000 USD					8 632	8 632	8 632	8 632	8 632	8 632	8 632
19	<b>Tarif issu des coûts d'exploitation</b>	000 USD	68 497	68 384	67 240	67 006	74 829	74 314	74 328	74 261	74 201	74 149	74 108
20	<b>Calcul du MT</b>												
21	MT unitaire	USD/Bbl	0.60	0.62	0.64	0.66	0.68	0.70	0.72	0.74	0.76	0.79	0.81
22	<b>Tarif issu des du MT</b>	000 USD	13 561	12 147	10 883	9 543	8 445	7 617	6 847	6 232	5 647	5 142	4 735
23	Tarif total	000 USD	82 058	80 531	78 123	76 549	83 275	81 930	81 175	80 493	79 848	79 291	78 843
24	<b>Tarif unitaire</b>	USD/Bbl	3.65	4.12	4.59	5.28	6.69	7.52	8.53	9.57	10.80	12.13	13.49
25	<b>Flux de trésorerie du projet</b>												
26	Flux de trésorerie entrant	000 USD	82 058	80 531	78 123	76 549	83 275	81 930	81 175	80 493	79 848	79 291	78 843
27	Flux de trésorerie sortant	000 USD	68 497	68 384	67 240	67 006	74 829	74 314	74 328	74 261	74 201	74 149	74 108
28	Investissement (hors investissements capitalisés)	000 USD											
29	Coûts d'exploitation	000 USD	68 497	68 384	67 240	67 006	74 829	74 314	74 328	74 261	74 201	74 149	74 108
30	Flux de trésorerie nette	000 USD	13 561	12 147	10 883	9 543	8 445	7 617	6 847	6 232	5 647	5 142	4 735
31	TRI	10%											
32	VAN	0											

<sup>36</sup> \* ou Affilié autre qu'une banque

<sup>36</sup> Note: Les données de ce tableau ne comprennent que les données prévues dans l'étude de faisabilité. Pendant la Période d'Exploitation, le tarif de transport par pipeline pour chaque année fiscale sera recalculé en fonction des coûts réels encourus et du volume de transport de pétrole brut de la Zone Contractuelle d'Agadem sur la base du "modèle tarifaire du pipeline (section Niger)" approuvé par le gouvernement du Niger.

**ANNEXE IV**  
**CONTRAT DE CONSEIL**

品

8f

## Contrat de Prestation de Services de Consultation

Ce contrat de Prestation de Services (le **Contrat**) est signé entre :

1. **L'Etat du Niger**, représenté aux présentes par Monsieur Foumakoye Gado, Ministre du Pétrole ci-après désigné « **l'Etat** » ;
2. **DB Legal** immatriculée sous le numéro TG-LOM 2018B2886, ayant son siège social sis Zone Industrielle du Port, BP 12918, Lomé (Togo), représentée par Monsieur Yves Moukory, agissant en qualité de Directeur, ci-après désignée « **Le Prestataire** » ;

Chacun étant une **Partie**.

### Préambule

L'Etat et West African Oil Pipeline (Niger) Company (« **WAPCO (Niger)** ») sont en négociation en vue de permettre à cette dernière de se voir attribuer une Autorisation de Transport Intérieur, au sens de la législation applicable en République du Niger (« **ATI** ») pour les besoins du projet de construction du Système de Transport des Hydrocarbures par Canalisation Niger-Bénin (le « **Projet** »).

L'Etat souhaite se faire appuyer par le Prestataire sur l'ensemble des sujets juridiques sur lesquels ce dernier juge nécessaire de l'associer et en particulier sur la négociation de l'ensemble de la documentation juridique relative au Projet.

Il est convenu ce qui suit

### 1. SERVICES

Le Prestataire fournira à l'Etat toute assistance requise par ce dernier en matière juridique dans le cadre de la rédaction, la relecture, la négociation et/ou l'entrée en vigueur des textes et accords suivants (« **les Services** ») :

- la Convention de Transport relative au système de transport des hydrocarbures par canalisations Niger-Bénin ;
- la loi-projet relative à la transposition en droit nigérien de l'Accord Bilatéral Niger-Bénin, de l'Accord Cadre Niger-CNDOC et de toute stipulation additionnelle rendue nécessaire pour le Projet ;
- le contrat par lequel l'Etat va acquérir des parts de WAPCO (Niger) ;
- le Pacte d'actionnaires de WAPCO (Niger) ;
- le Contrat de transport entre WAPCO (Niger) et l'expéditeur.

山 品青

Sf α

Il est entendu, en ce qui concerne ce dernier contrat que celui-ci sera préparé par les conseils de WAPCO (Niger) et que le Prestataire procédera à sa revue pour le compte de l'Etat.

Les Parties conviennent que tous livrables réalisés par le Prestataire dans le cadre des Services, y compris les rapports, seront la propriété exclusive de l'Etat.

## 2. DURÉE DU CONTRAT

Le présent Contrat entre en vigueur à sa date de signature (« la **Date d'Entrée en Vigueur** »). Il est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de la Date d'Entrée en Vigueur.

Il est convenu que les dispositions des articles 5, 6 et 9 resteront en vigueur après l'expiration du présent Contrat, étant entendu que l'article 9 ne restera en vigueur que pour les différends ou litiges qui seraient survenus avant la date d'expiration du présent Contrat.

## 3. RÉMUNÉRATION

En rémunération des Services que le Prestataire réalise conformément aux dispositions du présent Contrat, le Prestataire percevra une rémunération égale à un million six cent mille (1 600 000) Euros nette de toute taxe et retenue à la source applicable le cas échéant (la « **Rémunération** »).

Cette Rémunération sera payée suivant le calendrier d'exécution ci-après :

- à hauteur de cinq cents milles (500.000) Euros dans un délai de trente (30) jours à compter de la Date de Signature de la convention de transport entre l'Etat et WAPCO (Niger) ;
- à hauteur de cinq cents milles (500.000) Euros dans un délai de trente (30) jours à compter de l'entrée en vigueur effective de ladite convention de transport
- à hauteur de six cents milles (600.000) Euros dans un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle le contrat par lequel l'Etat va acquérir des parts de WAPCO (Niger), le Pacte d'actionnaires de WAPCO (Niger) et le Contrat de transport entre WAPCO (Niger) et l'expéditeur auront été finalisés.

## 4. RESPONSABILITÉ

Le Prestataire sera tenu envers l'Etat de toute violation substantielle aux stipulations du présent Contrat. L'Etat reconnaît et confirme que le Prestataire, agissant dans le cadre et pour les besoins des présentes, est en droit d'utiliser toutes informations et rapports publics ainsi que toutes autres informations fournies par des tiers, y compris des informations fournies par WAPCO (Niger) et l'Etat, et que le Prestataire n'assume aucune responsabilité pour l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations.

6

12/11/11

sf

Toutefois, ni le Prestataire ni l'État ne pourront, à l'occasion de toute action intentée l'un contre l'autre, être tenus responsables de tous dommages particuliers, indirects ou consécutifs résultant ou découlant du présent Contrat, y compris et sans que cette liste ne soit exhaustive, de toute perte de profit ou interruption d'activité, quelle qu'en soit la cause.

Sans préjudice des stipulations de la première phrase du présent article, sauf cas de fraude, de faute intentionnelle ou de négligence grave dont il se serait rendu coupable, le Prestataire ne sera pas responsable des dommages, pertes à caractère pécuniaire, réclamations, actions, coûts et responsabilités de toutes natures résultant de ou en relation avec les Services fournies en vertu des présentes.

## **5. CONFIDENTIALITE**

Le Prestataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentielle l'existence et le contenu du présent Contrat, et à ne faire usage de toute information obtenue dans le cadre du présent Contrat que dans le cadre de ce Contrat, sauf dans le cas où il y serait tenu pour des raisons légales. Cette obligation survivra à l'expiration du Contrat.

## **6. ETHIQUE DES AFFAIRES**

Les Parties interdisent à leurs employés, cadres et dirigeants d'offrir, de solliciter ou d'accepter tout avantage tel que défini dans le UK Bribery Act 2010 du Royaume-Uni. Les Parties sensibiliseront également leurs employés, cadres et dirigeants à ne pas offrir, solliciter ou accepter des invitations ou distractions excessives qui pourraient fausser leur impartialité dans la réalisation de la Mission. Les Parties prendront toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que leurs employés, cadres et dirigeants sont informés de ces interdictions et qu'ils les respecteront.

## **7. ABSENCE DE TIERS BÉNÉFICIAIRE**

Aucune des parties ne peut transférer ses droits et obligations au titre du présent Contrat sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie, accord qui ne sera pas refusé sans fondement. Le Prestataire peut rendre les Services soit directement soit à travers un de ses affiliés et les modalités du présent Contrat s'appliqueront de la même façon au Prestataire et à un tel affilié.

## **8. CONTRÔLE DES PRIX SPECIFIQUES**

Le Prestataire accepte de se soumettre à un contrôle des prix spécifiques durant l'exécution des prestations.

## **9. JURIDICTION COMPÉTENTE/DROIT APPLICABLE**

Le présent Contrat est régi par le droit du Niger. Les Parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable au Niger tout différend ou litige qui pourrait survenir concernant l'interprétation ou l'application du Contrat.

6

品菁

Sf 2

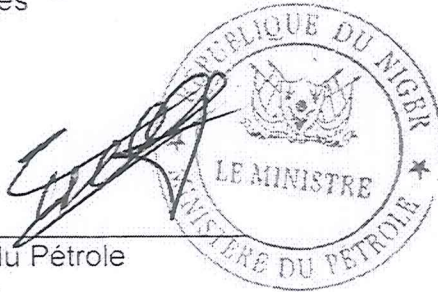
Les différends qui ne seront pas réglés à l'amiable dans un délai de deux (02) mois seront réglés par voie d'arbitrage suivant le règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale de Paris sous réserve des points suivants :

- L'arbitrage aura lieu à Paris (France) et en langue française;
- Le Tribunal arbitral sera composé de trois arbitres désignés suivant le règlement d'arbitrage susmentionné ;
- Le droit applicable sera le droit de la République du Niger ;
- Les frais d'arbitrage seront à la charge de la Partie qui succombera.

Fait à Niamey le 1er juillet 2019  
En deux exemplaires

L'ETAT du Niger

Par : Le Ministre du Pétrole  
Foumakoye Gado



DB Legal

Par : Yves Moukory

品青



## WEST AFRICAN OIL PIPELINE (NIGER) COMPANY S.A

---

West African Oil Pipeline (Niger) Company S.A. (“**WAPCO Niger**”)

Porte n°1543, Rue Corniche Gamkallé (NB2), Quartier Gamkallé,

4<sup>ème</sup> arrondissement, B.P. 12520,

Niamey,

République du Niger

(la « **Société** »)

### PROCURATION

La Société nomme irrévocablement **M. Wang Zhongcai** comme son procureur légalement nommé et avec pleins pouvoirs pour exécuter la Convention de Transport relatif au Système de Transport des Hydrocarbures par Canalisations Niger-Bénin entre la République du Niger et la Société (la « **CT** ») et/ou faire tout acte, « *deed* », document, certificat et notification et/ou faire les dépôts et demandes et/ou obtenir tous les consentements, approbations, règlements ou décrets nécessaires (dans chaque cas, soit sous la main ou sceau) de ou à toute personne ou entité (y compris le gouvernement de la République du Niger) qu’il peut juger nécessaire à son entière discrétion dans le cadre de l’exécution de la CT.

La Société s’engage à ratifier et à confirmer toutes les actions de tout Procureur nommé en vertu de la présente Procuration, qu’elles agissent conjointement ou individuellement, qui sont exécutées ou qui étaient censées être exécutées, dans l’exercice de tout pouvoir conféré par cette Procuration et d’indemniser chaque Procureur pleinement contre toutes les pertes, responsabilités, coûts, réclamations, actions, demandes ou dépenses que chaque Procureur peut soutenir ou encourir ou qui peuvent être faites contre l’un ou l’autre à la suite de ou en relation avec toute chose légalement faite ou les mesures prises en vertu de ou conformément à la présente Procuration (y compris les frais engagés pour l’application de cette indemnité) autre que la fraude ou la faute intentionnelle de l’un ou l’autre des Procureurs.

La Société déclare qu’une personne qui traite avec un Procureur nommé en vertu de la présente Procuration, agissant conjointement ou individuellement, peut accepter une déclaration écrite signée conjointement par le Procureur nommé aux présentes à l’effet que sa Procuration n’a pas été révoquée comme preuve concluante de ce fait.

Un Procureur nommé en vertu de la présente Procuration peut, sous réserve du consentement écrit préalable de la Société, déléguer un ou plusieurs pouvoirs conférés en



## WEST AFRICAN OIL PIPELINE (NIGER) COMPANY S.A

---

vertu de la présente Procuration à toute autre personne ou entité.

Un Procureur nommé en vertu de la présente Procuration ne peut, sans le consentement écrit préalable de la Société, nommer une ou plusieurs personnes pour agir à titre de substitut pour la Société ni pour exercer un ou plusieurs des pouvoirs conférés par la Société par la présente Procuration.

Cette Procuration doit être régie et interprétée conformément au droit anglais.

Exécuté et délivré en tant qu'un acte « deed » le 14<sup>ème</sup> Septembre 2019 pour et au nom de

**West African Oil Pipeline (Niger) Company S.A.**

une société immatriculée à la République du Niger

---

M. Liu Zhihua

Administrateur Général de la WAPCO Niger